Poursuivre des études postsecondaires :

à quel moment et dans quelles circonstances?

Publié en 2008 par la
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 800, Montréal, Canada H3A 3R2
Sans frais : 1 877 786-3999
Téléc. : 514 985-5987
Web : www.boursesmillenaire.ca
Courriel : millennium.foundation@bm-ms.org

Catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Canada

La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
Poursuivre des études postsecondaires : à quel moment et dans quelles circonstances?
Numéro 41

Comprend des références bibliographiques.
ISSN 1704–8435 Collection de recherches du millénaire (en ligne)

Mise en page : Charlton + Company Design Group

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire ni d'autres organismes qui auraient pu soutenir financièrement ou autrement la réalisation de ce projet.

Poursuivre des études postsecondaires :

à quel moment et dans quelles circonstances?

Préparé pour :
La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire

Préparé par :
Lori McElroy

Novembre 2008

Table des matières

Remerciements ____ 1

I. Introduction ____ 3

Examen de la recherche pertinente ____ 3
But de cette étude ____ 7
Méthodologie ____ 8
Quatre types de répondants ____ 9
Calendrier des études ____ 10
Activité principale au moment de l'enquête ____ 11
Le système d'études postsecondaires en Colombie-Britannique ____ 11

II. Choix en matière d'études postsecondaires ____ 13

Objectifs en matière d'éducation ____ 13
Facteurs qui influent sur la décision de poursuivre des études postsecondaires ____ 13
Cours et notes au secondaire ____ 13
Expériences vécues au secondaire ____ 15
Satisfaction par rapport à l'emploi actuel ____ 20
Éducation et revenu familial ____ 21
Personnes qui ont influencé leur décision ____ 26
Facteurs mentionnés par les répondants ____ 28
Impressions sur les études postsecondaires ____ 30
Raisons pour certains diplômés du secondaire de retarder leur entrée au postsecondaire ____ 35
Financement des études ____ 37
Sommaire des conclusions sur les choix en matière d'études postsecondaires ____ 41
Désireux versus inscrits ____ 41
Non désireux par rapport aux répondants ayant des objectifs en matière d'EPS ____ 42

III. Effet de la distance sur les établissements postsecondaires ____ 45

Distance et choix de l'établissement d'enseignement postsecondaire ____ 45
Distance et situation par rapport aux études postsecondaires ____ 49
Distance et objectifs en matière d'études postsecondaires ____ 50
Distance et moyenne pondérée cumulative ____ 52
Distance et revenu familial ____ 53
Sommaire des conclusions sur les effets de la distance ____ 54

IV. Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière de scolarité 57

Types d'obstacles 57
Obstacles multiples 60
Examen des obstacles financiers 63
Obstacles en lien avec d'autres facteurs 66
Sommaire de l'incidence des enjeux et des obstacles financiers 68

V. Étudiants de première génération 71

Entreprendre des EPS 72
Niveau d'instruction et revenu familial 72
Objectifs en matière d'éducation 74
Incidences sur la décision de poursuivre des études postsecondaires 74
Cours et notes au secondaire 74
Expérience vécue au secondaire 76
Personnes qui ont influencé leur décision 78
Facteurs qui ont influencé leur décision 78
Impressions sur les études postsecondaires 78
Raisons de retarder les études postsecondaires 83
Financement des études 84
Effet de la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire 86
Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation 88
Sommaire et conclusions 91

VI. Différences selon le sexe 95

Facteurs qui ont une incidence 96
Impressions sur les études postsecondaires 99
Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation 101
Sommaire des différences selon le sexe 102

VII. Différences entre les répondants ruraux et urbains 103

Distance et inscription aux EPS 103
Distance et objectifs en matière d'éducation 104
Inscription aux EPS 105
Échelonnement des études 105
Facteurs qui influent sur la décision de poursuivre des études postsecondaires 106
Notes 106
Niveau d'instruction des parents et revenu familial 109
Facteurs mentionnés par les répondants 111
Impressions sur les études postsecondaires 111
Financement des études 111
Obstacles à l'atteinte des objectifs de formation 113
Sommaire et conclusions 115

VIII. Profil des répondants autochtones 117

Inscription aux EPS et objectifs 117
Échelonnement des études 118
Incidences sur la décision de poursuivre des études postsecondaires 121
Expériences vécues au secondaire 121
Impressions sur les études postsecondaires 123
Personnes qui ont influencé leur décision 125
Niveau d'instruction des membres de la famille 126
Effet de la distance jusqu'à l'établissements d'enseignement postsecondaire 127
Revenu familial 130
Financement des études 130
Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation 131
Sommaire et conclusions 133

IX. Conclusions 135

Bibliographie 143

Remerciements

La présente étude n'aurait pu être réalisée sans l'appui du ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique et de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Nous sommes reconnaissants au *BC Student Transitions Project Steering Committee* de nous avoir permis de réaliser cette recherche en utilisant certaines de ses données et d'avoir consenti à ce que des diplômés du secondaire soient interrogés.

Merci spécialement à Alex Mann, du ministère de l'Éducation de la Colombie Britannique, pour ses précieux conseils à l'étape de la planification et son important travail de préparation relativement aux informations démographiques utilisées dans cette recherche.

Merci également à deux membres de la Fondation, Joseph Berger et Anne Motte, pour leurs conseils et leurs commentaires concernant l'instrument du sondage.

L'idée de cette recherche a germé durant des discussions entre l'auteur et Alex Usher il y a de nombreuses années, quand il œuvrait au sein de la Fondation. Merci Alex d'avoir donné naissance à ce projet, qui a été ravivé avec l'aide de Sean Junor quand Alex a quitté la Fondation. Merci également à Joseph Berger et Andrew Parkin, de la Fondation, d'avoir permis que cette idée devienne une réalité.

I. Introduction

Examen de la recherche pertinente

Il existe une quantité considérable de recherche sur le cheminement des jeunes après le secondaire. Du point de vue de la société, ce cheminement a pour but ultime une transition réussie vers le marché du travail.

On prévoit qu'entre 2006 et 2015, environ deux tiers des possibilités d'emploi consisteront en des postes exigeant une forme quelconque d'études postsecondaires ou de gestion (Lapointe, Dunn, Tremblay-Côté, Bergeron et Ignaczak, 2006). Par conséquent, pour la plupart des jeunes, la réussite dans le marché du travail actuel exigera certaines études postsecondaires. Nous savons également que les études postsecondaires permettent généralement de gagner des salaires plus élevés[1].

Compte tenu de la valeur des études postsecondaires pour l'individu et de l'importance pour la société de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, et afin que les politiques appropriées soient mises en place pour assurer une transition réussie, il est essentiel de comprendre comment les jeunes effectuent la transition des études secondaires vers les études postsecondaires.

Nous en savons beaucoup sur le cheminement des jeunes après le secondaire. Le travail le plus important sur les transitions des jeunes, *l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET),* a révélé que la transition du secondaire vers le marché du travail était complexe[2]. Nous savons également que les jeunes peuvent emprunter de nombreux chemins vers les études postsecondaires (EPS). Certains d'entre eux s'y engagent immédiatement après le secondaire, tandis que d'autres font une incursion préalable sur le marché du travail avant d'entreprendre leurs études. Nous savons qu'il existe une grande variation dans les temps que prennent les étudiants du postsecondaire pour terminer leurs études, et que tous ne vont pas les terminer.

L'EJET a permis de constater que 60 p. cent des jeunes âgés de 18 à 20 ans ayant quitté le secondaire à la fin de 1999 avaient poursuivi certaines études postsecondaires (Bowlby et McMullen, 2002). Cependant, bon nombre d'entre eux retardent le début des études postsecondaires; presque un tiers des répondants de l'école secondaire visés par l'EJET ont retardé le début de leurs études postsecondaires de plus de quatre mois (Hango et Broucker, 2007; Hango 2008). Le nombre de jeunes qui poursuivent certaines études postsecondaires augmente proportionnellement au temps qui s'écoule après le secondaire, et ce, jusqu'à ce que les jeunes atteignent la mivingtaine. Environ 76 p. cent des jeunes de 22 ans ont entrepris des EPS (Zeman, Knighton et Bussière, 2004), et presque 80 p. cent des jeunes de 24 à 26 ans ont poursuivi des études postsecondaires sous une forme quelconque (Shaienks et Gluszynski, 2007). Parmi ceux qui décident de poursuivre des études postsecondaires, bon nombre les interrompent au moins une fois avant de les terminer et d'autres ne les terminent jamais (Krahn et Hudson, 2006; Lambert, Zeman, Allen et Bussière, 2004; Zeman, Knighton et Bussière, 2004).

Ces différents cheminements sont associés à différentes caractéristiques des jeunes. Nous savons que plus de femmes que d'hommes poursuivent des études postsecondaires (p. ex., Bowlby et McMullen, 2002; Lambert, Zeman, Allen et Bussière, 2004; Shaienks et Gluszynski, 2007). Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de s'inscrire à une université ou un collège, tandis que les hommes sont surreprésentés dans les écoles techniques et dans la formation en apprentissage (Krahn et Hudson, 2006). Les femmes sont moins susceptibles que les hommes de retarder leurs études (Hango et Broucker, 2007; Hango, 2008).

1. Selon le recensement canadien de 2005, les salaires médians pour les jeunes employés à temps plein âgés de 25 à 34 ans s'élevaient à 32 260 $ pour ceux qui détenaient un DES comparativement à 36 686 $ pour ceux qui détenaient un certificat ou un diplôme d'études collégiales et à 46 118 $ pour ceux qui détenaient un baccalauréat (recensement de 2005 de Statistique Canada).
2. L'EJET est une enquête longitudinale qui recueille des données sur les cheminements éducationnels et professionnels d'un échantillon de jeunes Canadiens qui étaient âgés de 18 à 20 ans en 1999. Quatre entrevues ont été menées par la suite auprès d'eux, soit en 2000, 2002, 2004 et 2006.

Au secondaire, les notes et le niveau d'engagement au plan scolaire et social sont importants. Il n'est pas surprenant de constater que les jeunes qui ont les meilleures notes sont plus susceptibles de s'inscrire à une université, tandis que ceux qui ont de mauvaises notes sont moins susceptibles de poursuivre des EPS (Malatest et associés, 2007; Shaienks et Gluszynski, 2007). Plus les jeunes sont engagés au secondaire, plus le niveau d'études postsecondaires atteint est élevé (Lambert, Zeman, Allen et Bussière, 2004; Shaienks et Gluszynski, 2007). Nous savons que les jeunes qui poursuivent des EPS immédiatement après le secondaire sont différents de ceux qui retardent leurs études. Ceux qui retardent leurs études tendent à avoir des notes plus basses et à être moins susceptibles d'obtenir une bourse d'études (Tomkowicz et Bushnik, 2003).

Il existe un lien entre le niveau d'instruction des parents et les choix éducationnels de leurs enfants. Les jeunes dont les parents n'ont pas poursuivi d'études postsecondaires sont eux-mêmes moins susceptibles d'en poursuivre (Bowlby et McMullen, 2002; Malatest et associés, 2007; Shaienks et Gluszynski, 2007; Knighton et Mirza, 2002; Lambert, Zeman, Allen et Bussière, 2004; Rahman, Situ et Jimmo, 2005). Les jeunes dont les parents ont poursuivi des études universitaires sont plus susceptibles de faire de même (Knighton et Mirza, 2002; Krahn et Hudson, 2006). Les jeunes dont les parents ont poursuivi une forme quelconque d'EPS sont moins susceptibles de retarder leurs études, comme le sont les jeunes qui ont obtenu des notes élevées au secondaire (Hango et Broucker, 2007; Hango, 2008).

Le revenu des parents a été uniformément associé à la fréquentation d'une université, ce qui n'est pas vrai pour le niveau collégial (Corak, Lipps et Zhao, 2003). Puisque le niveau d'instruction et le revenu sont liés, la relation entre le niveau d'instruction des parents et celui de leurs enfants peut découler de la capacité de la famille d'aider financièrement les enfants, à moins que l'instruction des parents ne serve de modèle aux enfants. Il est probable que les deux soient vrais puisque l'on a constaté que le revenu et le niveau d'instruction des parents étaient liés aux taux d'inscription aux études postsecondaires des jeunes (Finnie et Mueller, 2008; Knighton et Mirza, 2002). À l'aide des données de l'EJET, Finnie et Mueller ont constaté, au sujet de l'instruction des parents, que le revenu des parents avait toujours une incidence importante, même réduite, sur le choix du niveau d'études postsecondaires. Tandis que le niveau d'instruction des parents était lié au rendement scolaire et aux aptitudes à la lecture de l'enfant au secondaire, le revenu des parents ne l'était pas, ce qui a mené les auteurs à suggérer que le niveau d'instruction des parents, contrairement au revenu, a une influence directe sur la préparation scolaire.

Frenette (2007) a également utilisé les données de l'EJET pour déterminer la raison pour laquelle les jeunes provenant de familles à faible revenu sont moins susceptibles de s'inscrire à une université. Il a constaté que la différence dans la fréquentation de l'université entre les diplômés du secondaire provenant de familles à faible revenu et ceux provenant de familles mieux nanties découlait en grande partie des différences dans les niveaux d'instruction des parents, dans les notes en lecture au secondaire, dans les attentes des parents et dans la qualité de la formation secondaire. Les obstacles financiers aux EPS déclarés par les intéressés représentaient seulement 12 p. cent de la différence, ce qui démontre que bien que les obstacles financiers représentent une partie de la différence, une partie beaucoup plus importante de la différence est attribuable à des facteurs non financiers. Le niveau d'instruction des parents pourrait certainement constituer un type indirect d'obstacle financier, puisque les parents dont le niveau d'instruction est plus faible auraient un revenu moyen moins élevé et ne pourraient pas, par conséquent, aider leurs enfants financièrement.

Même l'emplacement a de l'importance. Les jeunes au sein des collectivités plus rurales ou qui vivent à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un établissement postsecondaire sont moins susceptibles de poursuivre des études postsecondaires ou de s'inscrire à une université et sont plus susceptibles de retarder leurs études (Frenette, 2002; Frenette, 2003; Hango et Broucker, 2007; Hango, 2008; Krahn et Hudson, 2006; Shaienks et Gluszynski, 2007; Tomkowicz et Bushnik, 2003). La recherche de Marc Frenette (2002) a démontré que la fréquentation de l'université était inversement liée à la distance jusqu'à l'université la plus proche. Elle est plus élevée pour les répondants

qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'une université. Dans une recherche subséquente, Frenette (2003) a constaté que les étudiants qui vivent à l'extérieur du rayon de migration journalière d'une université étaient plus susceptibles de s'inscrire à un collège qu'à une université, si un collège est situé à proximité.

Connaître les cheminements des jeunes ne suffit pas. Nous devons également comprendre les raisons derrière leurs choix. Des recherches ont été faites sur l'incidence de divers facteurs sur la décision de poursuivre des études postsecondaires.

Les parents peuvent avoir une influence sur la décision de leur enfant à bien des égards. Leur niveau d'instruction peut constituer un modèle pour leurs enfants. Leurs attitudes à l'égard de la valeur des études postsecondaires peuvent influencer les points de vue de leurs enfants. Leurs aspirations pour leurs enfants peuvent avoir une incidence sur les choix que feront ceux-ci. Enfin, leur capacité de fournir un soutien financier à leurs enfants peut aider ceux-ci à accéder au postsecondaire.

Une enquête menée en 2002[3] auprès des parents d'enfants en âge d'aller à l'école, a démontré que presque tous les enfants (95 %) ont des parents qui croient que poursuivre des études postsecondaires est important, et deux tiers ont des parents *désireux* de les voir obtenir un diplôme universitaire (Shipley, Ouellette et Cartwright, 2003). Plus les parents sont instruits, plus leurs aspirations sont élevées quant à l'éducation de leurs enfants. Les économies que font les parents pour les études de leurs enfants sont influencées par leurs aspirations, ainsi que par l'âge et le rendement scolaire des enfants. Les parents sont plus susceptibles d'épargner si leurs enfants sont plus vieux et obtiennent de bonnes notes, et s'ils s'attendent à ce qu'ils poursuivent des études postsecondaires. Toutefois, les sommes d'argent épargnées sont fortement tributaires du revenu familial.

Les projets d'études des étudiants du secondaire sont clairement influencées par les aspirations de leurs parents; les attentes des étudiants correspondent à ce qu'ils croient être les attentes de leurs parents dans un peu plus de 90 p. cent des cas (Junor et Usher, 2004). Toutefois, les jeunes et leurs parents n'ont pas les mêmes perceptions des obstacles qui les empêcheraient d'atteindre leurs objectifs éducationnels. Tandis que les parents mentionnent les mauvaises notes plus fréquemment que d'autres obstacles, les étudiants de deuxième cycle du secondaire sont plus susceptibles de mentionner d'abord le manque d'argent, comme obstacle, puis les mauvaises notes.

Une partie de la recherche la plus ancienne axée sur la compréhension des raisons de ne pas poursuivre d'études postsecondaires est fondée sur *l'Enquête auprès des sortants* (EAS) et sur *l'Enquête de suivi auprès des sortants* (ESAS) de Statistique Canada[4]. Cette étude a fait ressortir que le manque d'argent est la raison la plus couramment mentionnée par les détenteurs de DES pour ne pas poursuivre d'études postsecondaires (Foley, 2001). Le manque d'argent est la raison la plus courante, peu importe le niveau d'instruction des parents (26 %) et, non loin derrière, le désir de prendre une pause de l'école (20 %). Toutefois, le manque d'intérêt envers les EPS est lié au niveau d'instruction du père. Les diplômés du secondaire dont les pères ne le sont pas eux-mêmes sont plus susceptibles que d'autres diplômés comme eux d'indiquer le manque d'intérêt comme raison principale de ne pas poursuivre d'EPS.

Quatre années plus tard, l'ESAS a constaté que la plupart des *non inscrits* avaient poursuivi certaines études postsecondaires. Parmi ceux qui ont originalement mentionné que le manque d'argent est un obstacle, 76 p. cent ont poursuivi certaines EPS, mais seulement 17 p. cent ont participé à un programme de baccalauréat. Ceux qui désirent prendre une pause sont plus susceptibles d'avoir poursuivi certaines EPS quatre ans plus tard (88 %), mais ne sont pas plus susceptibles de poursuivre un baccalauréat (18 %). Les raisons de ne pas poursuivre d'EPS en 1991 ne sont pas liées à la probabilité de poursuivre un baccalauréat quatre ans plus tard. L'EAS demandait uniquement la raison la plus importante de ne pas poursuivre d'EPS. Il est clair que les facteurs influant sur la décision de poursuivre des EPS sont plus complexes.

Les jeunes *désireux* de poursuivre des études postsecondaires ne s'attendent pas tous à atteindre

3. Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada ont mené l'Enquête sur les approches en matière de planification des études de 2002. Les parents et les tuteurs d'un échantillon de 10 788 enfants âgés de 0 à 18 ans, dans 10 provinces, ont été sondés par téléphone.

4. L'EAS était une enquête auprès de 9 460 étudiants du secondaire, diplômés et sortants, âgés d'entre 18 et 20 ans au moment de l'enquête en 1991. L'ESAS a été menée en 1995 auprès de 6 284 des répondants de l'EAS.

leurs objectifs. L'EJET a constaté que presque la moitié des jeunes âgés de 18 à 20 ans mentionnaient des obstacles à la poursuite de toutes les études désirées. L'obstacle le plus courant est d'ordre financier (Bowlby et McMullen, 2002). La motivation constitue un autre obstacle, y compris le manque d'intérêt, l'impression que l'école prendrait trop de temps ou l'incertitude face à ce qu'ils désirent faire. L'aptitude scolaire constitue un autre obstacle, quoique moins courant.

L'enquête *The Class of 2003: High School Follow-Up Survey*[5] a constaté des résultats semblables; les deux raisons les plus courantes de ne pas poursuivre d'études postsecondaires sont les obstacles financiers (30 %) et l'indécision de carrière (28 %) (Malatest et associés, 2007). Des raisons d'ordre scolaire ont été mentionnées par seulement 7 p. cent des répondants. En dépit de ces obstacles possibles, environ 70 p. cent des *non inscrits* ont manifesté l'intérêt de poursuivre des études postsecondaires, mais plus tard. Comparativement à ceux qui fréquentaient l'école au moment de l'enquête, les *non inscrits* désireux de poursuivre des études postsecondaires s'attendent à devoir compter davantage sur les prêts étudiants gouvernementaux et le revenu d'emploi et moins sur le soutien financier de leur famille.

D'autre part, les jeunes de l'enquête *The Class of 2003: High School Follow-Up Survey* ayant abandonné leurs études postsecondaires sans terminer le programme ont donné, pour justifier leur abandon, des raisons différentes de celles données par ceux qui ne s'étaient même pas inscrits . Les raisons les plus courantes d'abandonner sont la perte d'intérêt pour le programme (27 %) et les attentes non satisfaites en matière de programme (25 %). Toutefois, les obstacles financiers sont toujours dominants, puisque 21 p. cent des répondants ont donné cette raison pour expliquer leur décision.

Les jeunes de l'enquête *The Class of 2003: High School Follow-Up Survey* dont les parents n'ont pas poursuivi d'études postsecondaires sont moins susceptibles de poursuivre eux-mêmes des études postsecondaires, mais leurs perceptions des obstacles sont semblables à celles des jeunes dont les parents avaient fait certaines études postsecondaires. Toutefois, ils peuvent en réalité faire face à des obstacles différents; les jeunes dont les parents n'ont pas poursuivi d'études postsecondaires ont tendance à avoir des notes plus basses, sont moins susceptibles d'avoir le soutien financier de leur famille et sont plus susceptibles de compter sur les prêts étudiants gouvernementaux.

L'enquête *The Class of 2003: High School Follow-Up Survey* démontre également que les décisions de poursuivre ou non des EPS tendent à être prises au cours de la fréquentation du secondaire. Environ 30 p. cent des *inscrits* ont pris leur décision avant la 9e année, et 70 p. cent, avant la 12e. Les parents et les tuteurs sont une source majeure d'encouragement à poursuivre des études postsecondaires pour les jeunes, y compris les *non inscrits* et les étudiants de *première génération*.

Dans *Le prix du savoir 2004 : l'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada,* Junor et Usher postulent qu'il existe trois types de raisons de ne pas poursuivre d'études postsecondaires : elles sont d'ordre scolaire, financier ou informationnel/motivationnel. En se fondant sur leur examen de la recherche, ils en sont arrivés à la conclusion que les raisons informationnelles/motivationnelles étaient les plus courantes pour ne pas poursuivre d'études secondaires et que c'est le seul type d'obstacle qui soit lié au statut socio-économique (SSE). Le manque de motivation est inversement lié au SSE de la famille. Bien que cela puisse sembler incompatible avec l'autre recherche mentionnée dans le présent document, ce ne l'est pas. Beaucoup de raisons individuelles peuvent entrer dans la catégorie informationnel/motivationnel. Ainsi, bien que le manque d'argent soit souvent la raison la plus fréquemment invoquée pour ne pas poursuivre d'études postsecondaires, en tant que catégorie, les raisons *informationnelles/motivationnelles* sont plus courantes.

Junor et Usher suggèrent également que les obstacles financiers peuvent être divisés en trois types, soit les contraintes relatives au coût, les contraintes financières et l'aversion pour l'endettement. Ils reconnaissent qu'il existait peu de données pertinentes pour déterminer la mesure dans laquelle chaque type d'obstacle

5. Un échantillon de 4 989 anciens étudiants de 12e année (presque tous diplômés du secondaire) du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de l'Alberta et de la Saskatchewan a été sondé deux à trois ans après avoir quitté le secondaire.

financier joue un rôle dans les décisions relatives aux bourses d'études postsecondaires.

Grâce à une recherche plus récente, *The Class of 2003: High School Follow-Up Survey,* nous avons maintenant de l'information sur les types d'obstacles financiers qui influencent les décisions relatives à la poursuite des études postsecondaires. Dans l'enquête *The Class of 2003: High School Follow-Up Survey,* les obstacles financiers les plus courants pour les *non inscrits* sont l'aversion pour l'endettement (25 %), le désir de travailler (24 %), que les chercheurs ont classifié comme étant une contrainte relative au coût, et le manque d'argent (21 %), une contrainte financière. Les étudiants qui ont interrompu leurs études sans les terminer sont moins susceptibles de mentionner les obstacles financiers, mais leurs trois principales préoccupations sont également l'aversion pour l'endettement (16 %), le désir de travailler (15 %) et le manque d'argent (12 %).

Certains chercheurs ont émis l'hypothèse que les décisions relatives à l'inscription aux études postsecondaires reposent sur une analyse coûts-avantages dans le cadre de laquelle les jeunes soupèsent les coûts et les avantages et sélectionnent l'option qui maximise la valeur actualisée nette prévue (Dubois, 2002). Toutefois, il existe des recherches qui suggèrent que les individus surestiment souvent le coût des études postsecondaires et en sous-estiment les avantages. Usher (2005) mentionne les résultats d'une enquête d'opinion qui a démontré qu'en moyenne, les répondants surestiment le coût des droits de scolarité de l'université d'environ 4 000 $ et sous-estiment le revenu annuel d'un diplômé universitaire d'environ 20 000 $. De plus, l'enquête a constaté que les Canadiens à faible revenu avaient tendance à surestimer le coût et à sous-estimer la valeur des études universitaires davantage que les Canadiens à revenu plus élevés. Usher suggère que, même si les individus utilisent une analyse coûts-avantages rationnelle pour décider de poursuivre ou non des études postsecondaires, les résultats ne sembleront pas rationnels si la décision repose sur des informations inexactes quant aux coûts et aux avantages.

But de cette étude

Comme l'indique l'examen ci-dessus de la recherche antérieure, nous en savons déjà beaucoup sur le cheminement des jeunes après le secondaire. De plus, nous connaissons bien certains des facteurs qui influencent les jeunes dans leurs décisions. Toutefois, il y a encore beaucoup de choses que nous ne comprenons pas. Par exemple, bien que le manque d'argent soit un motif souvent évoqué pour ne pas poursuivre d'EPS, c'est un motif que fournissent aussi bien les étudiants qui décident de poursuivre leurs études que ceux qui choisissent d'arrêter. Le manque d'argent n'étant pas vraiment un obstacle pour ceux qui décident d'entreprendre des EPS, nous devons mieux comprendre quels sont les facteurs qui influent sur les décisions des jeunes. De plus, la plupart des recherches effectuées tendent à se concentrer sur un petit nombre de facteurs, examinés isolément des autres facteurs. Par exemple, nous savons que les notes, la distance et l'argent ont tous un rôle à jouer, mais nous ignorons quelle est l'interaction entre ces facteurs.

Compte tenu de l'importance des études postsecondaires dans le marché du travail actuel, nous voulions mieux comprendre les facteurs complexes qui poussent certains diplômés du secondaire à ne pas poursuivre leurs études. C'est pourquoi la présente étude porte surtout sur les *non inscrits* aux études postsecondaires. Cependant, pour mettre leurs réponses en perspective, nous avons étudié également les *inscrits*. L'objectif était de comparer les *inscrits* et les *non inscrits* afin de comprendre les similitudes et les différences entre eux. Cette recherche avait pour but de déterminer les différences qui existent entre les diplômés du secondaire qui choisissent de poursuivre des EPS et ceux qui n'en font pas, et d'évaluer dans quelle mesure l'argent, ou un autre facteur, joue un rôle dans cette décision.

La recherche a été réalisée en Colombie-Britannique, car cette province assure un suivi pour savoir quels détenteurs de DES poursuivent des études postsecondaires dans un établissement public de la province. Cela permet de reconnaître les *non inscrits*

éventuels plus efficacement qu'en prenant un échantillon de diplômés du secondaire au hasard.

Cette étude était un partenariat entre la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire et le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique, rendu possible à l'aide des données provenant du *BC Student Transition Project*. La Fondation a financé l'étude, y compris la conception de recherche, la cueillette des données, l'analyse et la production des rapports, et le ministère a fourni la population, les données administratives et les conseils dans le cadre de l'étape de la planification et des rapports.

Méthodologie

Nous avons comparé deux groupes de diplômés du secondaire de la C.-B. de l'année 2004–2005 : un des groupes a suivi certaines études postsecondaires (EPS), l'autre pas. Entre mai et juillet 2007, environ deux ans après l'obtention de leur diplôme, nous avons interrogé au téléphone 2 027 diplômés du secondaire (1 021 *inscrits* aux EPS et 1 006 *non inscrits*).

L'étude comporte trois types de données :

- des données administratives fournies par le ministère de l'Éducation de la C.-B., comme la moyenne pondérée cumulative (MPC) des diplômés du secondaire, les notes obtenues en anglais et en mathématiques de 12^{e} année et des données sur le sexe et l'ascendance autochtone;
- BC Statistics a été embauchée pour calculer la distance entre le code postal du domicile des répondants, au moment de l'obtention de leur diplôme, et chacun des quatre types d'établissement d'enseignement postsecondaire (EEPS) public de la province : collèges, universités, collèges universitaires et instituts;
- la principale source de données a été l'enquête téléphonique, qui a été conçue de façon à ce que les mêmes questions puissent être posées aux deux groupes, ce qui permet de comparer les facteurs qui influencent les *non inscrits* à ceux qui influencent les *inscrits*. L'enquête (jointe en annexe A) a recueilli les données suivantes :
  - points de vue sur l'expérience au secondaire;
  - activités liées à l'école et au travail depuis le secondaire;
  - plans et objectifs de formation;
  - attitudes relatives aux études postsecondaires et facteurs qui influent sur les décisions;
  - obstacles possibles à l'atteinte des objectifs postsecondaires;
  - information descriptive et contextuelle.

La situation de chaque répondant par rapport aux EPS a été vérifiée dans l'enquête et modifiée lorsque nécessaire afin d'inclure les répondants qui s'étaient récemment *inscrits* dans un établissement d'enseignement postsecondaire ou qui s'étaient déjà *inscrits* dans un établissement d'enseignement privé ou tout établissement d'enseignement à l'extérieur de la C.-B. Dans le cadre de l'analyse de ce rapport, la désignation de l'enquête de la situation par rapport aux EPS a été utilisée, car elle est plus exacte et à jour.

L'échantillon d'*inscrits* et de *non inscrits* a été sélectionné de façon à ce que les deux groupes soient de taille égale, parce que l'objectif principal était de comparer les *inscrits* et les *non inscrits*. De plus, les *inscrits* et les *non inscrits* ont été répartis également à l'échelle de chaque région de la province afin d'assurer la représentation adéquate des diplômés du secondaire dans les régions plus éloignées.

L'annexe B renferme des renseignements supplémentaires sur la population, la méthodologie d'échantillonnage et les trois types de données qui ont été utilisés.

En raison de la méthodologie d'échantillonnage utilisée, l'échantillon ne peut pas être utilisé pour générer des prévisions démographiques relatives aux taux d'inscription aux EPS. Il n'a pas été conçu dans ce but. Il vise plutôt à fournir de plus amples renseignements qualitatifs sur les facteurs qui influent sur la décision des répondants de poursuivre ou non des études postsecondaires. Toutefois, dans chaque région de la province, l'échantillon est représentatif de la population des *inscrits* et de celle des *non inscrits*. L'annexe C renferme de plus amples renseignements sur les similitudes et les différences entre l'échantillon et l'ensemble de la population.

Quatre types de répondants

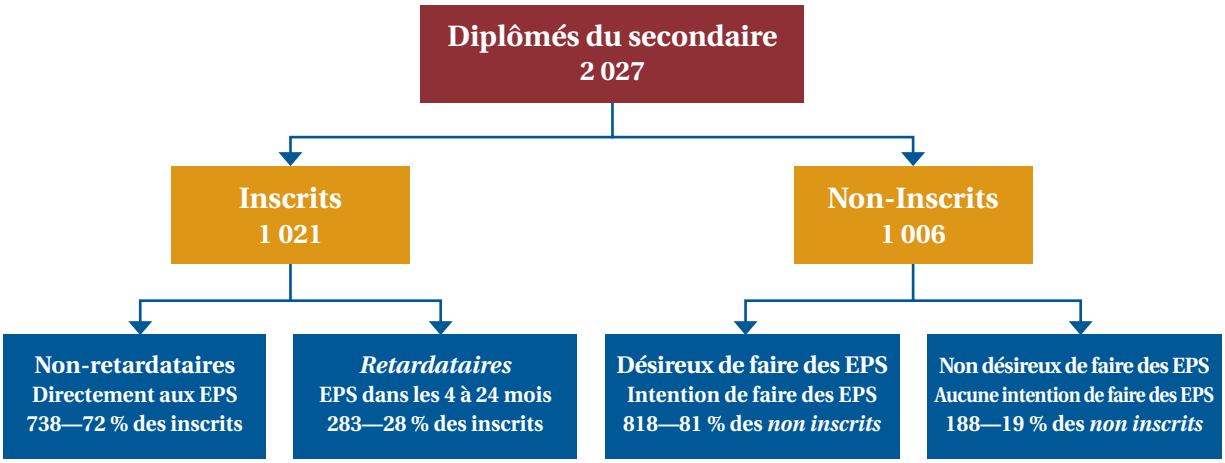
L'étude a été conçue pour comparer deux groupes de répondants : ceux qui poursuivent des études postsecondaires et ceux qui ne le font pas. Il s'est avéré que chaque groupe pouvait être subdivisé. Les *inscrits* ont été classés selon qu'ils avaient retardé ou non leur inscription aux études postsecondaires, tandis que les *non inscrits* ont été classés selon qu'ils avaient ou non l'intention (*désireux ou non désireux*) de poursuivre des études postsecondaires.

Aux fins de la présente étude, un *retardataire* est un étudiant qui a entrepris ses études postsecondaires plus de trois mois après l'obtention de son DES. Dans la cohorte des *inscrits* de l'année 2004–2005, 28 p. cent des étudiants avaient retardé leurs études, comme l'illustre la figure I-1[6]. Comme l'illustre la figure I-2, la plupart des *non-retardataires* ont entrepris leurs études dès l'automne qui a suivi l'obtention de leur diplôme. Les *retardataires* ont commencé leurs études à différents moments, la majorité d'entre eux ayant entrepris leurs EPS un an après l'obtention de leur diplôme.

Il est particulièrement intéressant de souligner qu'une forte proportion des *non inscrits* interrogés a l'intention d'entreprendre des études postsecondaires à un moment ou un autre. Dans la cohorte des *non inscrits* qui n'ont pas entrepris d'études postsecondaires dans les deux années qui ont suivi l'obtention de leur diplôme, 81 p. cent disent avoir l'intention de faire des études postsecondaires[7]. Environ la moitié d'entre eux déclare vouloir commencer dans la prochaine année, comme l'illustre la figure I-3.

Il existe essentiellement deux groupes de *retardataires* : ceux qui ont commencé des études postsecondaires dans les deux années qui ont suivi l'obtention de leur DES et ceux qui n'avaient pas encore commencé au moment du sondage. Les *désireux de faire des études postsecondaires*, comme nous les appelons, forment un groupe qui n'a pas retenu beaucoup l'attention dans les différentes recherches. C'est pourquoi nous avons centré notre analyse sur les étudiants de ce groupe afin de mieux comprendre en quoi ils diffèrent des *inscrits* et pour déterminer s'il existe des obstacles qui les empêchent de réaliser

Figure I-1 : Quatre types de diplômés du secondaire

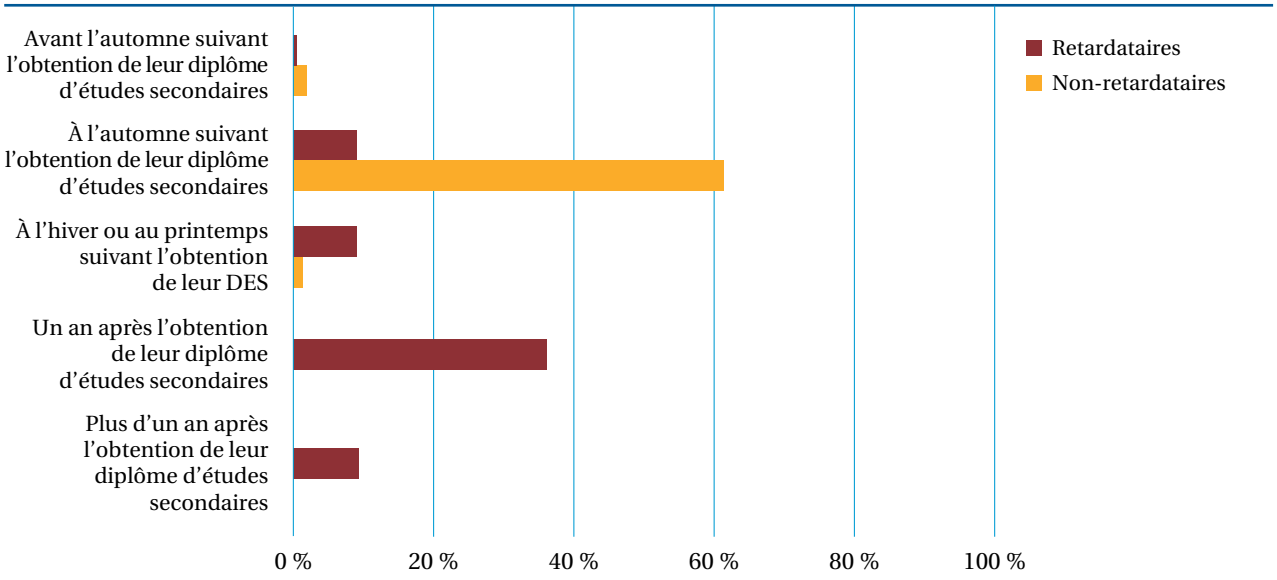


Les pourcentages ne doivent pas être interprétés comme des prévisions démographiques puisqu'il y a sélection délibérée de l'échantillon de manière à obtenir un nombre égal d'inscrits et de non inscrits

6. Les pourcentages ne doivent pas être interprétés comme des prévisions démographiques puisqu'il y a eu sélection délibérée de l'échantillon de manière à obtenir un nombre égal d'*inscrits* et de *non inscrits*.

7. On a demandé à tous les *non inscrits* : « Avez-vous l'intention de faire des EPS? », afin de les diviser en deux groupes : *les désireux de faire des EPS* et les *non désireux*.

Figure I-2 : Moment où les inscrits ont entrepris leurs études



Remarque : 738 *non-retardataires* et 283 *retardataires* ont été sondés. Les *retardataires* dans les 2 premières catégories sont des étudiants qui ont obtenu leur DES avant juin.

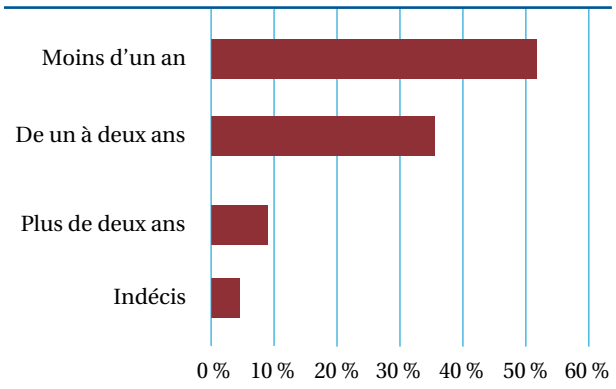
leurs aspirations de poursuivre des études postsecondaires. Dans le présent rapport, le terme *non désireux* est utilisé exclusivement pour désigner les répondants qui n'ont pas l'intention de faire d'études postsecondaires. Cela a pour objet de les distinguer *des désireux de faire des EPS* qui, bien qu'ils n'aient pas encore commencé leurs études, ont l'intention de le faire.

L'annexe D renferme de l'information descriptive supplémentaire sur les répondants, y compris un profil des *inscrits* et des détails supplémentaires sur certaines découvertes.

Calendrier des études

Presque la totalité des *non-retardataires* ont entrepris leurs études dès l'automne qui a suivi l'obtention de leur DES[8]. Un peu plus de la moitié des *retardataires* ont entrepris leurs études un an après l'obtention de leur diplôme (voir la figure I-2). Environ la moitié des *désireux* prévoient les entreprendre moins d'un an suivant le moment de l'enquête (voir la figure I-3), soit environ trois ans après l'obtention de leur diplôme. Un autre tiers a l'intention de les entreprendre un à deux ans après l'enquête.

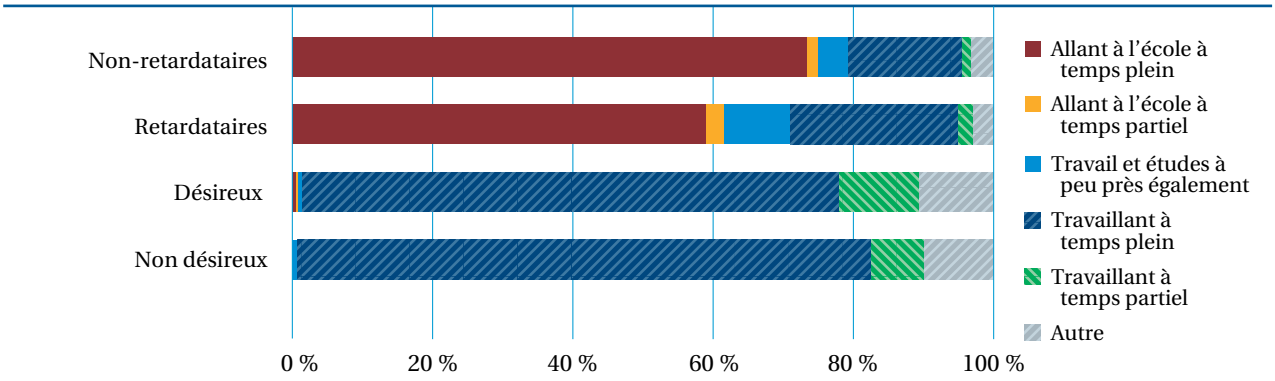
Figure I-3 : Moment après l'enquête où les *désireux de faire des EPS* prévoient entreprendre des études postsecondaires



Remarque : 818 *désireux de faire des EPS* ont été sondés.

8. Bien que la majorité des étudiants obtiennent leur diplôme en juin, il leur est également possible de l'obtenir au moment où ils ont terminé tous les crédits exigés.

Figure I-4 : Activité principale dans les six derniers mois



Activité principale au moment de l'enquête

La figure I-4 illustre l'activité principale des répondants pendant les six mois précédant l'enquête. Bien que la majorité des *non-retardataires* fréquentent une école à temps plein au moment de l'enquête, presque 20 p. cent travaillaient à temps plein. Presque un quart des *retardataires* travaillaient à temps plein. L'enquête a été menée de mai à juillet, lorsque la plupart des étudiants sont en vacances. Parmi les *non-retardataires* qui travaillaient à temps plein au moment de l'enquête, presque 60 p. cent étaient encore des étudiants ayant l'intention de fréquenter l'école à l'automne. Parmi les *non-retardataires* qui n'étaient plus des étudiants, 55 p. cent avaient terminé leur programme. Dans le cas des *retardataires* qui travaillaient à temps plein au moment de l'enquête, presque les trois quarts étaient encore des étudiants. La moitié des *retardataires* qui n'étaient plus des étudiants avaient terminé leur programme.

Système d'études postsecondaires de la Colombie-Britannique

Une certaine connaissance du système postsecondaire en Colombie-Britannique est nécessaire pour comprendre les constatations de la recherche. Au moment où cette recherche a été menée, le diplômé du secondaire de la C.-B. avait le choix de nombreux types d'établissement d'enseignement : 12 collèges, 4 établissements d'enseignement spécialisé, 3 collèges universitaires, 6 universités et de nombreux collèges de formation professionnelle privés. (Pour une description du système postsecondaire en C.-B., voir l'annexe E.) De plus, les étudiants pouvaient décider d'étudier à l'extérieur de la province.

Les universités offrent un éventail de programmes de premier cycle et de deuxième cycle, ainsi que certains programmes menant à un diplôme ou à un certificat. Les collèges et les collèges universitaires offrent des programmes de certificats, de diplômes, de diplômes d'associés et d'études appliquées. Les établissements d'enseignement offrent les études dans un domaine spécialisé, tel que les arts ou la gouvernance *autochtone*, et peuvent offrir des programmes de diplômes d'associés ou d'études appliquées dans des domaines spécialisés.

En Colombie-Britannique, il existe un certain nombre de cheminements possible vers l'obtention d'un diplôme universitaire. En raison des nombreuses ententes de transfert de crédits parmi les établissements d'enseignement en C.-B., il est possible de commencer en obtenant un diplôme d'associé[9] dans un collège ou un collège universitaire et de transférer ensuite dans une université afin de terminer le diplôme universitaire. Certains diplômes universitaires peuvent même être terminés sans transférer dans une université. Ainsi,

9. Le diplôme d'associé est un programme de deux ans en arts ou en sciences offert par les collèges et les collèges universitaires de la C.-B. Ceux qui ont obtenu un diplôme d'associé peuvent bénéficier de la priorité d'admission dans certaines universités de la C.-B. et d'une garantie de 60 crédits de transfert dans les universités et les collèges universitaires. Toutefois, ils doivent satisfaire aux exigences du programme de l'institution à laquelle ils transfèrent.

les répondants *désireux* d'obtenir un diplôme universitaire peuvent entreprendre leurs études dans un collège, un collège universitaire, un institut ou une université.

Bien que le système soit bien articulé, il existe de considérables variations dans les conditions d'admissibilité parmi les établissements d'enseignement. En règle générale, les conditions d'admissibilité des universités sont plus sélectives que celles des collèges. Les collèges universitaires tendent à ressembler aux universités. Les institutions offrent un vaste éventail de programmes; les conditions d'admissibilité dépendent des programmes, certains desquels sont semblables aux programmes universitaires et certains autres aux programmes collégiaux.

En règle générale, les universités exigent au moins l'anglais de 12^{e} année et trois sujets scolaires additionnels de 12^{e} année, et des cours de langues, de sciences et de mathématiques de 11^{e} année. De plus, des conditions d'admissibilité peuvent être exigées pour les programmes et les cours individuels, telles que les mathématiques de 12^{e} année pour la première année de calcul différentiel. En règle générale, une MPC d'au moins 3 est exigée pour l'admissibilité, mais la MPC des étudiants admis est souvent beaucoup plus élevée lorsque la demande est élevée pour l'institution ou le programme.

Puisque les collèges offrent un vaste éventail de programmes, pour certains desquels il n'y a pas de conditions d'admissibilité, les étudiants peuvent être admis à certains collèges sans déposer de demande pour l'entrée à un programme en même temps. Certains programmes collégiaux exigent que les étudiants satisfassent aux conditions d'admissibilité pour les programmes et les cours individuels. Dans la plupart des cas, en particulier pour les cours de mathématiques et de sciences, les conditions d'admissibilité sont les mêmes que pour les cours universitaires équivalents. Toutefois, de nombreux collèges prévoient certaines conditions pour les étudiants du secondaire auxquels il manque un ou deux cours au moment de la remise des diplômes afin de leur permettre de remédier à la situation tout en entreprenant un programme partiel d'études postsecondaires.

II. Choix en matière d'études postsecondaires

Objectifs en matière d'éducation

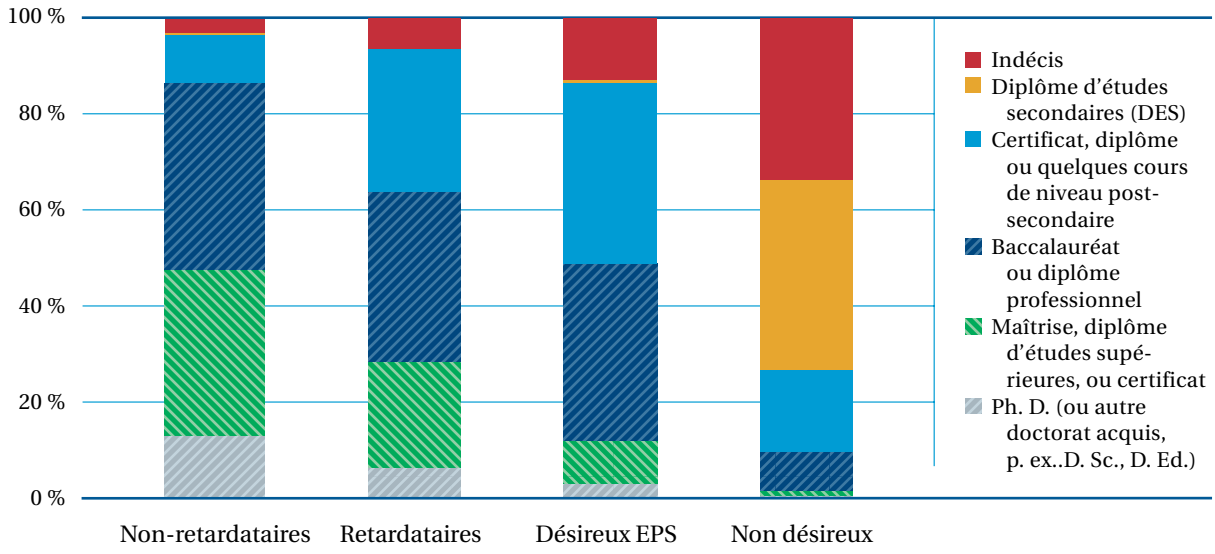
On a demandé à tous les répondants : « Quel est le plus haut niveau d'éducation que vous aimeriez atteindre? » Comme l'indique la figure II-1, la plupart des *non-retardataires* veulent obtenir un diplôme, et environ la moitié d'entre eux veulent un diplôme de premier cycle. Les *retardataires* ne sont pas aussi ambitieux puisqu'ils sont environ 60 p. cent à vouloir un diplôme quelconque. Les *désireux de faire des EPS* se rapprochent davantage des *inscrits* que des *non désireux* pour ce qui est de leurs aspirations; environ la moitié aspire à un diplôme, et environ 10 p. cent veulent un diplôme de premier cycle. Ils sont moins ambitieux que les deux groupes *d'inscrits*, mais très différents du groupe des *non désireux*. Même certains des *non désireux* aimeraient faire des études postsecondaires, mais la plupart d'entre eux ne sont pas décidés ou n'aspirent à rien de plus que de posséder un DES[10].

Facteurs qui influent sur la décision de poursuivre des études postsecondaires

Cours et notes au secondaire

De nombreux facteurs influent sur la décision des diplômés du secondaire de poursuivre ou non des études postsecondaires. Avoir les notes requises et la capacité de faire le travail devrait faire partie des facteurs clés.

Figure II-1 : Plus haut niveau d'éducation souhaité



10. Bien que les *non désireux* n'aient pas l'intention de poursuivre des études postsecondaires, il est clair que certains d'entre eux auraient aimé avoir davantage qu'un DES.

Nous avons remarqué des différences notables dans les cours suivis par les quatre groupes de répondants. Nous n'avons retenu que l'inscription aux cours d'anglais et de mathématiques, puisque l'anglais de 12e année est généralement une condition préalable pour l'entrée à l'université et qu'on exige les mathématiques de 12e année pour certains programmes. Les *non désireux* étaient moins susceptibles que les répondants des autres groupes d'avoir suivi les cours de mathématiques ou d'anglais de 12e année, tandis que les *non-retardataires* étaient plus susceptibles de l'avoir fait, comme l'illustre la figure II-2. La figure II-3 montre qu'il existe également un lien entre les cours suivis et les objectifs en matière d'études postsecondaires. Plus les objectifs étaient élevés, plus les répondants étaient susceptibles d'avoir suivi les cours d'anglais et de mathématiques de 12e année, possiblement parce que les étudiants qui avaient de tels objectifs au secondaire ont choisi leurs cours en conséquence.

Figure II-2 : Pourcentage des étudiants qui ont suivi des cours d'anglais ou de mathématiques de 12e année

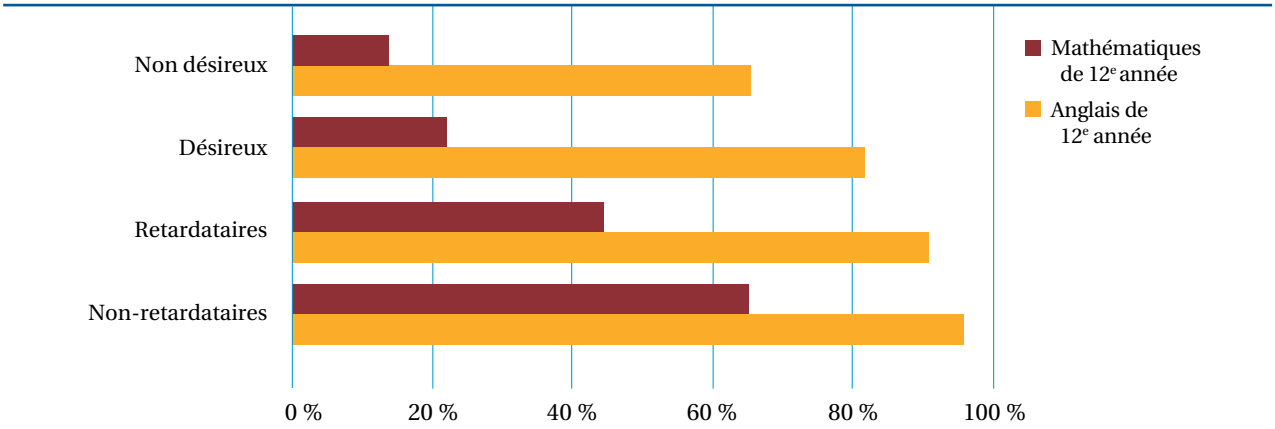


Figure II-3 : Relation entre les cours d'anglais et de mathématiques suivis au secondaire et les objectifs en matière d'EPS

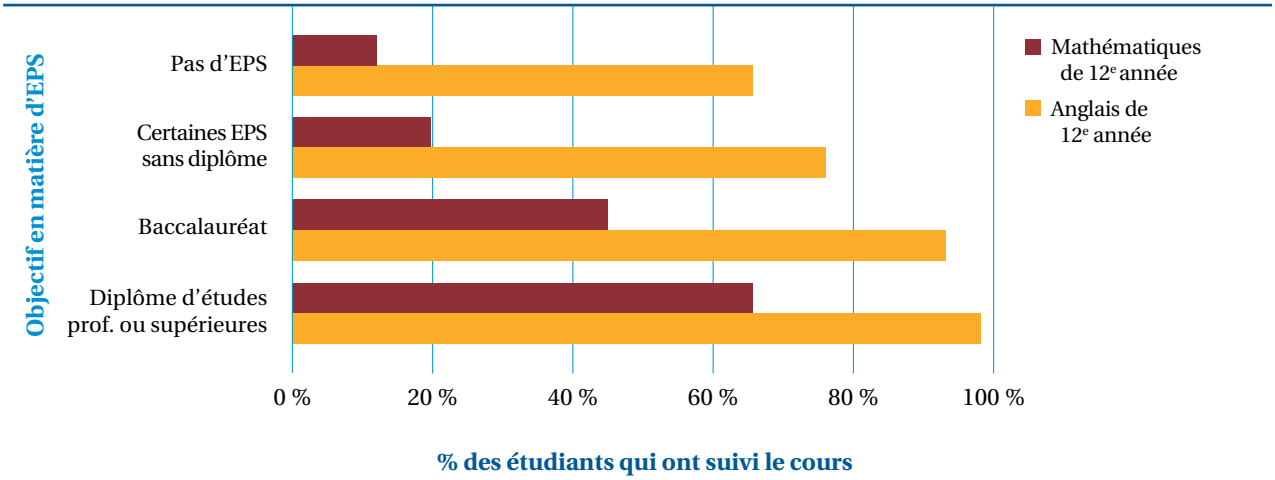
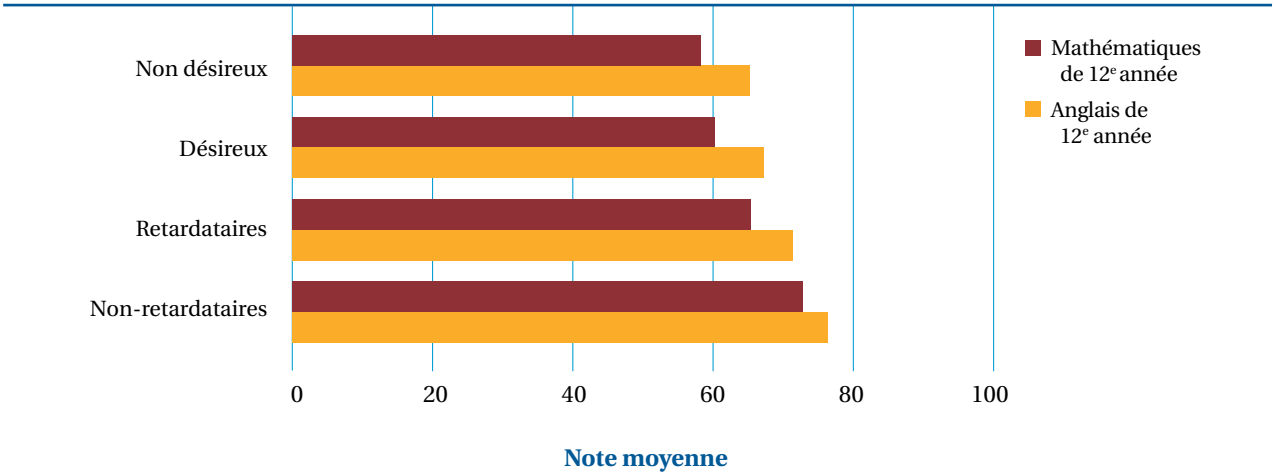


Figure II-4 : Notes moyennes en anglais et en mathématiques de 12e année

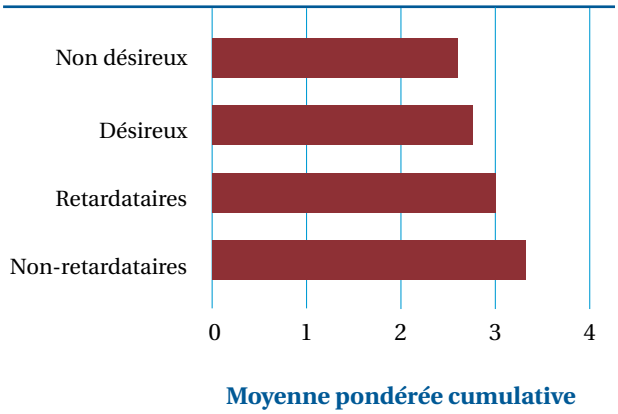


N qui a suivi le cours de mathématiques de 12e année : 26 *non désireux*, 181 *désireux de faire des EPS*, 126 *retardataires*, 481 *non-retardataires*.
N qui a suivi le cours d'anglais de 12e année : 123 *non désireux*, 669 *désireux de faire des EPS*, 257 *retardataires*, 707 *non-retardataires*.

Les notes obtenues en anglais et en mathématiques sont importantes pour l'admission à certains programmes. La figure II-4 indique les notes obtenues par les quatre groupes de répondants qui ont suivi ces cours. Les *non désireux* ont obtenu la note moyenne la plus basse dans chaque matière, et les *non-retardataires* ont obtenu la note la plus élevée. Les notes moyennes des *désireux* n'étaient que légèrement plus élevées que celles des *non désireux*. La moyenne pondérée cumulative (MPC), présentée dans la figure II-5, suit la même tendance. Les notes ne semblent pas être un facteur déterminant dans la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Il est intéressant de souligner que les onze répondants qui suivaient une formation d'appoint au moment du sondage étaient *désireux de faire des EPS*; peut-être ont-ils décidé de poursuivre des études postsecondaires après avoir obtenu leur DES et ont-ils constaté qu'ils n'avaient pas la préparation nécessaire.

Les notes en anglais montrent un lien direct avec les objectifs en matière d'éducation; les étudiants qui avaient les aspirations les plus élevées avaient également les notes les plus élevées en anglais (voir la figure II-6). On ne remarque pas cette tendance avec les mathématiques, mais les mathématiques ne sont exigées que pour certains programmes (voir la figure II-7). La moyenne pondérée cumulative est également en lien avec les objectifs de chacun des trois groupes (voir la figure II-8).

Figure II-5 : Moyenne pondérée cumulative



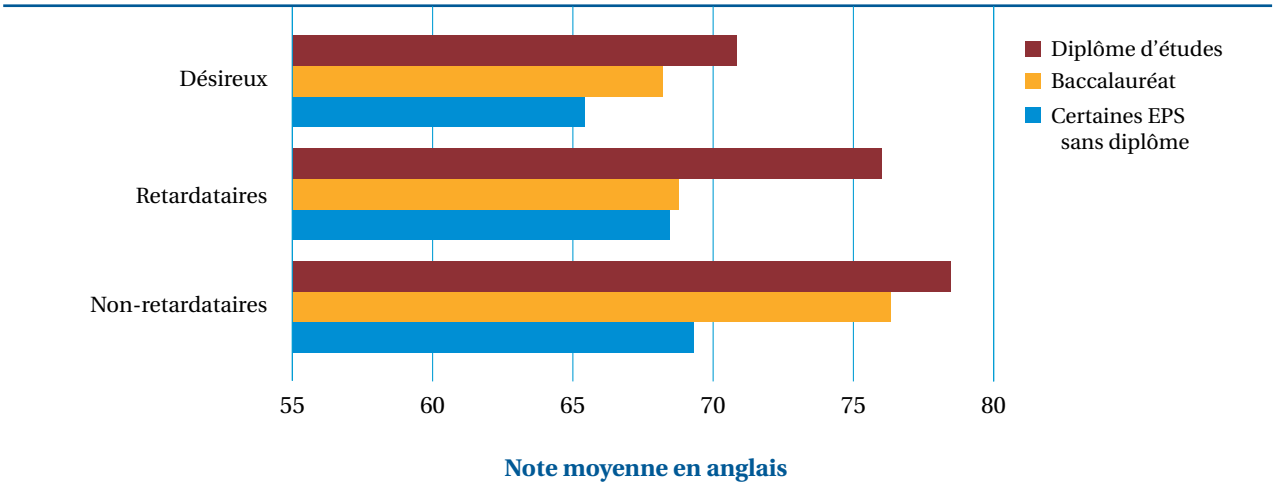
Expériences vécues au secondaire

Selon certaines recherches, il est possible que les étudiants qui poursuivent des études postsecondaires aient vécu des expériences différentes au secondaire de ceux qui ne poursuivent pas leurs études. L'*Enquête auprès des jeunes en transition (EJET)* a révélé que les étudiants qui poursuivent des études postsecondaires étaient plus engagés au plan scolaire et social que ceux qui ne poursuivent pas leurs études (Lambert, Zeman, Allen et Bussière, 2004). Des questions similaires à celles qui ont été posées durant l'*EJET* ont été incluses dans la présente recherche.

Les étudiants qui poursuivent ou qui souhaitent poursuivre des études postsecondaires ont vécu des expériences différentes au secondaire de ceux qui n'ont pas l'intention de poursuivre leurs études. La figure II-8 montre que les *non-retardataires*, les *retardataires*, ainsi que les *désireux de faire des EPS*, étaient plus engagés dans les activités de leur école et de leur communauté que les *non désireux*. De leur côté, les *non désireux* étaient plus susceptibles d'admettre qu'ils travaillaient le moins possible. Les *non désireux* étaient aussi moins susceptibles d'écouter leurs professeurs, de faire leurs devoirs ou de s'intéresser à ce qu'ils apprenaient (voir la figure II-10) et plus susceptibles de manquer des cours (voir la figure II-11).

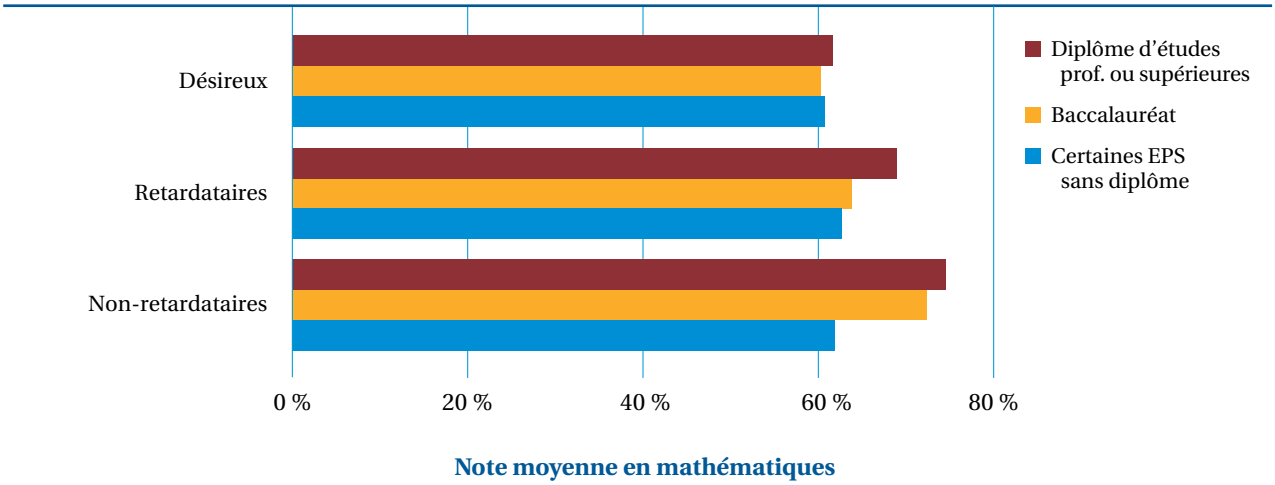
L'expérience vécue par les *désireux de faire des EPS* était très semblable à celle des deux groupes d'inscrits, les seules différences notables étant qu'ils étaient moins susceptibles de faire leurs devoirs que les *non-retardataires* et les *retardataires* et qu'ils étaient un peu plus susceptibles de manquer des cours.

Figure II-6 : Notes moyennes en anglais de 12e année en lien avec les objectifs en matière d'EPS



N pour *désireux de faire des EPS* : 111 diplômes d'études professionnelles/supérieures, 244 baccalauréats, 229 EPS sans diplôme
N pour *retardataires* : 90 diplômes d'études professionnelles/supérieures, 83 baccalauréats, 65 EPS sans diplôme
N pour *non-retardataires* : 369 diplômes d'études professionnelles/supérieures, 251 baccalauréats, 66 EPS sans diplôme

Figure II-7 : Notes moyennes en mathématiques de 12e année en lien avec les objectifs en matière d'EPS



N pour *désireux de faire des EPS* : 44 111 diplômes d'études professionnels/supérieures, 77 baccalauréats, 45 EPS sans diplôme
N pour *retardataires* : 53 111 diplômes d'études professionnels/supérieures, 39 baccalauréats, 29 EPS sans diplôme
N pour *non-retardataires* : 284 111 diplômes d'études professionnels/supérieures, 165 baccalauréats 19 EPS sans diplôme

Figure II-8 : Moyenne pondérée cumulative en lien avec les objectifs en matière d'EPS

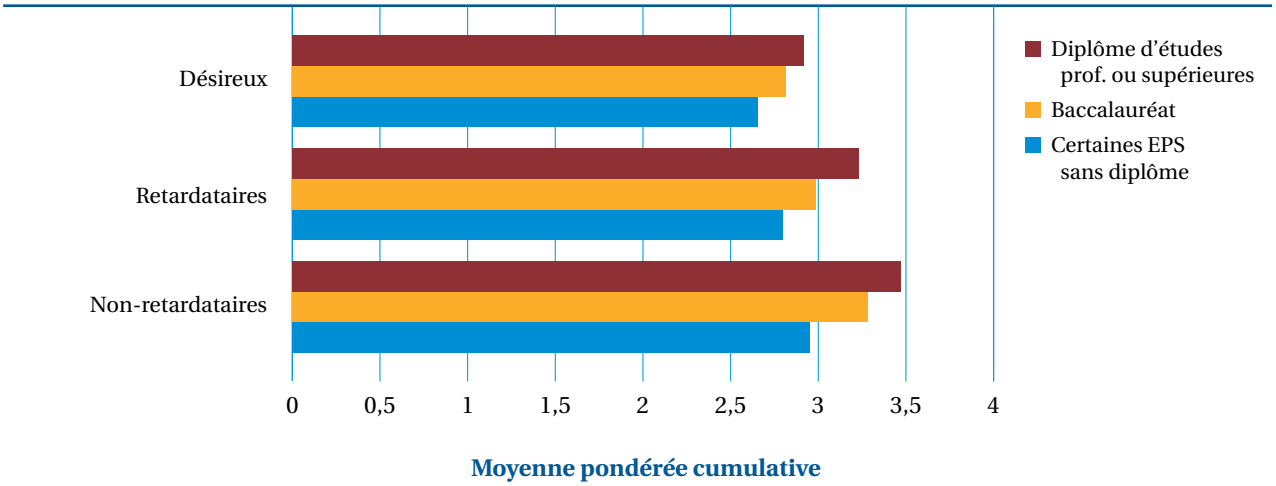


Figure II-9 : Expérience au secondaire

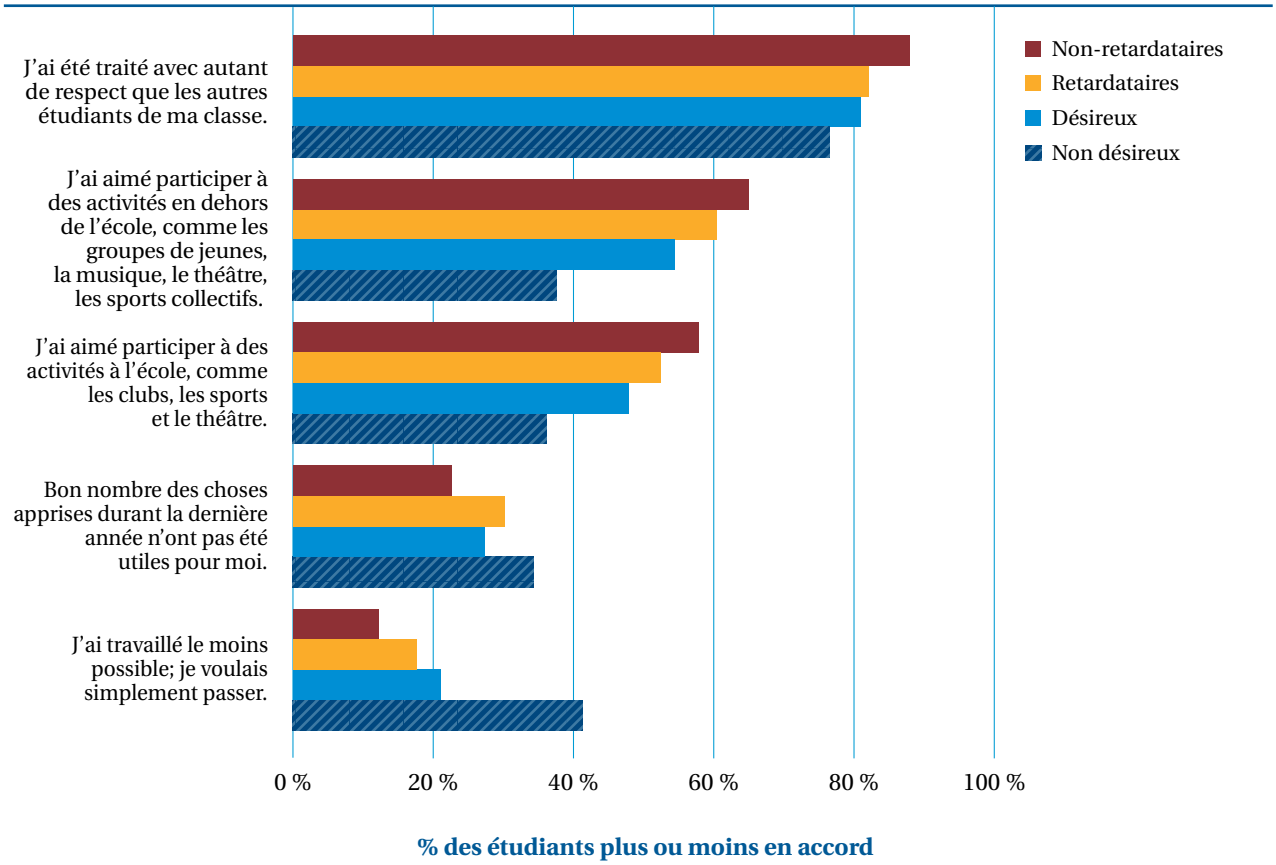


Figure II-10 : Expérience durant la dernière année du secondaire

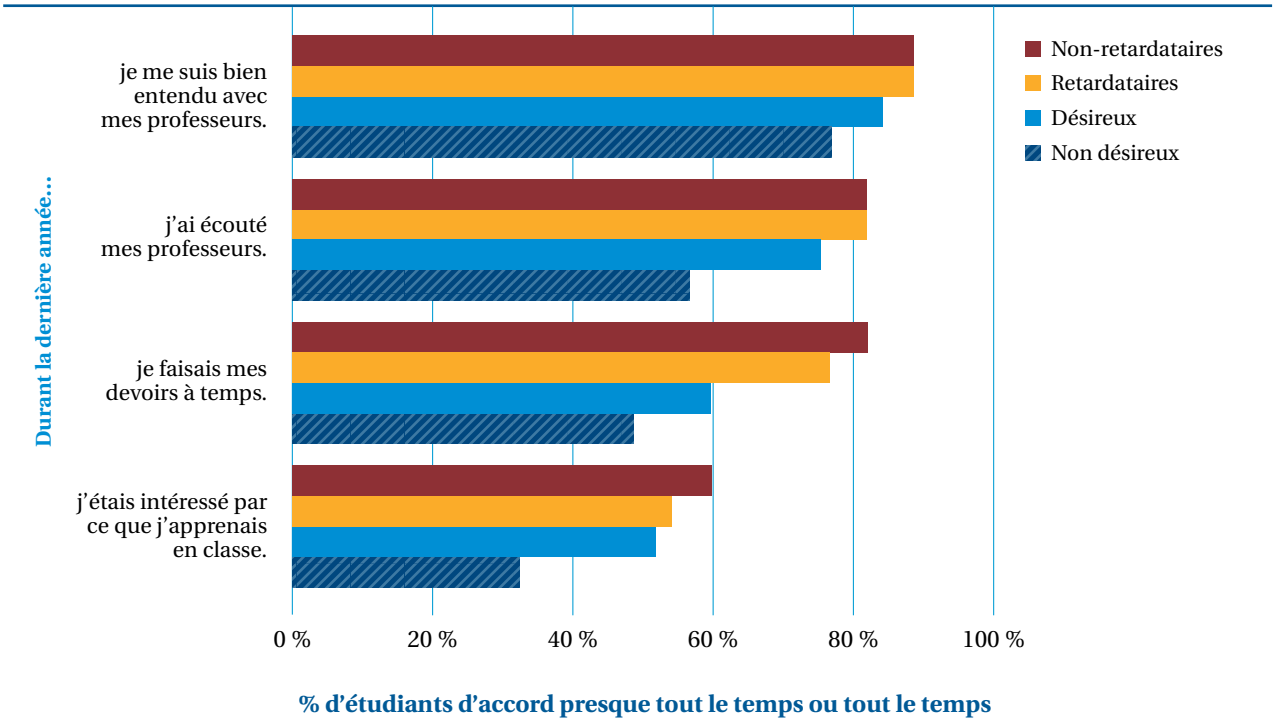
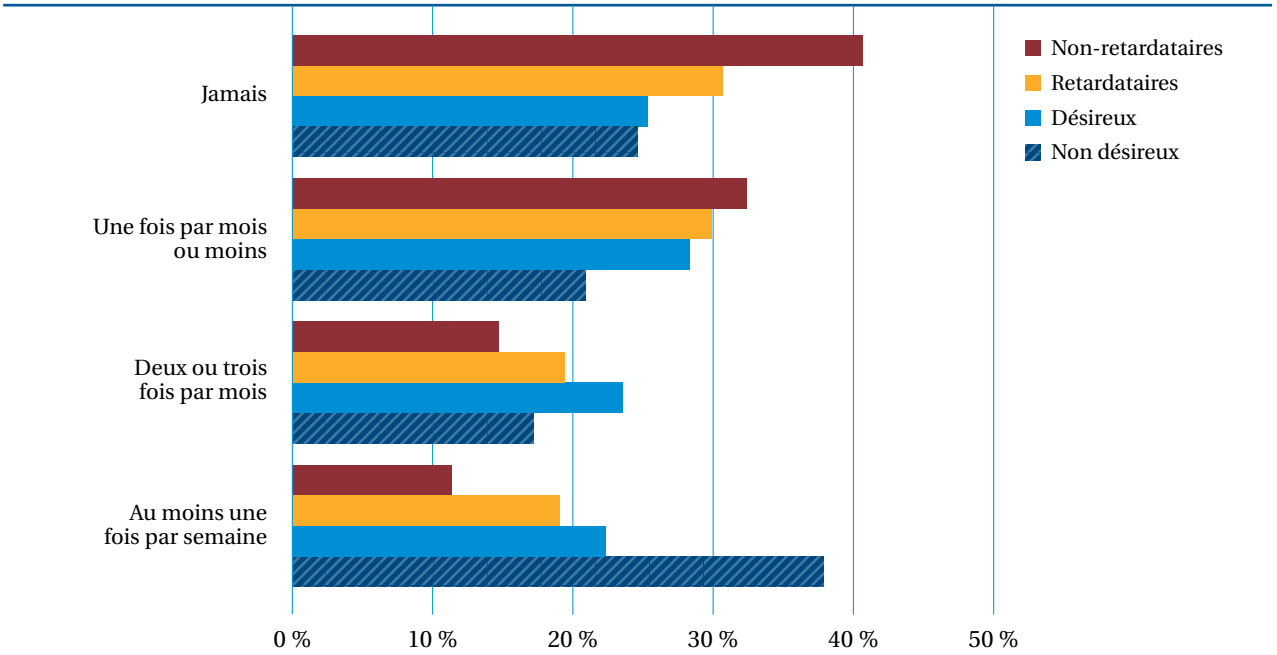


Figure II-11 : Fréquence à laquelle les répondants ont manqué des cours durant le secondaire



En résumé, les *non désireux* étaient beaucoup moins engagés au plan scolaire et social que les autres répondants. Les *désireux de faire des EPS* n'étaient pas aussi engagés au plan scolaire que les *inscrits*, mais ils l'étaient beaucoup plus que les *non désireux*.

L'engagement au plan scolaire et social est lié aux notes, comme l'illustrent les figures 16, 17 et 18. Les répondants qui avaient une moyenne pondérée cumulative de 3 ou plus étaient plus susceptibles que ceux ayant une MPC moins élevée de participer aux activités de l'école et de la communauté durant leurs études secondaires, et ils étaient plus susceptibles d'écouter les professeurs et de faire leurs devoirs. Les répondants ayant une MPC inférieure à 3 étaient plus susceptibles de manquer des cours que ceux dont la MPC était plus élevée.

Figure II-12 : Expérience au secondaire par MPC

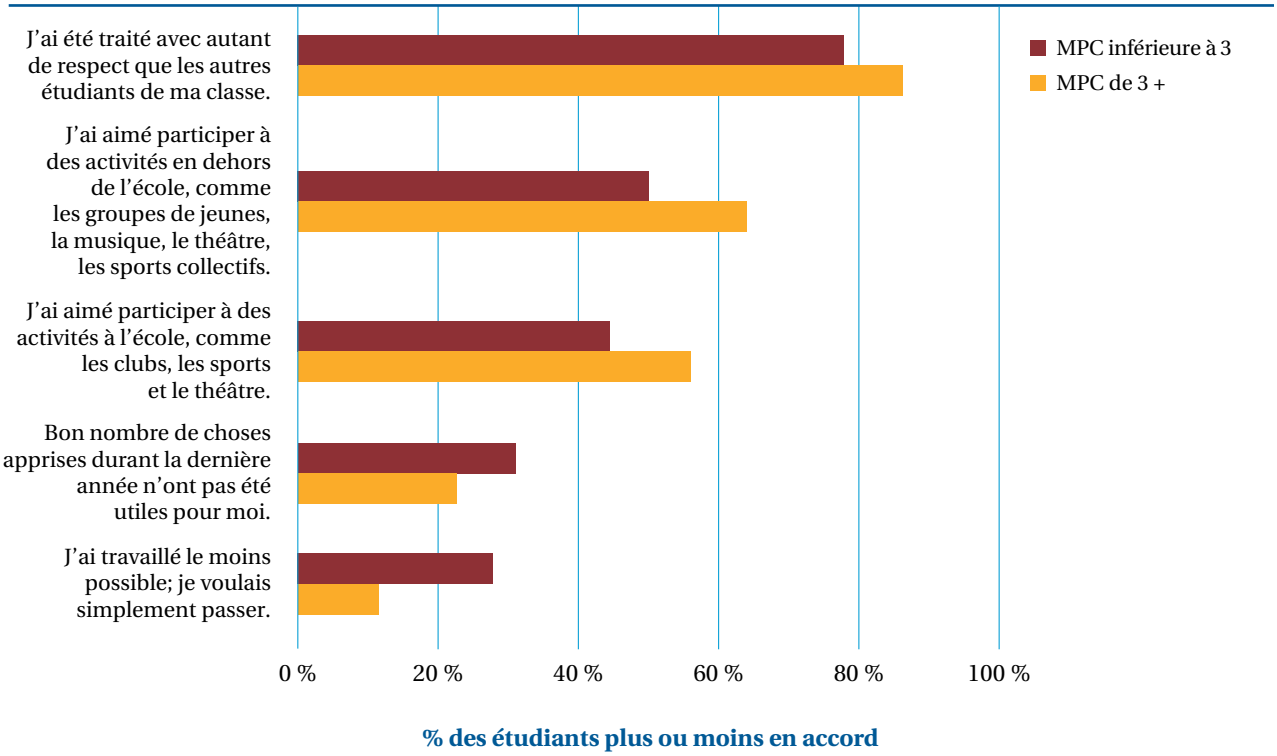


Figure II-13 : Expérience durant la dernière année du secondaire par MPC

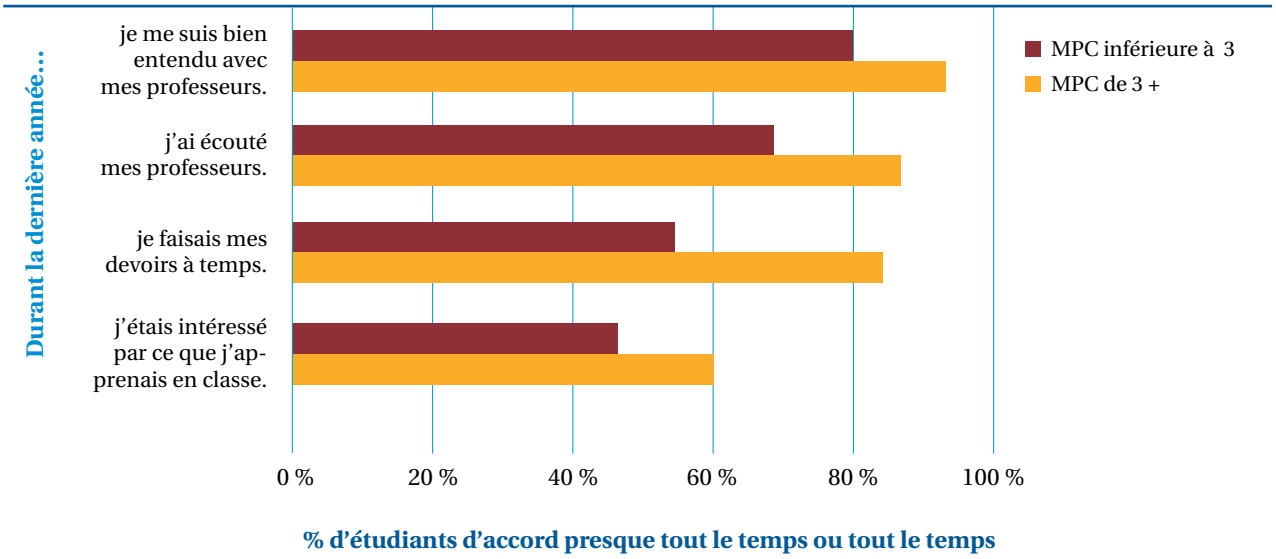
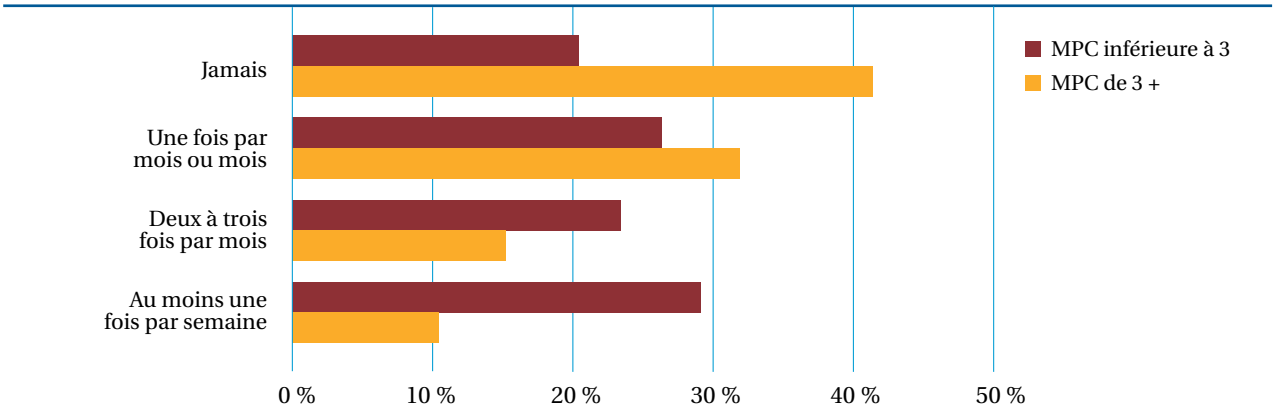


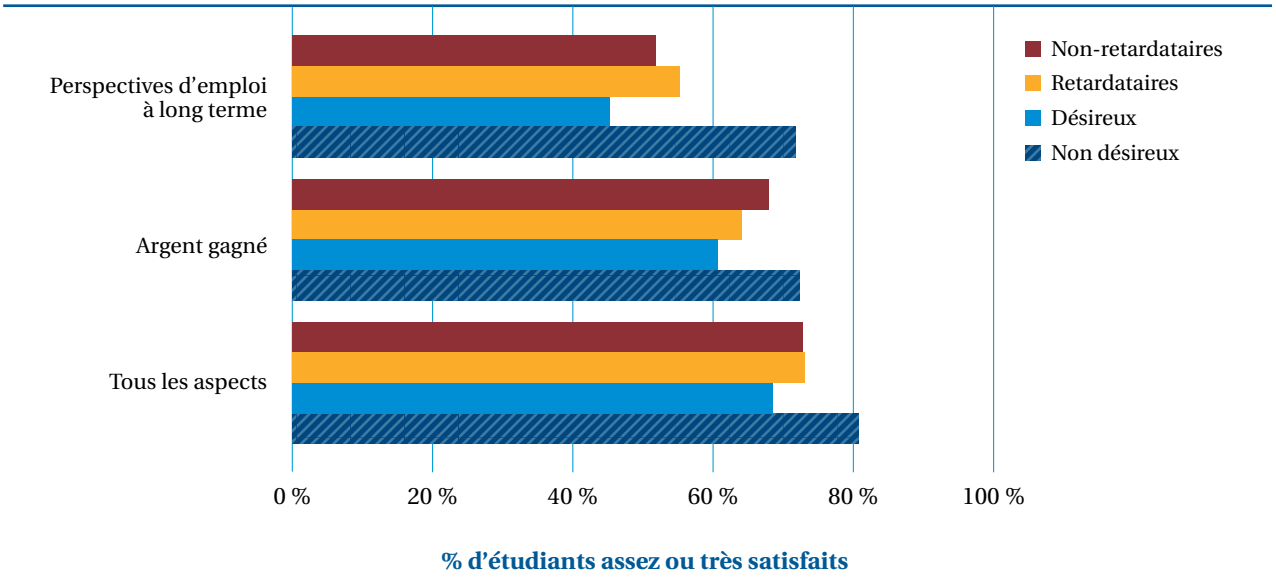
Figure II-14 : Fréquence à laquelle les répondants ont manqué des cours durant le secondaire par MPC



Satisfaction par rapport à l'emploi actuel

On a demandé aux répondants qui travaillaient au moment du sondage, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, d'évaluer leur degré de satisfaction par rapport à leur emploi – les perspectives d'emploi à long terme, l'argent gagné et tous les aspects de l'emploi. La figure II-15 indique clairement que les *non inscrits* étaient plus satisfaits de leur emploi que les autres répondants, alors que les *désireux de faire des EPS* étaient les moins satisfaits. Les différences sont plus marquées quand on examine les perspectives d'emploi à long terme dans l'emploi actuel. Environ trois quarts des *non inscrits* étaient satisfaits, comparativement à 45 p. cent des *désireux de faire des EPS*. En fait, un tiers des *désireux de faire des EPS* n'étaient vraiment pas satisfaits des perspectives d'emploi à long terme de leur travail au moment du sondage. C'est peut-être une clé qui permet de comprendre les répondants de ce groupe; leur décision de poursuivre des études postsecondaires était peut-être été motivée, du moins en partie, par la constatation des perspectives d'emploi qui s'offraient à eux s'ils arrêtaient leurs études.

Figure II-15 : Satisfaction par rapport à l'emploi actuel

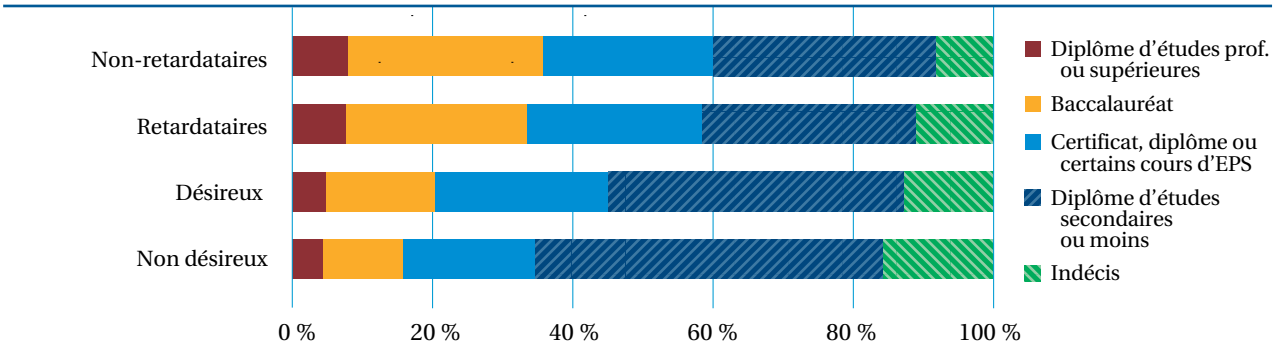


N qui travaillait : 164 *non désireux*, 726 *désireux de faire des EPS*, 218 *retardataires*, 566 *non-retardataires*

Éducation et revenu familial

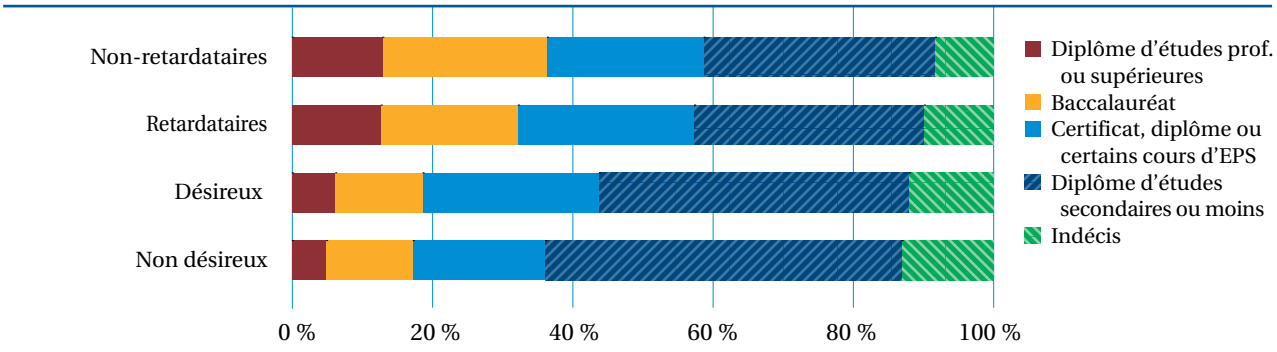
Il est bien connu qu'il existe un lien entre le niveau d'instruction des parents et les objectifs des enfants en matière d'éducation. C'est certainement le cas des répondants qui ont participé à cette étude. Comparativement aux *inscrits*, les *non désireux* étaient plus susceptibles d'avoir des parents qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires. Les *désireux de faire des EPS* se situaient entre les *inscrits* et les *non désireux*. Environ 45 p. cent des *désireux de faire des EPS* avaient une mère ou un père qui avait fait certaines études postsecondaires, comparativement à près de 60 p. cent des *non-retardataires* et à seulement 35 p. cent des *non désireux* (voir les figures 16 et 17).

Figure II-16 : Niveau d'instruction de la mère



N dont la mère a fait des études : 156 *non désireux*, 712 *désireux de faire des EPS*, 252 *retardataires*, 673 *non-retardataires*

Figure II-17 : Niveau d'instruction du père

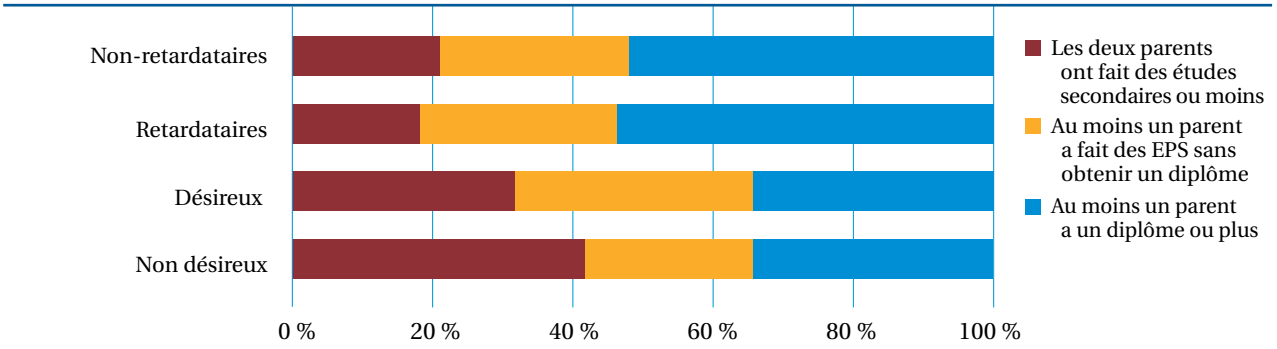


N dont le père a fait des études : 161 *non désireux,* 719 d*ésireux de faire des EPS,* 254 *retardataires*, 673 *non-retardataires.*

Compte tenu du niveau d'instruction des deux parents, les répondants ont été classés selon que les deux parents avaient fait ou non des études postsecondaires, au moins un des deux parents avait fait des EPS ou au moins un des deux parents avait un diplôme quelconque. La figure II-18 montre que, alors que seulement 20 p. cent des *non-retardataires* et des *retardataires* avaient des parents qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires, près de 35 p. cent des *désireux de faire des EPS* et 45 p. cent des *non désireux* avaient des parents qui n'avaient pas poursuivi leurs études. Environ la moitié des *non-retardataires* et des *retardataires* avaient au moins un parent qui possédait un diplôme.

Les *non désireux* étaient plus susceptibles que les autres d'avoir des parents qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires, alors que les *non-retardataires* et les *retardataires* étaient les moins susceptibles d'être dans cette situation. Si ces répondants décidaient de poursuivre des études postsecondaires, ils seraient considérés comme des étudiants de *première génération*, car ils seraient les premiers membres de la famille à faire de telles études. La question des étudiants de *première génération* est étudiée de façon plus exhaustive dans un autre rapport.

Figure II-18 : Situation par rapport aux EPS en lien avec le niveau d'instruction des parents



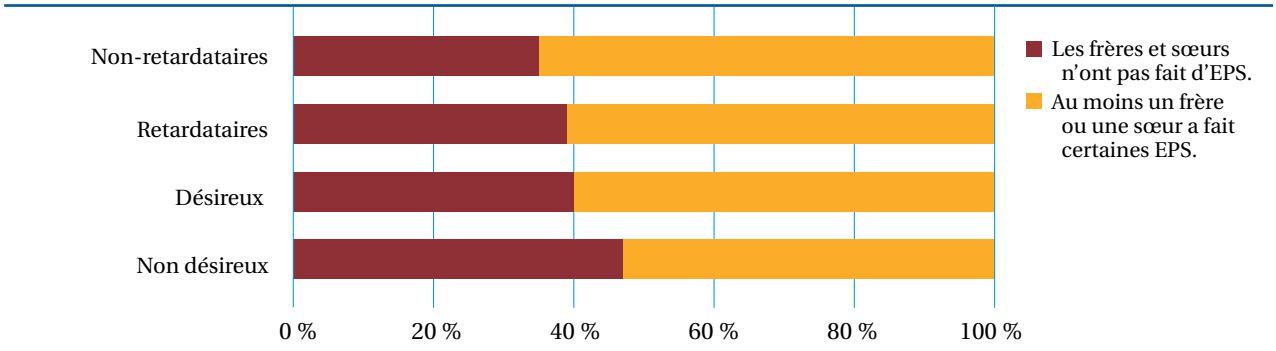
N dont les deux parents ont fait des études : 145 *non désireux*, 668 *désireux de faire des EPS,* 241 *retardataires*, 654 *non-retardataires.*

Le niveau d'instruction des frères et sœurs est également lié aux choix de faire des EPS. Les *non désireux* étaient moins susceptibles d'avoir un frère ou une sœur qui avait fait certaines études postsecondaires que tout autre groupe. À cet égard, les *désireux de faire des EPS* ressemblaient plus aux *retardataires*; presque la moitié avait des frères et sœurs qui avaient fait certaines études postsecondaires (voir la figure II-19).

Les objectifs des répondants en matière d'éducation étaient liés au niveau d'instruction des parents. Quand on examine la scolarité des deux parents, on constate que les répondants dont les parents n'ont pas fait d'études postsecondaires sont moins susceptibles de vouloir obtenir un diplôme que ceux dont les parents ont fait des EPS (voir la figure II-20). Ceux qui avaient au moins un parent qui détenait un diplôme étaient plus susceptibles que les autres de vouloir obtenir un diplôme eux aussi.

Les figures 21 et 22 montrent plus en détail la relation entre les objectifs des répondants et le niveau d'instruction de leurs parents. Plus particulièrement, ceux qui voulaient obtenir un diplôme d'études professionnelles ou supérieures étaient plus susceptibles d'avoir des parents qui détiennent un diplôme d'études professionnelles ou supérieures. Toutefois, ceux qui voulaient faire certaines études postsecondaires sans obtenir un diplôme ne pouvaient pas être distingués de ceux qui ne voulaient pas faire d'études postsecondaires pour ce qui est du contexte éducationnel de leurs parents. Pour ces deux groupes, seulement environ 40 p. cent des mères et pères avaient fait certaines études postsecondaires.

Figure II-19 : Niveau d'instruction des frères et sœurs



N : 186 *non désireux*, 816 *désireux de faire des EPS*, 283 *retardataires*, 736 *non-retardataires*

Figure II-20 : Lien entre le niveau d'instruction des parents et les objectifs en matière d'éducation

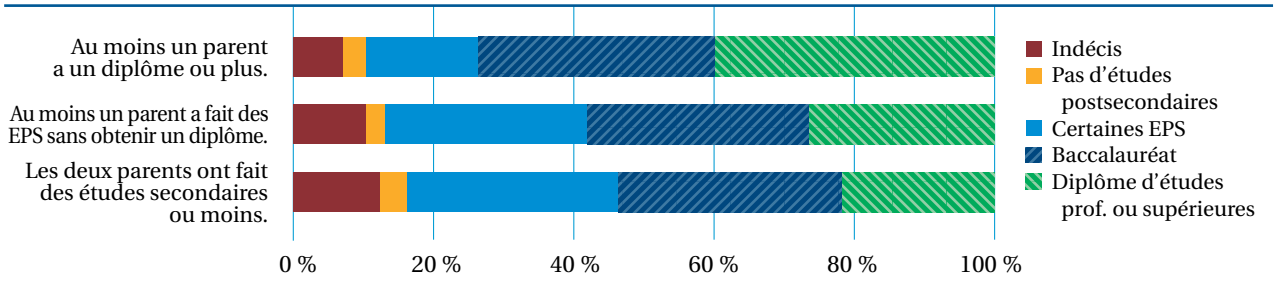


Figure II-21 : Relation entre les objectifs des répondants en matière d'éducation et le niveau d'instruction de la mère

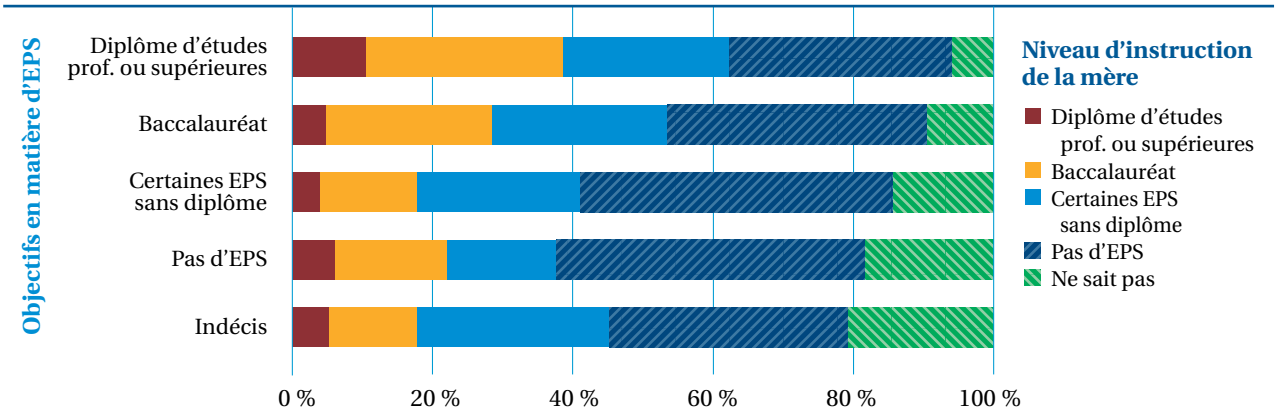
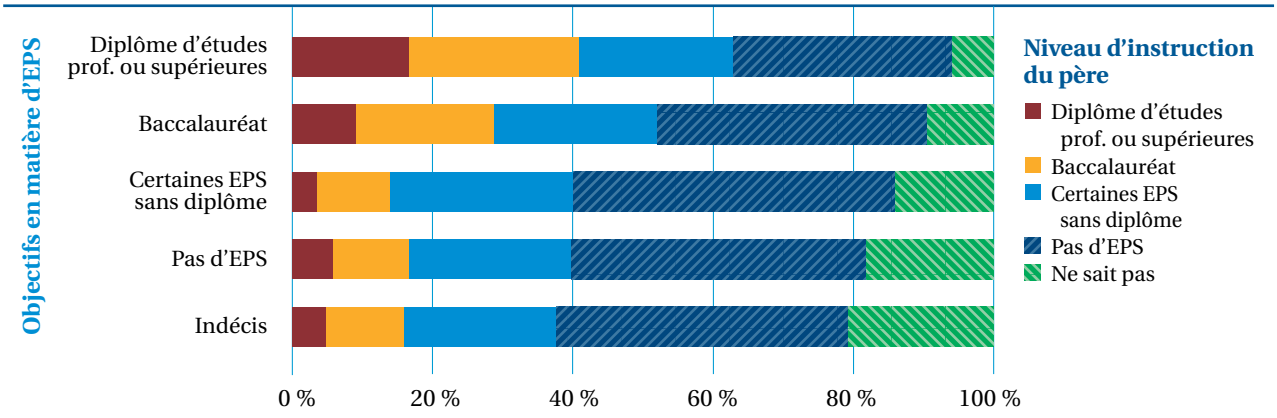
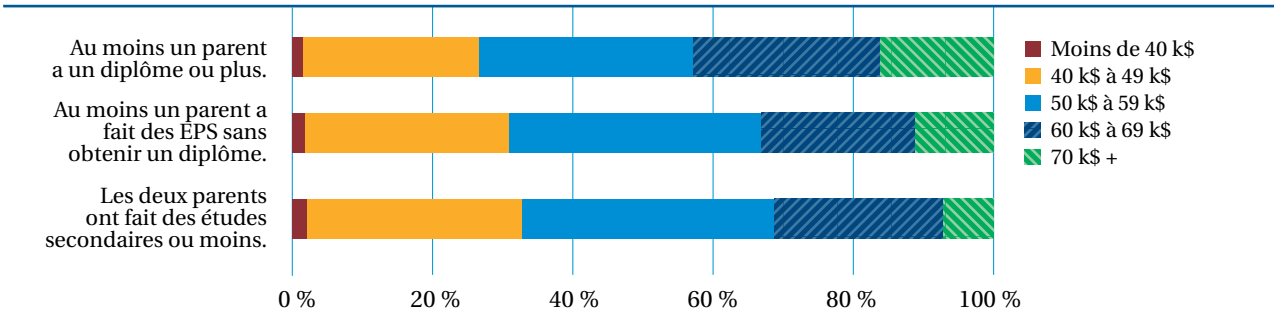


Figure II-22 : Relation entre les objectifs des répondants en matière d'éducation et le niveau d'instruction du père



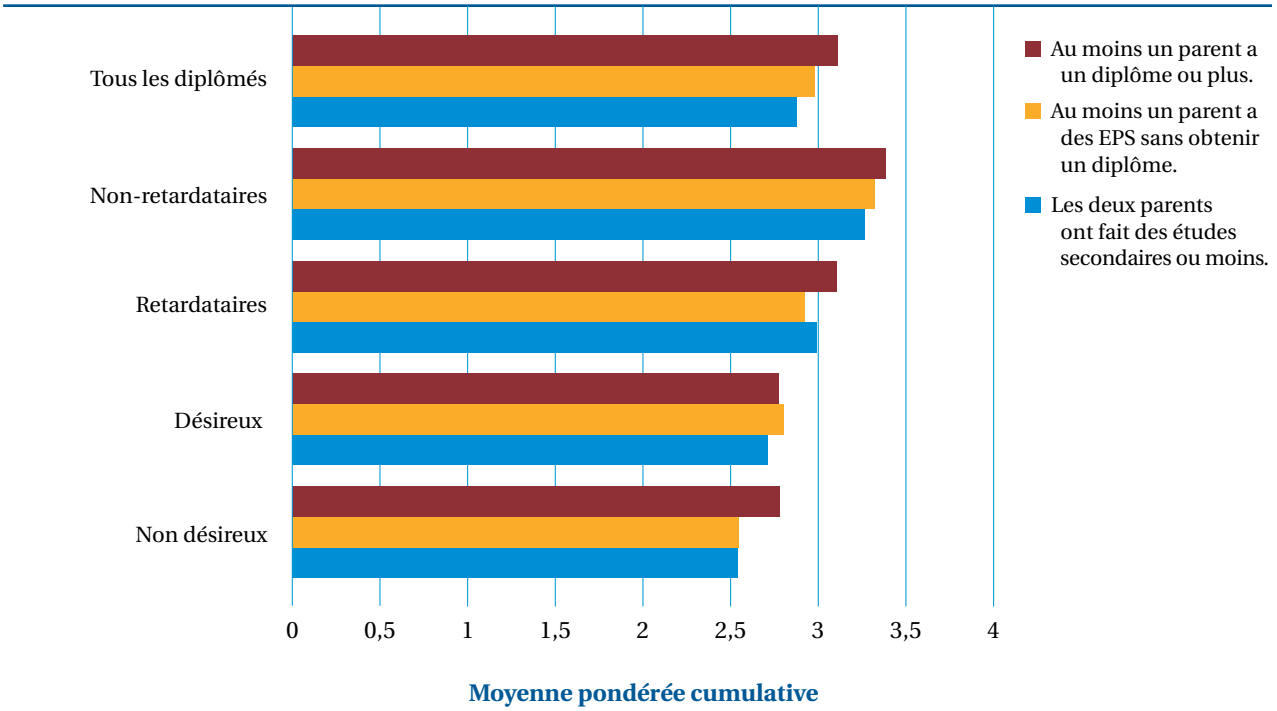
La scolarité des parents est souvent un indicateur du revenu familial, puisque les personnes plus instruites ont tendance à avoir des revenus plus élevés. La figure II-23 montre qu'il existe un faible lien entre le niveau d'instruction des parents et le revenu familial médian de l'arrondissement scolaire. Les répondants dont au moins un des parents avait un diplôme étaient plus susceptibles d'être issus d'un arrondissement où le revenu familial est plus élevé. Cela suggère que la véritable incidence du niveau de scolarité des parents est peut-être d'ordre financier; les familles à revenu plus élevé sont surreprésentées parmi les *inscrits* et sous-représentées parmi les *non désireux*.

Figure II-23 : Revenu familial médian de l'arrondissement scolaire et niveau d'instruction des parents



Il est possible que les diplômés du secondaire dont les parents détenaient un diplôme aient été plus susceptibles d'aspirer à en obtenir un eux-mêmes parce que leur famille était mieux en mesure de les aider financièrement. Toutefois, l'incidence du revenu familial peut être moins directe. La figure II-24 présente la moyenne pondérée cumulative selon le niveau d'instruction des parents et la situation par rapport aux EPS. Dans l'ensemble, la MPC est liée à la scolarité des parents. Plus les parents sont instruits, plus la MPC des répondants est élevée; et cela vaut généralement quelle que soit la situation des répondants par rapport aux EPS. Même si les *non-retardataires* avaient une MPC plus élevée, en moyenne, que les autres répondants, les *non-retardataires* dont les parents avaient un diplôme avaient la MPC la plus élevée de toutes. Les *non désireux* dont les parents n'avaient pas de diplôme avaient la MPC la moins élevée parmi tous les répondants.

Figure II-24 : MPC selon la situation par rapport aux EPS et le niveau d'instruction des parents

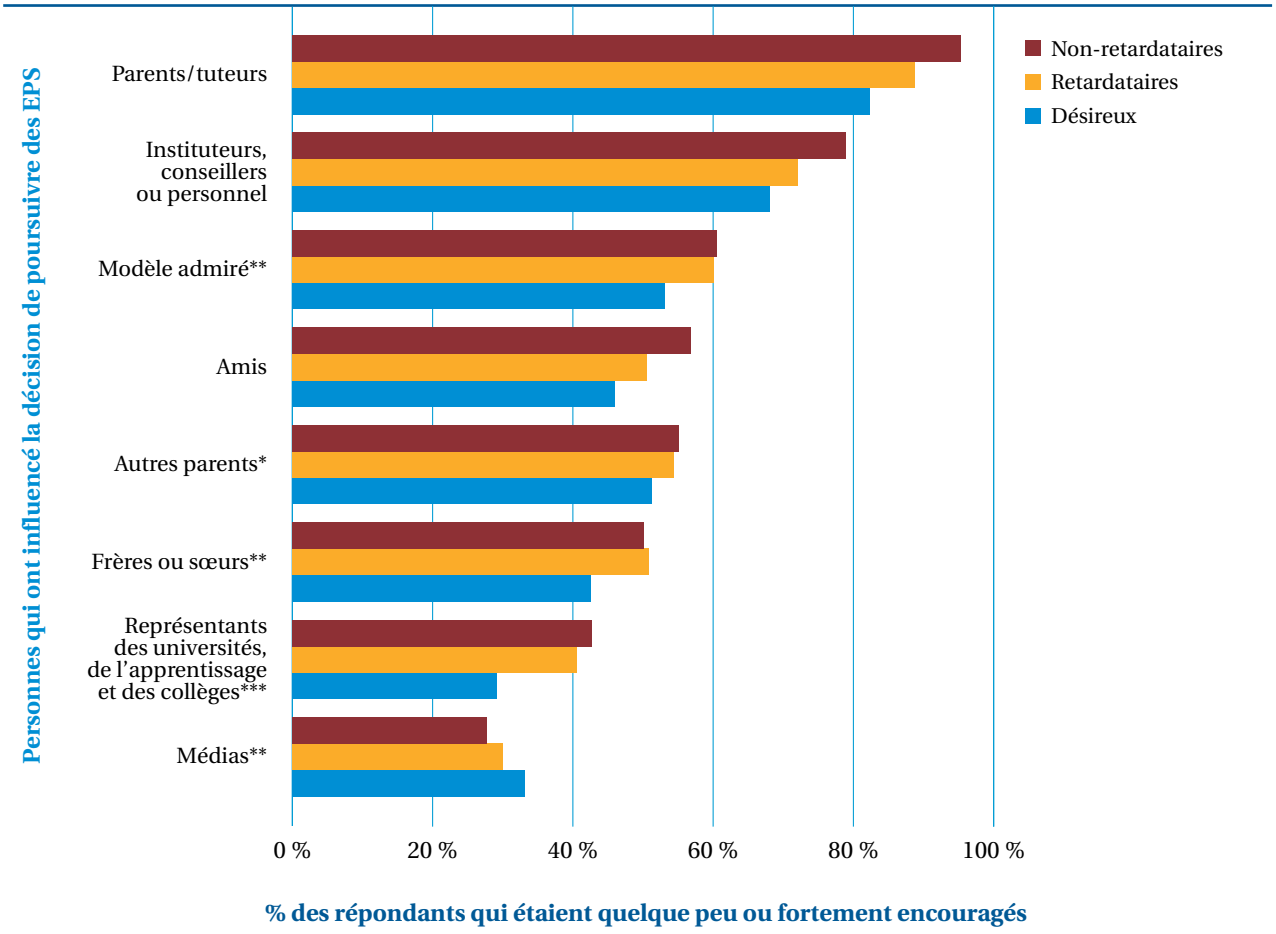


Personnes qui ont influencé leur décision

On a demandé aux répondants comment diverses personnes ont influencé leur décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Ces résultats sont illustrés par la figure II 25. Les parents exerçaient la plus grande influence, suivis du personnel de l'école. Les *désireux de faire des EPS* étaient moins fortement encouragés que les *non-retardataires* ou les *retardataires* par toute influence, sauf celle des médias. Les *désireux de faire des EPS* étaient légèrement plus susceptibles d'être encouragés par les médias que les autres.

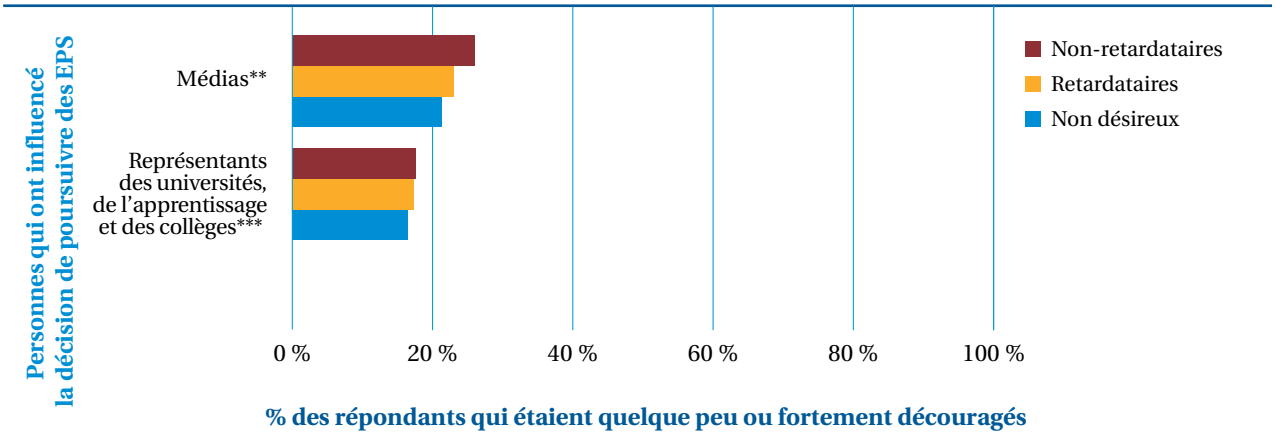
Bien que les médias et les représentants des établissements d'enseignement postsecondaire aient encouragé une minorité appréciable de répondants, ils en avaient également découragé d'autres. La figure II-26 montre qu'environ 20 p. cent des répondants avaient été découragés par les médias ou les représentants des établissements d'enseignement postsecondaire. Fait intéressant, l'encouragement était quelque peu lié à la MPC lorsqu'il provenait des parents, du personnel de l'école et des représentants des établissements d'enseignement postsecondaire (voir la figure II-27). Ceux qui avaient obtenu des MPC plus élevées étaient plus susceptibles de se sentir encouragés que ceux qui avaient obtenu des MPC plus basses. Toutefois, le découragement n'était pas lié à la MPC. La plus grande différence par rapport à la MPC provenait de l'influence exercée par les parents, le personnel de l'école et les représentants des établissements d'enseignement postsecondaire.

Figure II-25 : Répondants encouragés à poursuivre des études postsecondaires



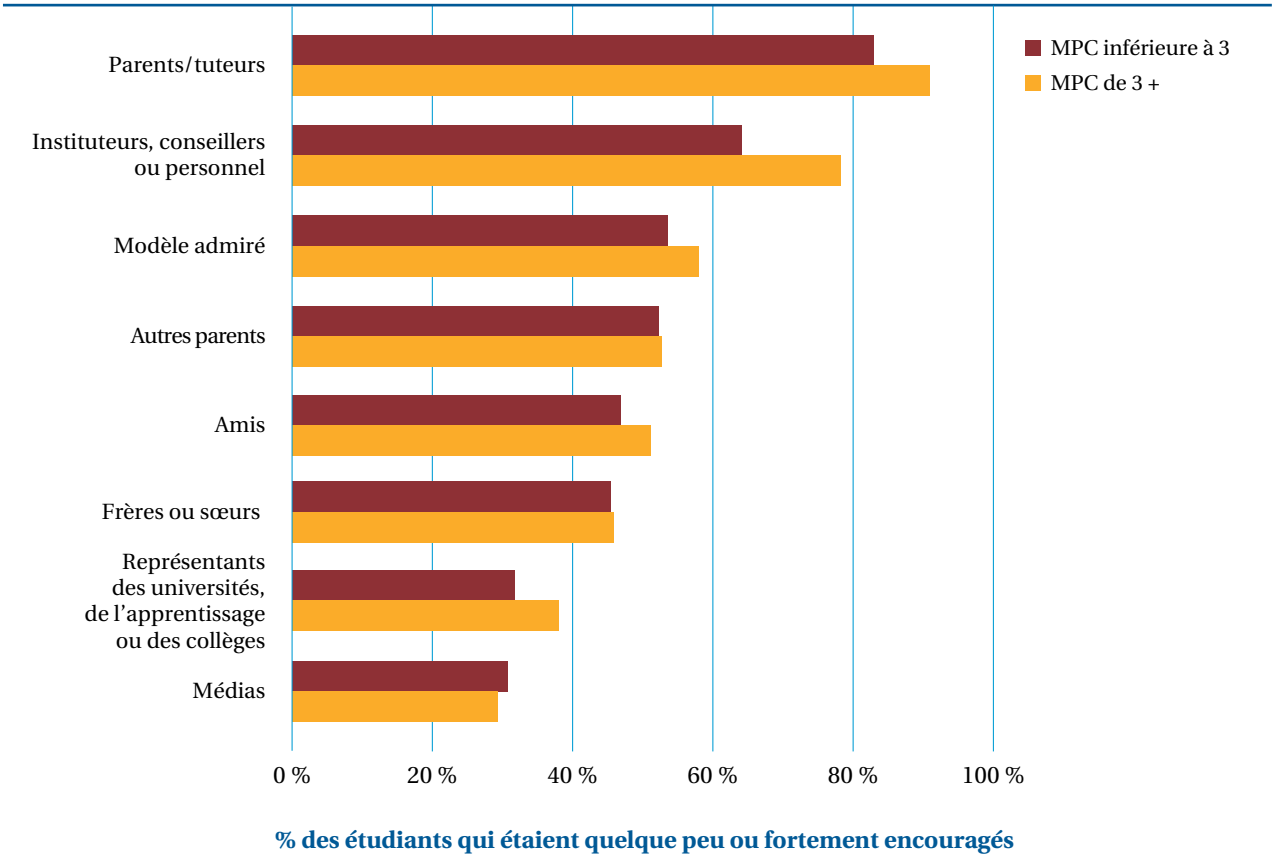
* 5 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas
** entre 9 et 13 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas
*** 22 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas

Figure II-26 : Personnes qui ont découragé la décision de poursuivre des études postsecondaires



** Entre 9 et 13 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas
*** 22 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas

Figure II-27 : Personnes qui ont encouragé la décision par rapport à la MPC



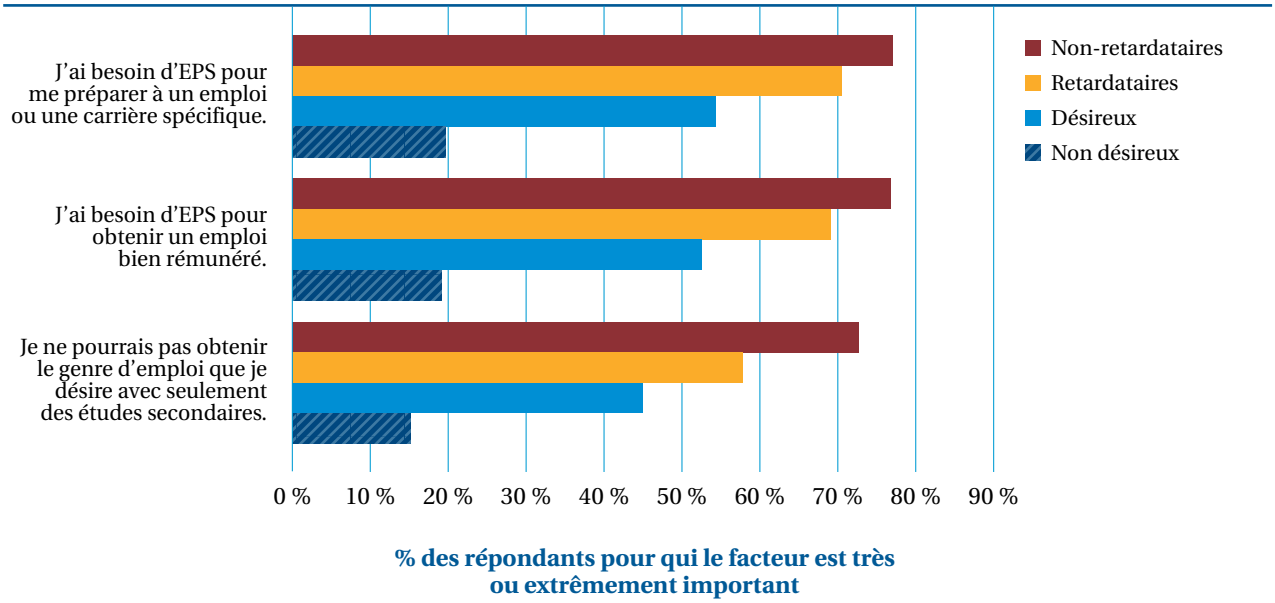
Facteurs mentionnés par les répondants

On a soumis aux répondants une liste de quinze facteurs susceptibles d'avoir influé sur leur décision de poursuivre ou non des études postsecondaires :

- J'ai besoin d'études postsecondaires pour me préparer à un emploi ou à une carrière spécifique.
- J'ai besoin d'études postsecondaires pour obtenir un emploi bien rémunéré.
- Je veux poursuivre des études postsecondaires par intérêt général (pas pour un emploi particulier).
- Je veux poursuivre des études postsecondaires afin de rencontrer de nouveaux amis.
- Je veux travailler au lieu d'aller à l'école.
- Je devais travailler pour subvenir à mes besoins ou à ceux de ma famille (je devais donc travailler au lieu d'aller à l'école).
- Un cours du secondaire en particulier m'a aidé à faire un choix de carrière.
- Les activités extrascolaires au cours du secondaire m'ont aidé à faire un choix de carrière.
- Mon expérience de travail au cours du secondaire m'a aidé à faire un choix de carrière.
- J'ai obtenu un bon emploi lorsque j'ai terminé le secondaire; par conséquent, je n'avais pas besoin d'études supplémentaires.
- Je ne pourrais pas obtenir le genre d'emploi que je désire avec seulement des études secondaires.
- J'étais disposé à déménager dans une nouvelle collectivité pour aller à l'école.
- Je n'ai pas été accepté dans le programme que je voulais en raison de mes notes.
- Je n'ai pas été accepté dans le programme que je voulais parce qu'il était complet.
- Je n'ai pas pu obtenir d'un employeur qu'il me parraine pour un apprentissage enregistré.

On leur a ensuite demandé de classifier les facteurs par ordre d'importance dans leur décision. Les trois principaux facteurs étaient les mêmes pour les trois groupes d'étudiants qui avaient des objectifs en matière d'études postsecondaires. Les répondants avaient le sentiment qu'ils devaient faire des EPS pour se préparer en vue d'un emploi précis ou pour obtenir un emploi bien rémunéré et qu'ils ne pourraient pas obtenir le genre d'emploi qu'ils désiraient avec un DES. La figure II-28 compare les quatre groupes en fonction de ces trois facteurs. Bien qu'ils ne poursuivent pas d'études

Figure II-28 : Trois principaux facteurs ayant influé sur la décision des répondants de poursuivre ou non des EPS



dans les faits, les *désireux de faire des EPS* ont donné des réponses qui se rapprochent davantage de celles des *inscrits* que de celles des *non désireux*.

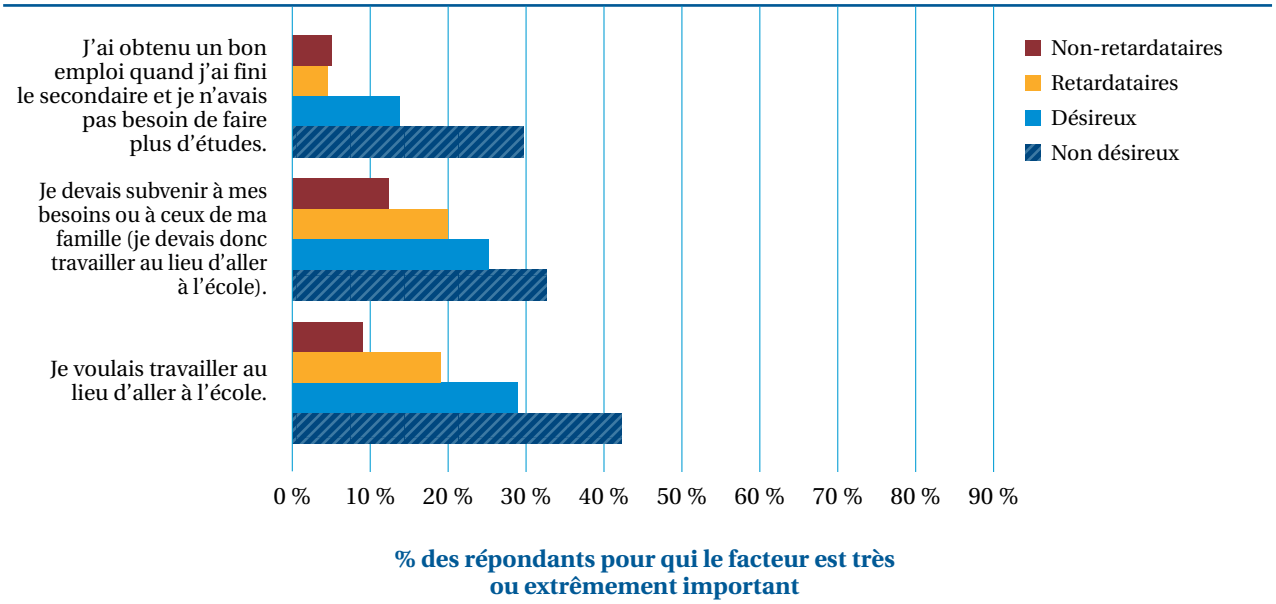
Les *non désireux* étaient plus influencés par des facteurs différents de ceux qui ont influé sur les *désireux*, comme l'indique la figure II-29. Les *non désireux* voulaient travailler au lieu d'aller à l'école, devaient travailler pour subvenir à leurs besoins ou avaient obtenu un emploi bien rémunéré après leurs études secondaires.

Il y a un aspect pour lequel les répondants qui avaient l'intention de faire des EPS étaient plus semblables à ceux qui n'en avaient pas l'intention : un quart des *désireux* ont mentionné qu'ils devaient travailler pour subvenir à leurs besoins, contre un tiers chez les *non désireux*. Seulement 12 p. cent des *non-retardataires* et 20 p. cent des *retardataires* ont dit être dans cette situation.

Nous avons également examiné les expériences vécues comme un indicateur du statut socioéconomique, selon la situation par rapport aux EPS et le niveau d'instruction des parents. Ceux qui étaient dans la même situation avaient des expériences similaires, sans égard à la scolarité du parent. Les *non-retardataires*, par exemple, avaient des expériences similaires, que leurs parents n'aient pas fait d'EPS ou qu'ils aient obtenu un diplôme. Il n'y avait qu'une seule exception à cette règle : les *non désireux* étaient beaucoup plus susceptibles d'être obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins s'ils avaient des parents qui n'avaient pas fait d'EPS (41 %) que s'ils avaient des parents qui avaient fait des EPS sans avoir obtenu de diplôme (28 %) ou si au moins un des parents avaient un diplôme (24 %).

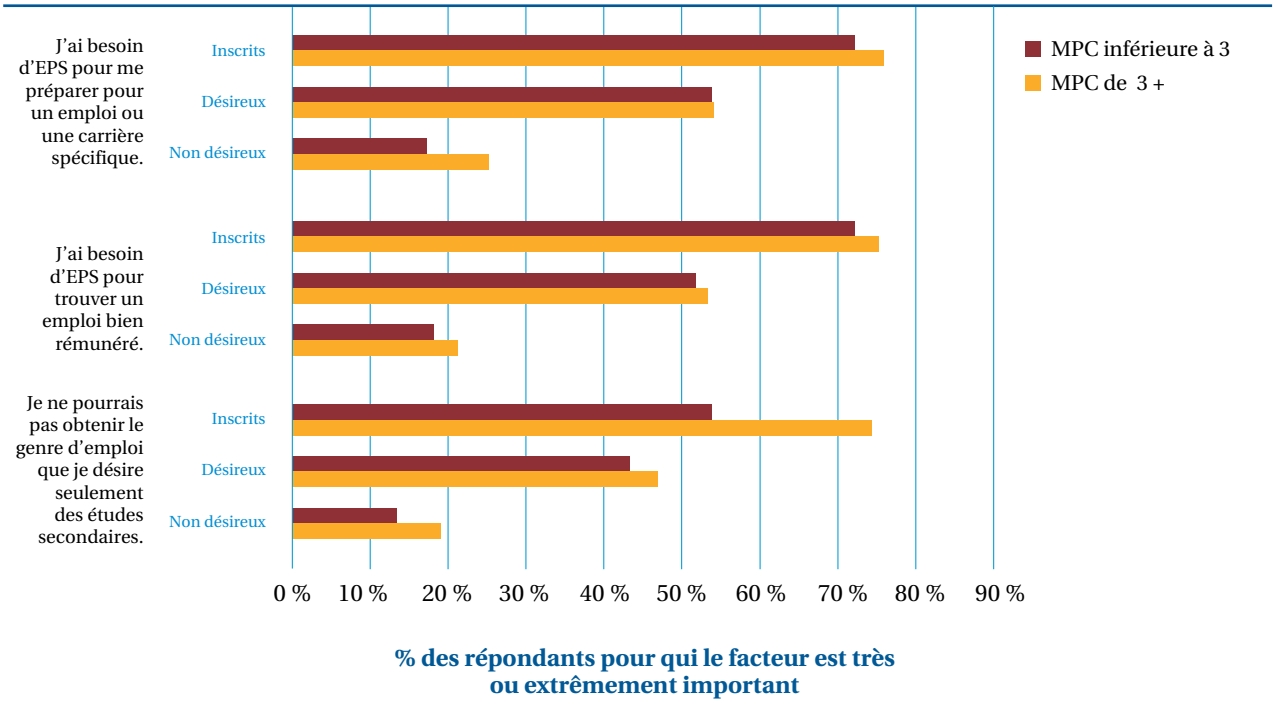
Nous savons que la MPC est liée aux choix que les jeunes font en matière d'éducation. Les diplômés du secondaire qui ont de bonnes MPC sont-ils influencés par des facteurs différents des facteurs qui influencent ceux qui ont des MPC plus basses? La figure II-30 illustre les trois principaux obstacles par MPC[11] et la situation par rapport aux EPS. Les deux conclusions sont claires. La situation par rapport aux EPS a une relation plus forte que la MPC avec les facteurs qui influent sur les décisions des diplômés du secondaire. Toutefois, la MPC peut influer sur les attentes. Ceux qui ont de bonnes MPC étaient plus susceptibles d'avoir le sentiment qu'ils ne pourraient pas obtenir le genre d'emploi qu'ils désiraient sans études postsecondaires. Cela est logique étant donné que ceux qui ont de bonnes MPC sont plus susceptibles d'avoir des objectifs en matière d'EPS qui exigeraient certaines EPS.

Figure II-29 : Trois principaux facteurs pour les non désireux



11. Dans le cadre de cette analyse, les diplômés ont été classifiés en deux groupes : ceux qui avaient obtenu des MPC de 3 ou plus, le minimum requis pour l'entrée à l'université, et ceux qui avaient obtenu des MPC inférieures à 3.

Figure II-30 : Trois principaux facteurs qui influent sur la décision par MPC et situation par rapport aux EPS



Lorsque nous examinons les trois facteurs qui étaient importants pour les *non désireux,* nous constatons que la MPC a une incidence plus importante, comme l'illustre la figure II-31. Les répondants qui avaient des MPC plus basses étaient plus susceptibles d'être obligés de travailler que ceux qui avaient de bonnes MPC. Cela pourrait être un reflet du revenu familial, puisque la MPC est liée au niveau d'instruction des parents qui lui est lié au revenu. Fait intéressant, les *non désireux* qui n'ont pas poursuivi d'études parce qu'ils ont obtenu un bon emploi après le secondaire étaient plus susceptibles d'avoir des MPC de 3 ou plus que des MPC inférieures à 3.

La figure II-32 montre trois facteurs relatifs aux expériences des diplômes au secondaire. Comme il fallait s'y attendre, ceux qui avaient des MPC plus basses étaient plus susceptibles de mentionner qu'ils n'avaient pas obtenu les notes nécessaires pour poursuivre des EPS. Toutefois, seulement une minorité a mentionné que c'était un facteur important dans leur décision, et un plus grand nombre d'inscrits et de *désireux de faire des EPS* que de *non désireux* ont mentionné ce facteur. Les *non désireux* qui avaient des MPC inférieures à 3 étaient moins susceptibles que tous les autres répondants de mentionner que les activités extrascolaires ou un cours du secondaire avait influé sur leur choix de carrière.

Impressions sur les études postsecondaires

On a demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils étaient d'accord avec une série d'énoncés sur les études postsecondaires. La figure II-33 indique le pourcentage de répondants qui étaient d'accord dans chaque groupe. Ceux qui prévoyaient faire des études postsecondaires, ou qui en avaient déjà fait, avaient des impressions similaires. Ils avaient tendance à être d'accord avec les énoncés positifs et à être en désaccord avec les énoncés négatifs. Les *non désireux* se démarquent; ils étaient plus susceptibles d'être d'accord avec les énoncés négatifs et d'être en désaccord avec les énoncés positifs.

Figure II-31 : Trois principaux facteurs des non désireux par MPC et situation par rapport aux EPS

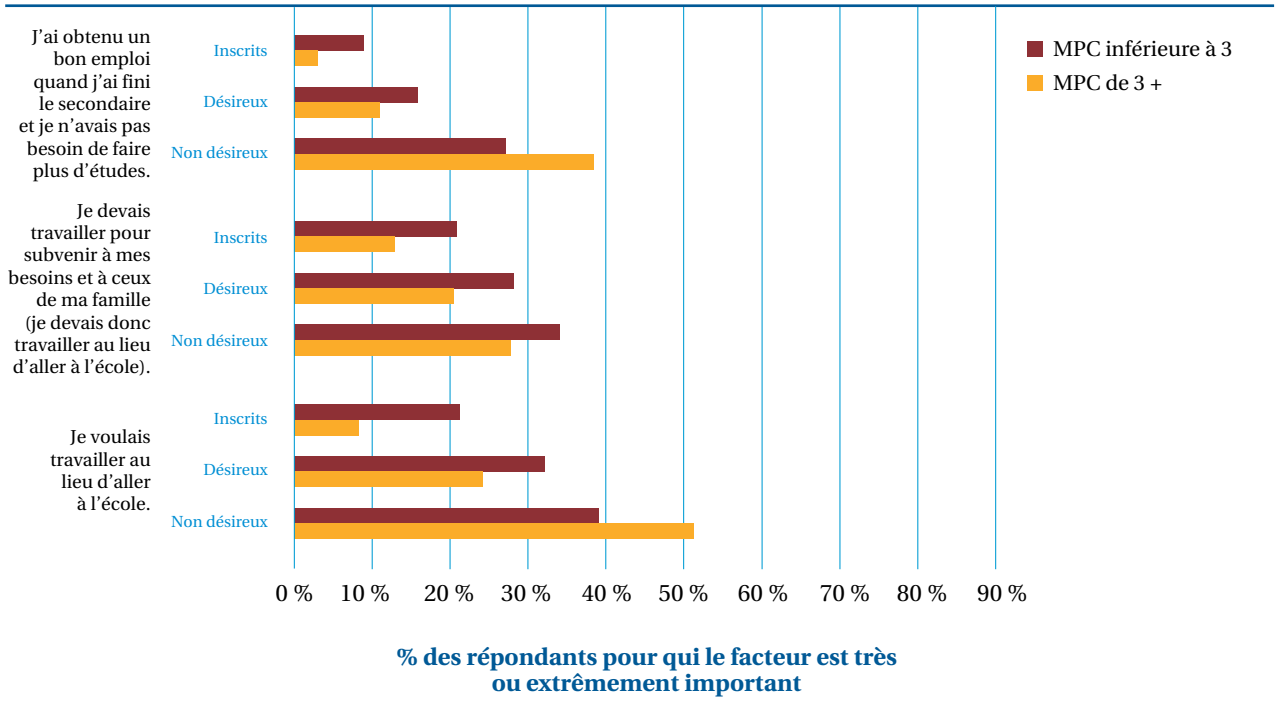


Figure II-32 : Influence des expériences vécues au secondaire

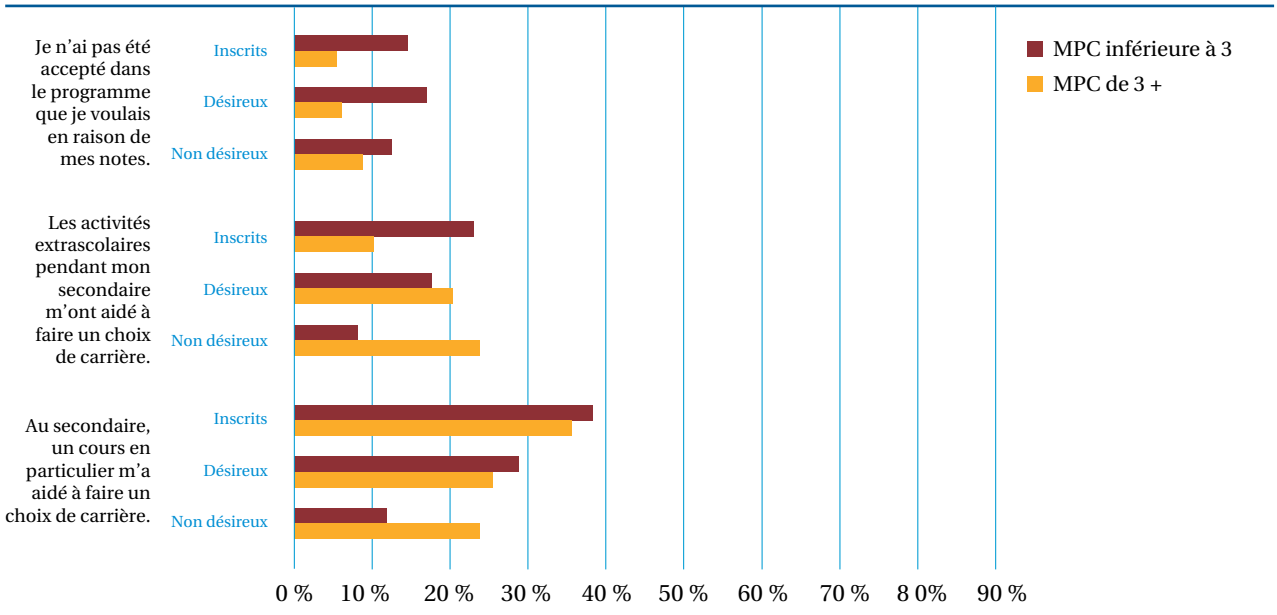
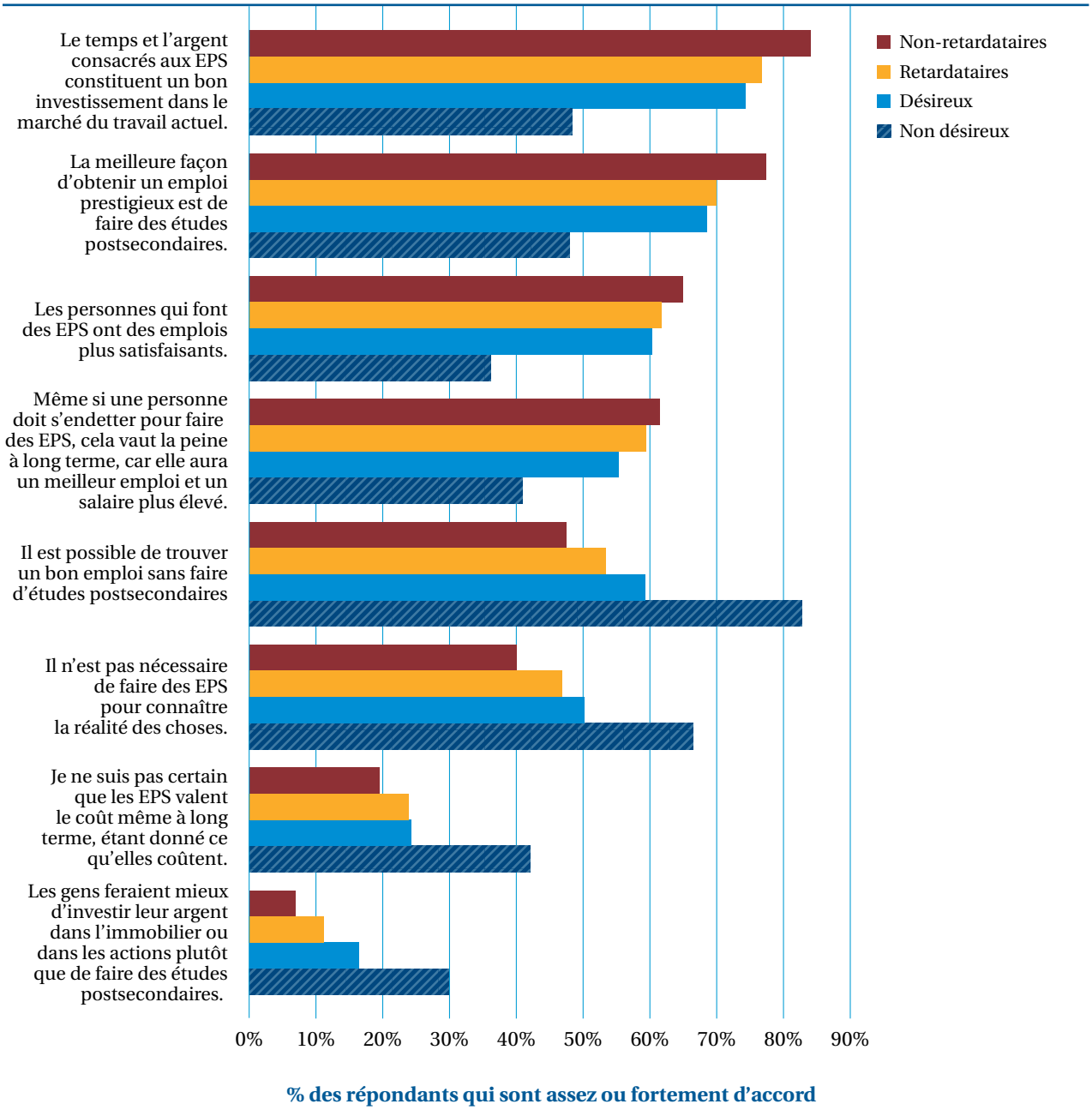


Figure II-33 : Impressions sur les études postsecondaires



Les impressions sur les études postsecondaires ont également été examinées en fonction de la situation par rapport aux EPS et du niveau d'instruction des parents. Les répondants qui étaient dans la même situation (p. ex. les *non-retardataires*) avaient des impressions similaires, peu importe le niveau de scolarité de leurs parents.

Quand on a demandé aux répondants d'évaluer le coût d'une année d'études universitaires de premier cycle en C.-B., en 2005-2006 (sans compter les livres, les frais accessoires et les frais de subsistance), on a remarqué une tendance à la surestimation pour tous les groupes. Comme l'illustre le tableau II-1, ceux qui n'avaient jamais fait d'études postsecondaires avaient

tendance à gonfler les chiffres davantage que ceux qui avaient fait certaines EPS, et ce sont les *non désireux* qui avaient l'estimation la plus élevée. Il faut toutefois souligner qu'un pourcentage élevé des *non désireux* n'a donné aucune estimation.

Les répondants qui avaient fait certaines études postsecondaires étaient plus précis dans leurs estimations, mais ils avaient eux aussi tendance à exagérer. Toutefois, leurs estimations tenaient compte avec plus d'exactitude des frais accessoires et des livres qui s'ajoutent aux droits de scolarité. Peut-être que ces étudiants ne pouvaient pas séparer les droits de scolarité des autres coûts à défrayer. Étant donné que les frais accessoires et le coût des livres font partie du coût de l'éducation, on pourrait affirmer qu'un montant d'environ 6 000 $ est un juste reflet du coût d'une année universitaire.

Le tableau II-2 montre qu'il n'existait aucune relation entre l'instruction des parents et les estimations des droits de scolarité. Le fait que les parents aient poursuivi certaines études postsecondaires ne signifiait pas qu'ils disposaient de renseignements plus exacts sur le coût des EPS.

Étant donné l'étendue des réponses dans chacun des groupes, les estimations ont été classifiées dans un des quatre groupes suivants :

- estimation juste (entre 3 700 $ et 4 700 $);
- sous-estimation (moins de 3 700 $);
- légère surestimation (entre 4 701 $ et 7 500 $);
- surestimation importante (plus de 7 500 $).

La répartition des estimations fournies par les répondants est présentée dans la figure II-34. Seulement une minorité de répondants de chaque groupe a fourni une estimation juste des droits de scolarité réels. Leurs estimations étaient en lien avec leur situation par rapport aux EPS. Comparativement aux autres répondants, les *non-retardataires* avaient davantage tendance à fournir une estimation juste.

Tableau II-1 : Estimation des droits de scolarité* pour une année d'études universitaires de premier cycle en C.-B., en 2005-2006

Situation par rapport aux études postsecondaires	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Non-retardataires	6 127 $	5 000 $	10 %
Retardataires	6 553 $	5 000 $	12 %
Désireux de faire des EPS	7 269 $	6 000 $	24 %
Non désireux	8 138 $	6 000 $	40 %

* Pour une année scolaire de huit mois, excluant les livres, les frais accessoires et les frais de subsistance.
En 2005-2006, les droits de scolarité réels de quatre universités de la C.-B. s'élevaient entre 4 092 $ et 4 356 $, avec une moyenne de 4 221 $.
Source : Ministère de l'Éducation avancée de la Colombie-Britannique : http://www.aved.gov.bc.ca/tuition/welcome.htm

Tableau II-2 : Estimation des droits de scolarité (et nombre de répondants) selon la situation par rapport aux EPS et le niveau d'instruction des parents

	Non-retardataires	Retardataires	Désireux de faire des EPS	Non désireux	Tous
Les deux parents ont fait des études secondaires ou moins.	6 026 $ (124)	5 989 $ (41)	7 331 $ (167)	7 605 $ (42)	6 782 $ (374)
Au moins un parent a fait certaines EPS sans obtenir un diplôme.	5 826 $ (163)	7 175 $ (63)	7 043 $ (189)	6 241 $ (17)	6 572 $ (437)
Au moins un parent a un diplôme ou plus.	6 303 $ (327)	6 217 $ (118)	7 627 $ (190)	8 165 $ (31)	6 752 $ (666)

La figure II-35 montre qu'il existe un lien évident entre l'estimation des droits de scolarité et les objectifs des répondants en matière d'études postsecondaires. Ceux qui ont les aspirations les plus élevées, soit un diplôme d'études professionnelles ou supérieures, ont fourni des estimations plus justes que les autres répondants. À l'autre extrémité, ceux qui n'envisageaient pas de faire d'EPS étaient plus susceptibles de surestimer le coût d'une année d'études universitaires de premier cycle.

Les impressions sur les études postsecondaires et les estimations fournies quant aux droits de scolarité indiquent que les *non désireux* surestiment beaucoup le coût des études universitaires et en sous-estiment les avantages. Bien que les *désireux de faire des EPS* accordent de la valeur aux études postsecondaires, ils en surestiment aussi le coût. C'est peut-être ce qui explique qu'ils ont retardé leurs études et qu'ils aspirent à un niveau d'études moins élevé que ceux qui ont déjà entrepris leurs études. Ces résultats suggèrent que le manque d'information précise concernant le coût et les avantages des études postsecondaires joue un rôle dans la décision des jeunes de poursuivre ou non leurs études.

Figure II-34 : Distribution du type d'estimation des frais de scolarité (sous-estimation, surestimation et estimation juste)

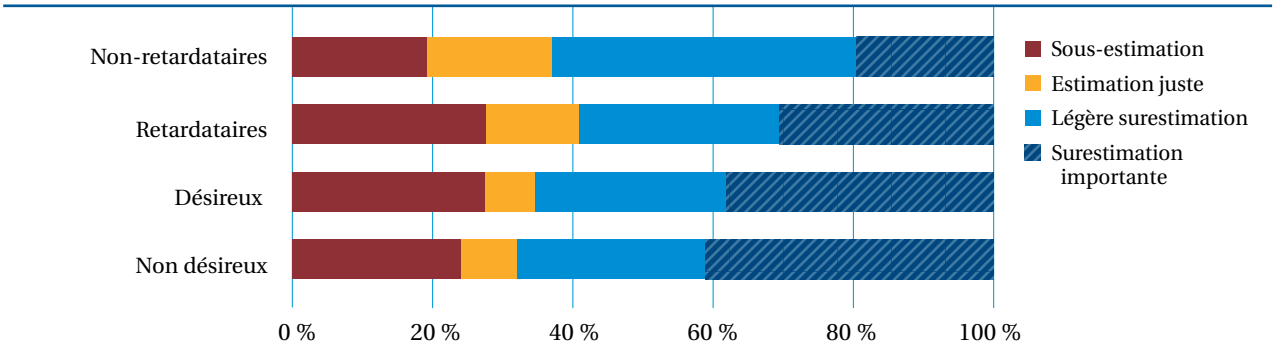
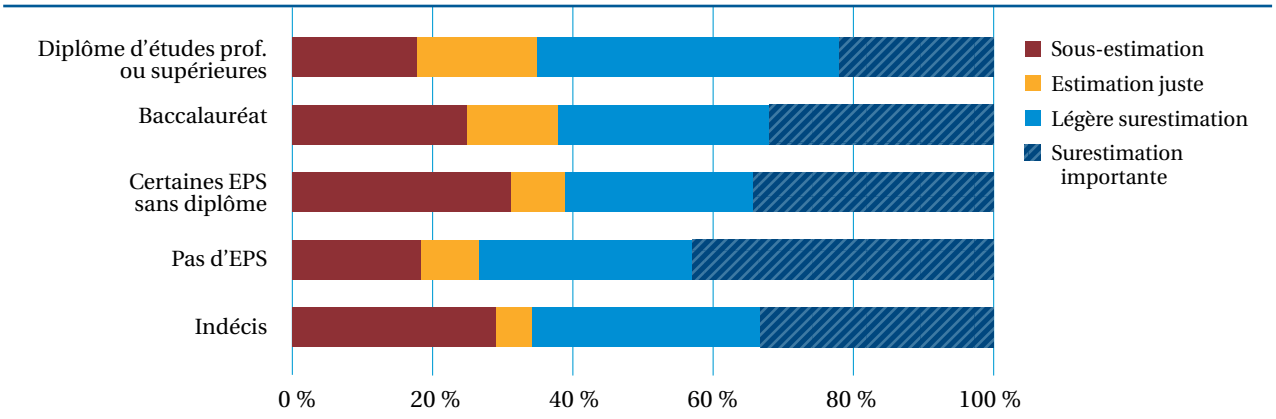


Figure II-35 : Estimations selon les objectifs en matière d'EPS

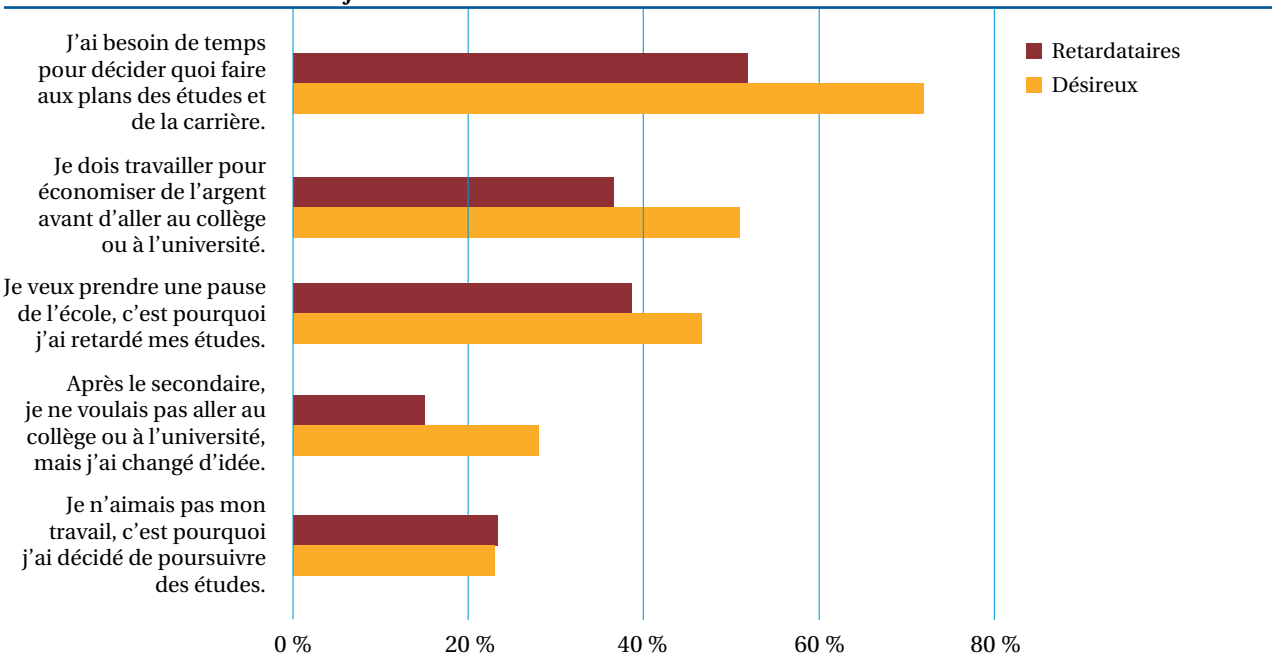


Raisons pour certains diplômés du secondaire de retarder leur entrée au postsecondaire

On a demandé aux répondants *désireux de faire des EPS* et aux *retardataires* d'évaluer les facteurs qui ont pu influer sur leur décision de remettre leurs études à plus tard. (Voir l'annexe F pour une liste des raisons possibles.) Parmi les neuf raisons, les mêmes trois constituaient les facteurs principaux pour les deux groupes (voir la figure II-36). Le besoin de temps pour décider constituait la raison principale pour les deux groupes, suivie de la nécessité de travailler pour économiser en vue des études et du désir de prendre une pause de l'école. Chacune de ces raisons constituait un facteur important pour un plus grand nombre de *désireux de faire des EPS* que de *retardataires*. Une quatrième raison, soit le changement d'idée quant aux EPS, constituait un autre facteur important pour les *désireux de faire des EPS* et beaucoup moins important pour les *retardataires*. L'insatisfaction par rapport à l'emploi constituait un facteur d'importance égale pour les deux groupes.

Leurs réponses ont été répertoriées dans les catégories pertinentes : insatisfaction par rapport à l'emploi; problèmes pour accéder au programme désiré; problèmes de motivation (besoin d'une pause, besoin de temps pour décider quoi faire); argent (besoin de temps pour économiser en vue des études). (Voir l'annexe F pour obtenir une description complète de cette analyse.) La figure II-37 montre le pourcentage de répondants qui considère au moins un des facteurs de la catégorie comme ayant joué un rôle très ou extrêmement important dans sa décision de retarder ses études. La motivation était le principal facteur dans les deux groupes, bien qu'il joue un rôle important pour un plus grand nombre de *désireux de faire des EPS* que de *retardataires* (81 % contre 65 %). L'argent est aussi un facteur important dans les deux groupes, mais, là encore, il est important pour un plus grand

Figure II-36 : Principales raisons pour retarder les études postsecondaires pour les *retardataires* et les *désireux de faire des EPS*



Remarque : 283 *retardataires* et 818 *désireux de faire des EPS*.

nombre de *désireux de faire des EPS* que de *retardataires* (50 % contre 36 %). L'insatisfaction par rapport à l'emploi et les problèmes d'accès sont des facteurs importants pour une minorité de répondants dans les deux groupes.

La figure II-38 illustre la répartition des raisons selon le niveau d'instruction des parents et la situation du répondant par rapport aux EPS. On a constaté une légère influence de la scolarité des parents. Pour les *désireux de faire des EPS*, la probabilité de donner la motivation comme raison était liée au niveau d'instruction des parents, mais pas pour les *retardataires*. Plus le niveau d'instruction de leurs parents était élevé, plus les *désireux* étaient susceptibles de donner la motivation comme raison. La nécessité d'économiser était liée au niveau d'instruction des parents, en particulier pour les *désireux*. Plus le niveau d'instruction de leurs parents était faible, plus ils étaient susceptibles de travailler pour économiser en vue des EPS. L'*insatisfaction par rapport à l'emploi* était positivement liée au niveau d'instruction des parents pour les *retardataires* et négativement lié pour les *désireux*. En d'autres termes, plus le niveau d'instruction de leurs parents est élevé, plus les *retardataires* sont susceptibles de mentionner l'insatisfaction par rapport à l'emploi, tandis que les *désireux* sont moins susceptibles de la mentionner. Les problèmes d'accès n'étaient pas liés au niveau d'instruction des parents ni pour les *retardataires* ni pour les *désireux*.

Figure II-37 : Types de raisons pour retarder les études postsecondaires pour les *retardataires* et les *désireux de faire des EPS*

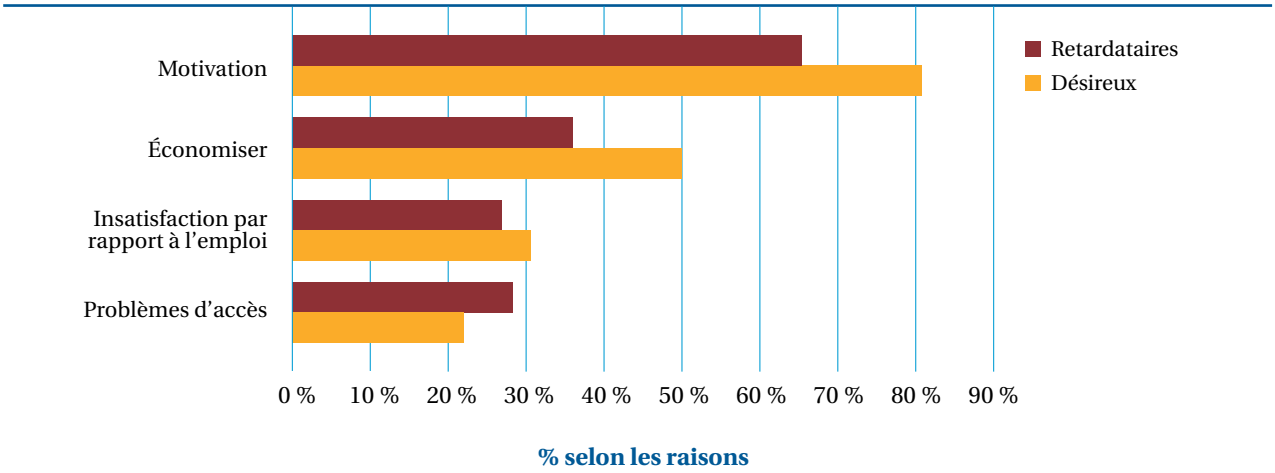
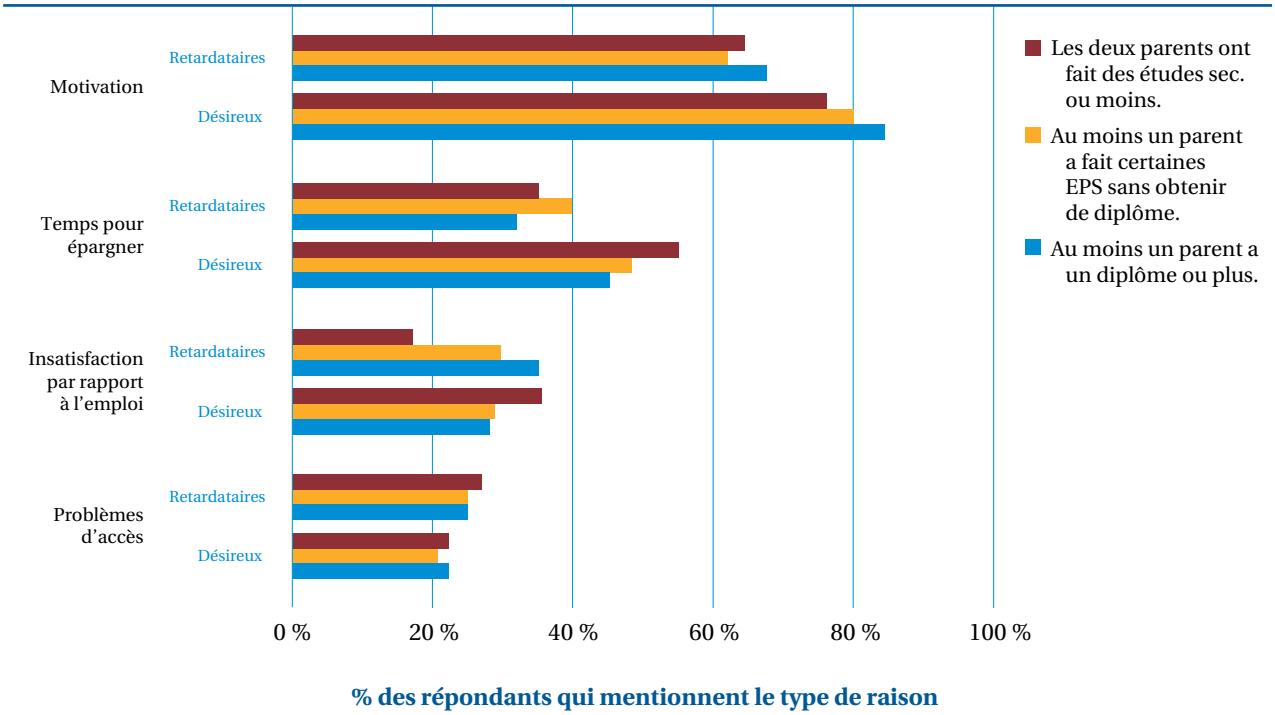


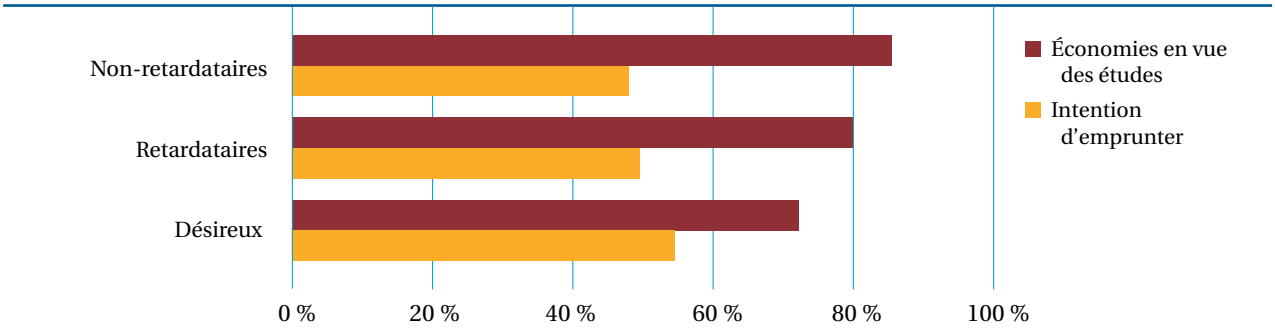
Figure II-38 : Types de raisons pour retarder les études postsecondaires selon le niveau d'instruction des parents et la situation du répondant par rapport aux EPS



Financement des études

La grande majorité des répondants avaient économisé en vue de leurs études, ou leurs familles avaient économisé pour eux. Les *désireux de faire des EPS* étaient moins susceptibles que les autres d'avoir des économies; 72 p. cent ont dit avoir des économies, contre 86 p. cent chez les *non-retardataires*. On a remarqué très peu de différence entre les groupes pour ce qui est de l'intention d'emprunter pour faire des études. Environ la moitié des répondants de chaque groupe étaient prêts à emprunter (voir la figure II-39). La figure II-40 montre le pourcentage de répondants qui ont économisé en vue de leurs EPS, selon leur

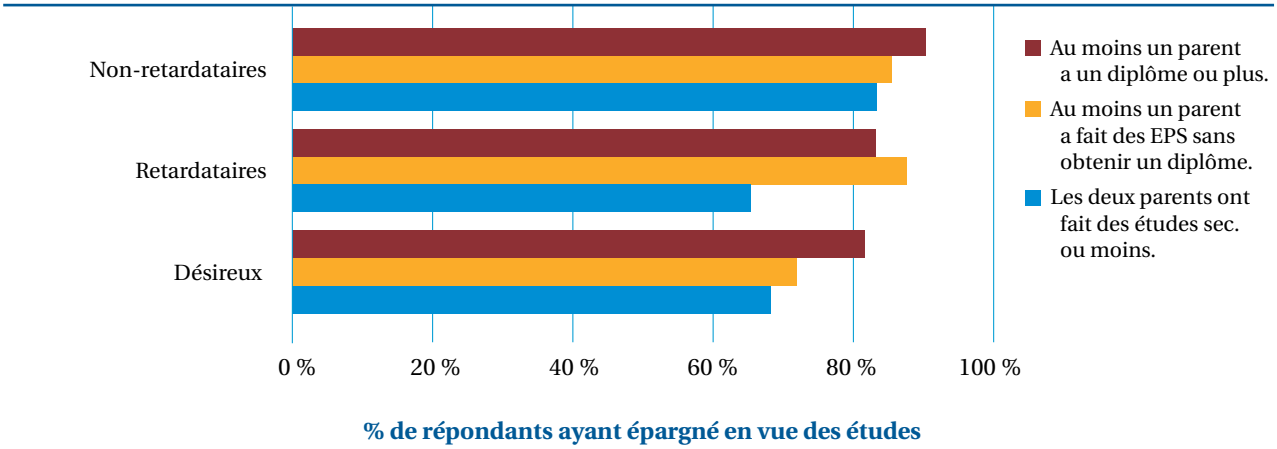
Figure II-39 : Pourcentage des répondants qui ont économisé en vue des études postsecondaires et pourcentage qui ont l'intention d'emprunter pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation



situation par rapport aux EPS et le niveau d'instruction des parents. La scolarité des parents semble avoir une incidence : les répondants dont les parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires étaient moins susceptibles d'avoir des économies. L'incidence du niveau d'instruction des parents était minime chez les *non-retardataires*, mais beaucoup plus importante chez les *retardataires* et les *désireux de faire des EPS*. Il n'y avait pas d'incidence systématique de la scolarité des parents sur l'intention d'emprunter.

Les *désireux de faire des EPS* n'étaient pas prêts à dépenser autant d'argent pour leurs études que les deux autres groupes de répondants, comme l'illustre le tableau II-3. Cela peut refléter le fait qu'ils étaient plus susceptibles d'avoir des objectifs en matière d'éducation dont l'atteinte prendrait moins de temps et, par conséquent, moins d'argent (voir la figure II-1). La figure II-41 montre clairement que la différence dans le montant que les groupes sont prêts à dépenser est presque entièrement attribuable à la différence dans les objectifs en matière d'études postsecondaires. Ceux qui avaient le même objectif, qu'ils soient *désireux de faire des EPS*, *retardataires* ou *non-retardataires*, étaient prêts à dépenser des montants similaires pour atteindre cet objectif. Les *désireux de faire des EPS* qui veulent obtenir un diplôme constituaient la seule exception : ils n'étaient pas prêts à dépenser autant que les *non-retardataires* et les *retardataires* qui veulent obtenir un diplôme.

Figure II-40 : Pourcentage des répondants qui ont épargné selon leur situation par rapport aux EPS et le niveau d'instruction de leurs parents

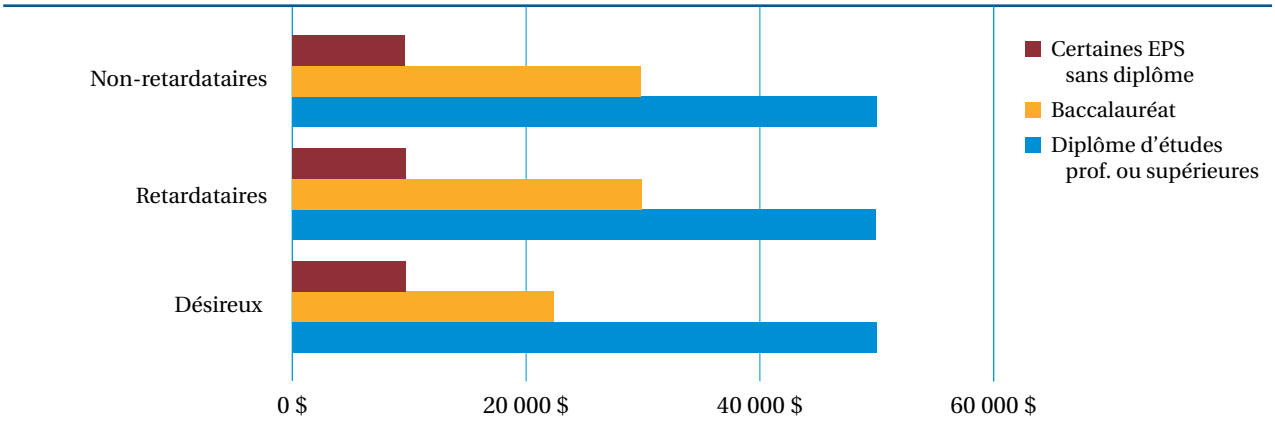


N pour les *non-retardataires* : 350 avec diplôme; 180 avec certaines EPS; 140 avec études secondaires ou moins.
N pour les *retardataires* : 134 avec diplôme; 71 avec certaines EPS; 46 avec études secondaires ou moins.
N pour les *désireux EPS* : 237 avec diplôme; 236 avec certaines EPS; 223 avec études secondaires ou moins.

Tableau II-3 : Montant que les répondants sont prêts à dépenser pour leurs études postsecondaires (incluant les droits de scolarité, les livres et les frais de subsistance)

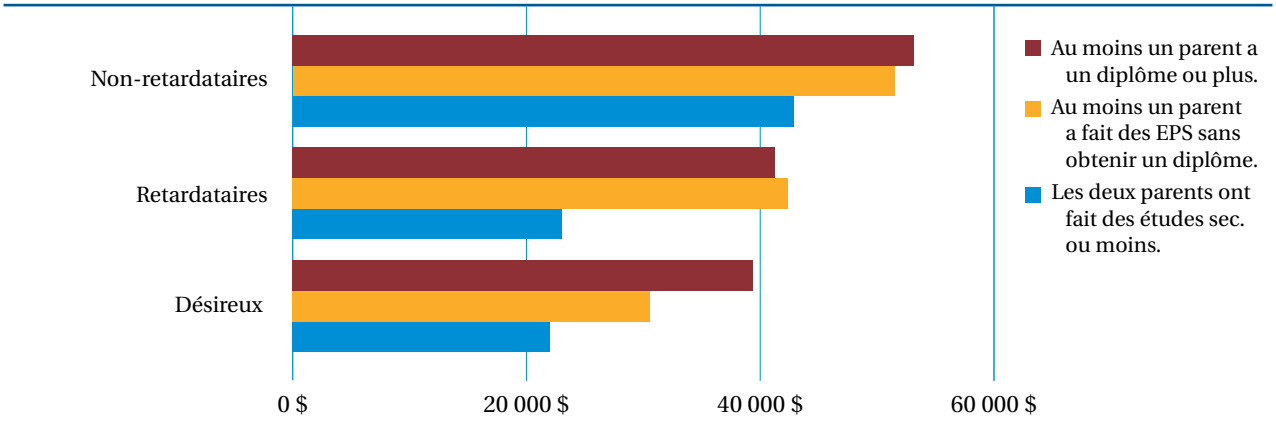
Situation par rapport aux études postsecondaires	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Non-retardataires	49 222 $	40 000 $	34 %
Retardataires	42 713 $	25 000 $	33 %
Désireux de faire des EPS	29 908 $	20 000 $	34 %

Figure II-41 : Montant que les répondants sont prêts à dépenser selon leur objectif en matière d'éducation



La figure II-42 montre que le montant que les répondants étaient prêts à dépenser dépendait de leur situation par rapport aux études postsecondaires et de la scolarité de leurs parents. Ceux dont les parents n'avaient pas fait d'EPS n'étaient pas prêts à dépenser autant que les autres répondants de leur groupe. Toutefois, c'est peut-être aussi là le reflet de la diversité des objectifs, car les objectifs étaient aussi liés au niveau d'études des parents. Puisque, plus l'objectif d'éducation est élevé, plus le montant à dépenser pour l'atteindre sera élevé, on peut penser que le statut socioéconomique sous-tend à la fois les objectifs d'éducation et le montant que les répondants sont prêts à dépenser. Les jeunes qui ont des parents plus instruits sont plus susceptibles d'être issus d'un milieu plus aisé et peuvent donc s'attendre à recevoir plus d'aide financière de leurs parents que ceux dont les parents sont moins instruits.

Figure II-42 : Montant que les répondants sont prêts à dépenser selon le niveau d'instruction des parents



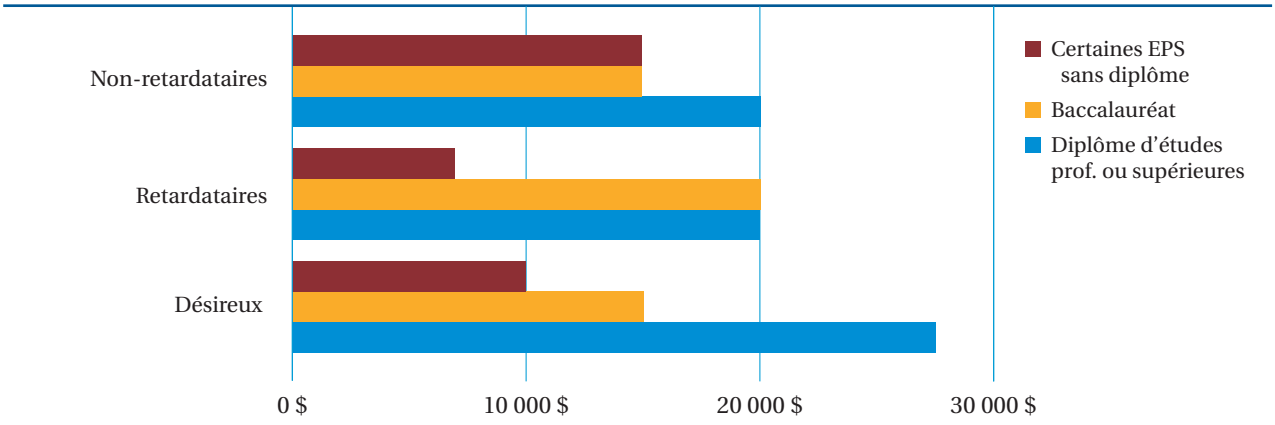
Voir la figure II-42 pour les N

Comme l'illustre le tableau II-4, les trois groupes diffèrent également en ce qui a trait au montant de la dette qu'ils sont prêts à contracter pour atteindre leurs objectifs. Les *non-retardataires*, qui tendent à avoir des objectifs plus coûteux, étaient prêts à s'endetter davantage. Mais le rapport entre l'objectif en matière d'éducation et le montant que les détenteurs de DES sont prêts à emprunter n'est pas le même dans tous les groupes (voir la figure II-43). À cet égard, les répondants *désireux de faire des EPS* se démarquent; ceux qui souhaitaient obtenir un diplôme d'études professionnelles ou supérieures étaient prêts à s'endetter davantage que les *inscrits* qui ont les mêmes aspirations. Les répondants ayant d'autres objectifs se ressemblaient davantage quant au montant qu'ils étaient prêts à emprunter. Le niveau d'études des parents n'avait aucune incidence sur le montant que les répondants étaient prêts à emprunter.

Tableau II-4 : Montant de la dette que les répondants prêts à emprunter accepteraient de contracter pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation

Situation par rapport aux études postsecondaires	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Non-retardataires	30 433 $	20 000 $	23 %
Retardataires	21 299 $	13 500 $	15 %
Désireux de faire des EPS	22 418 $	15 000 $	28 %

Figure II-43 : Montant de la dette que les répondants prêts à emprunter accepteraient de contracter selon les objectifs d'éducation



Montant médian de la dette que les répondants sont prêts à contracter

Sommaire des conclusions sur les choix en matière d'études postsecondaires

Bien que l'échantillon des diplômés du secondaire ait été également réparti entre les *inscrits* et les *non inscrits*, la plupart de ceux qui ont été interrogés voulaient poursuivre certaines études postsecondaires. Seulement un répondant sur cinq n'avait aucune intention de poursuivre de telles études. Cette constatation est rassurante quand on songe que la plupart des emplois de l'avenir exigeront des études postsecondaires.

Désireux versus inscrits

Malgré leur désir de faire des études postsecondaires, un nombre assez considérable de répondants n'avaient pas entrepris leurs études deux ans après l'obtention de leur diplôme. Ce groupe, les *désireux de faire des EPS*, a spécialement retenu l'attention durant cette étude. Si nous pouvions comprendre les raisons qui les ont poussés à retarder leurs études et les facteurs qui ont influencé leur décision, nous pourrions mieux comprendre les obstacles qui empêchent certains détenteurs de DES de poursuivre des études postsecondaires.

À bien des égards, les *désireux de faire des EPS* sont remarquablement semblables aux *non-retardataires* et aux *retardataires*. Par contre, ils se distinguent des inscrits dans certains aspects clés. En plus de retarder leurs études de plus de deux ans, leurs objectifs en matière d'éducation sont moins élevés. Seulement la moitié d'entre eux environ souhaitent obtenir un diplôme, comparativement à deux tiers des *retardataires* et près de 90 p. cent des *non-retardataires*.

Les notes sont un autre aspect dans lequel les répondants *désireux de faire des EPS* se démarquent des *inscrits*. Les répondants *désireux de faire des EPS* avaient des notes moins élevées au secondaire et ils étaient moins impliqués sur le plan scolaire. En fait, leurs notes n'étaient que légèrement supérieures à celles des *non désireux* de faire des études postsecondaires. Pourtant, malgré une moyenne pondérée cumulative inférieure à 3 – la moyenne minimale généralement exigée pour être admis à l'université – la moitié d'entre eux aspiraient à obtenir un diplôme. Les notes pourraient constituer un obstacle à la poursuite d'études postsecondaires pour ce groupe, mais, pour la majorité, la préparation scolaire ne semblait pas être un obstacle. Leurs aspirations sont peut-être un peu moins élevées que celles des *inscrits* à cause de leurs notes, mais de nombreux répondants *désireux de faire des EPS* aspiraient à faire des études universitaires même si leurs notes n'étaient pas suffisantes.

Quand ils ont obtenu leur DES, les répondants *désireux de faire des EPS* étaient moins bien préparés à faire de telles études que les *inscrits*. Ils ont peut-être manqué de l'information dont ils avaient besoin au secondaire pour prendre une décision éclairée. En plus d'avoir des notes plus faibles, ils étaient moins susceptibles d'avoir suivi des cours d'anglais et de mathématiques de 12^{e} année et ils ne connaissaient pas le coût exact des droits de scolarité de l'université. Certains ne voyaient pas la nécessité de poursuivre leurs études au départ, mais l'insatisfaction par rapport à leur emploi les a amenés à changer d'idée. D'autres avaient envie de poursuivre leurs études, mais ils devaient d'abord économiser pour le faire.

Il est clair que le cheminement vers les études postsecondaires est différent pour les répondants *désireux de faire des EPS* de ce qu'il est pour les *inscrits*. Les *désireux de faire des EPS* ressemblent aux *non désireux* à certains égards. Entre le quart et le tiers des répondants *désireux de faire des EPS* ont été influencés dans leur choix par la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins ou par le désir de travailler au lieu d'étudier, ce qui est conforme aux raisons qu'ils donnent pour remettre leurs études à plus tard. Néanmoins, la majorité des répondants *désireux de faire des EPS* ont été influencés par les mêmes facteurs qui ont influé sur les *inscrits* : ils avaient l'impression qu'ils devaient faire des études postsecondaires pour obtenir l'emploi ou faire la carrière qu'ils souhaitaient. Deux ans après l'obtention de leur diplôme, les répondants *désireux de faire des EPS* accordent autant d'importance aux études postsecondaires que les *non-retardataires*, bien qu'ils en exagèrent le coût presque autant que les *non désireux*. Nous ne savons pas ce qu'ils pensaient des études postsecondaires quand ils ont terminé le secondaire. Il est possible qu'il y ait eu un changement d'attitude à l'égard de l'importance des EPS, du moins pour ceux

qui voulaient travailler au départ et qui ont changé d'idée par la suite.

La scolarité des parents peut également avoir eu une incidence sur leurs objectifs. Les répondants *désireux de faire des EPS* étaient beaucoup plus susceptibles que les *inscrits* d'avoir des parents qui n'ont pas fait d'études postsecondaires et ils étaient moins susceptibles d'avoir des parents qui détenaient au moins un diplôme. Cela aussi pourrait expliquer les aspirations moins élevées de ce groupe en matière d'éducation. Sans compter qu'ils étaient moins susceptibles d'être encouragés par leurs parents à poursuivre des études postsecondaires que les *inscrits*.

Le niveau d'études des parents pourrait également être le reflet du milieu socioéconomique des répondants *désireux de faire des EPS*. Comme leurs parents sont moins susceptibles d'avoir fait des études postsecondaires, on peut s'attendre à ce que leurs revenus soient moins élevés en moyenne et à ce qu'ils soient moins susceptibles de contribuer au financement des études de leurs enfants. Un faible lien entre le niveau d'instruction des parents et le revenu familial médian de l'arrondissement scolaire a été décelé, ce qui laisse supposer que les étudiants dont les parents n'ont pas fait d'études postsecondaires proviennent de familles à plus faible revenu. C'est peut-être pour cette raison que les *désireux de faire des EPS* étaient un peu moins susceptibles d'avoir épargné en vue de leurs études. Leur milieu socioéconomique pourrait également expliquer pourquoi leurs aspirations en matière d'éducation étaient moins élevées que celles des *inscrits*. Ils sont peut-être plus réalistes concernant les études qu'ils ont les moyens de se permettre.

La motivation est un facteur clé dans la décision de retarder les études postsecondaires pour les diplômés du secondaire *désireux de faire des EPS*. Ils n'ont pas encore commencé leurs études, car ils n'ont pas encore fait de choix de carrière. Certains voulaient faire une pause de l'école au départ. Bien qu'ils reconnaissent la valeur des études postsecondaires, ils ne sont pas encore prêts à les entreprendre. D'autres membres de ce groupe n'étaient pas intéressés par les études postsecondaires au départ, mais ils ont changé d'idée par la suite, possiblement parce qu'ils n'étaient pas satisfaits de leurs perspectives d'emploi sans ces études. Les *désireux* étaient moins bien préparés aux études postsecondaires, possiblement à cause d'un manque de motivation, d'un manque d'information sur leurs choix de carrière, du coût des EPS et de la préparation scolaire requise pour faire de telles études. On ne sait pas si le manque de motivation est à l'origine du manque d'information ou s'il en découle. Le lien qui existe entre les objectifs en matière d'éducation et les estimations des droits de scolarité illustre clairement à quel il point il est important d'obtenir des renseignements précis pour tous les répondants. Moins leurs aspirations étaient élevées, plus leur estimation des droits de scolarité était imprécise.

L'argent est également un facteur pour les répondants *désireux de faire des EPS*. Environ la moitié d'entre eux ont retardé leurs études parce qu'ils devaient d'abord économiser. Toutefois, deux ans après l'obtention de leur DES, ils sont toujours au travail. Les *retardataires* avaient eux aussi besoin de temps pour décider ce qu'ils voulaient faire et économiser en vue de leurs études mais, contrairement aux *désireux*, les *retardataires* avaient déjà entrepris leurs études. Pourquoi les répondants *désireux de faire des EPS* n'avaient-ils pas commencé leurs études postsecondaires deux ans après l'obtention de leur diplôme? Peut-être parce qu'ils étaient moins bien préparés, étant moins susceptibles d'avoir les économies nécessaires ainsi que les notes et les cours requis pour être admis. L'information dont ils disposaient sur le coût des études postsecondaires était également moins précise, et ils étaient plus susceptibles d'avoir des parents qui n'avaient pas fait d'EPS ou n'avaient pas obtenu de diplôme. En d'autres termes, les répondants *désireux de faire des EPS* étaient sans doute plus susceptibles de provenir de familles dont le statut socioéconomique est moins élevé. Leurs parents étaient moins en mesure de leur servir de modèles, de leur donner des conseils et de les aider financièrement à poursuivre leurs études.

Non désireux par rapport aux répondants ayant des objectifs en matière d'EPS

À bien des égards, les *non désireux* se distinguaient des trois autres groupes. Ils étaient moins bien préparés que les autres, car ils étaient les moins susceptibles d'avoir suivi les cours de mathématiques et d'anglais

de 12e année, et ils avaient les notes moyennes les plus faibles parmi les quatre groupes. En fait, le quart de ces répondants seulement avaient une moyenne pondérée cumulative de 3 ou plus. Leur expérience de l'école secondaire était également très différente de celle des autres répondants. Ils étaient moins engagés au secondaire, tant d'un point de vue scolaire que social. Ils étaient également moins susceptibles que les autres d'avoir des parents ou des frères et sœurs qui avaient fait des études postsecondaires.

De certaines façons, les *non désireux* ressemblent aux *désireux de faire des EPS*. Leurs notes n'étaient que légèrement inférieures, et leurs parents étaient un peu moins susceptibles d'avoir fait des études postsecondaires. Pourtant, les *désireux* veulent faire des études postsecondaires, tandis que les *non désireux* ne le veulent pas. Compte tenu de leurs similitudes avec les répondants *désireux de faire des EPS*, il semble que le manque de préparation scolaire et le milieu familial ne soient pas des facteurs primordiaux dans leur décision. Même s'ils avaient des notes similaires au secondaire, les *désireux* étaient plus engagés à l'école que les *non désireux*. Cela suggère que les notes n'ont rien à voir dans le fait d'avoir une expérience positive au secondaire. Toutefois, le fait d'avoir une expérience positive pourrait être un des facteurs clés qui influent sur le désir de poursuivre des études postsecondaires.

Les *non désireux* se distinguent des autres répondants surtout par les facteurs qui influent sur leur décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Alors que la majorité des répondants qui voulaient faire des EPS avaient pour but d'obtenir le genre d'emploi qu'ils voulaient, il n'y avait pas un seul facteur partagé par tous les *non désireux*. Par contre, les facteurs qui étaient plus importants pour les *non désireux* que pour les autres répondants avaient trait au désir ou à la nécessité de travailler.

La vaste majorité des *non désireux* travaillaient à temps plein au moment du sondage. Contrairement aux répondants des autres groupes qui travaillaient, les *non désireux* étaient beaucoup plus satisfaits des perspectives à long terme de leur emploi. C'est possiblement pour cette raison que la majorité des *non désireux* avaient le sentiment qu'ils pouvaient obtenir de bons emplois sans faire d'études postsecondaires.

Les *inscrits* et les *désireux* avaient le sentiment qu'il est nécessaire de faire des études postsecondaires pour obtenir un bon emploi. Les *non désireux* veulent aussi obtenir un bon emploi, mais ils pensent que les EPS ne sont pas nécessaires. En fait, bon nombre d'entre eux avaient l'impression d'avoir déjà un bon emploi et que le coût des EPS n'en valait pas la peine. Dans l'ensemble, les *non désireux* étaient beaucoup plus susceptibles que les répondants ayant des objectifs en matière d'études postsecondaires de sous-estimer les études postsecondaires et d'en exagérer le coût. Ces impressions sont possiblement influencées par une information erronée à propos du coût des EPS. Leur estimation des droits de scolarité à l'université étaient pratiquement le double du coût réel. Toutefois, leur expérience du marché du travail a probablement un rôle à jouer dans leur choix. Comme ils étaient capables d'obtenir un bon emploi sans faire d'études postsecondaires, ils ne voyaient pas la nécessité d'en entreprendre.

III. Effet de la distance sur les établissements d'enseignement postsecondaire

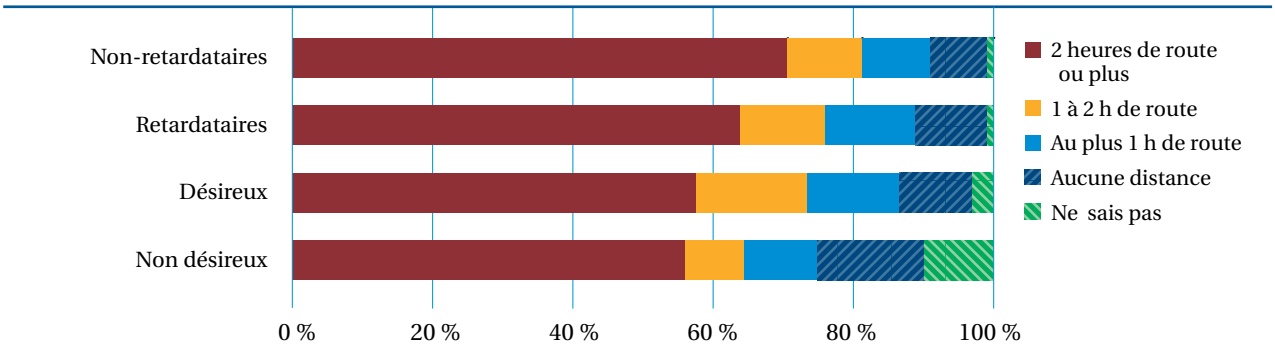
La recherche menée par Frenette, mentionnée ci-dessus, a démontré que la distance à parcourir pour se rendre à un établissement d'enseignement postsecondaire (EEPS) pouvait avoir une incidence sur le choix de l'établissement auquel s'inscrivent les diplômés du secondaire. Frenette a constaté que, de façon générale, 13 p. cent des Canadiens vivent au-delà de la distance à parcourir chaque jour pour se rendre à une université, mais que ce chiffre tombe à seulement 2,7 p. quand on pense à la distance qui les sépare d'un collège. La situation en Colombie-Britannique, où cette étude a été réalisée, est similaire à la moyenne nationale. Nous avons examiné de plus près l'incidence que la distance pouvait avoir dans le cadre de la présente étude.

L'effet de la distance a été étudié de façons subjective et objective. La mesure subjective consistait en l'intention des répondants de déménager pour obtenir l'éducation désirée. La mesure objective était la distance réelle jusqu'aux divers types d'établissements d'enseignement postsecondaire en C.-B. La figure III-1 montre que la majorité des répondants étaient prêts à déménager pour leurs études; plus de 50 p. cent étaient prêts à déménager à plus de deux heures de distance. En réalité, la distance est toutefois importante.

Distance et choix de l'établissement d'enseignement postsecondaire

La distance a été calculée par BC Statistics, selon la méthodologie élaborée par Frenette (2002). Ils ont déterminé la distance entre l'adresse postale (code postal) du domicile de l'étudiant au moment de l'obtention de son diplôme et le campus principal de chaque type d'établissement d'enseignement postsecondaire de la Colombie-Britannique : collèges, collèges universitaires, universités et instituts spécialisés[12].

Figure III-1 : Distance à laquelle les répondants sont prêts à déménager pour leurs études



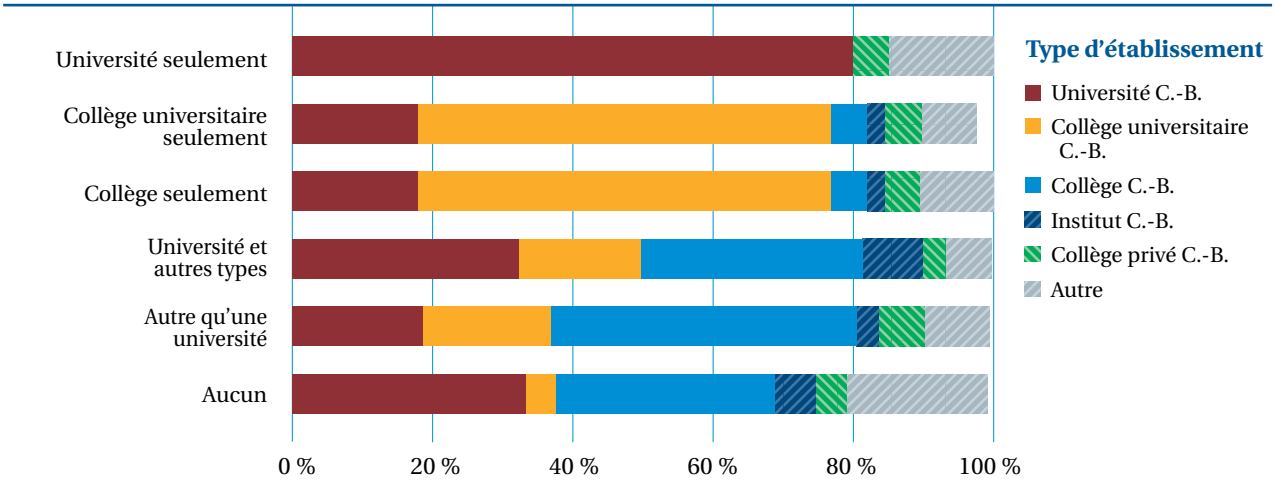
Remarque : Tous les répondants ont été inclus dans cette analyse.

12. Cette mesure de la distance ne tient pas compte des nombreux campus satellites de la province qui offrent des programmes et des services plus limités que le campus principal, mais qui proposent également aux étudiants une solution de rechange au déménagement pour se rapprocher du campus principal.

Nous avons examiné l'effet de la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire de nombreuses façons. Premièrement, afin d'établir la correspondance avec la recherche de Frenette, nous avons mis en parallèle le type d'établissement que les inscrits ont fréquentés et les types d'établissements qui étaient situés à l'intérieur du rayon de migration journalière autour de l'endroit où ils vivaient à la fin de leurs études secondaires. Afin de nous conformer à la recherche réalisée par Frenette, nous avons établi que les étudiants vivaient à l'intérieur d'un rayon de migration journalière s'ils vivaient à 80 kilomètres de ce type d'établissement au moment de l'obtention de leur DES. Les étudiants ont été classifiés selon qu'ils vivaient à l'intérieur d'un rayon de migration journalière d'une université seulement, d'un collège seulement, d'un collège universitaire seulement, d'une université et d'un ou plusieurs autres types d'établissement ou d'un type quelconque d'établissement autre qu'une université. De plus, les étudiants qui vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire quelconque ont également été inclus. La distance jusqu'aux instituts seulement n'a pas été incluse, puisque les instituts offrent des programmes spécialisés, tels que les arts, la technologie ou les études autochtones. Par conséquent, nous nous attendrions à ce que les étudiants s'y inscrivent en raison de leurs programmes uniques, et non de leur proximité.

La figure III-2 montre que le fait de vivre à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un établissement influence les *inscrits* dans le choix de l'établissement auquel ils s'inscrivent, comme l'a constaté Frenette. Parmi les *inscrits* qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'une université seulement, 80 p. cent se sont inscrits à une université. Parmi ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un collège universitaire, près de 60 p. cent se sont inscrits à un collège universitaire, tandis que, parmi ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un collège, près de 55 p. cent se sont inscrits à un collège. Ceux qui avaient le choix entre une université et un ou plusieurs autres types d'établissement étaient à peu près également susceptibles de s'inscrire à une université ou à un collège. La majorité de ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un établissement autre qu'une université se sont inscrits à un collège davantage qu'à tout autre type d'établissement, mais près de 20 p. cent d'entre eux se sont inscrits à une université. Ceux qui vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un quelconque type d'établissement ont eu tendance à s'inscrire à une université ou un collège, à raison d'un tiers chacun. Par ailleurs, 20 p. cent des étudiants ont

Figure III-2 : Type d'établissement que les inscrits ont fréquenté selon qu'ils vivaient dans le rayon de migration journalière d'une université, d'un collège universitaire, d'un collège ou des trois types d'établissement



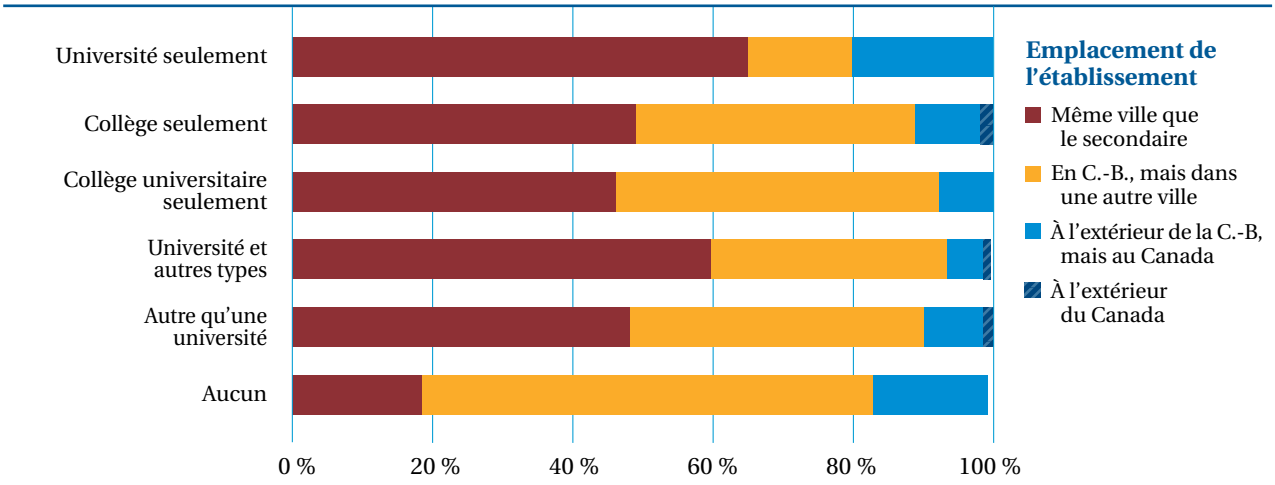
Remarque : Seuls les *non-retardataires* et les *retardataires* ont été inclus dans cette analyse. Les réponses ne totalisent pas toutes 100 p. cent, car le type d'établissement n'a pas toujours pu être déterminé.

étudié dans un autre type d'établissement, généralement à l'extérieur de la C.-B. Ces résultats concordent avec ceux obtenus par Frenette : la fréquentation de l'université est plus grande chez les étudiants qui vivent plus près d'une université, tandis que celle d'un collège est plus grande chez les étudiants qui vivent plus près d'un collège.

Les *inscrits* peuvent s'inscrire à un établissement dans leur propre collectivité, ailleurs dans la province ou à l'extérieur de la Colombie-Britannique. La figure III-3 montre l'emplacement des établissements que les *inscrits* ont fréquenté selon le type d'établissement dans un rayon de migration journalière autour de leur lieu de résidence. Les étudiants qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière étaient plus susceptibles de demeurer dans la ville que les étudiants qui vivaient dans le rayon de migration journalière de tout autre type d'établissement. Les étudiants vivant à l'intérieur du rayon de migration journalière de tout établissement autre qu'une université étaient tout aussi susceptibles de déménager à l'extérieur de leur ville que d'y demeurer. Plus de 80 p. cent des étudiants vivant dans une ville dépourvue de tout établissement étudiaient ailleurs. Ceux qui pouvaient étudier dans leur ville le faisaient en fréquentant des campus satellites.

Le type d'établissements auxquels se sont inscrits les *non-retardataires* et les *retardataires* variait beaucoup, comme l'indique la figure III-4. Les *non-retardataires* étaient deux fois et demie plus susceptibles de s'inscrire à une université que les *retardataires*, tandis que les *retardataires* étaient plus susceptibles de s'inscrire à un collège ou à un institut que les *non-retardataires*. Comme l'illustre la figure III-5, les *retardataires* étaient légèrement plus susceptibles de s'inscrire à un établissement à l'extérieur de leur ville que les *non-retardataires*.

Figure III-3 : Emplacement de l'établissement que les inscrits ont fréquenté selon le type d'établissement à l'intérieur du rayon de migration journalière



Remarque : Seuls les *non-retardataires* et les *retardataires* ont été inclus dans cette analyse.

Figure III-4 : Types d'établissement auxquels les non-retardataires et les retardataires se sont inscrits

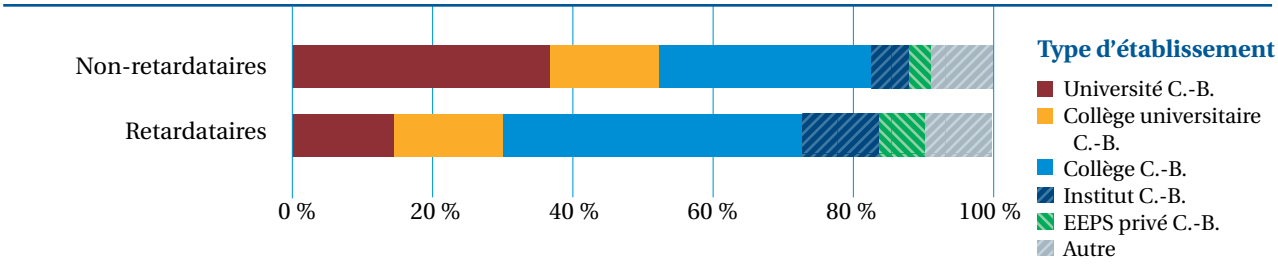


Figure III-5 : Emplacement des établissements auxquels les non-retardataires et les retardataires se sont inscrits

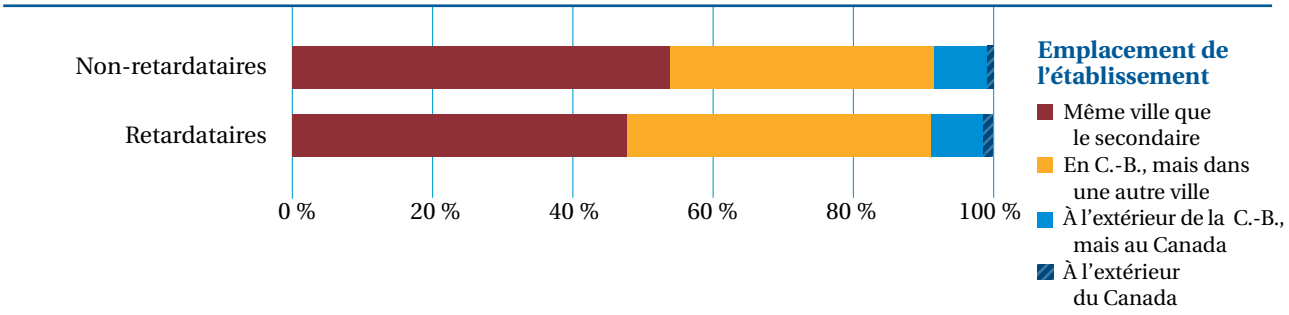


Figure III-6 : À l'intérieur du rayon de migration journalière d'un collège, d'une université ou d'un collège universitaire

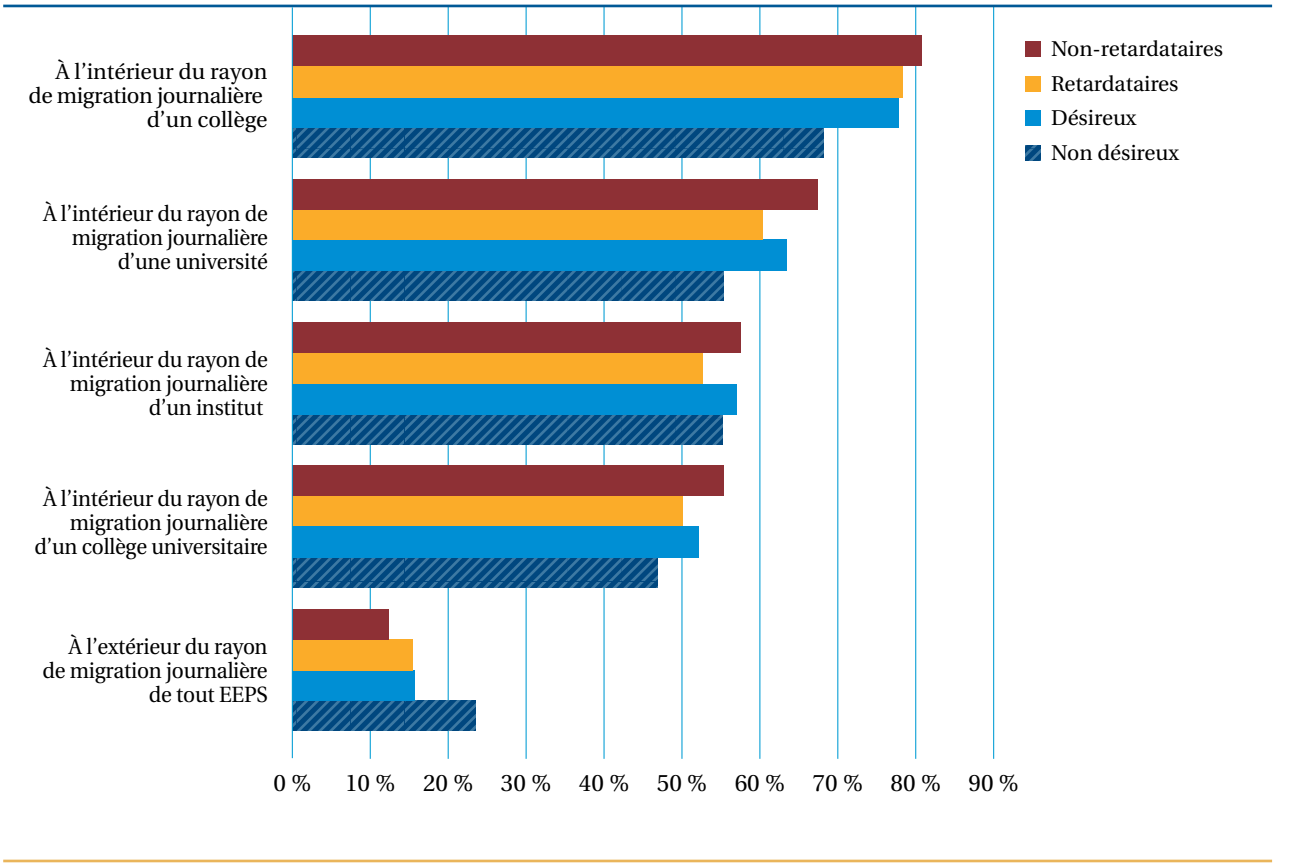
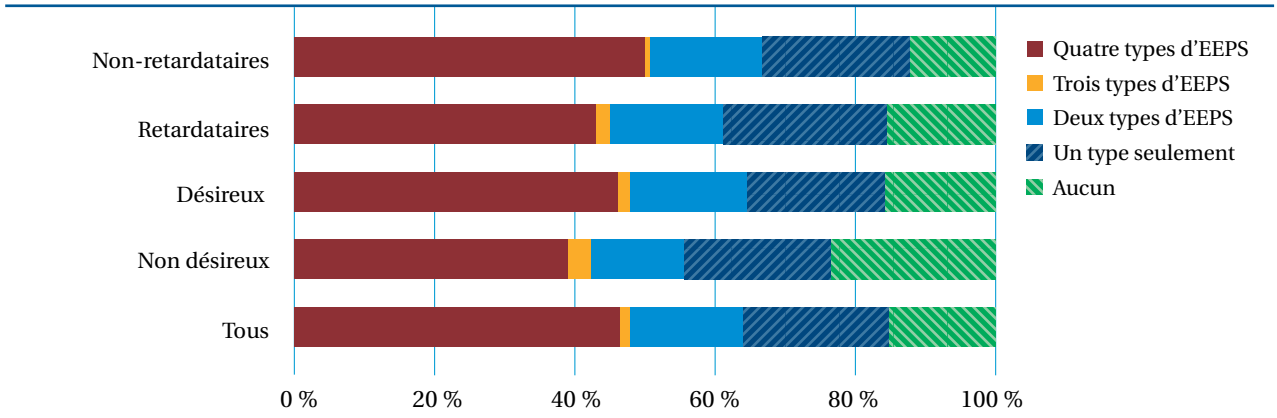


Figure III-7 : Nombre de types d'établissement d'enseignement postsecondaire à l'intérieur d'un rayon de migration journalière



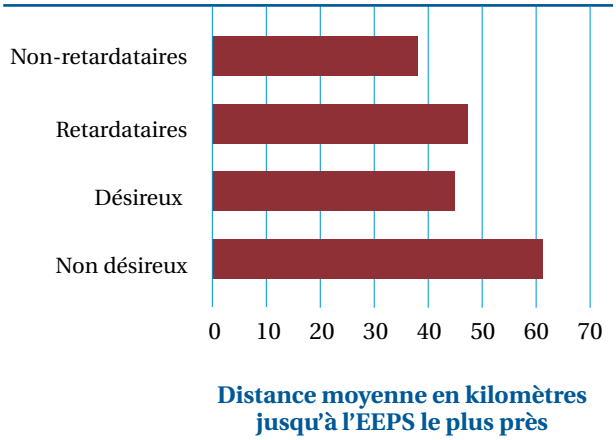
Distance et situation par rapport aux études postsecondaires

La figure III-6 indique le pourcentage de répondants qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière de chaque type d'établissement. (Cette analyse comprend non seulement les inscrits, mais tous les répondants.) Plus de répondants vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un collège que de celui de tout autre type d'établissement. Cela n'a rien de surprenant étant donné que les collèges et les autres types d'établissement sont plus nombreux. Un plus grand nombre de *non-retardataires* vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière de chaque type d'établissement. En comparaison avec les *non-retardataires*, un nombre légèrement moindre de *retardataires* et de *désireux de faire des EPS* vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière. Environ un quart des *non désireux* vivaient au-delà du rayon de migration journalière de tout type d'établissement.

La figure III-7 montre le nombre de types d'établissement d'enseignement postsecondaire différents se trouvant à l'intérieur d'un rayon de migration journalière pour chaque groupe de répondants. Comparativement aux autres répondants, les *non-retardataires* avaient plus de types d'établissement parmi lesquels ils pouvaient choisir, tandis que les *non désireux* étaient ceux qui avaient le moins de choix. Il est important de souligner que près de deux tiers de tous les répondants avaient au moins deux types v lesquels choisir, et que seulement 15 p. cent vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un quelconque établissement.

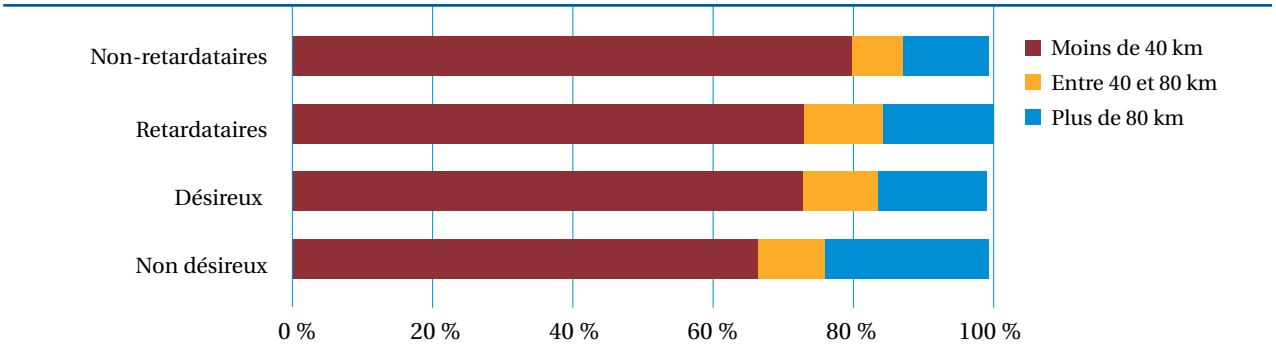
Aux fins d'une autre analyse, nous avons déterminé la distance que chaque diplômé devait parcourir pour se rendre à un type quelconque d'établissement d'enseignement postsecondaire. La figure III-8 montre la distance jusqu'à l'établissement le plus près,

Figure III-8 : Distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près



Remarque : Tous les répondants ont été inclus dans cette analyse.

Figure III-9 : Répartition de la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près



Remarque : Tous les répondants ont été inclus dans cette analyse.

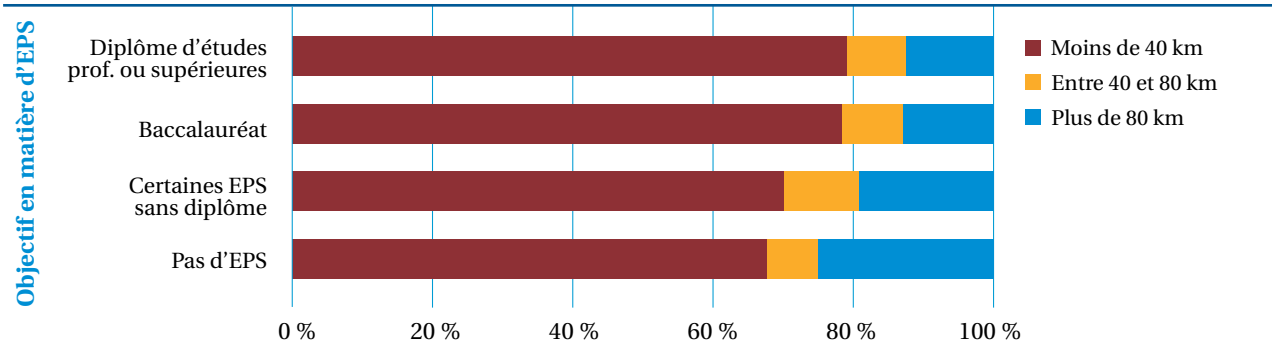
sans égard au type, et la figure III-9 montre la répartition de la distance. Le fait de vivre dans le rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire quelconque a été relié à la situation des répondants par rapport aux études postsecondaires. Les *non désireux* étaient plus susceptibles que les autres répondants de vivre à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire public de la C.-B. Les *non-retardataires* étaient plus susceptibles que les autres de vivre dans un rayon de 40 kilomètres.

Pour les *non-retardataires*, les *retardataires* et les *désireux*, le niveau d'instruction des parents n'avait aucune incidence sur les mesures de la distance. Ce facteur avait toutefois une incidence importante dans le cas des *non désireux*; ceux dont les parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires étaient plus susceptibles de vivre à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un EEPS quelconque que ceux dont les parents avaient fait certaines EPS (32 % contre 18 %). En moyenne, les *non désireux* dont les parents n'avaient pas fait d'EPS vivaient à 75 km de l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près, comparativement à 53 km pour les *non désireux* dont les parents avaient fait certaines EPS.

Distance et objectifs en matière d'études postsecondaires

La figure III-10 montre le lien entre la distance à parcourir jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près et les objectifs des répon-

Figure III-10 : Objectif en matière d'EPS selon la distance avec l'établissement le plus près

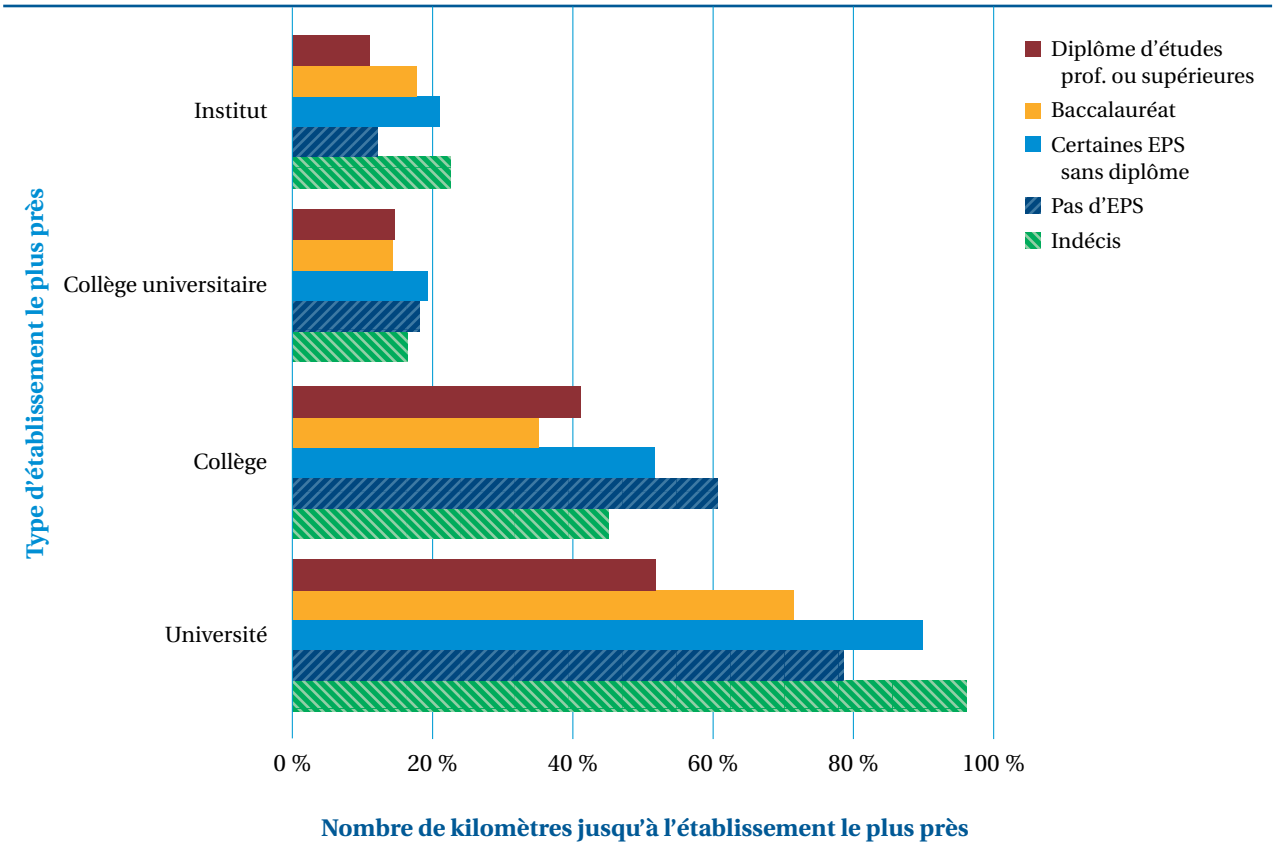


Remarque : Tous les répondants ont été inclus dans cette analyse.

dants en matière d'études postsecondaires. Encore une fois, tous les répondants ont été inclus dans cette analyse. Plus le diplômé vivait près d'un établissement d'enseignement postsecondaire à la fin de son secondaire, plus ses aspirations étaient élevées. Près de 80 p. cent de ceux qui aspiraient à obtenir un diplôme vivaient à l'intérieur d'un rayon de 40 kilomètres d'un établissement d'enseignement postsecondaire. Parmi ceux qui voulaient faire certaines études postsecondaires sans obtenir de diplôme, environ 70 p. cent vivaient dans un rayon de 40 kilomètres d'un établissement d'enseignement postsecondaire. Environ le quart de ceux qui n'avaient pas d'objectif en matière d'études postsecondaires vivaient à plus de 80 kilomètres d'un établissement d'enseignement postsecondaire.

La figure III-11 illustre plus clairement la mesure dans laquelle la distance est importante, puisqu'elle met en parallèle, d'une part, le type d'établissement et la distance jusqu'à l'établissement le plus près et, d'autre part, les objectifs en matière d'EPS. Le diagramme montre clairement que vivre près d'une université fait une plus grande différence que vivre près de tout autre type d'établissement. Parmi les répondants pour lesquels l'université était le type d'établissement le plus près, ceux qui voulaient obtenir un diplôme d'études professionnelles ou supérieures vivaient le plus près, tandis que ceux qui voulaient poursuivre certaines études sans obtenir de diplôme ou qui étaient indécis vivaient le plus loin. Pour ceux qui vivaient le plus près d'un collège, la relation avec la distance était similaire, quoique plus faible : ceux qui aspiraient à faire des études de niveau plus élevé avaient tendance à vivre plus près que ceux qui avaient des aspirations plus modestes. Pour ceux qui vivaient plus près d'un institut ou d'un collège universitaire, aucune relation n'existait entre les objectifs et la distance.

Figure III-11 : Objectif en matière d'EPS en lien avec le type d'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près et la distance jusqu'à ce dernier



Remarque : Tous les répondants ont été inclus dans cette analyse.

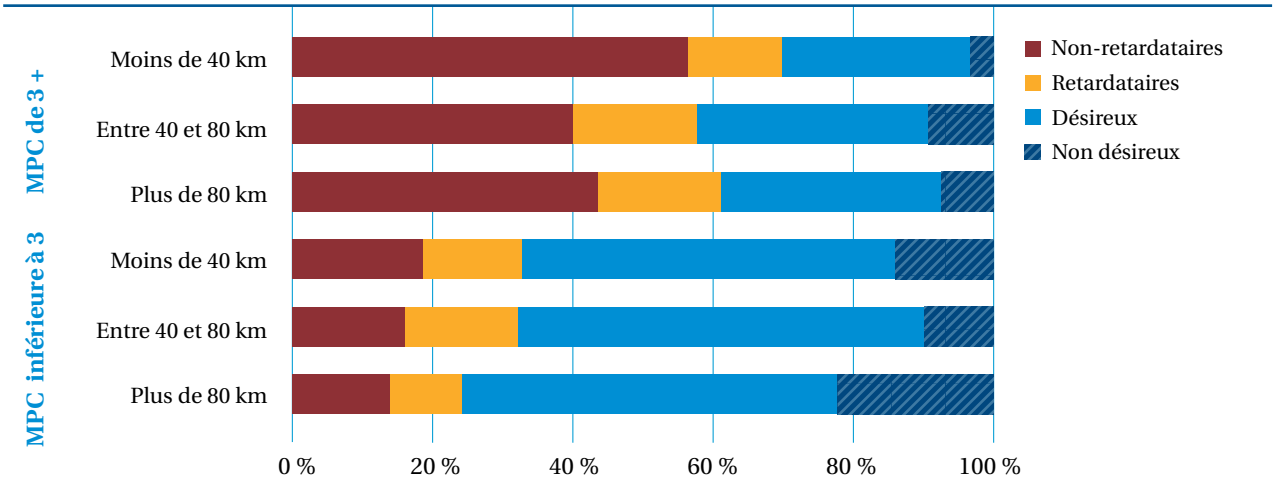
Peut-être n'y avait-il aucun lien entre les objectifs en matière d'études postsecondaires et la distance à parcourir jusqu'à un institut parce que les instituts offrent des programmes spécialisés. Les répondants choisissent un institut pour le programme particulier qu'il offre, et non pour son emplacement. Il n'y avait pas de lien non plus avec la distance jusqu'au collège universitaire le plus près, possiblement parce qu'il y en a seulement trois dans la province et que 89 p. cent des répondants qui vivaient dans le rayon de migration journalière d'un collège universitaire vivaient également dans le rayon de migration journalière d'un collège et d'une université. Comme les collèges et les universités étaient accessibles, l'emplacement du collège universitaire le plus près n'avait peut-être pas d'importance.

Distance et moyenne pondérée cumulative

À l'évidence, la distance n'est qu'un des facteurs qui peuvent influer sur la décision de poursuivre des études postsecondaires et sur le choix de l'établissement. Les notes sont également importantes. La figure III-12 montre l'importance de la moyenne pondérée cumulative et de la distance dans la décision de poursuivre des études postsecondaires. Les taux d'inscription à des études postsecondaires étaient plus élevés parmi les répondants qui vivaient à l'intérieur d'un rayon de 40 kilomètres d'un établissement d'enseignement postsecondaire au moment d'obtenir leur diplôme et qui avaient une MPC de 3 ou plus; environ 70 p. cent avaient fait certaines études postsecondaires. Parmi les répondants qui avaient une MPC de 3 ou plus et qui vivaient à l'extérieur d'un rayon de 40 kilomètres, environ 60 p. cent avaient fait certaines EPS. Parmi ceux qui avaient une MPC inférieure à 3 et qui vivaient à l'extérieur d'un rayon de 80 kilomètres, près du tiers avait fait certaines EPS. Le nombre d'inscriptions au postsecondaire était le moins élevée chez les répondants qui vivaient à plus de 80 kilomètres de l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près et qui avaient une MPC inférieure à 3; seulement le quart d'entre eux avaient fait des études postsecondaires.

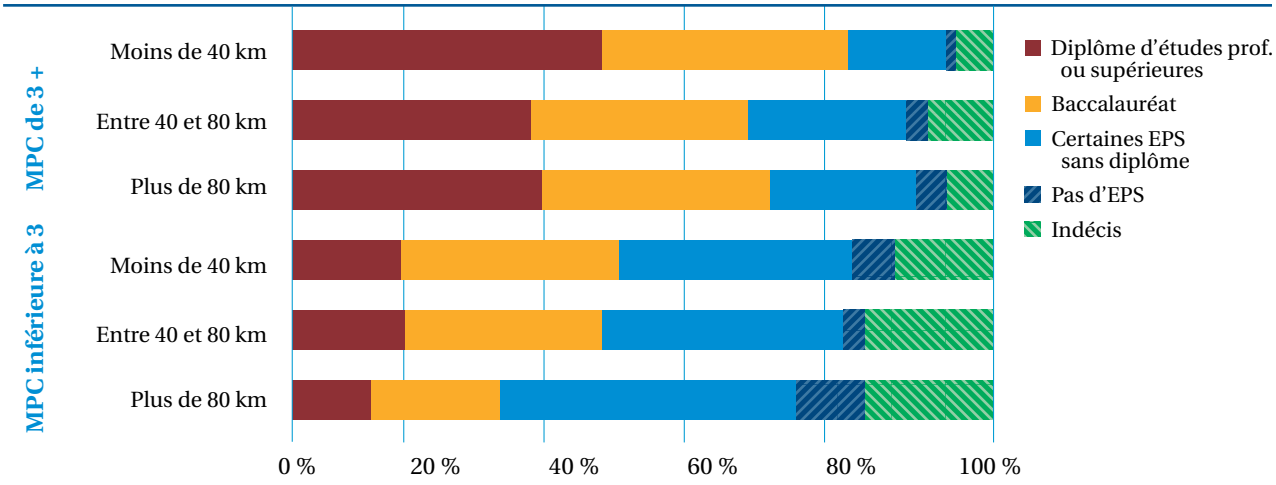
Les objectifs en matière d'études postsecondaires étaient également liés à la MPC et à la distance, comme le montre la figure III-13. Les répondants qui avaient une MPC de 3,0 et plus étaient plus susceptibles de vouloir obtenir un diplôme que ceux qui avaient une moyenne plus faible. Toutefois, la distance avait aussi son importance : environ 80 p. cent des répondants qui avaient une bonne MPC et qui

Figure III-12 : Situation par rapport aux EPS selon la moyenne pondérée cumulative et la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près



Remarque : Tous les répondants ont été inclus dans cette analyse.

Figure III-13 : Objectif en matière d'études postsecondaires selon la moyenne pondérée cumulative et la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près



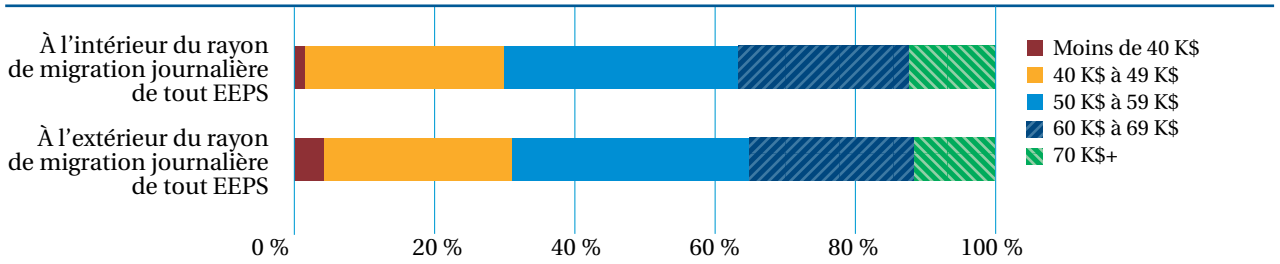
Remarque : Tous les répondants ont été inclus dans cette analyse.

vivaient plus près des établissements aspiraient à obtenir un diplôme, comparativement à environ 65 p. cent des répondants qui avaient une MPC similaire mais qui vivaient plus loin d'un établissement d'enseignement postsecondaire. La distance jouait aussi un rôle dans les aspirations de ceux qui avaient une MPC moins élevée. Parmi les répondants qui avaient une MPC inférieure à 3, près de la moitié de ceux qui vivaient dans un rayon de 40 kilomètres voulaient un diplôme, comparativement à 30 p. cent de ceux qui vivaient à plus de 80 kilomètres.

Distance et revenu familial

La figure III-14 illustre la répartition du revenu familial médian des districts scolaires selon que les ménages vivent à l'intérieur ou à l'extérieur du rayon de migration journalière de tout établissement d'enseignement postsecondaire. Les répondants qui vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière de tout établissement d'enseignement postsecondaire étaient seulement légèrement plus susceptibles que ceux vivant à l'intérieur d'être issus d'un district scolaire où le revenu médian des foyers était faible.

Figure III-14 : Répartition du revenu familial médian des districts scolaires à l'intérieur et à l'extérieur du rayon de migration journalière des établissements d'enseignement postsecondaire



Sommaire des conclusions sur les effets de la distance

Comme le révèle la recherche de Frenette, la distance influe sur le choix de l'établissement d'enseignement postsecondaire. Comme l'a constaté Frenette, les détenteurs de DES qui vivaient plus près d'une université étaient plus susceptibles de s'inscrire à une université qu'à tout autre type d'établissement, alors que ceux qui vivaient plus près d'un collège étaient plus susceptibles de s'inscrire à un collège. Cette étude a démontré également que ceux qui vivaient plus près d'un collège universitaire étaient plus susceptibles de s'inscrire à un collège universitaire. Toutefois, les conclusions suggèrent une préférence pour les universités; les étudiants étaient plus susceptibles de déménager s'il n'y avait pas d'université dans leur ville.

La présente recherche va plus loin que celle réalisée par Frenette toutefois, car nous y avons intégré de l'information sur le moment choisi pour faire des études postsecondaires et sur les objectifs dans ce domaine. Nous avons constaté que les objectifs et le moment choisi sont liés à la distance. Les *non-retardataires* étaient plus susceptibles que les autres répondants de vivre dans le rayon de migration journalière d'un EEPS et ils avaient un plus grand nombre d'établissements d'enseignement postsecondaire parmi lesquels choisir dans un rayon de migration journalière. Ils étaient plus susceptibles que les *retardataires* de s'inscrire à une université ou dans un établissement de leur ville. Comparativement aux *non-retardataires,* les *retardataires* et les *désireux de faire des EPS* vivaient plus loin et avaient moins de choix en ce qui concerne les établissements. Les *non désireux* étaient plus susceptibles que les autres de vivre à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un quelconque établissement d'enseignement postsecondaire et ils avaient moins de choix.

Ceux qui ont retardé leurs études, les *retardataires* et les *désireux de faire des EPS*, avaient des profils similaires en ce qui a trait à la distance. Ils étaient moins susceptibles que les *non-retardataires*, mais plus susceptibles que les *non désireux* de vivre à l'intérieur du rayon de migration journalière d'une université, d'un collège ou d'un collège universitaire. Ils vivaient aussi plus loin, en moyenne, d'un type quelconque d'EEPS que les *non-retardataires*, mais ils étaient beaucoup plus près que les *non désireux*. Les *retardataires* et les *désireux de faire des EPS* avaient également un nombre similaire d'établissements parmi lesquels choisir dans un rayon de migration journalière, soit un peu moins que les *non-retardataires*, mais beaucoup plus que les *non désireux*. De plus, les *retardataires* et les *désireux de faire des EPS* étaient un peu moins susceptibles de vouloir déménager à l'extérieur du rayon de migration journalière de leur communauté que l'étaient les *non-retardataires* et un peu plus susceptibles de vouloir déménager que les *non désireux*. Par contre, les *retardataires* étaient moins susceptibles de vouloir déménager que les *désireux de faire des EPS*.

Pour ce qui est de la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire, les *désireux de faire des EPS* n'étaient pas différents des *retardataires*. La distance ne peut donc être un facteur déterminant dans leur choix. Par contre, un déménagement pour poursuivre des études entraîne des coûts supplémentaires. C'est possiblement la raison pour laquelle les *désireux de faire des EPS* étaient moins prêts que les *inscrits* à quitter leur communauté pour poursuivre leurs études. Étant donné que les *désireux* de faire des EPS étaient plus susceptibles d'avoir retardé leurs études afin d'économiser, c'est peut-être l'argent et non la distance qui explique pourquoi, deux ans après avoir obtenu leur DES, les *retardataires* avaient entrepris leurs études postsecondaires, contrairement aux *désireux de faire des EPS* qui n'avaient pas encore commencé.

Nous savons que les notes ont un lien avec les projets d'études postsecondaires, mais il en va de même pour la distance. Ceux qui aspiraient à obtenir un diplôme étaient plus susceptibles de vivre à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un EEPS que ceux qui voulaient atteindre un niveau d'instruction moins élevé. Lorsqu'on compare avec la MPC, cette dernière compte davantage que la distance, mais les deux facteurs ont une incidence. Même si les répondants qui avaient une bonne MPC étaient plus susceptibles d'aspirer à un diplôme que ceux qui avaient une MPC plus faible, ceux qui avaient une bonne MPC et qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un établissement étaient plus susceptibles d'aspirer à un diplôme que ceux qui vivaient plus loin.

Les notes et la distance avaient également un lien avec la situation par rapport aux études postsecondaires. Les *non-retardataires* étaient surtout des jeunes qui avaient une bonne MPC et qui vivaient le plus près d'un EEPS. La plus forte concentration de *non désireux* se trouvait plutôt parmi les répondants qui avaient une faible MPC et qui vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière des établissements.

Le revenu familial et le niveau d'instruction des parents n'entraient pas en ligne de compte dans le lien qui existe entre la distance et la situation par rapport aux EPS, sauf dans le cas des *non désireux*. Les *non désireux* dont les parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires étaient plus susceptibles de vivre à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un quelconque type d'établissement d'enseignement secondaire que les *non désireux* dont les parents avaient fait certaines EPS. Les *non désireux* issus de familles à plus faible revenu qui vivent à l'extérieur du rayon de migration journalière des établissements doivent faire face à un double obstacle pour poursuivre des études postsecondaires : leur famille est moins en mesure de les aider financièrement, et ils sont forcés de déménager, ce qui entraîne des coûts supplémentaires. Toutefois, ce groupe ne comprend que 14 p. cent des *non désireux*, ce qui laisse croire que le revenu et la scolarité des parents ne sont pas des facteurs déterminants qui sous-tendent l'effet de la distance.

On peut présumer que le lien entre la distance et les objectifs, d'une part, et la fréquentation d'un EEPS, d'autre part, n'est pas une coïncidence. Les jeunes ne choisissent pas leur lieu où ils font leurs études secondaires. Toutefois, leur choix d'un EEPS était influencé par le type d'établissement qui se trouvait le plus près. Le fait de vouloir rester dans leur ville et les coûts peuvent être des facteurs sous-jacents dans leurs choix. Nous savons, grâce à l'*Enquête sociale générale* de Statistique Canada, qu'il y a plus de jeunes adultes que jamais qui vivent avec leurs parents[13]. Vivre avec leurs parents est un moyen pour les étudiants de réduire le coût de leurs études postsecondaires. Toutefois, le coût n'est peut-être pas le seul facteur; certains jeunes préfèrent peut-être rester dans leur communauté pour être près de leur famille et de leurs amis.

13. En 2001, 41 % des 3,8 millions de jeunes adultes âgés entre 20 et 29 ans vivaient avec leurs parents, comparativement à 27 % en 1981.

IV. Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière de scolarité

La figure IV-1 montre que la plupart des répondants étaient certains de pouvoir faire toutes les études qu'ils voulaient. Même ceux qui n'avaient pas commencé, les *désireux de faire des EPS*, étaient optimistes; environ 70 p. cent d'entre eux croyaient qu'il était *très probable* ou *certain* qu'ils atteindraient leurs objectifs en matière d'éducation.

On a demandé aux trois groupes qui avaient des objectifs en matière d'études postsecondaires d'évaluer différents facteurs selon la probabilité qu'ils nuisent à leur capacité de faire toutes les études qu'ils voulaient. (Voir l'annexe G pour connaître la liste complète des facteurs.) Les facteurs les plus influents sont présentés dans la figure IV-2. Ces facteurs ont été jugés *très* ou *extrêmement influents* par plus de répondants que tous les autres facteurs. Trois de ces facteurs sont d'ordre financier. L'endettement était le principal facteur pour les trois groupes, le tiers des inscrits ayant établi qu'il était très ou extrêmement probable que ce facteur nuise à leur capacité de faire toutes les études qu'ils voulaient. Un autre facteur presque aussi important pour les *désireux de faire des EPS* et les *retardataires* était la possibilité qu'ils doivent travailler pour subvenir à leurs besoins. La possibilité de changer d'idée ou de ne pas avoir les moyens de payer toutes leurs études était considérée comme un facteur influent par environ le quart des répondants.

Types d'obstacles

Comme de nombreux facteurs sont reliés, les 14 facteurs ont été répartis en 4 catégories : financiers, motivationnels, sociaux, scolaires. Les répondants étaient considérés comme devant faire face à un obstacle financier s'ils avaient indiqué qu'il serait *très* ou *extrêmement probable* qu'au moins un facteur financier nuise à leur capacité de faire toutes les études qu'ils voulaient. La même logique a été suivie pour les obstacles liés à la motivation et les obstacles sociaux et scolaires (voir l'annexe G pour connaître le détail de cette analyse.)

Figure IV-1 : Probabilité de faire toutes les études désirées

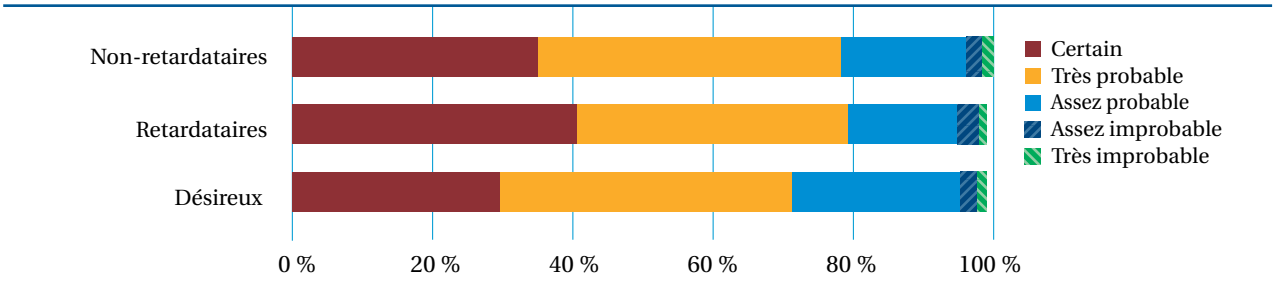
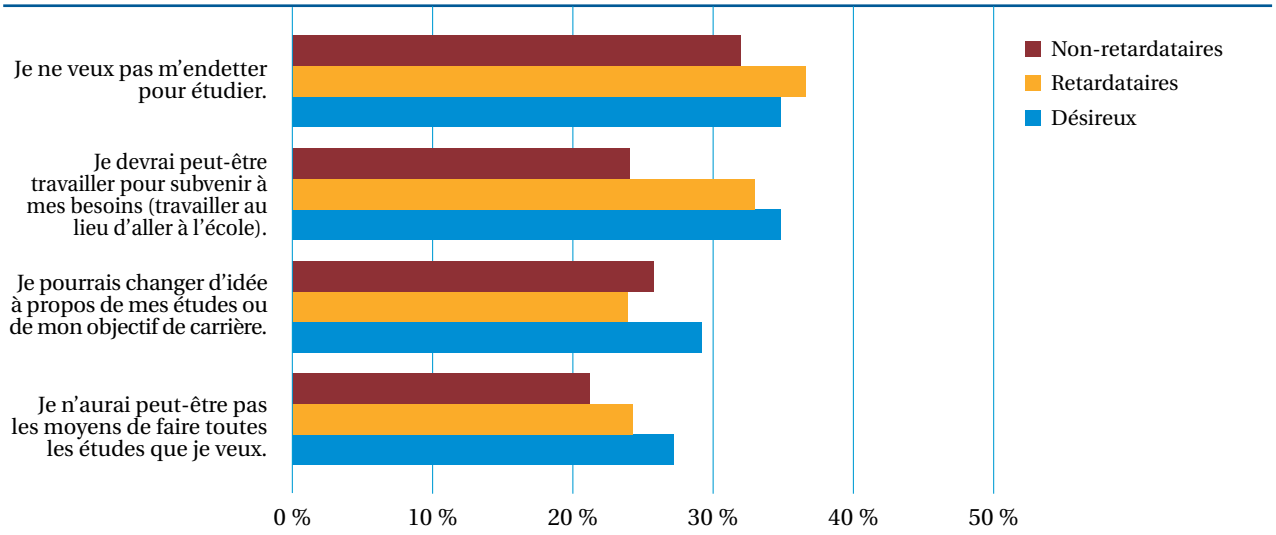


Figure IV-2 : Quatre principaux obstacles à la poursuite de toutes les études désirées

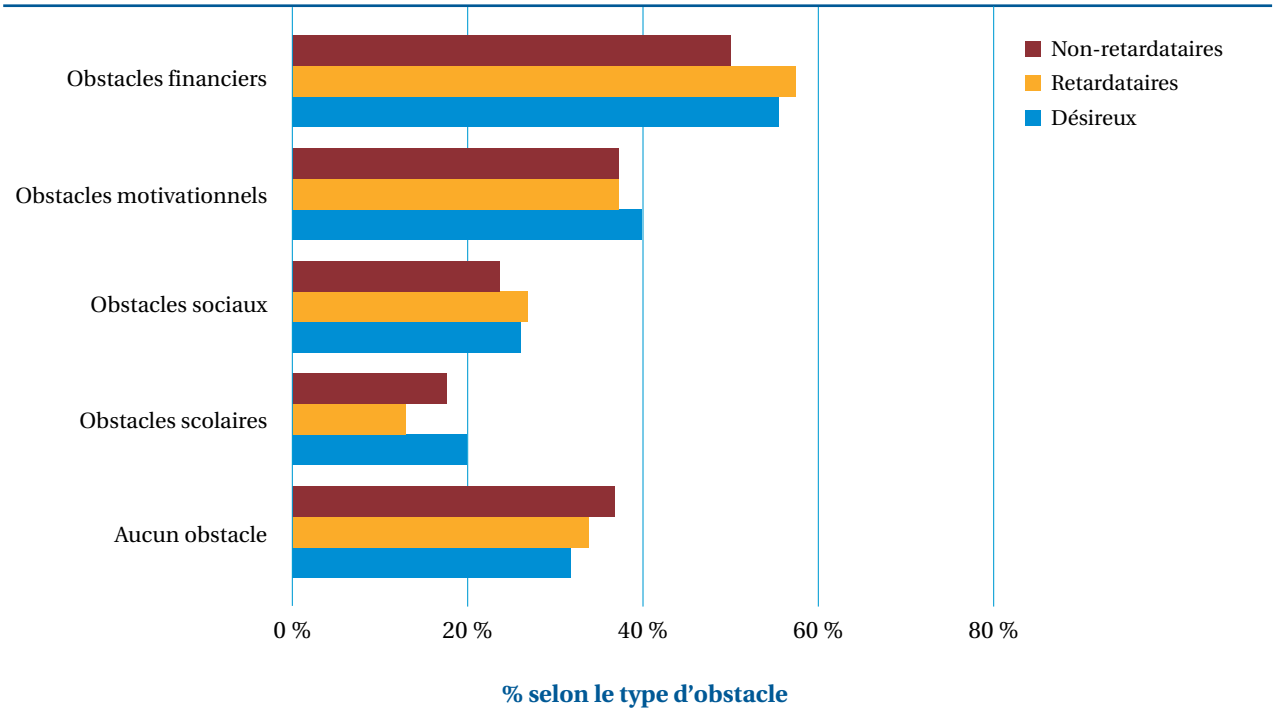


Comme le montre la figure IV-3, les obstacles financiers sont les obstacles les plus souvent mentionnés : au moins la moitié des répondants de chaque groupe ont parlé d'un ou de plusieurs obstacles financiers susceptibles de nuire à l'atteinte de leurs objectifs de formation. Les obstacles liés à la motivation, comme le fait de changer d'idée ou de perdre tout intérêt, venaient au deuxième rang, puisque environ 40 p. cent des répondants considèrent ces obstacles comme susceptibles de se présenter. Les obstacles scolaires étaient considérés comme les moins susceptibles de se présenter, même par les *désireux de faire des EPS* qui tendaient à avoir une MPC plus faible que celle des *non-retardataires*. Environ un tiers des répondants de chaque groupe n'ont mentionné aucun obstacle *très* ou *extrêmement susceptible* de les empêcher de faire les études qu'ils voulaient. Un nombre légèrement supérieur de *non-retardataires* dans chaque groupe n'ont mentionné aucun obstacle.

Bien que les obstacles scolaires ne soient pas liés aux objectifs de formation, les obstacles financiers et les obstacles liés à la motivation l'étaient, comme le montre la figure IV-4. Ceux qui aspiraient à un diplôme étaient plus susceptibles de se préoccuper des obstacles financiers et des obstacles liés à la motivation que ceux qui visaient moins haut en matière d'éducation. Plus on veut faire d'études, plus cela demande du temps et plus cela coûte cher. Par conséquent, il est logique que ceux qui veulent faire plus d'études soient davantage préoccupés par les aspects financiers et motivationnels. Les obstacles scolaires ne sont peut-être pas liés aux objectifs de formation, car ceux qui avaient de moins bons résultats scolaires avaient tendance à viser moins haut pour leurs études. Ceux qui aspiraient à faire certaines études postsecondaires sans obtenir de diplôme étaient plus susceptibles que les autres de ne mentionner aucun obstacle à l'atteinte de leurs objectifs.

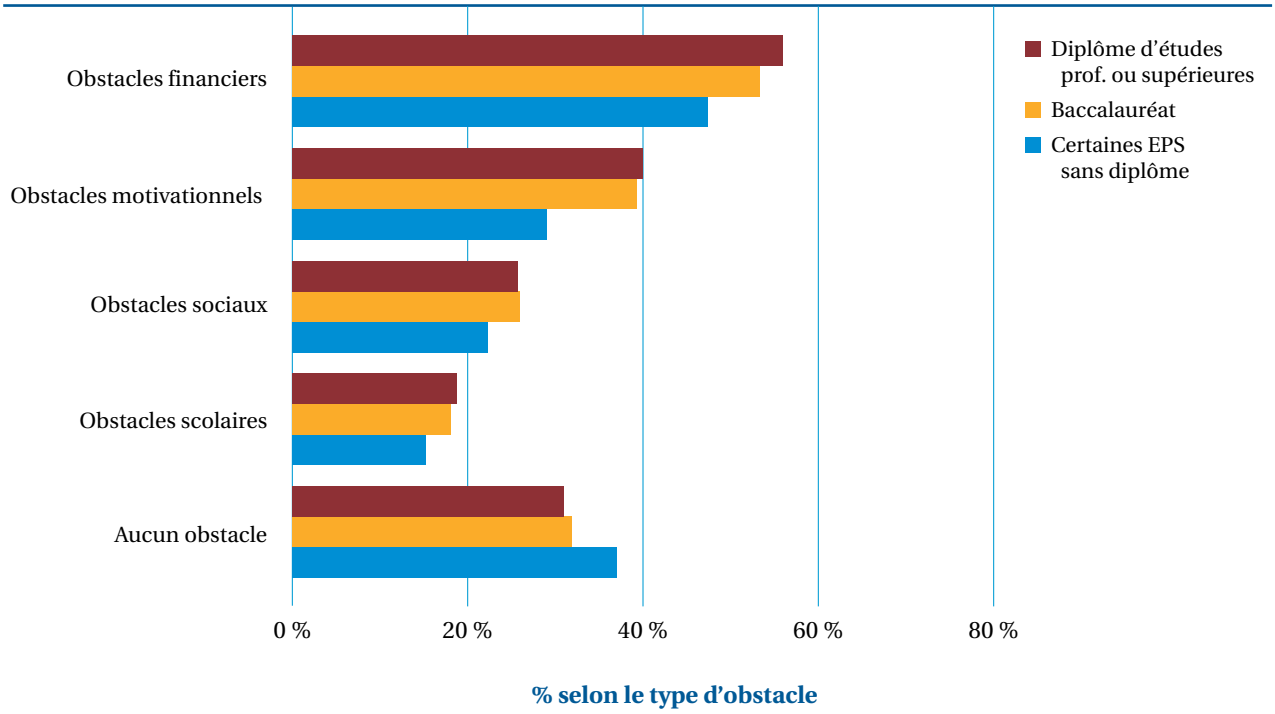
Les obstacles possibles se comparent aux raisons qu'évoquent les *désireux de faire des EPS* pour expliquer leur décision de retarder le début de leurs études. Environ 80 p. cent d'entre eux ont remis leurs études à plus tard à cause de facteurs liés à la motivation, comme le besoin de prendre du temps pour décider ce qu'ils voulaient faire (ils ne voulaient pas faire d'études postsecondaires au départ, mais ils ont changé d'idée). Environ 40 p. cent croyaient que des obstacles liés à la motivation pouvaient tout de même les empêcher de faire toutes les études qu'ils voulaient. La motivation était clairement un facteur pour ce groupe, mais l'argent également. La moitié d'entre eux ont retardé leurs études parce qu'ils devaient d'abord économiser. Environ 55 p. cent d'entre eux pensaient que des obstacles financiers pouvaient les empêcher de terminer leurs études.

Figure IV-3 : Types d'obstacles pouvant nuire aux études désirées



Remarque : Le schéma montre le pourcentage de répondants qui ont mentionné au moins un facteur de la catégorie comme *très* ou *extrêmement susceptible* de se présenter.

Figure IV-4 : Types d'obstacles selon les objectifs en matière d'éducation

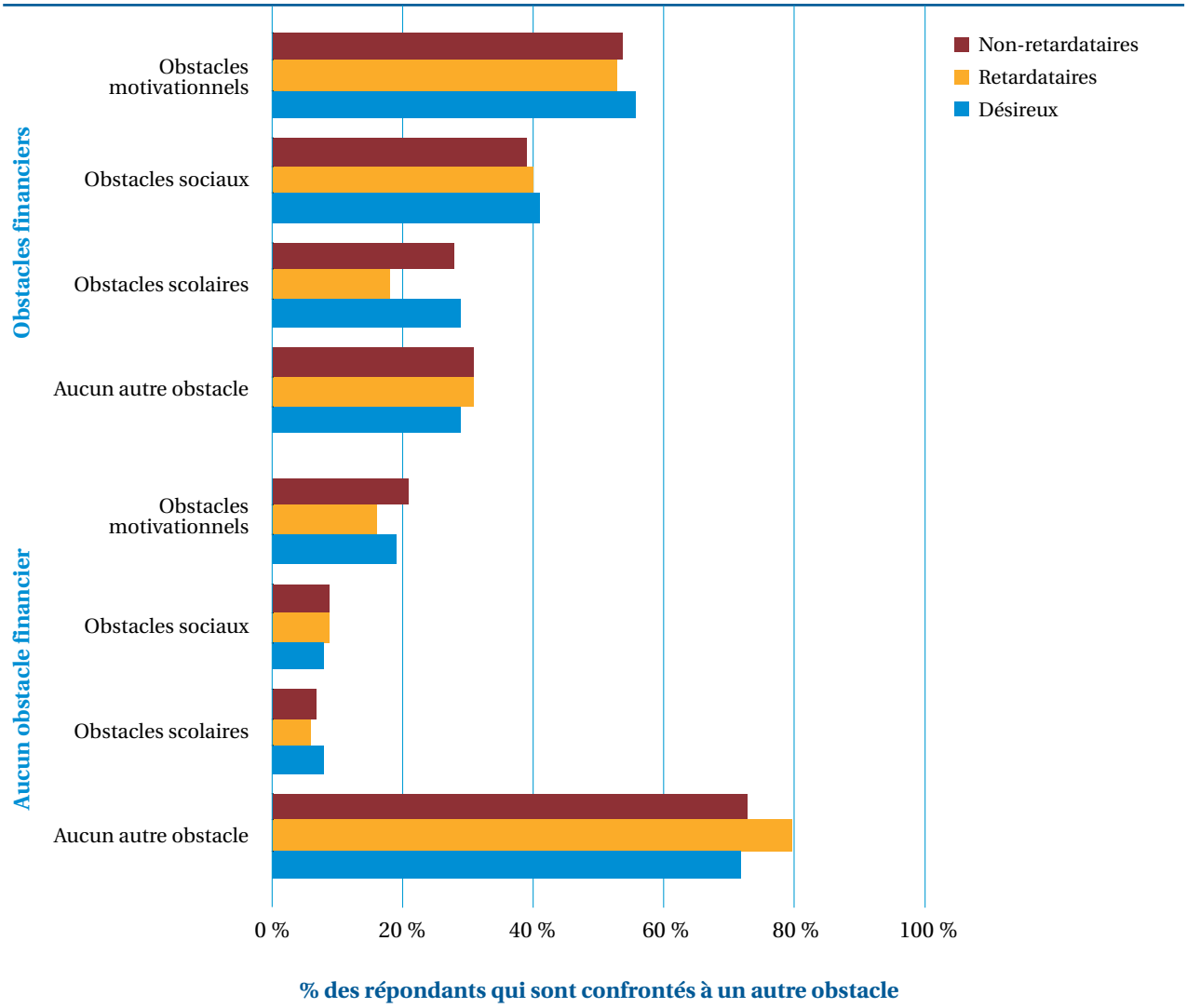


Obstacles multiples

En raison de la possibilité que certains répondants fassent face à différents types d'obstacles, des analyses ont été effectuées afin d'examiner la combinaison d'obstacles auxquels les différents groupes de répondants étaient confrontés. La figure IV-5 montre les autres types d'obstacles mentionnés par ceux qui avaient mentionné les obstacles financiers par rapport à ceux qui n'avaient pas mentionné les obstacles financiers. Environ deux tiers des répondants qui ont mentionné les obstacles financiers ont également mentionné au moins un autre type d'obstacle. Le plus courant de ces obstacles était motivationnel; environ la moitié de ceux qui avaient mentionné les obstacles financiers ont également mentionné les obstacles motivationnels. Il n'y avait que très peu de différence entre les *non-retardataires*, les *retardataires* et les d*ésireux de faire des EPS*. Environ un tiers de ceux qui étaient confrontés à des obstacles financiers n'ont pas mentionné d'autres obstacles. Parmi ceux qui n'ont pas mentionné les obstacles financiers, plus de 70 p. cent n'ont mentionné aucun obstacle.

La figure IV-6 montre les autres obstacles pour ceux qui ont mentionné les obstacles motivationnels. Presque 80 p. cent de ceux qui ont mentionné les obstacles motivationnels ont également mentionné

Figure IV-5 : Autres obstacles mentionnés pour ceux qui sont confrontés à des obstacles financiers et ceux qui ne le sont pas



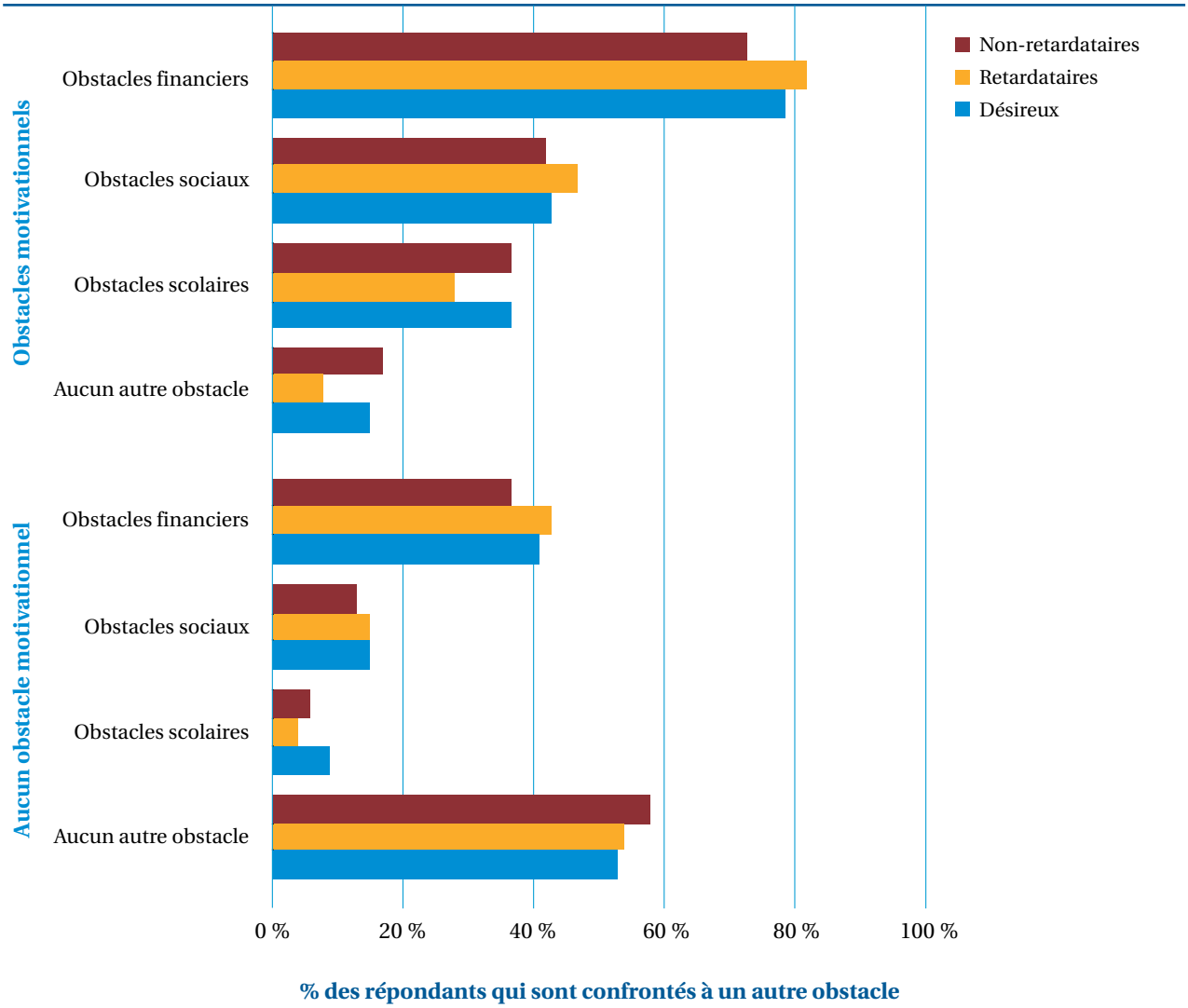
N avec obstacles financiers : 369 *non-retardataires*, 163 *retardataires*, 456 *désireux de faire des EPS*.
N sans obstacles financiers : 369 *non-retardataires*, 120 *retardataires*, 362 *désireux de faire des EPS*.

les obstacles financiers, comparativement à 40 p. cent de ceux qui n'ont pas mentionné les obstacles motivationnels. La plupart de ceux qui ont mentionné les obstacles motivationnels ont également mentionné un autre type d'obstacle. Environ la moitié de ceux qui n'ont pas mentionné d'obstacle motivationnel n'ont mentionné aucun obstacle.

Les autres obstacles mentionnés par ceux qui ont mentionné un certain type d'obstacle social sont indiqués dans la figure IV-7, tandis que la figure IV-8 indique les autres obstacles mentionnés par ceux qui ont mentionné les obstacles scolaires. Les tendances sont similaires pour ceux qui étaient confrontés à des obstacles motivationnels. Plus de 80 p. cent de ceux qui ont mentionné les obstacles sociaux ou scolaires ont également mentionné les obstacles financiers comparativement à 40 p. cent de ceux qui n'ont pas mentionné les obstacles motivationnels ou scolaires. Presque tous les répondants qui ont mentionné les obstacles sociaux ou scolaires ont également mentionné au moins un autre obstacle. Environ 40 p. cent de ceux qui n'ont pas mentionné d'obstacles sociaux ou scolaires n'ont mentionné aucun obstacle.

Ces résultats suggèrent que les différents types d'obstacles ne sont pas entièrement indépendants. Les répondants qui devaient faire face à des obstacles

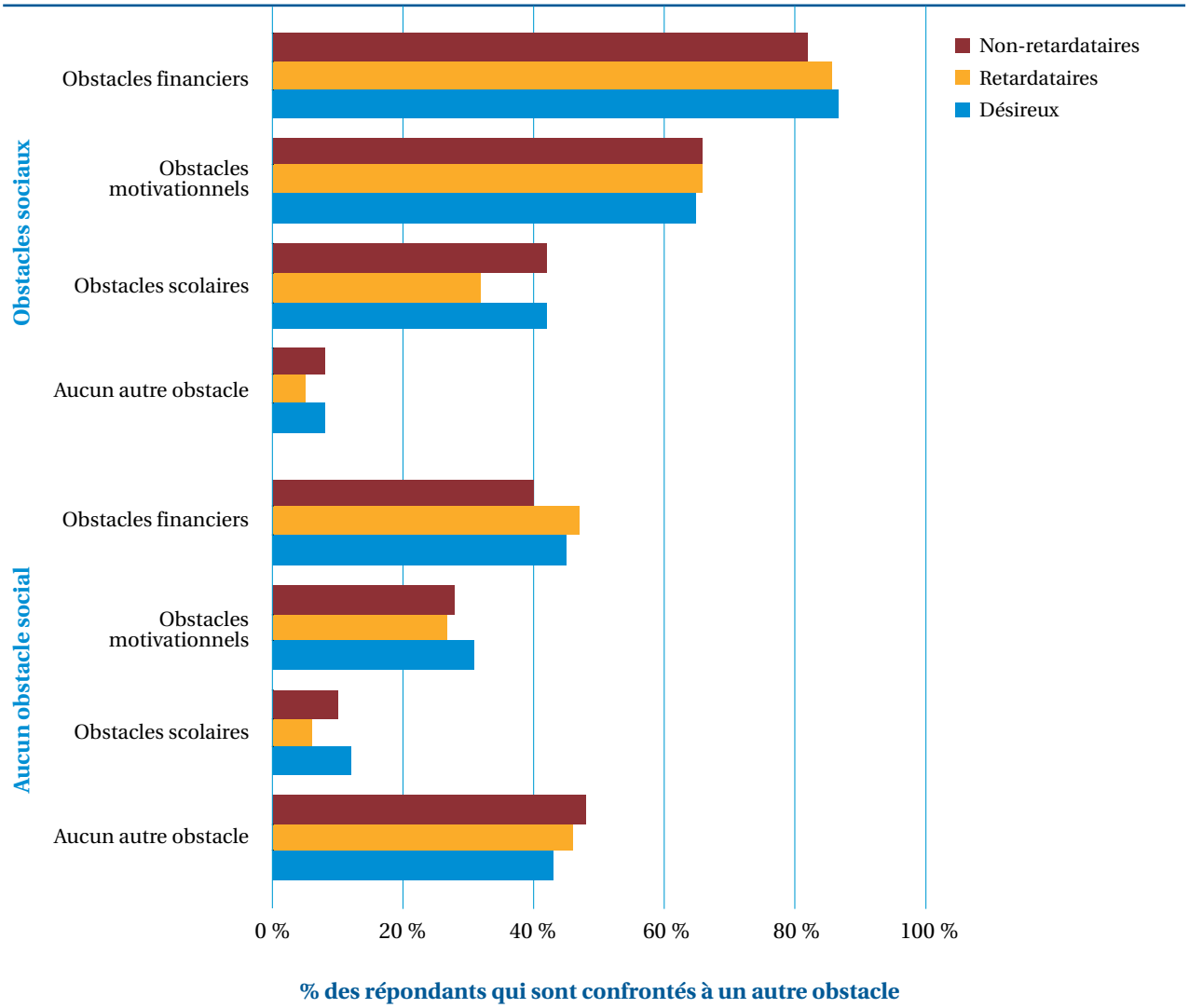
Figure IV-6 : Autres obstacles mentionnés pour ceux qui sont confrontés à des obstacles motivationnels et ceux qui ne le sont pas



N avec obstacles motivationnels : 276 *non-retardataires*, 106 *retardataires*, 327 *désireux de faire des EPS.*
N sans obstacles motivationnels : 462 *non-retardataires*, 177 *retardataires*, 491 *désireux de faire des EPS.*

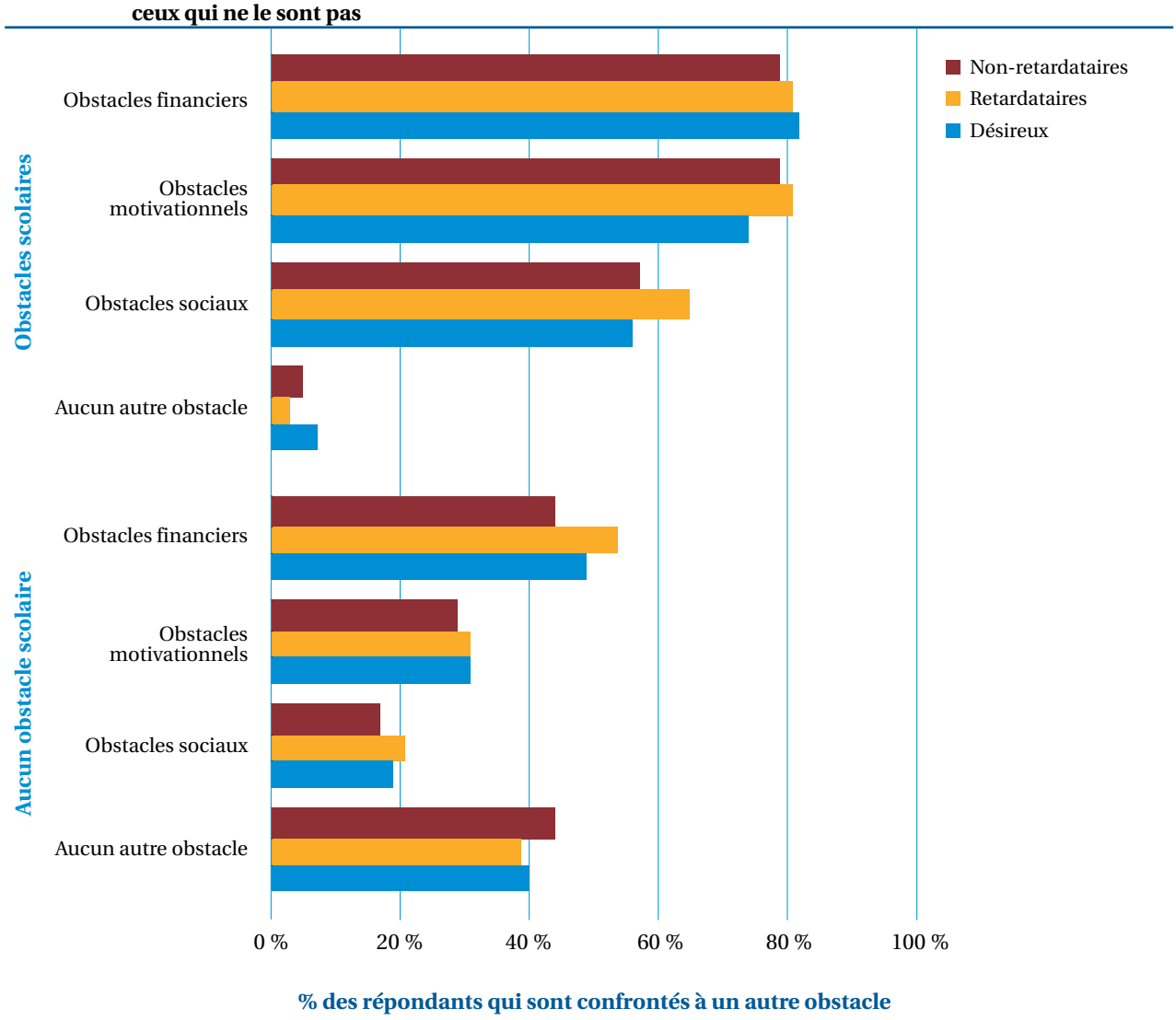
financiers avaient tendance à faire face à d'autres obstacles, tandis que ceux qui n'ont pas mentionné les obstacles financiers sont susceptibles de ne mentionner aucun obstacle. Il est possible que les obstacles financiers soient sous-jacents aux obstacles motivationnels et sociaux. Par exemple, une préoccupation quant au fait de contracter une dette peut avoir une incidence sur la motivation et inciter certains jeunes à changer d'idée par la suite. Les obstacles financiers peuvent être sous-jacents aux obstacles sociaux de la même façon. Certaines personnes peuvent souhaiter ne pas s'éloigner de la maison en raison du coût, et les responsabilités familiales peuvent également être considérées comme un obstacle financier. Ceux qui étaient confrontés à des obstacles scolaires peuvent également l'être à des obstacles financiers, parce que les répondants ayant des MPC plus basses étaient plus susceptibles d'être issus de familles dont le niveau d'instruction est moins élevé, ce qui peut signifier qu'ils étaient issus de familles à revenus plus faibles.

Figure IV-7 : Autres obstacles mentionnés pour ceux qui sont confrontés à des obstacles sociaux et ceux qui ne le sont pas



N avec obstacles sociaux : 177 *non-retardataires*, 76 *retardataires*, 215 *désireux de faire des EPS*.
N sans obstacles sociaux : 561 *non-retardataires*, 207 *retardataires*, 603 *désireux de faire des EPS*.

Figure IV-8 : Autres obstacles mentionnés pour ceux qui sont confrontés à des obstacles scolaires et ceux qui ne le sont pas



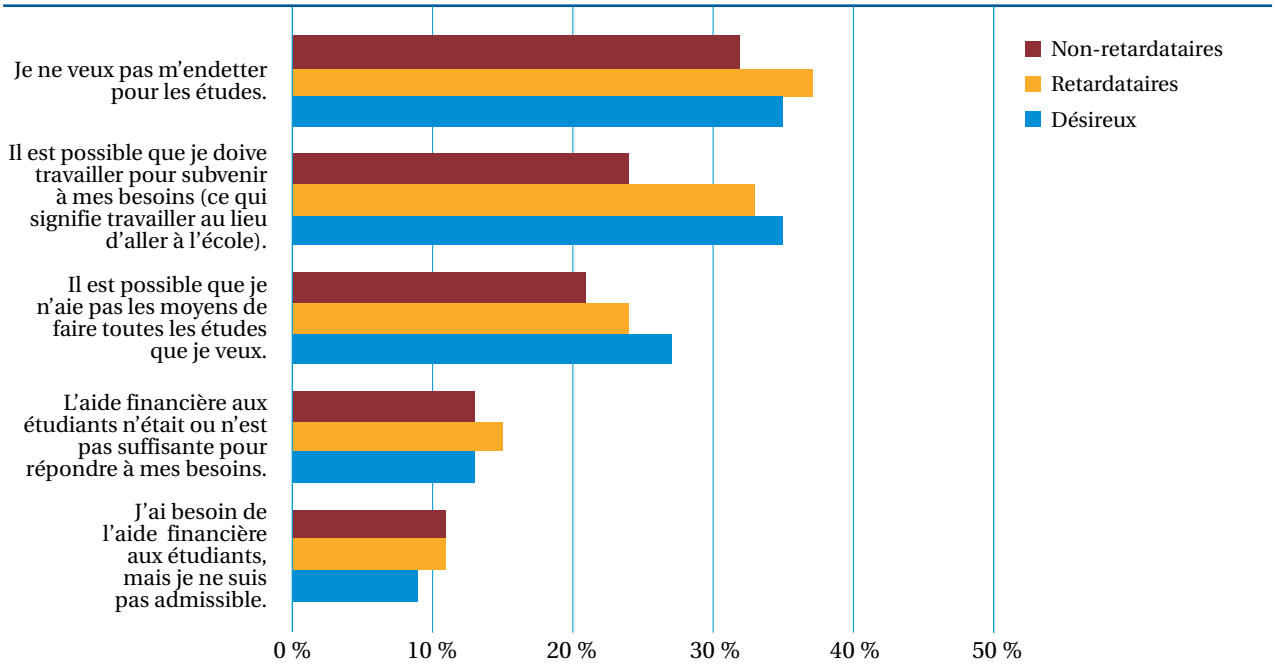
N avec obstacles scolaires : 131 *non-retardataires*, 37 *retardataires*, 164 *désireux de faire des EPS*.
N sans obstacles scolaires : 607 *non-retardataires*, 246 *retardataires*, 654 *désireux de faire des EPS*.

Examen des obstacles financiers

La figure IV-9 montre tous les obstacles financiers qui ont été inclus dans cette étude. L'aversion pour l'endettement, l'obstacle financier le plus courant, a été mentionnée par environ un tiers des répondants ayant des objectifs en matière d'EPS. Il a été mentionné par légèrement moins de *non-retardataires* que de *retardataires* et de *désireux de faire des EPS*. La nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins ou la crainte de ne pas avoir les moyens de faire toutes les études qu'ils voulaient constituaient les deux autres obstacles financiers les plus courants. Ces deux obstacles ont été mentionnés par un plus grand nombre de *retardataires* et de *désireux de faire des EPS* que de *non-retardataires*.

Afin de mieux comprendre le rôle que jouent les facteurs financiers dans la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires, un profil a été créé pour comparer les répondants qui ont mentionné certains facteurs financiers comme un obstacle possible à la poursuite de leurs EPS et les répondants qui

Figure IV-9 : Obstacles financiers qui peuvent limiter l'atteinte des objectifs en matière d'EPS



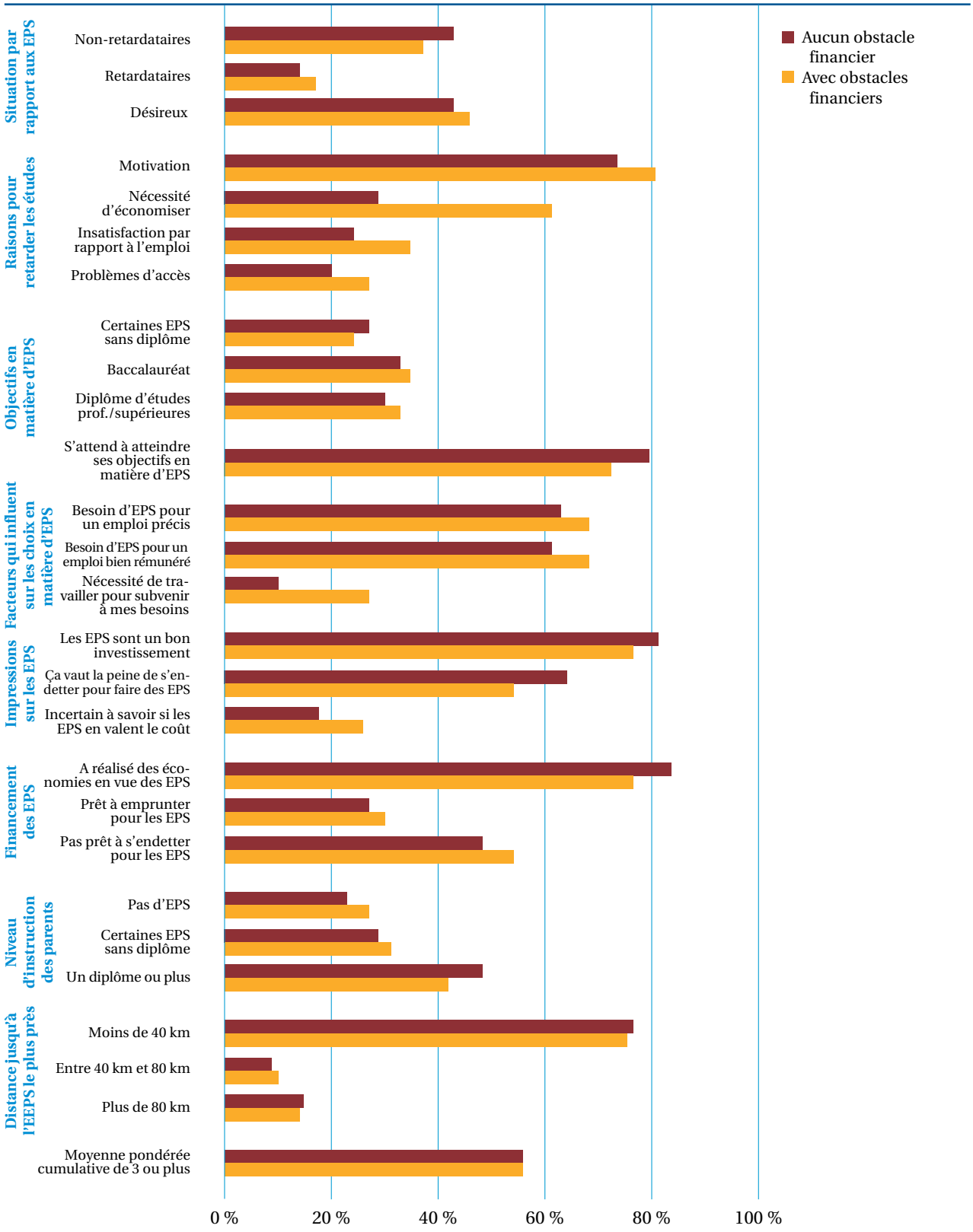
Remarque : Seuls ceux qui avaient des objectifs en matière d'EPS ont été sondés sur les obstacles à l'atteinte de ces objectifs.

n'ont mentionné aucun facteur financier. Ce profil est illustré dans la figure IV-10. Parmi ceux qui voulaient faire des études postsecondaires, ceux qui ont parlé d'obstacles financiers se distinguent à bien des égards de ceux qui n'ont mentionné aucun obstacle financier. Les répondants qui ont mentionné des obstacles financiers :

- étaient plus susceptibles d'avoir retardé leurs études et deux fois plus susceptibles de les avoir retardées afin de pouvoir d'abord économiser;
- avaient des objectifs plus élevés en matière d'études postsecondaires;
- étaient moins susceptibles d'espérer atteindre leurs objectifs;
- avaient le sentiment que des études postsecondaires sont nécessaires pour obtenir un emploi bien rémunéré et obtenir le genre d'emploi qu'ils désirent;
- étaient beaucoup plus susceptibles d'être obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins;
- étaient moins susceptibles de croire que les EPS valent le coût et qu'elles valent la peine de s'endetter;
- étaient plus susceptibles d'avoir des parents qui n'ont pas fait d'études postsecondaires;
- étaient moins susceptibles d'avoir des économies pour faire leurs EPS, mais étaient plus prêts à emprunter.

Il est important de souligner toutefois que la plupart de ces différences sont minimes. Ceux qui ont mentionné des obstacles financiers sont en fait assez semblables à ceux qui n'en ont mentionné aucun. Dans l'ensemble, les deux groupes accordent de l'importance aux études postsecondaires, et leurs objectifs sont similaires. Par contre, les répondants préoccupés par les facteurs financiers étaient plus susceptibles d'avoir retardé leurs études afin d'économiser et d'avoir été obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins. Ils étaient également moins susceptibles d'avoir des économies pour faire leurs études.

Figure IV-10 : Profil des inscrits et des désireux selon qu'ils ont mentionné ou non les obstacles financiers



Le tableau IV-1 montre les montants médians que les répondants étaient prêts à dépenser pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation et le montant de la dette qu'ils étaient prêts à contracter. Ceux qui ont mentionné des obstacles financiers n'étaient pas prêts à dépenser autant d'argent que ceux qui n'en ont mentionné aucun. De plus, ceux qui ont mentionné des obstacles financiers étaient moins prêts à s'endetter et ils n'étaient pas prêts à contracter une dette aussi importante que les répondants qui n'ont mentionné aucun obstacle financier.

Tableau IV-1 : Montants que les répondants sont prêts à dépenser et à emprunter pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation

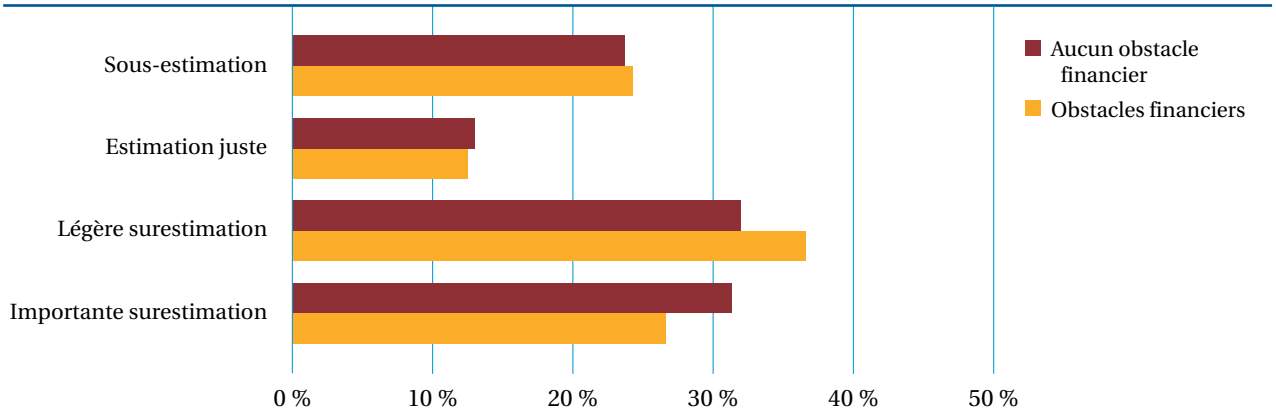
	Aucun obstacle mentionné	Obstacles mentionnés
Montant médian des dépenses	30 000 $	25 000 $
Montant médian de la dette	15 000 $	10 000 $

La figure IV-11 montre le type d'estimation des droits de scolarité donnée par les répondants qui ont mentionné des obstacles financiers, comparativement à ceux qui n'en ont pas mentionné. Les deux groupes étaient aussi susceptibles de sous-estimer le coût et de faire une estimation juste du coût réel. Comparativement à ceux qui n'ont pas mentionné les obstacles financiers, ceux qui étaient confrontés à des obstacles financiers avaient quelque peu tendance à surestimer les droits de scolarité, mais ils étaient moins susceptibles de les surestimer de façon importante. Cela suggère que l'information sur les droits de scolarité n'était pas un facteur qui distingue ceux qui ont mentionné les obstacles financiers de ceux qui ne les ont pas mentionnés.

Obstacles en lien avec d'autres facteurs

La question de l'enquête permet aux répondants de définir les facteurs qu'ils perçoivent comme pouvant les empêcher d'atteindre leurs objectifs en matière d'éducation. Nous disposons également de données permettant de définir d'autres obstacles possibles. Les notes en soi peuvent représenter un obstacle aux études postsecondaires. Tous les répondants étaient diplômés du secondaire, mais ils n'avaient pas tous obtenu des notes suffisantes pour être admissibles à un programme universitaire. Les répondants qui ont obtenu de bonnes notes peuvent être confrontés à d'autres types d'obstacles que ceux qui ont obtenu des notes plus faibles. Par exemple, les répondants qui n'ont pas obtenu des notes suffisantes pour être admissibles à un programme universitaire peuvent être moins préoccupés par le coût de l'obtention d'un diplôme, puisque leurs notes représentent un obstacle plus important.

Figure IV-11 : Type d'estimation des droits de scolarité de l'université selon que les répondants ont mentionné ou non les obstacles financiers



La figure IV-12 montre le lien entre la MPC et les quatre types d'obstacles perçus. Il s'est avéré que les répondants qui avaient obtenu de bonnes notes sont tout aussi susceptibles que ceux qui ont obtenu des notes plus faibles de mentionner les obstacles financiers. C'est sans surprise qu'on a constaté que ceux qui avaient obtenu de bonnes notes étaient moins susceptibles de mentionner les obstacles scolaires. Ils étaient également moins susceptibles de mentionner les obstacles sociaux.

La figure IV-13 montre les obstacles en lien avec le niveau d'instruction des parents. Les répondants dont au moins un des parents détenait un diplôme étaient moins susceptibles de mentionner les obstacles scolaires, sociaux ou financiers que ne l'étaient ceux dont les parents avaient des niveaux d'instruction plus faibles. L'existence de moins d'obstacles scolaires est conforme à la conclusion que les jeunes dont au moins un des parents détenait un diplôme avaient en moyenne obtenu des MPC plus élevées. L'existence de

Figure IV-12 : Types d'obstacles en lien avec la MPC

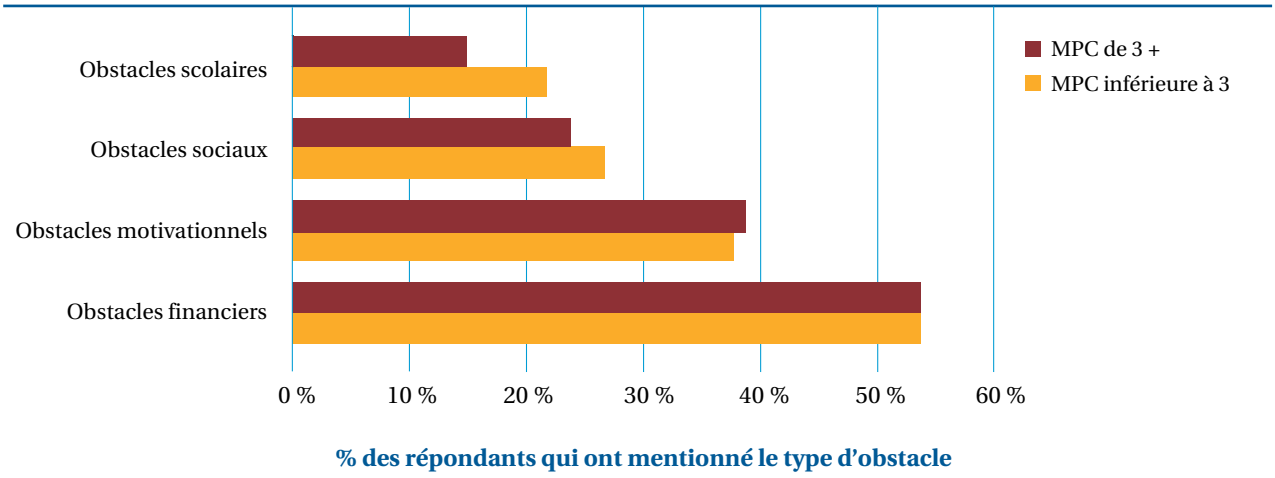


Figure IV-13 : Types d'obstacles en lien avec le niveau d'instruction des parents

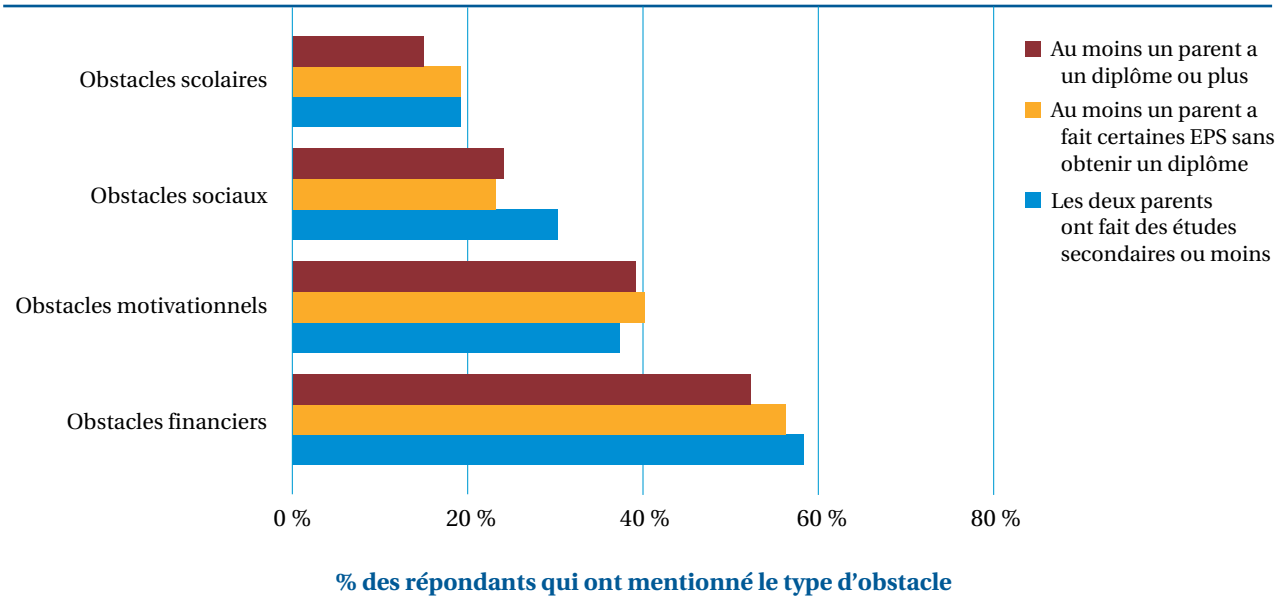
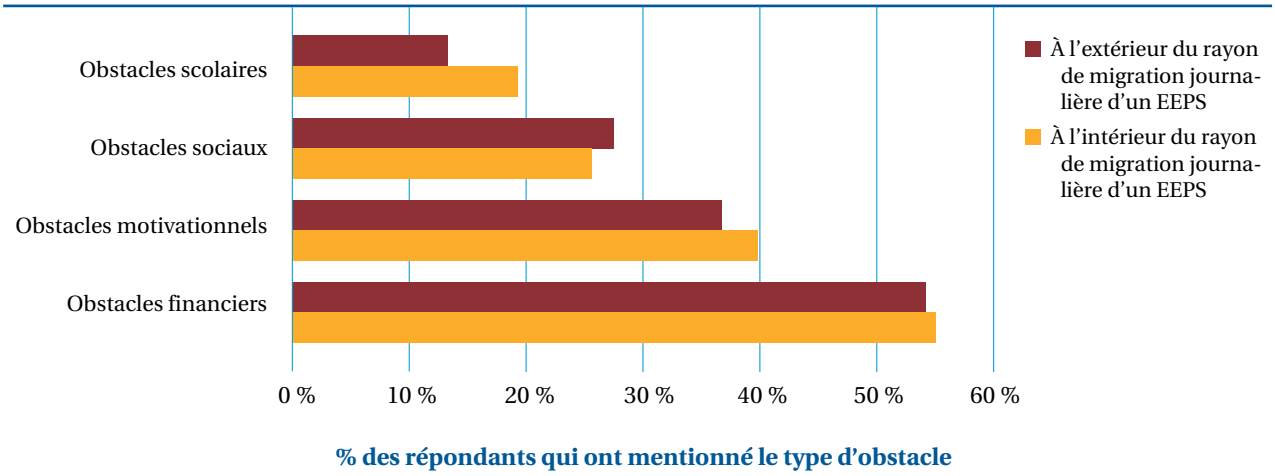


Figure IV-14 : Types d'obstacles en lien avec la distance jusqu'à un EEPS



moins d'obstacles financiers est probablement une fonction du revenu familial; les parents dont le niveau d'instruction est plus élevé ont, en moyenne, des revenus plus élevés.

Les obstacles étaient également liés à la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement secondaire le plus près, comme l'illustre la figure IV-14. Ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un établissement étaient plus susceptibles de mentionner les obstacles scolaires et motivationnels. Cela peut être un artefact du fait que ceux qui vivaient plus près avaient tendance à avoir des objectifs plus élevés en matière d'éducation.

Sommaire de l'incidence des enjeux et des obstacles financiers

Dans cette section, nous examinons le rôle que jouent les différents enjeux financiers dans les choix que font les diplômés du secondaire et dans la probabilité qu'ils atteignent leurs objectifs. La figure II-32 indique clairement que les impressions à propos du coût des études postsecondaires ont une incidence sur ces choix. Les répondants qui avaient le sentiment que les études en valaient le coût étaient plus susceptibles d'avoir déjà fait certaines études postsecondaires (*non-retardataires* et *retardataires*) ou d'avoir l'intention de le faire (*désireux de faire des EPS*). Les *non désireux* étaient plus susceptibles de penser que les EPS n'en valent pas le coût. Ils étaient également plus susceptibles de gonfler les droits de scolarité de l'université (voir la figure 37), ce qui suggère qu'un manque d'information exacte sur le coût des EPS joue un rôle dans les décisions que prennent les diplômés du secondaire.

D'autres facteurs financiers peuvent influencer les choix que font les détenteurs de DES, comme l'illustre la figure II-28. Les *non désireux* étaient beaucoup plus susceptibles de mentionner que leurs choix en matière d'études postsecondaires étaient influencés par le désir de travailler, la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins ou l'intention d'obtenir un bon emploi après le secondaire. Environ la moitié des *désireux* et le tiers des *retardataires* ont retardé leurs études parce qu'ils devaient d'abord épargner (voir la figure II-35). La nécessité ou le désir de travailler joue un rôle dans les choix que font les diplômés du secondaire.

De plus, les facteurs financiers peuvent être un obstacle à l'atteinte des objectifs. En utilisant la classification taxinomique élaborée par Junor et Usher (2004), la figure IV-9 présente trois types de contraintes financières : l'aversion pour l'endettement, les contraintes financières (nécessité de travailler) et les contraintes relatives au coût (avoir les moyens de faire des études). L'aversion pour l'endettement est le facteur

le plus important pour les *non-retardataires*; toutefois, l'aversion pour l'endettement et les contraintes financières sont deux facteurs d'égale importance pour les *retardataires* et les *désireux*. L'argent est le facteur qui distingue les *non-retardataires* des *retardataires* et des *désireux*; alors qu'environ le quart seulement des *non-retardataires* ont parlé de contraintes financières, environ le tiers des *retardataires* et des *désireux* ont mentionné ce facteur.

Quand on examine tous ces enjeux financiers dans leur ensemble, on constate que les contraintes relatives au coût jouent un rôle dans la décision des *non désireux* de ne pas poursuivre leurs études postsecondaires. En plus de surestimer le coût des études, ils en sous-estiment les avantages, ce qui fait que 40 p. cent d'entre eux préfèrent travailler plutôt que d'aller à l'école. L'argent est une autre contrainte qui influence ce groupe, le tiers d'entre eux ayant mentionné qu'ils ont dû travailler pour subvenir à leurs besoins.

Le coût est possiblement un obstacle pour environ un quart des diplômés du secondaire qui ont des objectifs en matière d'éducation. Mais l'aversion pour l'endettement et les contraintes financières sont les enjeux les plus souvent mentionnés. Les répondants *désireux de faire des EPS* étaient plus touchés par les contraintes financières que les *non-retardataires* et les *retardataires* puisqu'ils sont moins susceptibles d'avoir épargné en vue de leurs études et qu'ils ne sont pas prêts à dépenser autant pour atteindre leurs objectifs, sans compter la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins. Les contraintes financières poussent de nombreux diplômés du secondaire à remettre leurs études à plus tard. En fait, étant donné que, deux ans après l'obtention de leur diplôme, les *désireux* n'avaient toujours pas entrepris leurs études, les contraintes financières pourraient même les empêcher de les commencer à tout jamais.

Dans l'ensemble, les principales différences entre les répondants qui ont mentionné des obstacles financiers et ceux qui n'en ont mentionné aucun résident dans les contraintes financières et dans l'aversion pour l'endettement. Les répondants qui ont mentionné des obstacles financiers étaient plus susceptibles d'avoir retardé leurs études afin d'épargner en vue de les poursuivre plus tard et d'avoir été obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins. Ces contraintes financières se reflétaient également dans le fait qu'ils étaient moins susceptibles d'avoir épargné *avant* de décider d'entreprendre des EPS. Les différences dans le montant que les répondants étaient prêts à dépenser pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation sont également le reflet des contraintes financières que vivent ceux qui ont mentionné des obstacles financiers.

Ces derniers étaient aussi moins prêts à emprunter, et ceux qui étaient prêts à le faire n'étaient pas prêts à emprunter autant que ceux qui n'avaient pas mentionné d'obstacles financiers, ce qui indique que l'aversion pour l'endettement n'est pas la même pour les deux groupes. L'absence de différence dans les estimations des droits de scolarité suggère que le coût n'est pas un facteur permettant de les distinguer.

En résumé, donc, les contraintes relatives au coût, fondées sur une information erronée, sont un facteur pour ceux qui décident de ne pas poursuivre d'études postsecondaires. Les contraintes financières incitent de nombreux détenteurs de DES à retarder leurs études, voire même à ne jamais les entreprendre. L'aversion pour l'endettement peut limiter le niveau d'instruction que les détenteurs de DES ayant des objectifs vont véritablement atteindre. Afin de bien comprendre l'incidence des contraintes financières et de l'aversion pour l'endettement, il serait nécessaire d'effectuer une étude de suivi de ces individus pour déterminer qui atteint ses objectifs et ce qui empêche les autres de les atteindre. Il serait intéressant de savoir également si la perception des coûts et des avantages des études postsecondaires se modifie avec le temps.

Comme vous pouvez le constater en examinant la figure IV-4, les obstacles sont dans une certaine mesure relatifs. Les répondants qui avaient des objectifs plus élevés en matière d'éducation sont plus susceptibles de mentionner les obstacles financiers et motivationnels. En revanche, les répondants qui aspirent à certaines études postsecondaires sans obtenir un diplôme sont plus susceptibles que ceux ayant des aspirations plus élevées de ne mentionner aucun obstacle. Évidemment, il existe possiblement d'autres obstacles à l'atteinte de niveaux d'instruction plus élevés. L'obtention d'un diplôme d'études professionnelles ou supérieures exige plus de temps et d'argent et, en règle générale, des niveaux plus élevés d'aptitude scolaire que l'obtention d'un certificat ou d'un diplôme d'études postsecondaires.

V. Étudiants de première génération

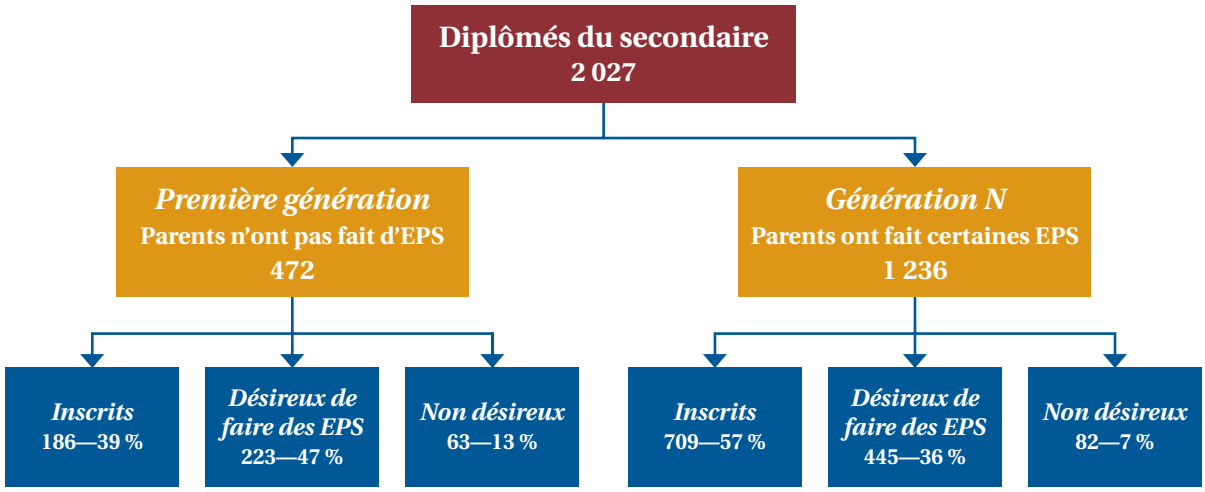
Les étudiants de *première génération* sont ceux dont les parents n'ont pas fait d'études postsecondaires. Ainsi, ces étudiants sont les premiers de leur lignée à poursuivre des études postsecondaires. Grâce à la recherche précédente, nous savons que les antécédents d'études postsecondaires au sein de la famille font une différence : les jeunes dont les parents n'ont pas fait d'EPS sont moins susceptibles de poursuivre eux-mêmes des études postsecondaires (Bowlby; Malatest et associés, 2007; Shaienks et Gluszynski, 2007). La présente étude a permis de confirmer cette assertion.

Afin de mieux comprendre l'incidence des antécédents d'études postsecondaires au sein de la famille, nous avons comparé six groupes de répondants selon le niveau d'instruction de leurs parents et leurs objectifs en matière d'études postsecondaires.

Les répondants étaient classifiés comme étant de *première génération* si les deux parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires, quelles qu'elles soient. Si l'un des parents ou les deux avaient fait des études postsecondaires, avec ou sans obtention de diplôme, le jeune était classé comme étant un étudiant de la *génération N* afin d'indiquer qu'au moins une génération avant lui avait fait des études postsecondaires. Selon leur situation par rapport aux études postsecondaires, les répondants étaient classés en trois groupes : les *inscrits*, les *désireux de faire des EPS* et les *non désireux*, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas d'objectifs en matière d'EPS. Les *inscrits* comprenaient ceux qui entreprenaient immédiatement des EPS et ceux qui retardaient leurs études. Les *désireux de faire des EPS* sont ceux qui n'ont pas encore entrepris leurs études postsecondaires, mais qui ont l'intention de le faire.

La figure V-1 illustre clairement le lien entre le niveau d'instruction des parents et le fait d'entreprendre des EPS. Le groupe de la *génération N* comprenait davantage d'inscrits, tandis que le groupe de *première génération* comptait un plus grand nombre de *désireux* et de *non désireux*. Sémantiquement, l'appellation « *non désireux de première génération* » constitue un

Figure V-1 : Diplômés selon le niveau d'instruction des parents et la situation par rapport aux EPS

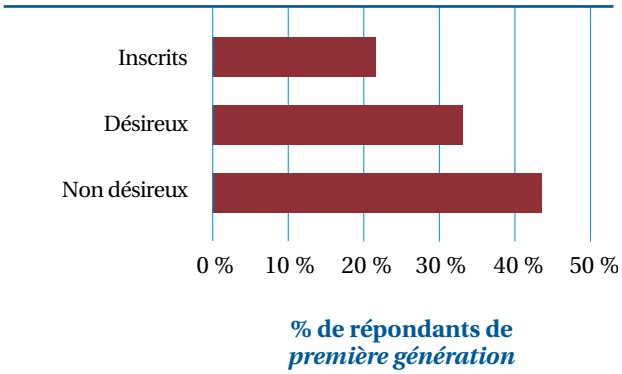


Remarque : 319 répondants ne savaient pas si l'un ou l'autre de leurs parents avait fait des études.

non-sens puisque les *non désireux*, n'ayant pas l'intention d'entreprendre des études postsecondaires, ne constitueront vraisemblablement pas la *première génération* d'étudiants de niveau postsecondaire de leur lignée. Le terme est néanmoins utilisé dans la présente étude afin de les distinguer des *non désireux* dont les parents ont fait certaines études postsecondaires.

Les six groupes sont comparés aux plans de leurs objectifs en matière d'éducation et des facteurs qui influent sur leurs décisions concernant les études afin de déterminer s'il existe des différences appréciables entre les répondants de *première génération* et ceux dont les parents ont fait certaines études postsecondaires.

Figure V-2 : Répartition des répondants de première génération selon la situation par rapport aux EPS



Entreprendre des EPS

La figure V-2 montre la force du lien entre le fait d'être de la *première génération* et la situation par rapport aux EPS. Tandis qu'un peu plus de 20 p. cent des *inscrits* étaient de *première génération*, ce dernier groupe comptait le double de *non désireux*. Les *désireux* se situaient entre les deux, un tiers d'entre eux étant de *première génération*.

Niveau d'instruction et revenu familial

Puisque les répondants de *première génération* sont définis par le niveau d'instruction des parents, nous savons que leurs parents n'ont pas fait d'études postsecondaires. Les figures 3 et 4 montrent le niveau d'instruction des mères et pères des répondants de la *génération N*. Les *inscrits* de la *génération N* étaient plus susceptibles que les répondants de la *génération N* d'avoir une mère ou un père qui avait fait certaines EPS. Il y avait très peu de différence entre les *désireux* et les *non désireux* de la *génération N* à cet égard.

Figure V-3 : Niveau d'instruction de la mère pour les répondants de la génération N

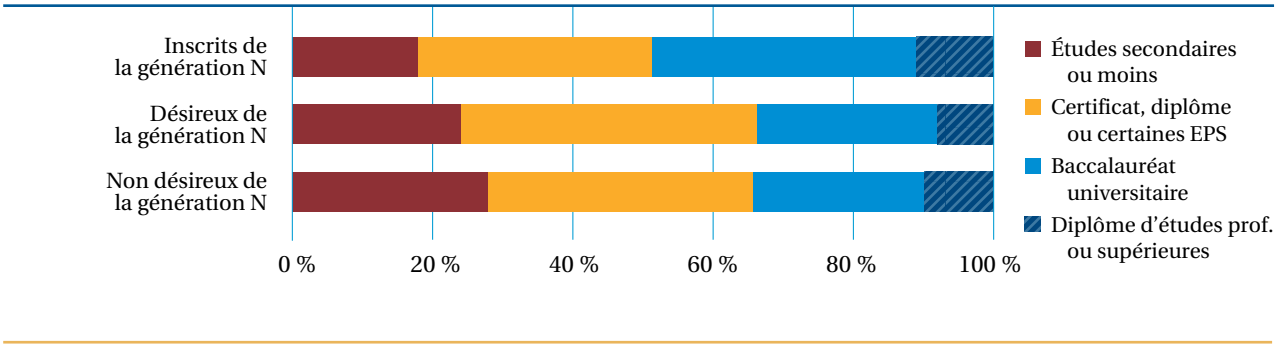
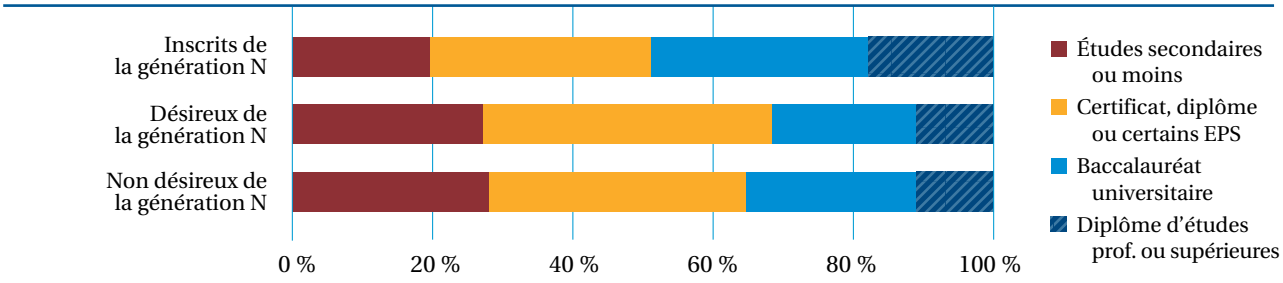
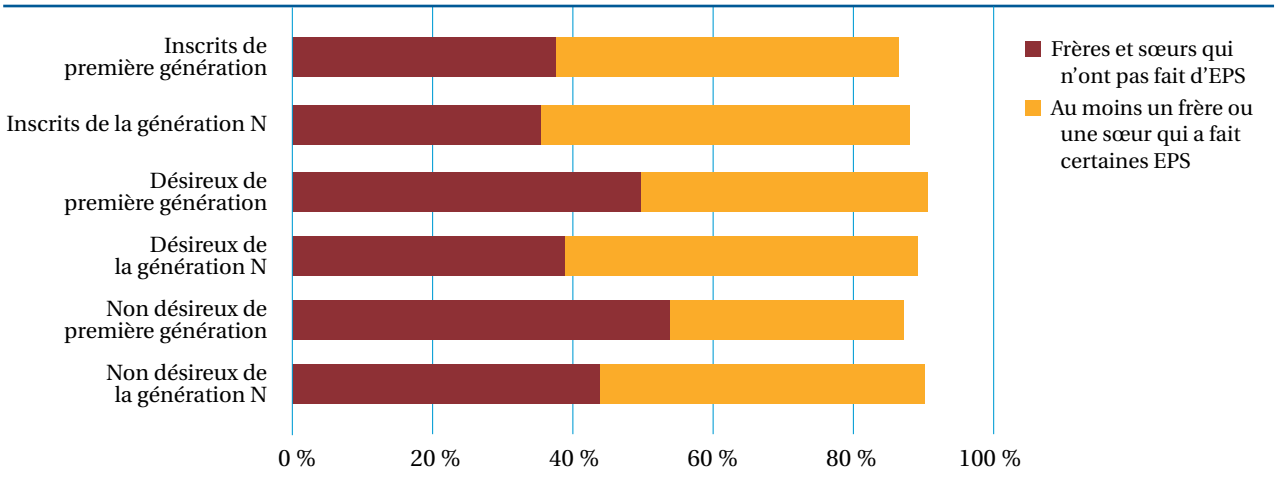


Figure V-4 : Niveau d'instruction du père pour les répondants de la génération N



La figure V-5 montre le niveau d'instruction des frères et sœurs des répondants. Les répondants de *première génération* étaient moins susceptibles d'avoir des frères et sœurs qui avaient fait certaines études postsecondaires que les répondants de la *génération N*. Pour les répondants de la *génération N*, la probabilité d'avoir un frère ou une sœur qui avait fait certaines EPS était similaire peu importe leur situation par rapport aux EPS. Toutefois, pour les répondants de *première génération*, la probabilité d'avoir un frère ou une sœur qui avait fait certaines EPS était liée à la situation par rapport aux EPS. À l'intérieur de ce groupe, les *non désireux* étaient les moins susceptibles d'avoir des frères ou des sœurs qui avaient fait certaines EPS, tandis que les *inscrits* étaient les plus susceptibles.

Figure V-5 : Niveau d'instruction des frères et sœurs



Étant donné que le chapitre II montre un lien entre le niveau d'instruction des parents et le revenu familial médian des districts scolaires, nous pouvons nous attendre à ce qu'il existe une différence de revenu entre les répondants de *première génération* et ceux de la *génération N*. La figure V-6 montre que les répondants de *première génération* étaient moins susceptibles d'être issus de districts scolaires à revenus plus élevés que ne l'étaient les répondants de la *génération N*, peu importe si le répondant est un *inscrit*, un *désireux* ou un *non désireux*. Dans l'ensemble, 31 p. cent des répondants de *première génération* étaient issus de districts scolaires où le revenu familial médian s'élevait à 60 K$ et plus, comparativement à 39 p. cent des répondants de la *génération N*.

Objectifs en matière d'éducation

La figure V-7 montre le niveau d'instruction le plus élevé que des répondants voulaient atteindre selon qu'ils étaient de *première génération* ou non, et selon leur situation par rapport aux EPS (*inscrits, désireux* ou *non désireux*). Il est clair que les répondants de *première génération* et de la *génération N* dans chaque groupe ont des aspirations similaires. Les répondants de *première génération* avaient une légère tendance à vouloir des niveaux d'instruction moins élevés que ceux de la *génération N*, mais la différence était beaucoup plus petite que la différence entre les groupes déterminés selon leur situation par rapport aux EPS. Seuls les *non désireux de première génération* faisaient exception. Les *non désireux* de *première génération* étaient plus susceptibles que les *non désireux* de la *génération N* de vouloir faire certaines études postsecondaires sans obtenir de diplôme.

Incidences sur la décision de poursuivre des études postsecondaires

Cours et notes au secondaire

La figure V-8 montre le pourcentage de répondants de chaque groupe qui ont suivi des cours d'anglais ou de mathématiques de 12e année. Les répondants de *première génération* étaient moins susceptibles d'avoir suivi l'un ou l'autre de ces cours que ceux de la *génération N*. Les deux groupes avaient obtenu des notes similaires, bien que les répondants de *première génération* aient obtenu des notes légèrement plus basses

Figure V-6 : Répartition du revenu familial médian des districts scolaires

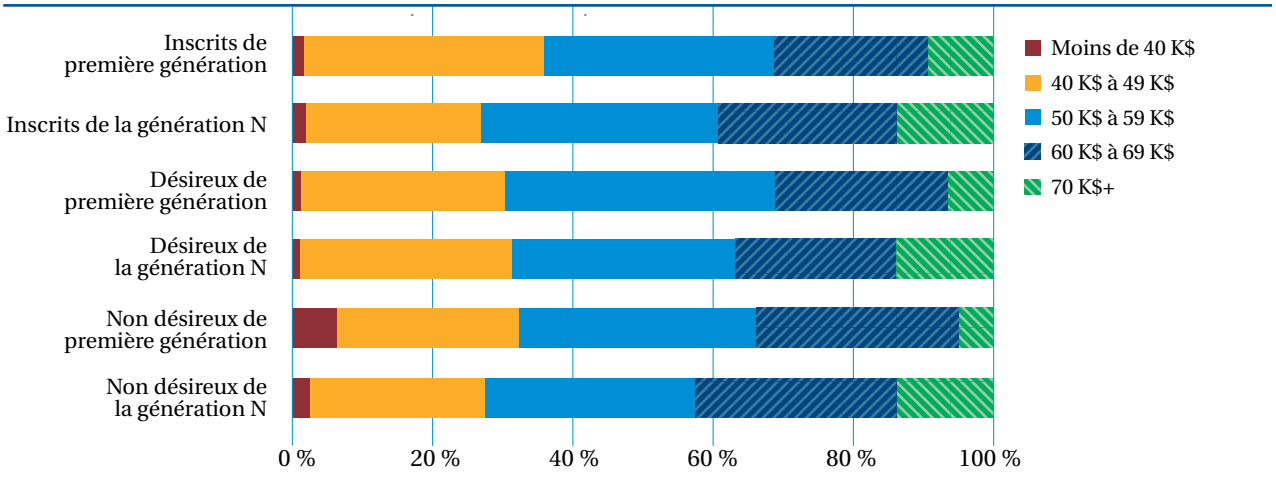


Figure V-7 : Niveau le plus élevé d'instruction désirée

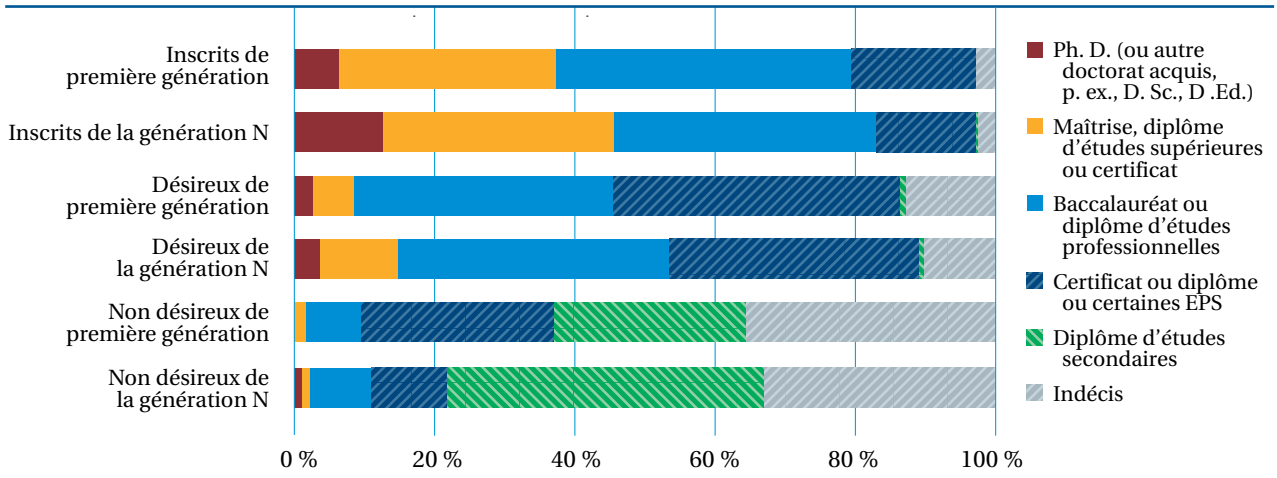
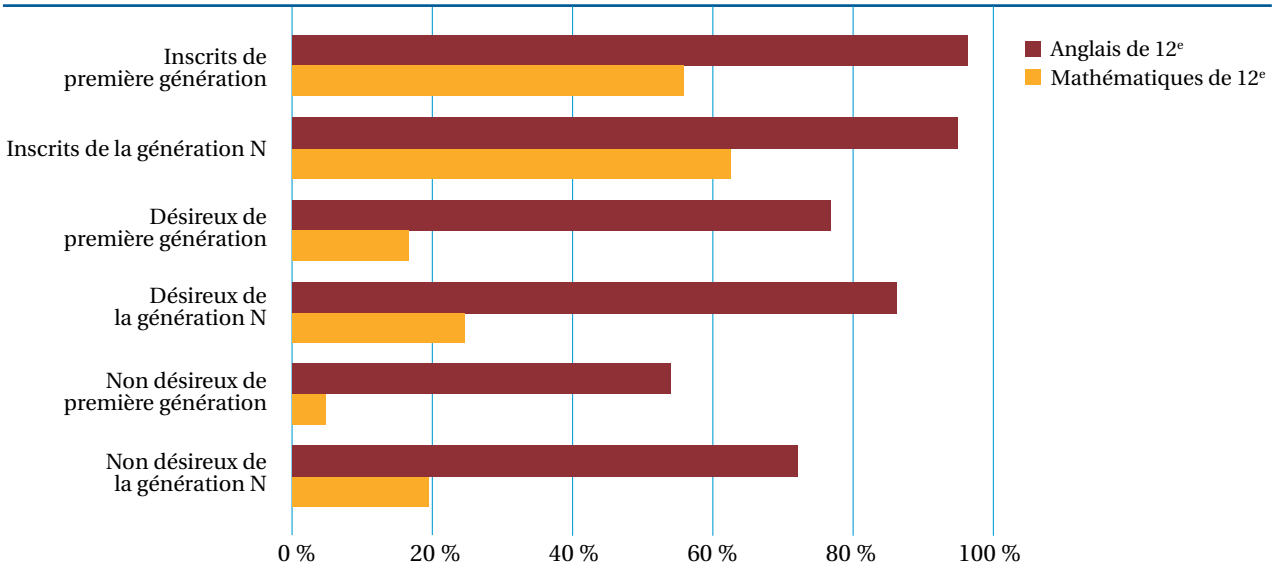
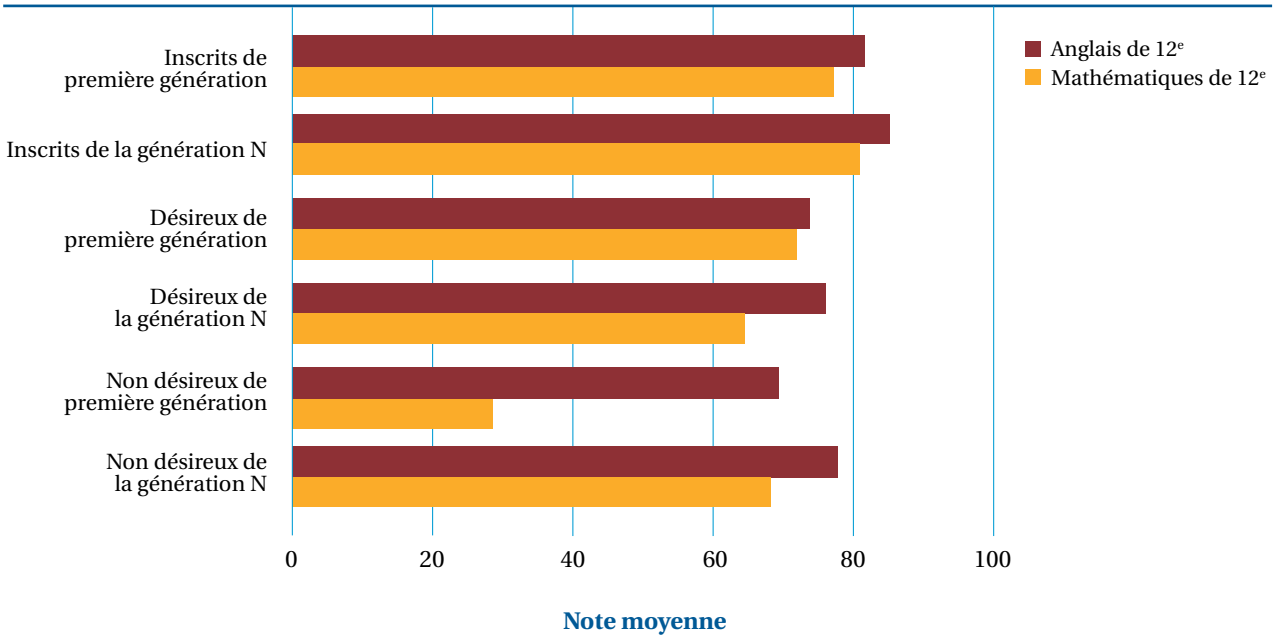


Figure V-8 : Pourcentage des répondants qui ont suivi des cours d'anglais ou de mathématiques de 12e année



que ceux de la *génération N*, à l'exception du cours de mathématiques de 12e année pour les *non désireux* (voir la figure V-9). Les *non désireux* de *première génération* avaient obtenu en moyenne des notes beaucoup plus basses en mathématiques que les *non désireux* de la *génération N*. Il existait seulement une légère différence dans la MPC entre les répondants de *première génération* et ceux de la *génération N*, comme l'illustre la figure V-10.

Figure V-9 : Notes moyennes en anglais et en mathématiques de 12e année



N pour l'anglais : 179 *inscrits de première génération*, 672 *inscrits de la génération N*, 171 *désireux de faire des EPS de première génération*, 383 *désireux de faire des EPS de la génération N*, 34 *non désireux de première génération*, 59 *non désireux de la génération N*
N pour les mathématiques : 104 *inscrits de première génération*, 443 *inscrits de la génération N*, 37 *désireux de faire des EPS de première génération*, 109 *désireux de faire des EPS de la génération N*, 3 *non désireux de première génération*, 16 *non désireux de la génération N*

Expérience vécue au secondaire

L'expérience qu'ont vécue les *inscrits* de *première génération* et les *désireux* au secondaire n'était guère différente de celle des répondants de la *génération N*. Il existait une tendance constante chez les répondants de *première génération* à avoir moins participé à des activités en dehors de l'école que les répondants de la *génération N*, bien que cela ne soit pas vrai pour ce qui est de la participation aux activités scolaires (voir la figure V-11). Les *non désireux de première génération* se distinguaient des autres répondants de certaines façons importantes. Ils étaient plus susceptibles que les autres d'avoir le sentiment que ce qu'ils apprenaient au secondaire n'était pas utile et moins susceptibles d'achever leur travail à temps et de s'intéresser à ce qu'ils apprenaient (voir les figures 11 et 12). En conformité avec le manque d'intérêt pour l'école, les *non désireux de première génération* étaient beaucoup plus susceptibles que tous les autres répondants d'avoir manqué des cours au moins une fois par semaine au cours du secondaire, comme l'illustre la figure V-13.

Figure V-10 : Moyenne pondérée cumulative moyenne

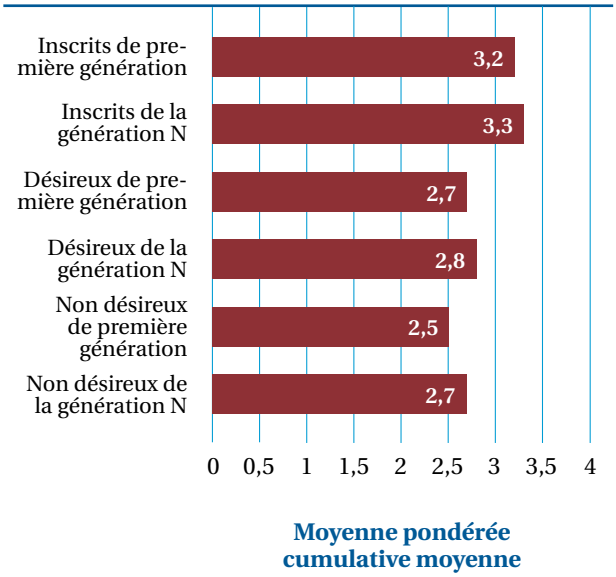


Figure V-11 : Impressions sur l'expérience vécue au secondaire

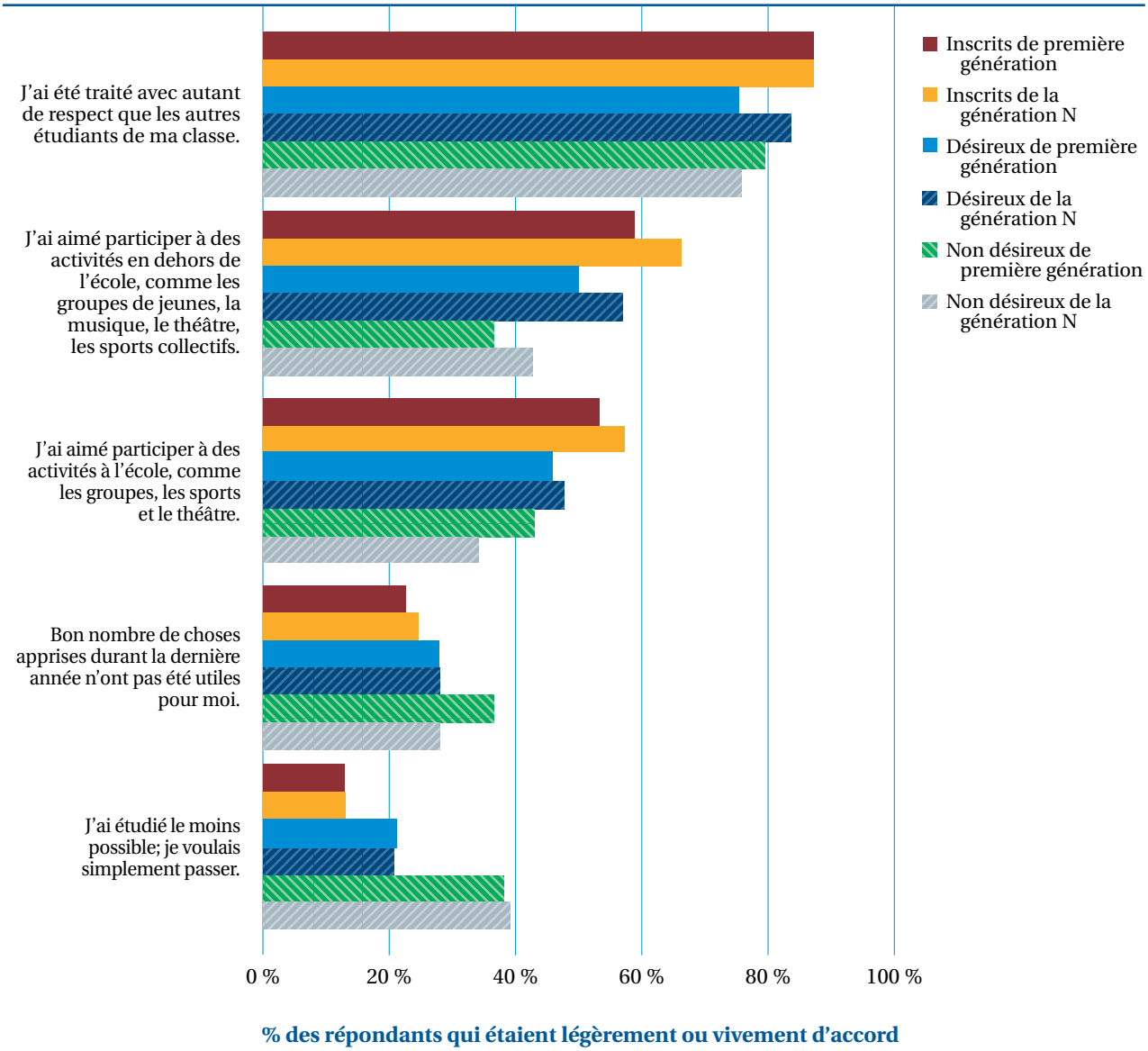
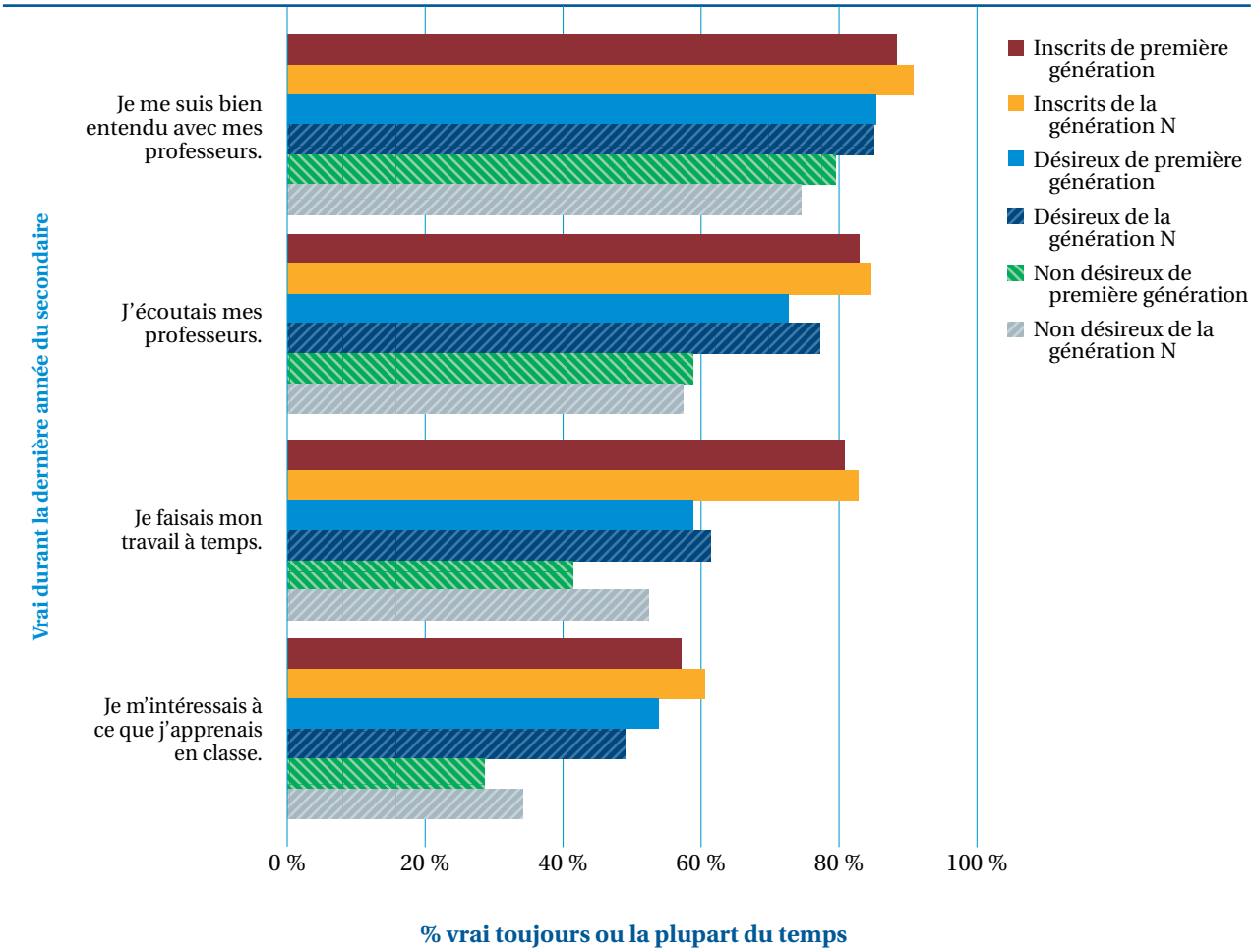


Figure V-12 : Expérience durant la dernière année du secondaire



Personnes qui ont influencé leur décision

La figure V-14 montre que les personnes qui ont influé sur la décision de poursuivre des études postsecondaires étaient les mêmes pour les *inscrits* et les *désireux de la génération N* que pour leurs homologues de *première génération*. Dans tous les cas, les parents et les tuteurs exerçaient le plus d'influence, suivis du personnel de l'école.

Facteurs qui ont influencé leur décision

La figure V-15 montre les trois principaux facteurs qui ont une incidence sur la décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Les *inscrits de première génération* et de la *génération N* subissaient les mêmes influences. C'était également le cas pour les *désireux de première génération* et ceux de la *génération N*. La figure V-16 montre les trois principaux facteurs pour les *non désireux*. Les impressions des *non désireux* de *première génération* et de ceux de la *génération N* étaient très similaires, à une exception : les *non désireux* de *première génération* étaient beaucoup plus susceptibles de mentionner la nécessité de travailler que les *non désireux de la génération N*.

Impressions sur les études postsecondaires

Les *inscrits* et les *désireux de faire des EPS* de *première génération* et de la *génération N* avaient des impressions similaires sur les études postsecondaires, comme l'illustre

la figure V-17. Ils pensaient que les études postsecondaires étaient nécessaires pour obtenir un bon emploi. Toutefois, les *non désireux* de *première génération* n'avaient pas les mêmes impressions que les *non désireux* de la *génération N*. Les *non désireux* dont les parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires étaient plus susceptibles que toute autre groupe de croire qu'ils pouvaient obtenir de bons emplois sans poursuivre d'études postsecondaires. Toutefois, les *non désireux* dont les parents avaient fait certaines études postsecondaires étaient plus susceptibles que les autres répondants de croire qu'il est possible d'en apprendre suffisamment sur le monde sans poursuivre d'études postsecondaires.

Figure V-13 : À quelle fréquence les répondants manquaient-ils des cours au secondaire?

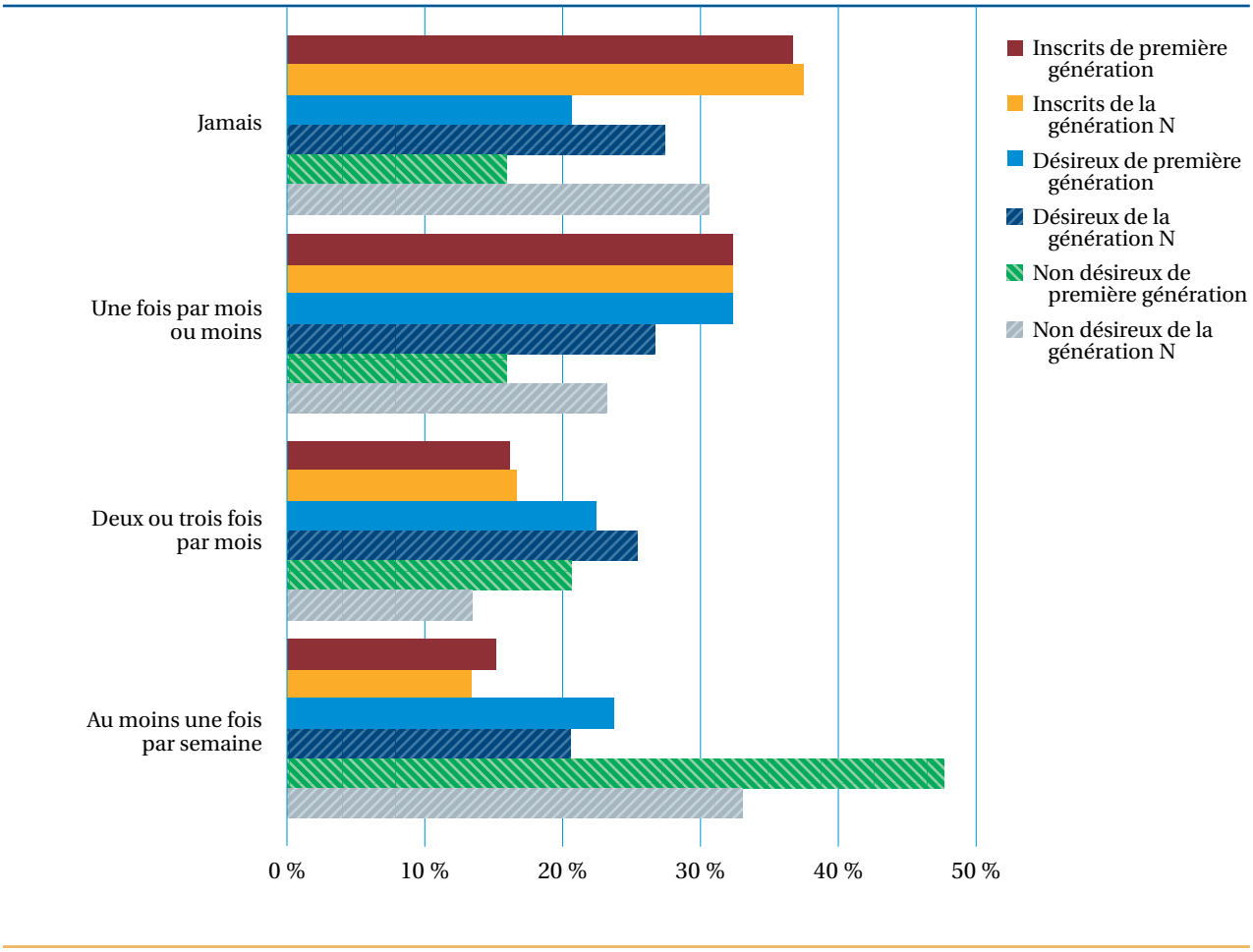
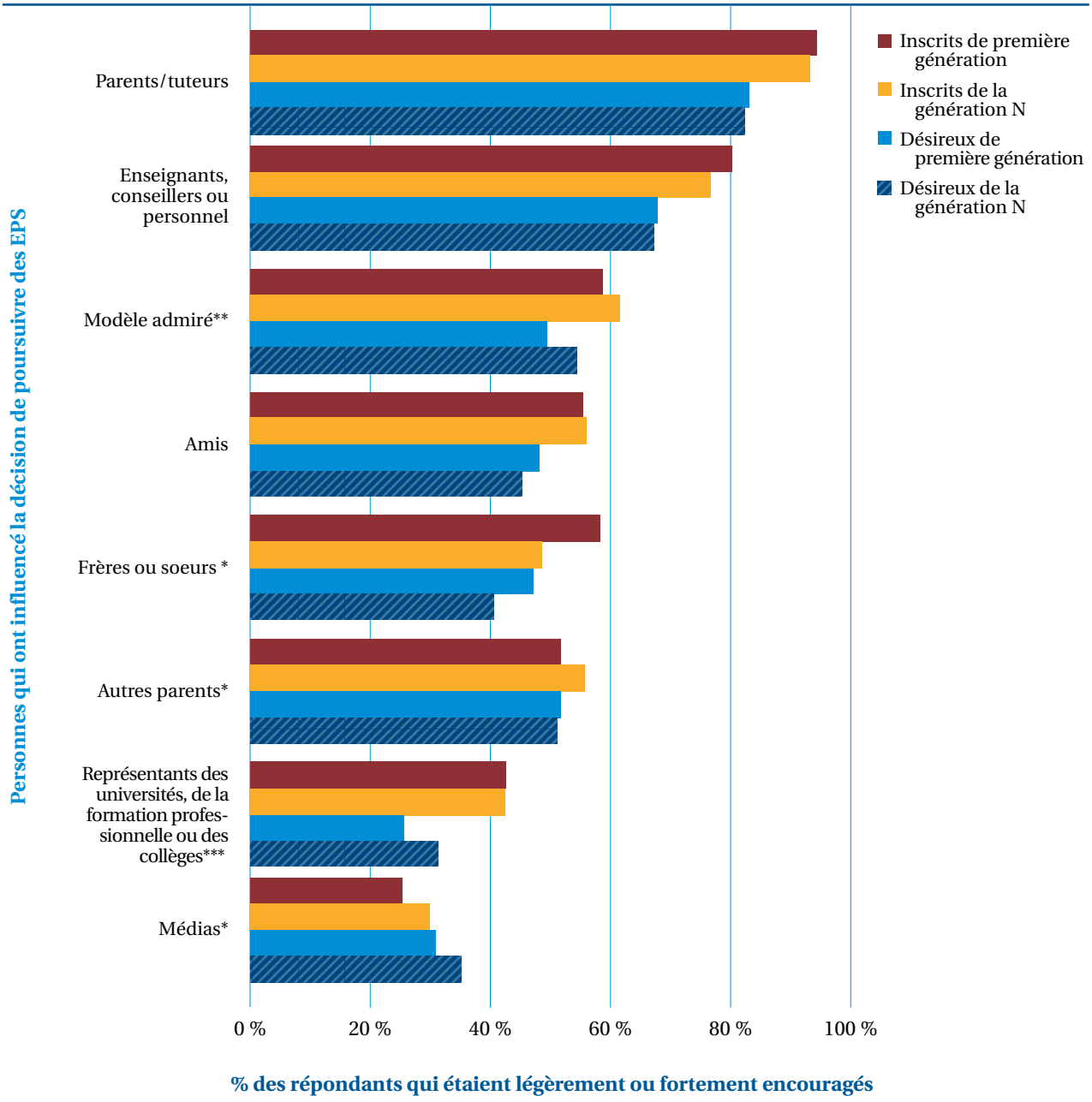


Figure V-14 : De quelle façon diverses personnes ont-elles influencé la décision de poursuivre des études postsecondaires?



* entre 3 et 7 % ne savaient pas ou ne pensaient pas que cela s'appliquait
** entre 6 et 21 % ne savaient pas ou ne pensaient pas que cela s'appliquait
*** entre 12 et 46 % ne savaient pas ou ne pensaient pas que cela s'appliquait

Figure V-15 : Trois principaux facteurs qui ont influencé la décision de poursuivre des EPS

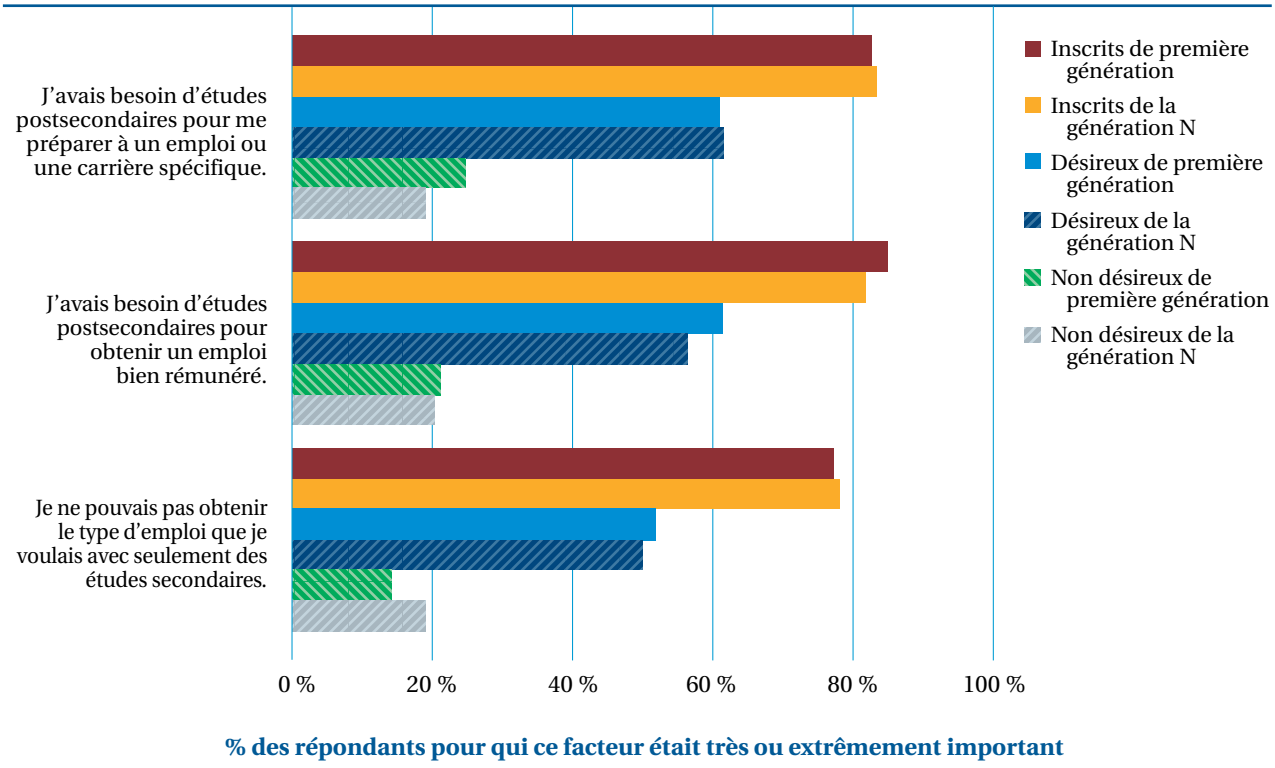


Figure V-16 : Trois principales raisons de ne pas vouloir faire d'EPS

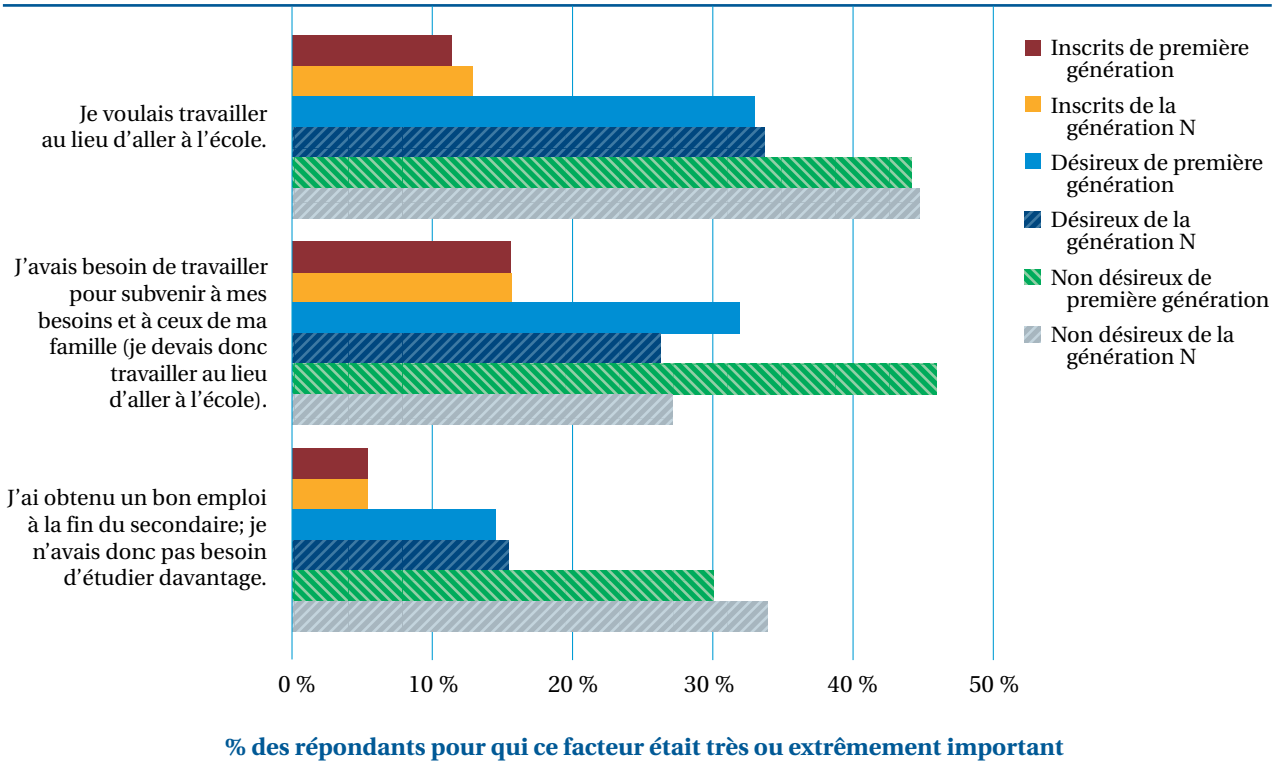
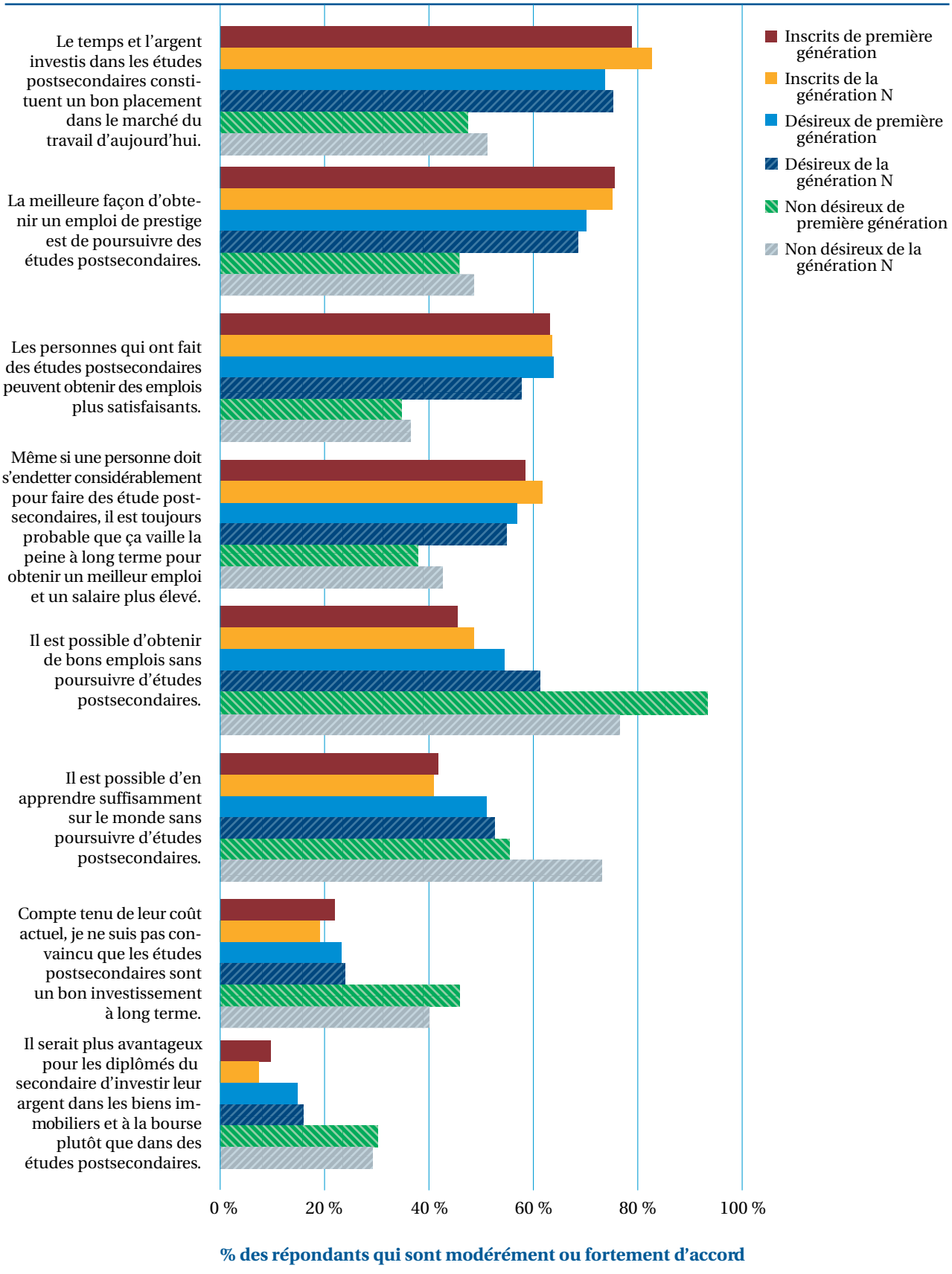


Figure V-17 : Impressions sur les études postsecondaires



Comme l'illustre le tableau V-1, le fait que les répondants soient de *première génération* ou de la *génération N* n'était pas en lien avec leur évaluation des droits de scolarité en vigueur à l'université. Tous les répondants avaient tendance à les surestimer; les *non désireux* ont donné les évaluations les plus élevées, tandis que les *inscrits* ont donné les évaluations les moins élevées.

Tableau V-1 : Évaluation des droits de scolarité* pour une année d'université de premier cycle en Colombie-Britannique en 2005-2006

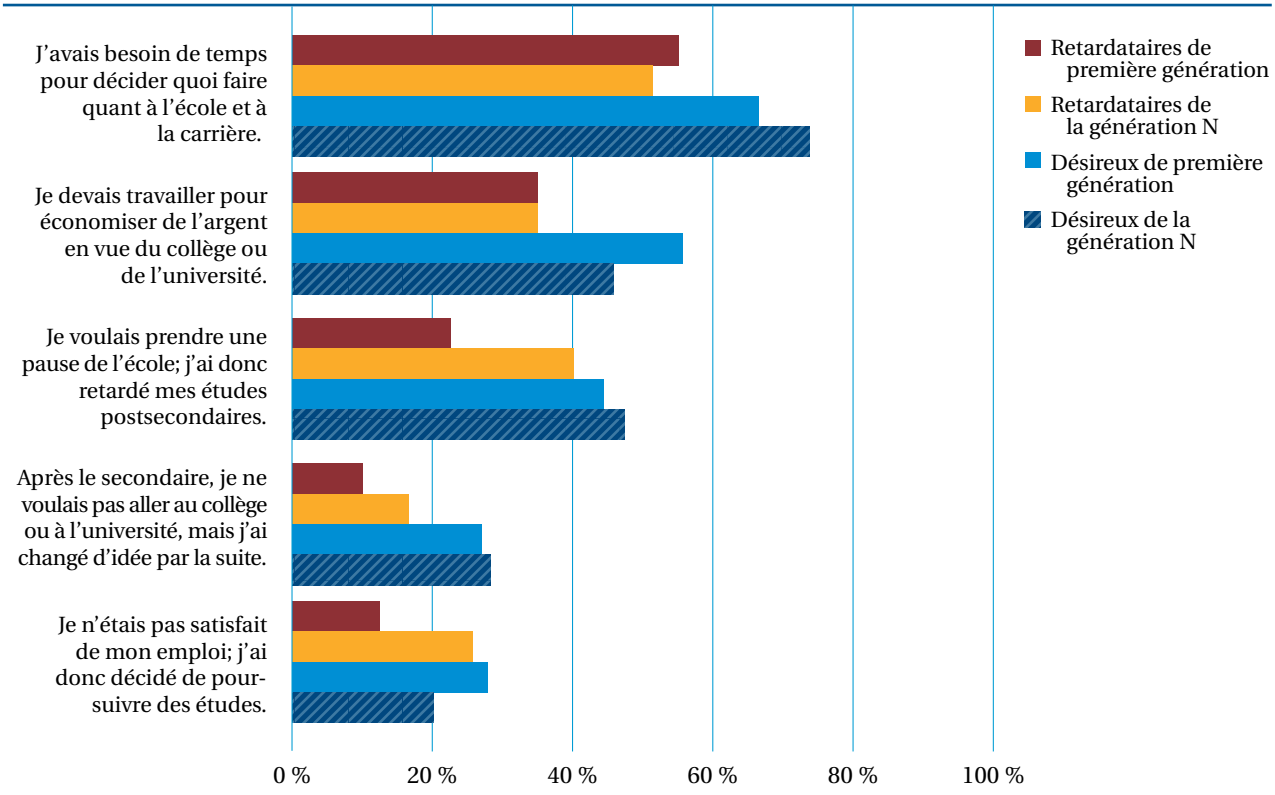
	Inscrits		Désireux		Non désireux	
	Première génération	Génération N	Première génération	Génération N	Première génération	Génération N
N donnant une évaluation	165	648	167	357	42	47
Moyenne	6 017 $	6 221 $	7 331 $	7 375 $	7 605 $	7 536 $
Médiane	5 000 $	5 000 $	6 000 $	6 000 $	6 500 $	6 000 $
Aucune réponse	11 %	9 %	25 %	20 %	33 %	43 %

* pour une année scolaire de huit mois, excluant les livres, les frais accessoires et les frais de subsistance.
Les droits de scolarité réels de quatre universités pour 2005-2006 s'élevaient à entre 4 092 $ et 4 356 $, avec une moyenne de 4 221 $.

Raisons de retarder les études postsecondaires

Les principales raisons de retarder les études postsecondaires sont illustrées dans la figure V-18. Le besoin de temps pour décider quoi faire était la raison principale pour tous les répondants, mais les *désireux* de la *génération N* étaient plus susceptibles que les autres groupes de donner cette raison. La deuxième raison la plus courante pour tous les groupes était la nécessité de travailler pour économiser de l'argent. Un plus grand nombre de *désireux* de *première génération* ont mentionné cette raison. Comme pour les comparaisons principales mentionnées dans le chapitre II, les raisons ont été réparties en quatre catégories. La figure V-19 montre les résultats. Bien que la motivation soit la raison principale pour tous les *inscrits* et les *désireux*, un plus grand nombre de *désireux* de la *génération N* ont mentionné un certain type de motivation comme raison de retarder leurs études. Un plus grand nombre de *désireux* de *première génération* ont mentionné la nécessité d'épargner comme raison de retarder leurs études.

Figure V-18 : Principales raisons de retarder les études postsecondaires pour les retardataires et les désireux de première génération et de la génération N



Financement des études

Les *inscrits* et les *désireux* de la *génération N* étaient plus susceptibles d'être obligés d'économiser en vue de leurs études (voir la figure V-20) que leurs homologues de *première génération*. Les répondants de la *génération N* étaient également prêts à dépenser plus d'argent pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation que les répondants de *première génération* (voir le tableau V-2). Ils étaient également légèrement plus prêts à emprunter pour leurs études (voir la figure V-21). Parmi ceux qui étaient prêts à emprunter, les répondants de la *génération N* étaient prêts à emprunter des montants plus importants que ceux de *première génération* (voir le tableau V-3).

Figure V-19 : Types de raisons de retarder les études postsecondaires pour les retardataires et les désireux de première génération et de la génération N

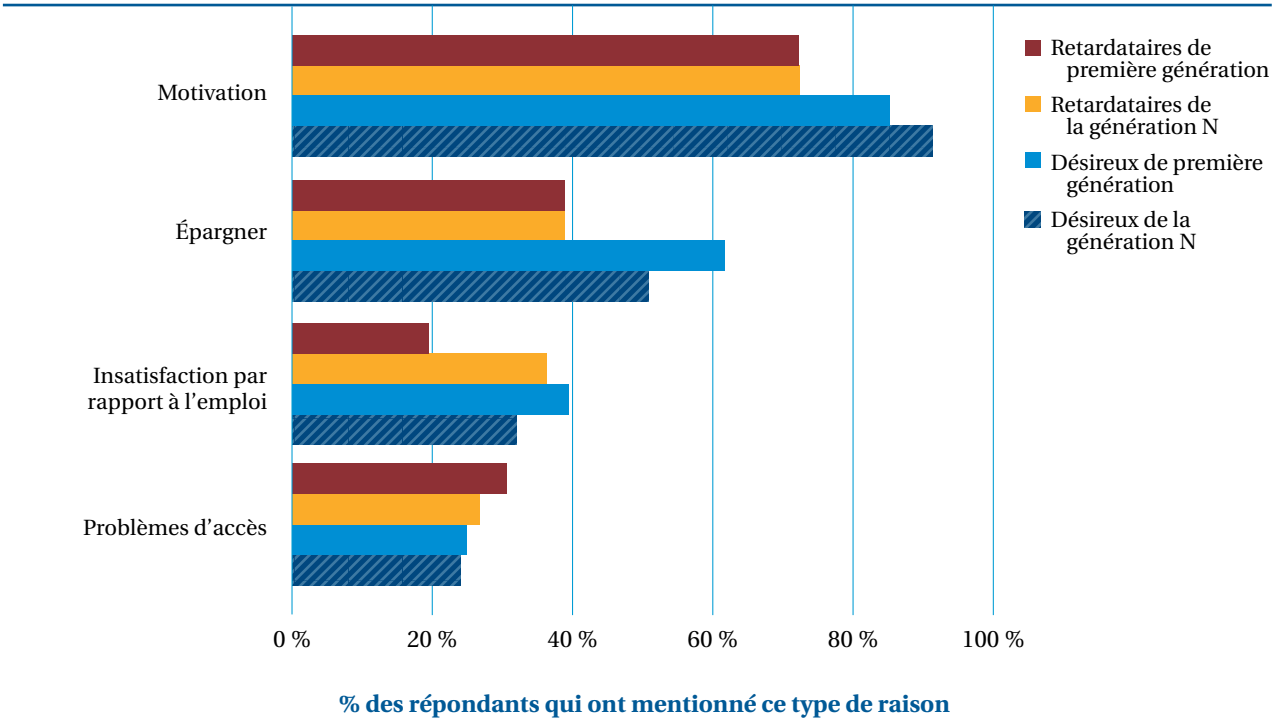


Figure V-20 : Pourcentage des répondants qui ont économisé en vue des études postsecondaires et pourcentage des répondants qui sont prêts à emprunter pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation

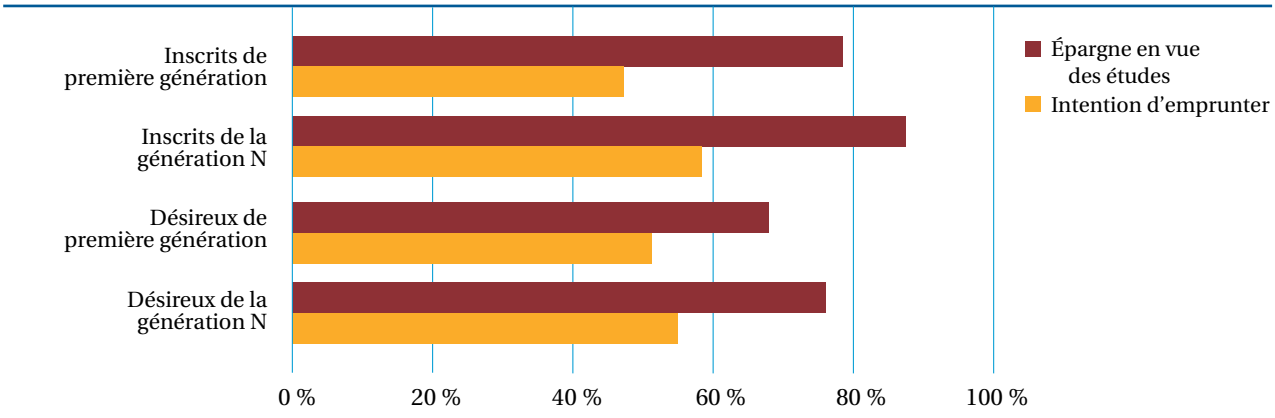


Tableau V-2 : Montant que les répondants étaient prêts à dépenser pour leurs études, y compris les droits de scolarité, les livres et les frais de subsistance

Situation du participant par rapport à la génération	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Inscrits de première génération	37 644 $	30 000 $	38 %
Inscrits de la génération N	49 793 $	40 000 $	31 %
Désireux de première génération	21 912 $	15 000 $	33 %
Désireux de la génération N	35 201 $	20 000 $	29 %

Tableau V-3 : Parmi ceux qui étaient prêts à emprunter, montant de la dette qu'ils étaient prêts à accumuler pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation

Situation du participant par rapport à la génération	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Inscrits de première génération	26 476 $	20 000 $	23 %
Inscrits de la génération N	28 226 $	20 000 $	19 %
Désireux de première génération	19 783 $	15 000 $	26 %
Désireux de la génération N	23 756 $	15 000 $	24 %

Effet de la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire

Les *inscrits* et les *désireux de première génération* étaient légèrement moins prêts à déménager pour poursuivre leurs études que leurs homologues de la *génération N* (voir la figure V-21). La figure V-22 montre l'intention des *inscrits* de déménager pour fréquenter un établissement d'enseignement postsecondaire. Les *inscrits* de *première génération* étaient moins susceptibles de quitter leur ville pour fréquenter un établissement d'enseignement postsecondaire que les *inscrits* de la *génération N*.

Il n'y avait aucune différence dans la distance à laquelle les *inscrits* de *première génération* et de la *génération N* vivaient des établissements d'enseignement postsecondaire, comme l'illustre la figure V-23. Les *désireux* de *première génération* étaient légèrement plus susceptibles de vivre plus loin d'un établissement d'enseignement postsecondaire que leurs homologues de la *génération N*. Les *non désireux* de *première génération* étaient plus susceptibles de vivre à plus de 80 kilomètres d'un établissement d'enseignement postsecondaire que les *non désireux* de la *génération N*.

La figure V-24 montre qu'il n'existait aucune différence parmi les groupes quant au type d'établissements situés le plus près d'où ils vivaient, à l'exception appréciable des *non désireux* de *première génération*, qui étaient beaucoup moins susceptibles que les autres groupes de vivre à l'intérieur du rayon de migration journalière d'une université et beaucoup plus susceptibles de vivre à l'extérieur du rayon de migration journalière de tout autre type d'établissement d'enseignement postsecondaire.

Figure V-21 : Distance à laquelle les répondants accepteraient de déménager pour leurs études

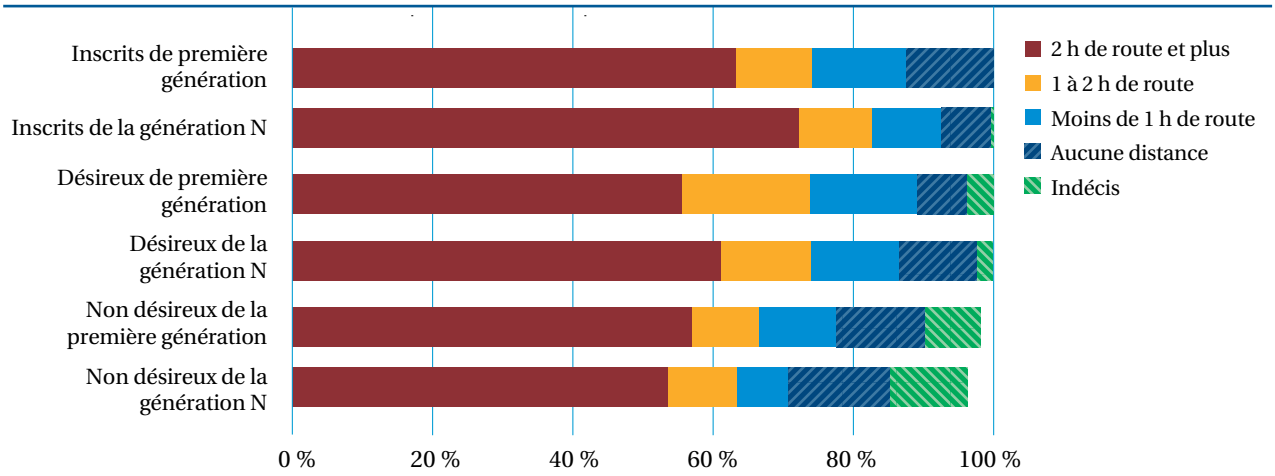


Figure V-22 : Emplacement des établissements fréquentés par les *inscrits*

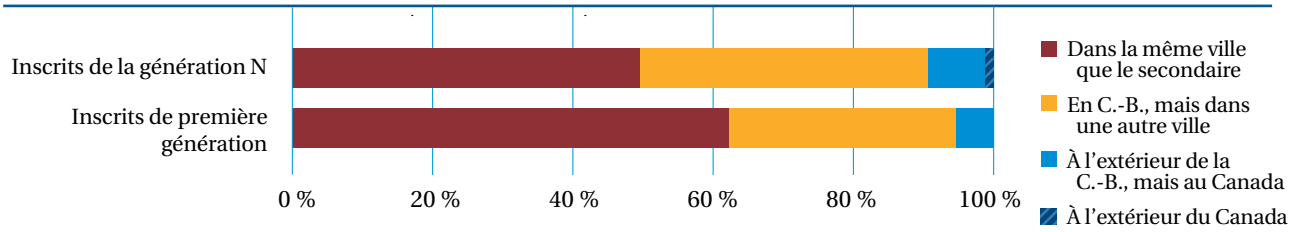


Figure V-23 : Distance à parcourir vers l'établissement le plus proche

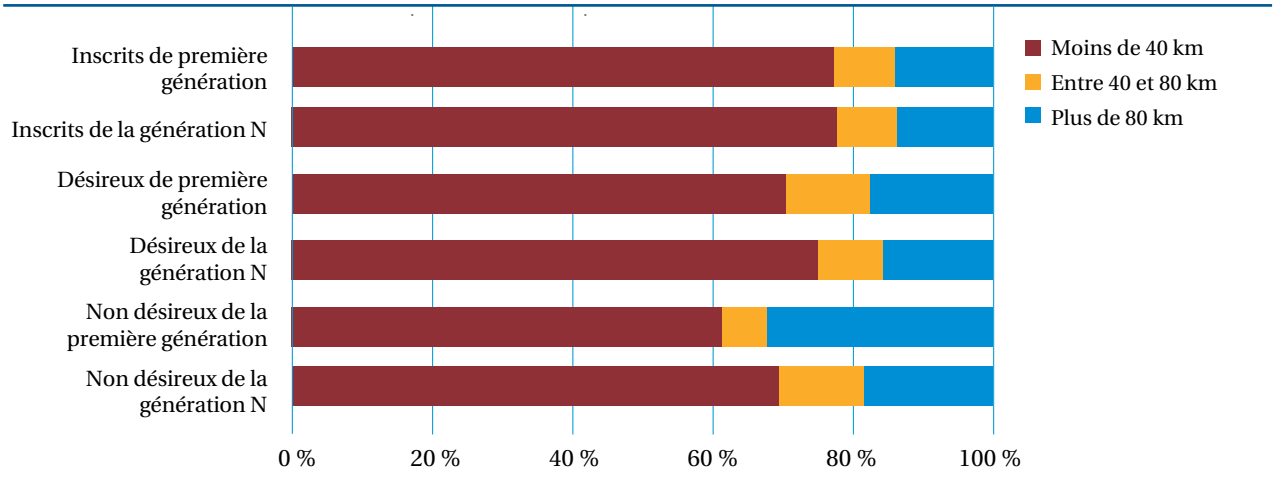
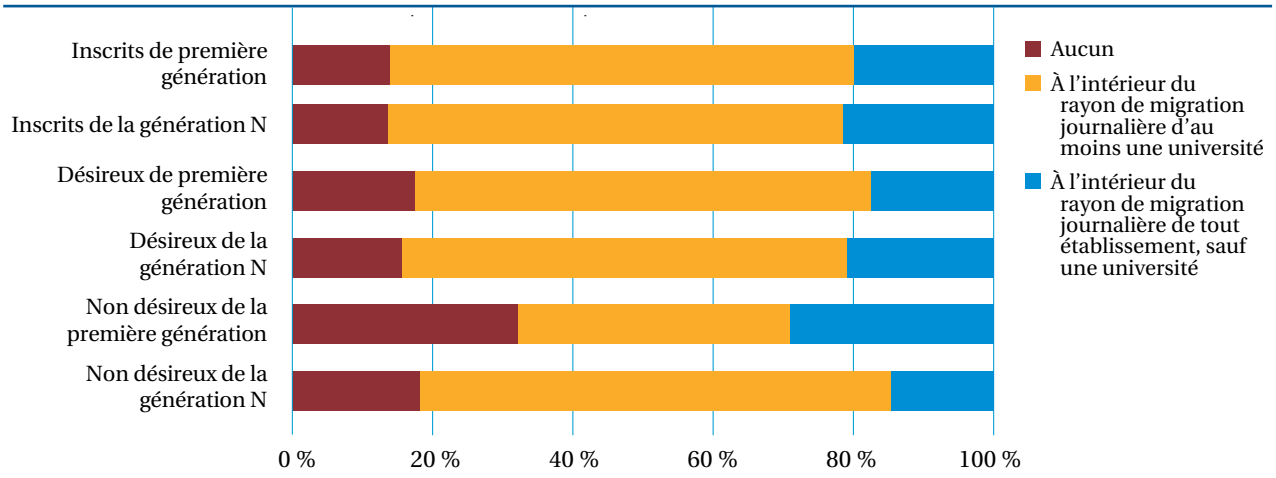


Figure V-24 : Types d'établissements postsecondaires à l'intérieur du rayon de migration journalière



Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation

La majorité des *inscrits* et des *désireux* étaient convaincus qu'ils atteindraient leurs objectifs en matière d'éducation, mais les répondants de *première génération* étaient moins optimistes que leurs homologues de la *génération N* (voir la figure V-25).

La figure V-26 montre les types d'obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation que les répondants ont mentionnés. Bien que les obstacles financiers fussent les plus dominants pour tous les groupes, les *désireux* de *première génération* étaient plus susceptibles que les autres d'être préoccupés par l'argent. Les *désireux* de p*remière génération* étaient également plus susceptibles que les autres de mentionner les obstacles sociaux et, dans une moindre mesure, les obstacles scolaires.

Figure V-25 : Probabilité de poursuivre toutes les études voulues

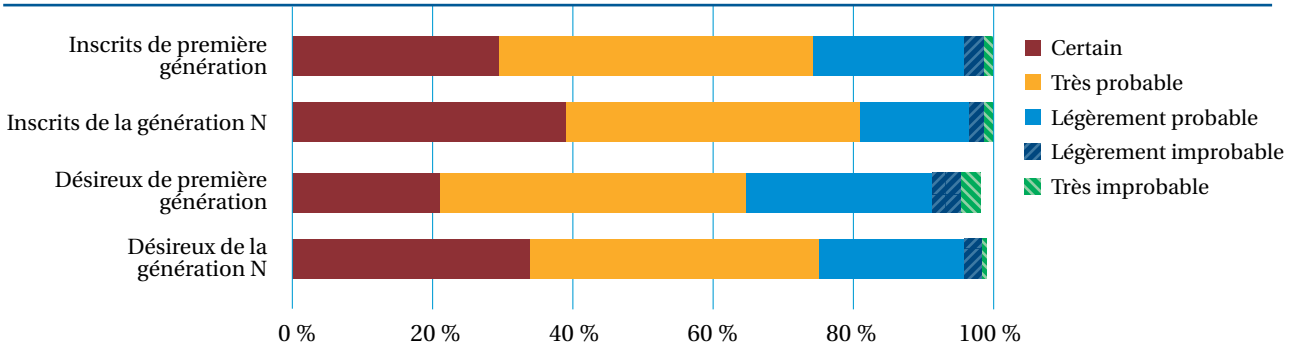
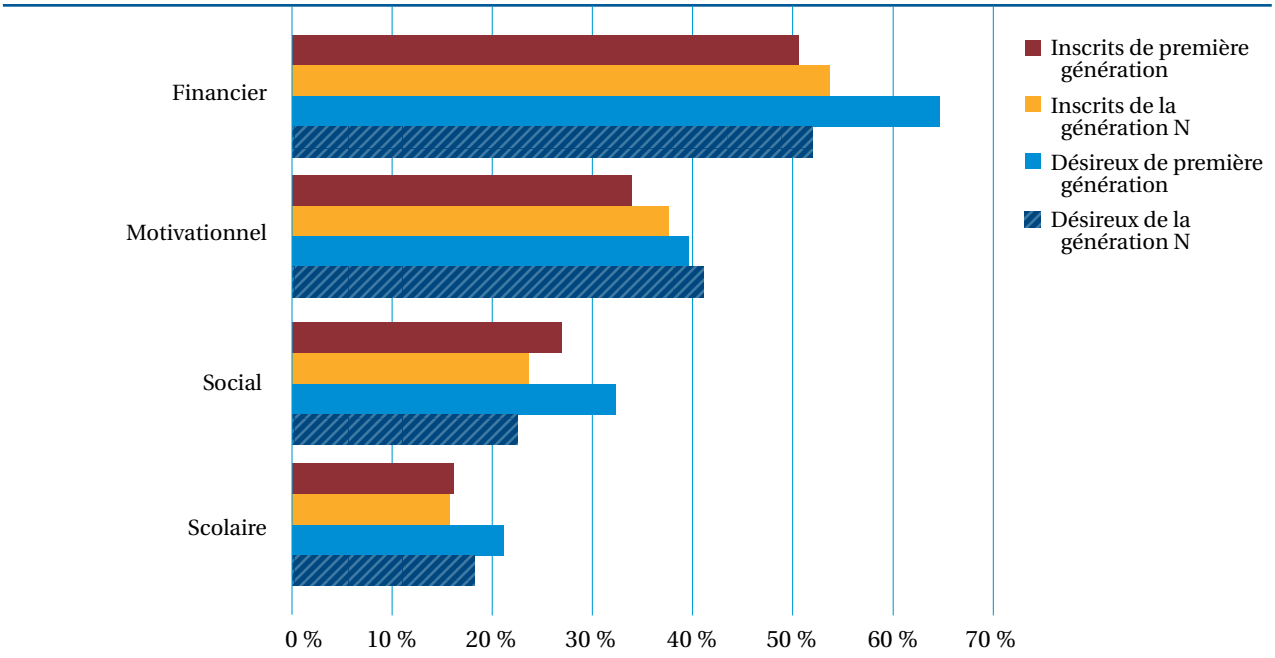


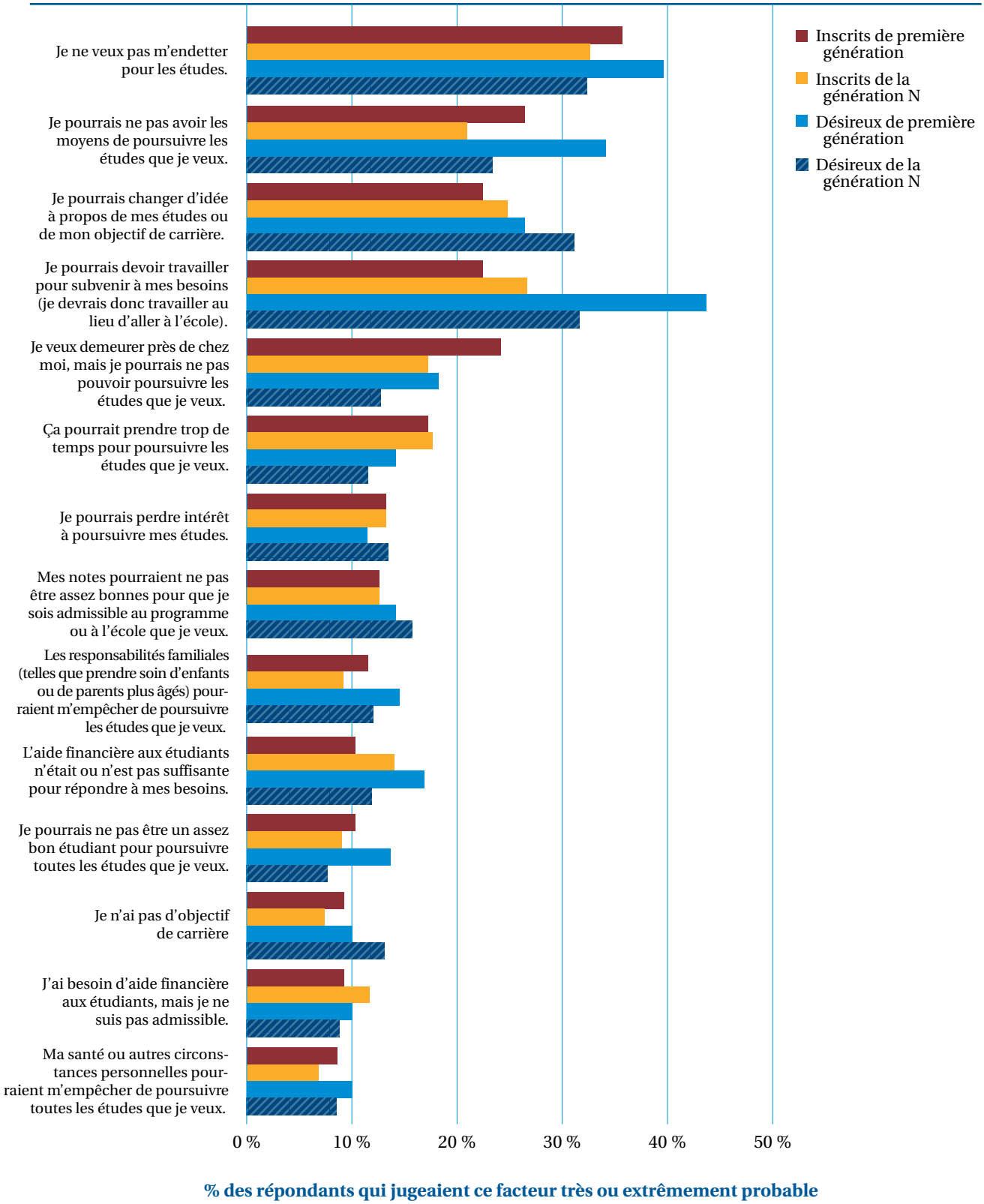
Figure V-26 : Types d'obstacles à la poursuite de toutes les études voulues



Très ou extrêmement susceptible d'être un obstacle

La figure V-27 montre les résultats pour les obstacles individuels précis (voir l'annexe D pour l'information sur la façon dont les obstacles individuels étaient regroupés en catégories.) Les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation étaient très similaires pour les *inscrits* et les *désireux* de la *génération N*. L'aversion pour l'endettement était dominante pour les deux groupes, suivie de la possibilité d'avoir besoin de travailler ou de changer d'idée. Les *inscrits* de *première génération* avaient tendance à mentionner des raisons différentes de celles des *désireux*. Trois obstacles financiers se distinguent pour les *désireux* de *première génération*. Ces derniers étaient plus susceptibles d'avoir le sentiment qu'ils ne pourraient peut-être pas atteindre leurs objectifs en matière d'éducation parce qu'ils peuvent avoir besoin de travailler pour subvenir à leurs besoins, ne pas vouloir s'endetter et ne pas avoir les moyens de poursuivre toutes les études qu'ils veulent. L'aversion pour l'endettement et le fait de ne pas avoir les moyens de poursuivre toutes les études qu'ils veulent étaient les principaux obstacles mentionnés par les *inscrits* de *première génération*. Ils étaient moins préoccupés que les autres par la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins, mais plus susceptibles de vouloir demeurer dans leur ville.

Figure V-27 : Obstacles à la poursuite de toutes les études voulues



Sommaire et conclusions

Les différences entre les répondants de *première génération* et ceux de la *génération N* sont petites. En fait, elles sont plus petites que les différences entre les *inscrits*, les *désireux* et les *non désireux*. Une des principales différences est que les répondants de *première génération* étaient plus susceptibles d'être *désireux* ou *non désireux*, tandis que les répondants de la *génération N* étaient plus susceptibles de figurer parmi les *inscrits*.

Les répondants de *première génération* et de la *génération N* avaient des impressions similaires de la valeur des études postsecondaires, et des aspirations similaires en matière d'éducation, bien que parmi ceux qui avaient des objectifs en matière d'EPS, les répondants de *première génération* étaient légèrement moins susceptibles de vouloir un diplôme que les répondants de la *génération N*. Les *inscrits* et les *désireux* de *première génération* avaient également subi les mêmes influences sur leur décision de poursuivre des études postsecondaires que les *inscrits* et les *désireux* de la *génération N*.

Les répondants de *première génération* étaient moins préparés pour les études postsecondaires que ceux de la *génération N*. Ils étaient moins susceptibles d'avoir suivi des cours de mathématiques ou d'anglais de 12e année, et ceux qui l'avaient fait avaient tendance à avoir des notes plus basses dans ces cours. Les répondants de *première génération*, en particulier les *désireux*, étaient légèrement moins engagés dans leurs études secondaires que leurs homologues de la *génération N*, mais les différences étaient petites.

Il existait des différences constantes mais petites entre les répondants de *première génération* et ceux de la *génération N* dans le domaine du financement des études. Les *inscrits* et les *désireux* de la *génération N* étaient plus susceptibles d'avoir économisé en vue de leurs études et plus prêts à emprunter pour les poursuivre. Les *inscrits* et les *désireux* de p*remière génération* n'étaient pas prêts à dépenser autant pour leurs études, et ceux qui étaient prêts à emprunter n'étaient pas prêts à emprunter autant. Cela est conforme à la conclusion selon laquelle les répondants de la *génération N* étaient plus susceptibles d'être issus de districts scolaires où le revenu familial médian était élevé que les répondants de *première génération*. En d'autres termes, les répondants de *première génération* étaient plus susceptibles d'être issus de familles qui sont moins capables de les aider pour leurs études.

Lorsqu'il s'agit de l'atteinte de leurs objectifs, les *inscrits* et les *désireux* de *première génération* étaient légèrement moins confiants que leurs homologues de la *génération N*, mais il existait certaines différences dans les obstacles qu'ils ont mentionnés. Bien que les deux groupes ont davantage mentionné les obstacles financiers que d'autres types d'obstacles, les *inscrits* de *première génération* étaient moins préoccupés par les obstacles financiers que les *désireux* de *première génération*. En fait, ceux-ci étaient beaucoup plus susceptibles que les autres groupes de mentionner les obstacles financiers, en particulier la possibilité d'être obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins. Les *inscrits* de *première génération* étaient plus préoccupés que les autres répondants par le désir de demeurer près de chez eux.

Les *non désireux* de *première génération* se distinguent des autres répondants, y compris des *non désireux* de la *génération N* de quelques façons importantes. En plus d'avoir des parents qui n'avaient pas fait d'EPS, ils étaient notamment plus susceptibles que tout autre groupe d'avoir des frères et sœurs qui n'avaient pas fait d'EPS. Ils étaient moins engagés dans leurs études au secondaire et moins bien préparés sur le plan scolaire pour les EPS et que les autres répondants. Les *non désireux* de *première génération* étaient plus susceptibles de vivre à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire. Et plus que tout autre groupe, les *non désireux* de *première génération* étaient plus susceptibles de mentionner la nécessité de travailler comme étant un facteur important dans leur décision de ne pas poursuivre d'études postsecondaires.

Les *désireux* de *première génération* ressemblaient beaucoup aux *désireux* de la *génération N*. Bien que les premiers étaient légèrement moins susceptibles que les seconds d'avoir suivi des cours d'anglais et de mathématiques de 12e année, les notes de ceux qui l'avaient fait étaient similaires. Ils mentionnent également des expériences similaires au secondaire et des impressions similaires sur la valeur des études postsecondaires. Les facteurs qui avaient une incidence sur leur décision de poursuivre des études post-

secondaires étaient remarquablement similaires, sauf que les *désireux* de *première génération* étaient plus susceptibles de mentionner la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins. D'autres obstacles financiers distinguaient les deux groupes. Les *désireux* de *première génération* étaient moins susceptibles d'avoir épargné en vue de leurs études et ils étaient prêts à dépenser beaucoup moins pour leurs études que les autres répondants qui avaient des objectifs en matière d'EPS. Ils étaient également moins prêts à emprunter et, s'ils l'étaient, ils ne voulaient pas emprunter autant que les autres répondants.

Les aspirations en matière d'EPS des *désireux* de *première génération* et de la *génération N* étaient similaires, bien que les *désireux* de *première génération* étaient moins optimistes quant à l'atteinte de leurs objectifs en matière d'éducation que les autres répondants qui avaient des objectifs en matière d'EPS. Les *désireux* de *première génération* se distinguent des autres répondants qui avaient des objectifs en matière d'EPS dans les obstacles à l'atteinte des objectifs d'études qu'ils mentionnent. Presque deux tiers des *désireux* de *première génération* mentionnent les obstacles financiers, comparativement à environ la moitié des autres répondants qui avaient des objectifs en matière d'EPS. La nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins constituait le facteur le plus souvent mentionné par les *désireux* de *première génération*, suivi par l'aversion pour l'endettement et le fait de ne pas avoir les moyens de poursuivre toutes les études qu'ils voulaient.

Il existait peu de différences entre les *inscrits* de *première génération* et ceux de la *génération N*. Les deux groupes étaient bien préparés pour les études postsecondaires, et leurs expériences vécues au secondaire étaient très similaires. Leurs impressions sur la valeur des études postsecondaires étaient similaires, comme l'étaient les facteurs qui ont eu une incidence sur leur décision de poursuivre des EPS. Toutefois, il existait certaines différences d'ordre financier entre les deux groupes. Les *inscrits* de *première génération* étaient moins susceptibles que ceux de la *génération N* d'avoir épargné pour leurs études et ils désiraient dépenser moins pour elles.

Ils étaient également moins prêts à emprunter, et, s'ils l'étaient, le montant qu'ils étaient prêts à emprunter était légèrement moindre. Les *inscrits* de *première génération* étaient moins susceptibles de déménager de leur ville pour poursuivre des études postsecondaires, bien qu'il n'existait aucune différence dans la distance par rapport à leurs établissements d'enseignement postsecondaire à laquelle ils vivaient.

Bien que leurs objectifs fussent similaires, les *inscrits* de *première génération* étaient moins optimistes quant à l'atteinte de leurs objectifs que leurs homologues de la *génération N*. Bien que les obstacles financiers fussent les obstacles les plus couramment mentionnés par les deux groupes, les *inscrits* de *première génération* étaient légèrement moins susceptibles que les *inscrits* de la *génération N* de mentionner les obstacles financiers. Les *inscrits* de *première génération* étaient également légèrement moins susceptibles de mentionner les obstacles motivationnels. Toutefois, ils étaient plus susceptibles de mentionner les obstacles sociaux. L'obstacle social le plus couramment mentionné était le désir de demeurer près de chez eux, ce que les *inscrits* de *première génération* étaient plus susceptibles de mentionner que les autres *inscrits* et que les *désireux*.

Les préoccupations financières des *désireux* et des *non désireux* de *première génération* pourraient refléter la situation socio-économique de leurs familles. Puisque leurs parents n'ont pas fait d'études postsecondaires, leurs revenus seraient probablement moins élevés, en moyenne, que ceux des parents des répondants de la *génération N*. Cette possibilité est conforme à la conclusion que les répondants de *première génération* étaient moins susceptibles d'être issus de districts scolaires où le revenu familial médian est plus élevé. Cela signifierait que les *désireux* et les *non désireux* de *première génération* seraient moins susceptibles d'avoir des parents qui peuvent les aider financièrement à atteindre leurs objectifs en matière d'éducation. L'argent est de toute évidence un problème moindre pour les *inscrits* de *première génération*, bien que la raison n'en soit pas claire.

Il est clair qu'il existe des différences entre les *inscrits*, les *désireux* et les *non inscrits* de *première génération*. Les *inscrits* de *première génération* étaient mieux préparés sur le plan scolaire et avaient des objectifs plus élevés en matière d'éducation. Ils étaient également plus susceptibles d'avoir épargné en vue de leurs études et ils étaient prêts à dépenser davantage pour atteindre leurs objectifs que les *désireux* de *première génération*. Ils étaient légèrement plus susceptibles de vivre à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire et plus susceptibles de vouloir demeurer dans leur ville. Ils étaient beaucoup moins susceptibles de mentionner les obstacles financiers dans l'atteinte de leurs objectifs en matière d'éducation que les *désireux* de *première génération*.

Il est aussi clair que les antécédents familiaux en ce qui a trait aux études postsecondaires ne permettent pas de prédire les impressions sur la valeur des études postsecondaires ou les objectifs en matière d'éducation des répondants. Bon nombre de répondants de *première génération* accordaient de la valeur aux études postsecondaires et voulaient en entreprendre, tandis que certains répondants de la *génération N* n'en voyaient pas l'importance. Les *inscrits* et les *désireux* étaient encouragés par leurs parents à poursuivre des études postsecondaires, que ces derniers aient fait des études postsecondaires ou non. Compte tenu de la nécessité croissante de faire des études postsecondaires pour réussir sur le marché du travail, les antécédents de la famille en matière d'éducation peuvent avoir plus d'incidence sur les décisions que les diplômés du secondaire prennent sur ce plan.

D'autres recherches ont permis de constater que le niveau d'instruction et le revenu des parents avaient de l'importance, bien que de différentes façons. Le niveau d'instruction des parents semble avoir une incidence directe sur la préparation scolaire des enfants, de sorte que les enfants de parents plus instruits sont davantage préparés sur le plan scolaire que les enfants de parents moins instruits (Finnie et Mueller, 2008). Elles ont également fait ressortir que le revenu familial avait une incidence indépendante du niveau d'instruction des parents.

Les antécédents familiaux peuvent avoir peu d'incidence sur les impressions et les attentes des jeunes en ce qui a trait aux études postsecondaires, mais ils peuvent être importants en ce qui a trait à leur capacité d'atteindre leurs objectifs en matière d'éducation. Les antécédents éducationnels de la famille semblent être importants de deux façons. Les jeunes dont les parents ont fait certaines études postsecondaires sont mieux préparés sur le plan scolaire et font face à moins d'obstacles financiers.

VI. Différences selon le sexe

Le fait que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de poursuivre des études postsecondaires est bien documenté. Pour cette raison, et à cause de l'intérêt de distinguer aussi les *inscrits* des *non inscrits*, cette étude a été conçue pour inclure un nombre égal de femmes et d'hommes *inscrits* et *non inscrits*. Dans cette étude, toutefois, nous pouvons examiner la répartition des sexes dans les sous-groupes (*non-retardataires*, *retardataires*, *désireux* et *non désireux*).

Comme l'illustre la figure VI-1, les femmes étaient seulement légèrement plus susceptibles de figurer parmi les *non-retardataires* que les hommes, et légèrement moins susceptibles de figurer parmi les *retardataires*. Toutefois, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de figurer parmi les *désireux*, tandis que les hommes étaient plus susceptibles de figurer parmi les *non désireux*.

La figure VI-2 montre les diplômes visés par les *inscrits* hommes et femmes. Tandis que les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de viser un diplôme, les hommes étaient plus susceptibles que les femmes de s'inscrire à un programme d'apprentissage.

Figure VI-1 : Situation par rapport aux EPS des hommes et des femmes

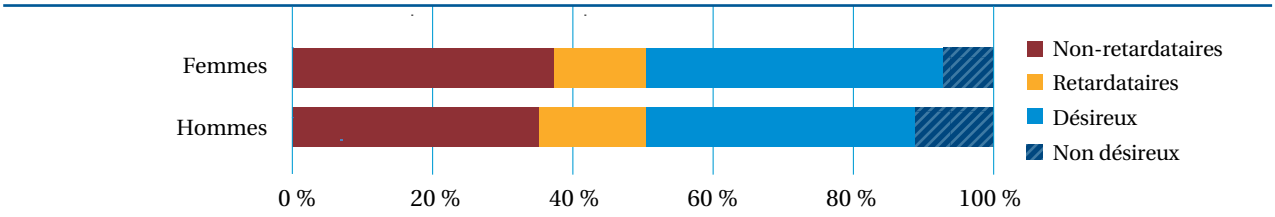
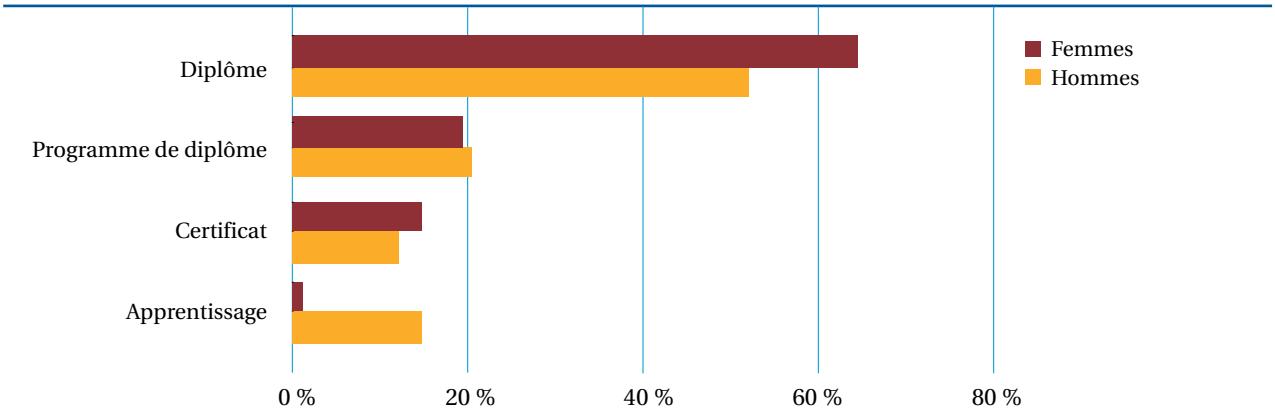


Figure VI-2 : Diplômes visés par les inscrits hommes et femmes



La figure VI-3 illustre les objectifs en matière d'EPS de tous les répondants et montre qu'il existait des différences claires entre les hommes et les femmes quant à leurs objectifs en matière d'EPS. Tandis que les femmes étaient plus susceptibles que les hommes d'aspirer à un diplôme ou plus, les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'aspirer à certaines études postsecondaires sans obtenir un diplôme ou de ne pas vouloir poursuivre d'EPS.

Facteurs qui ont une incidence

Les différences dans les diplômes visés et les objectifs en matière d'EPS peuvent possiblement être expliquées par les différences dans la MPC des diplômés du secondaire. Tandis que plus de femmes avaient obtenu des MPC de 3 et plus, l'inverse est vrai des hommes (voir la figure VI-4). Par conséquent, plus de femmes sont admissibles à un programme menant à un diplôme.

Précédemment dans ce rapport, nous avons présenté les données sur certains des facteurs qui peuvent avoir eu une incidence sur la décision des répondants de poursuivre ou non des études postsecondaires. La figure VI-5 montre les trois principaux facteurs qui ont eu une incidence sur le choix des répondants en matière d'EPS en tenant compte du sexe et la situation par rapport aux EPS. Nous savons, grâce aux constatations présentées précédemment, que la probabilité d'évaluer un facteur comme étant important variait selon le choix en matière d'EPS. Cela est également vrai pour le sexe. Les femmes *inscrites* et *désireuses* étaient plus susceptibles que leurs contreparties masculines de sentir qu'elles avaient besoin de poursuivre des études postsecondaires pour obtenir un bon emploi. Toutefois, cette différence selon le sexe n'existait pas pour les *non désireux*. La figure VI-6 montre les trois principaux facteurs qui ont influencé les *non désireux*. Comparativement aux *non désireux* femmes, les *non désireux* hommes étaient plus susceptibles de vouloir travailler au lieu d'aller à l'école et d'avoir obtenu un bon emploi à la fin du secondaire. Les *non désireux* femmes étaient plus susceptibles que les *non désireux* hommes d'être obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins.

Figure VI-3 : Objectifs en matière d'EPS des hommes et des femmes

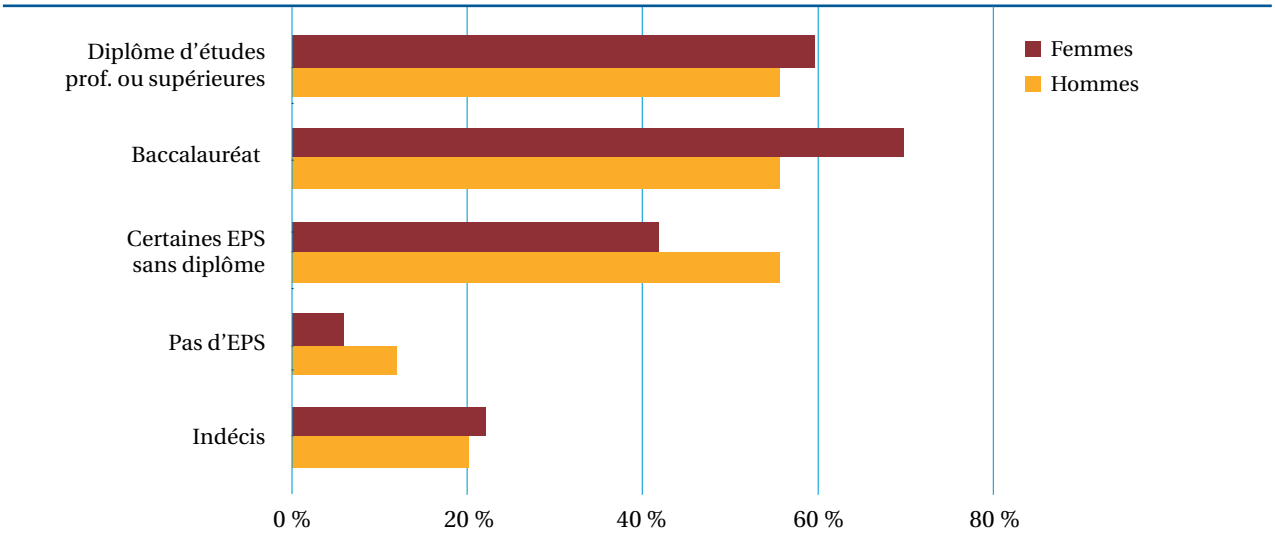


Figure VI-4 : Répartition des MPC des hommes et des femmes

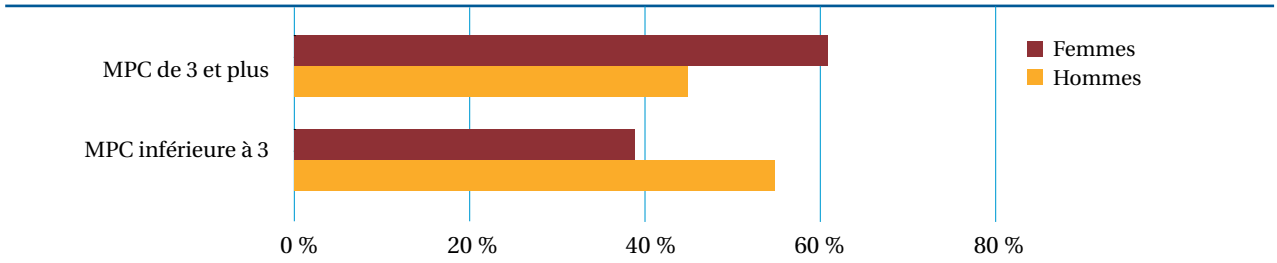
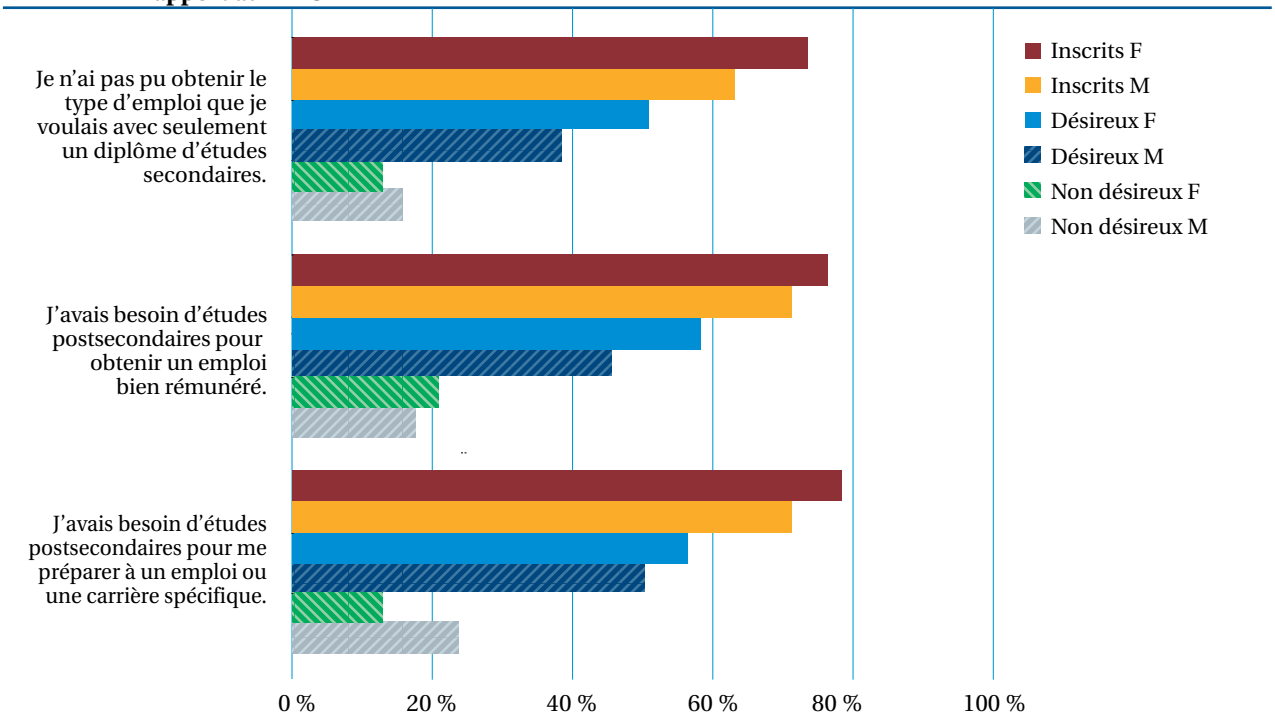


Figure VI-5 : Trois principaux facteurs qui ont influencé le choix en matière d'EPS selon le sexe et la situation par rapport aux EPS



La figure VI-7 montre comment le sexe et la MPC interagissent. Pour les répondants qui avaient obtenu de bonnes MPC, il n'existait aucune différence dans leurs impressions sur ces deux éléments. Les différences selon le sexe émergent seulement pour les répondants qui avaient obtenu des MPC inférieures à 3 au secondaire. Les femmes qui avaient obtenu des MPC basses étaient plus susceptibles que les hommes d'avoir le sentiment qu'elles ne pourraient pas obtenir l'emploi qu'elles voulaient sans poursuivre d'études postsecondaires. Les hommes qui avaient obtenu des MPC basses étaient plus susceptibles que les femmes d'avoir le sentiment qu'ils n'avaient pas besoin d'étudier davantage après le secondaire.

Figure VI-6 : Trois principaux facteurs pour les non désireux selon le sexe et la situation par rapport aux EPS

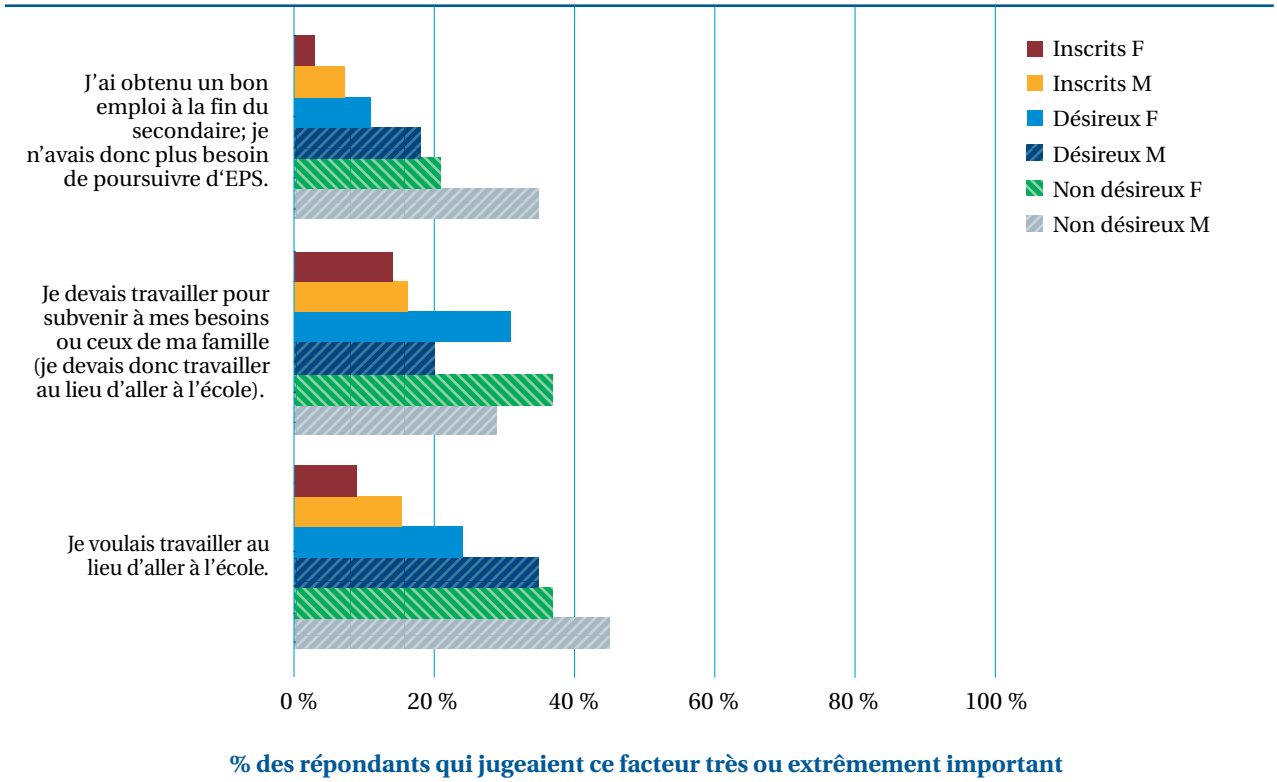


Figure VI-7 : L'incidence du sexe et de la MPC

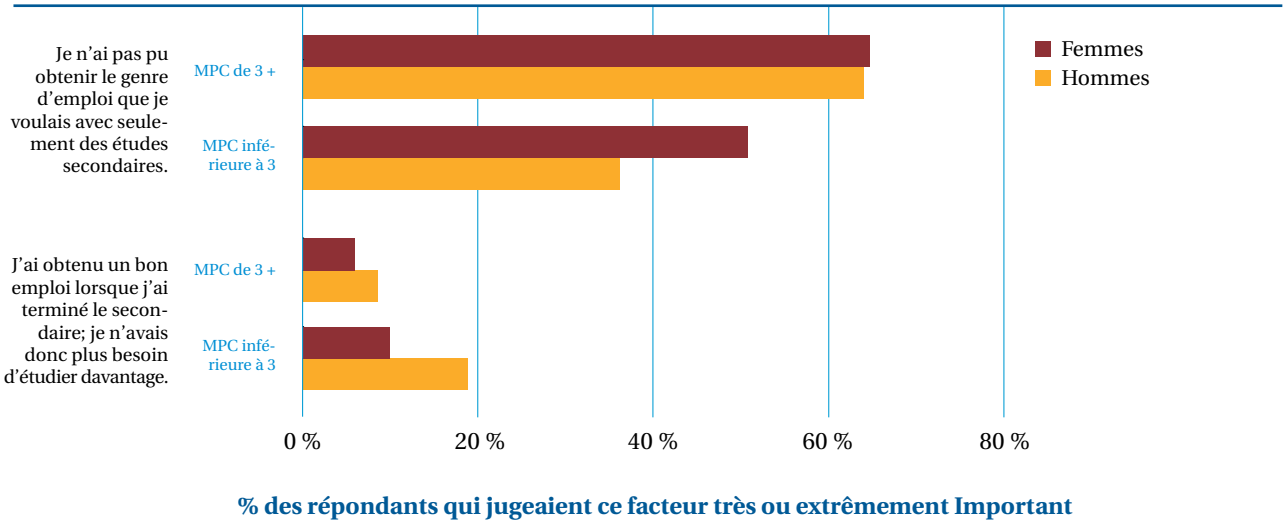


Tableau VI-1 : Évaluation des droits de scolarité de premier cycle* selon le sexe et la situation par rapport aux EPS

	Moyenne		% de non-réponses	
	Homme	Femmes	Hommes	Femmes
Non-retardataires	6 300 $	5 962 $	10 %	10 %
Retardataires	6 544 $	6 563 $	13 %	11 %
Désireux	7 649 $	6 892 $	20 %	27 %
Non désireux	8 072 $	8 241 $	40 %	41 %
Total	6 986 $	6 529 $	18 %	20 %

* pour une année scolaire de huit mois, excluant les livres, les frais accessoires et les frais de subsistance.
Les droits de scolarité réels pour 2005-2006 de quatre universités de la C.-B. s'élevaient à entre 4 092 $ et 4 356 $, avec une moyenne de 4 221 $.
Source : Ministère des Études avancées de la C.-B. : http://www.aved.gov.bc.ca/tuition/welcome.htm

Impressions sur les études postsecondaires

Le tableau VI-1 montre l'évaluation moyenne des droits de scolarité de premier cycle. Il n'existe aucune tendance claire dans les différences entre les sexes; les hommes et les femmes ont tendance à surestimer le coût des droits de scolarité. Toutefois, la figure VI-8 montre que, dans l'ensemble, les hommes ont tendance à être moins précis que les femmes et à plus surestimer le coût des droits de scolarité.

La figure VI-9 montre les impressions des femmes et des hommes sur les études postsecondaires. Les différences selon le sexe sont petites; en règle générale, les femmes ont des impressions légèrement plus positives sur la valeur des études postsecondaires. Toutefois, les hommes et les femmes dont la situation est la même par rapport aux EPS ont tendance à avoir des impressions similaires. Cela signifie que le fait d'être ou *non inscrit*, *désireux* ou *non désireux* faisait une plus grande différence que le sexe.

Figure VI-8 : Différences selon le sexe dans l'évaluation des droits de scolarité

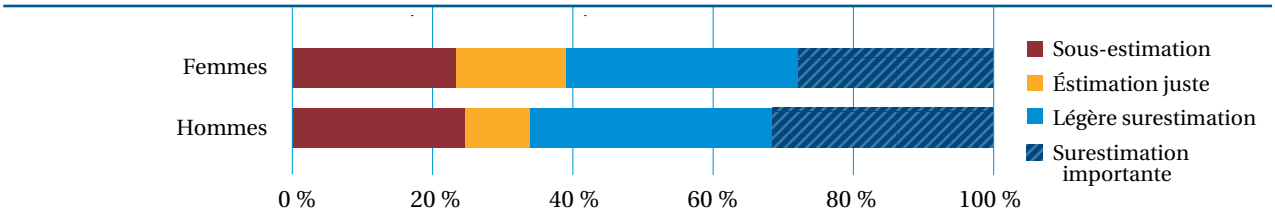
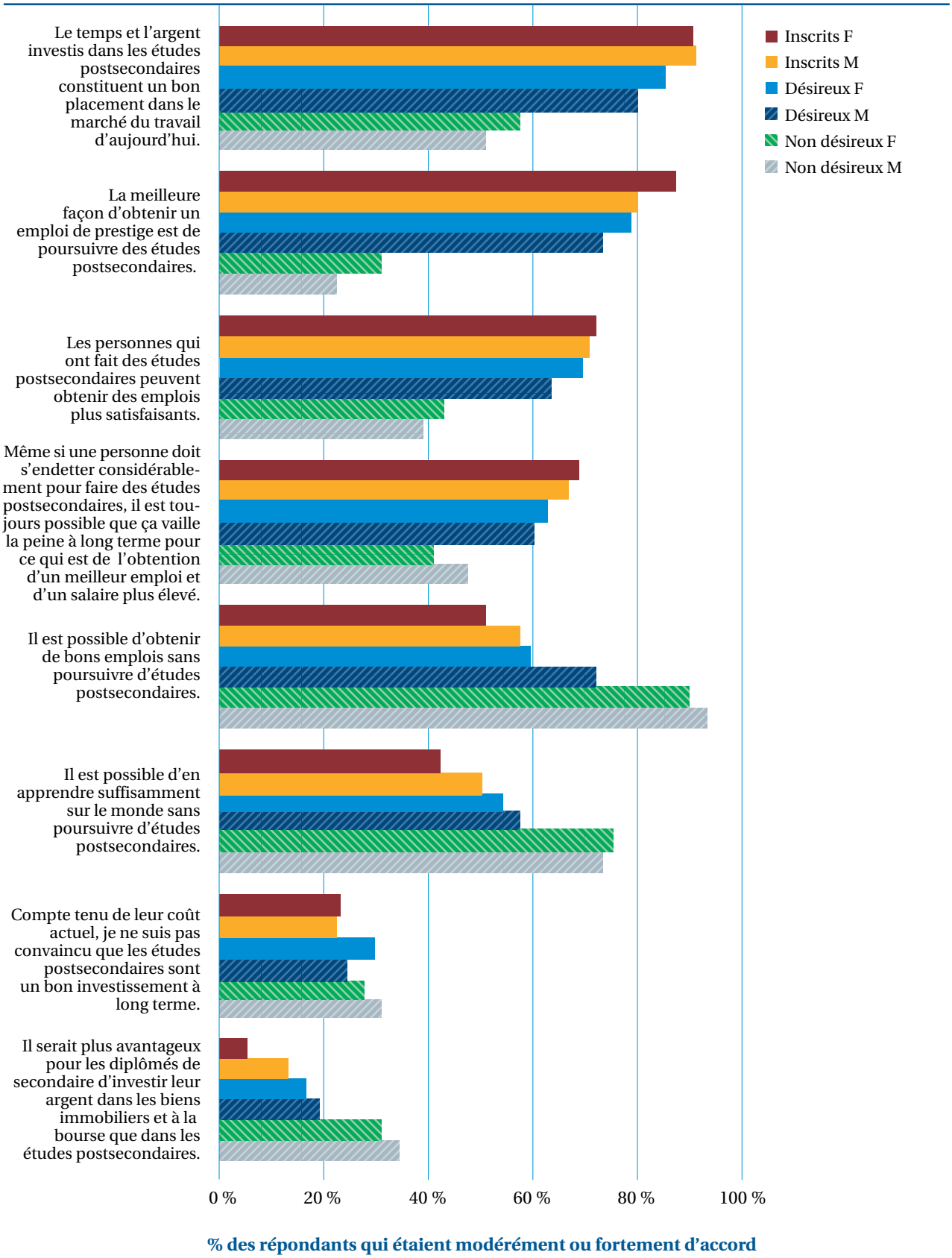


Figure VI-9 : Impressions sur les études postsecondaires selon le sexe et la situation par rapport aux EPS



Obstacles à l'atteinte des objectifs

Même si les hommes en général ont tendance à vouloir les niveaux moins élevés d'instruction que les femmes, ils sont moins certains d'atteindre leurs objectifs en matière d'éducation (voir la figure VI-10). Toutefois, les femmes sont plus susceptibles de mentionner les obstacles à la poursuite des études qu'elles veulent, comme l'illustre la figure VI-11. Les hommes et les femmes mentionnent les obstacles financiers davantage que tout autre type d'obstacle, mais les femmes sont plus susceptibles que les hommes de le faire. Même si les hommes ont obtenu des MPC plus basses, en moyenne, que les femmes, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de mentionner les obstacles scolaires à l'atteinte de leurs objectifs. Il est possible qu'il existe des différences entre les sexes dans la perception des obstacles ou dans la volonté de les mentionner qui altèrent ces résultats.

Figure VI-10 : Probabilité de poursuivre les études voulues selon le sexe et la situation par rapport aux EPS

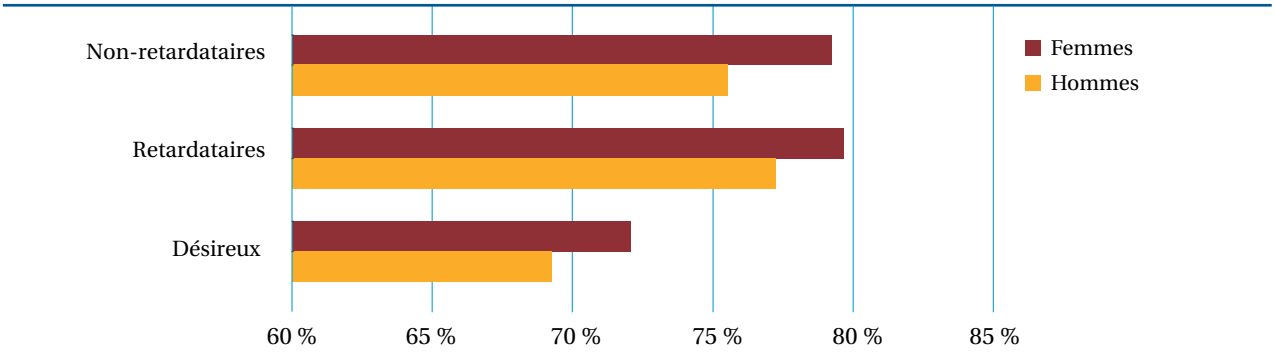
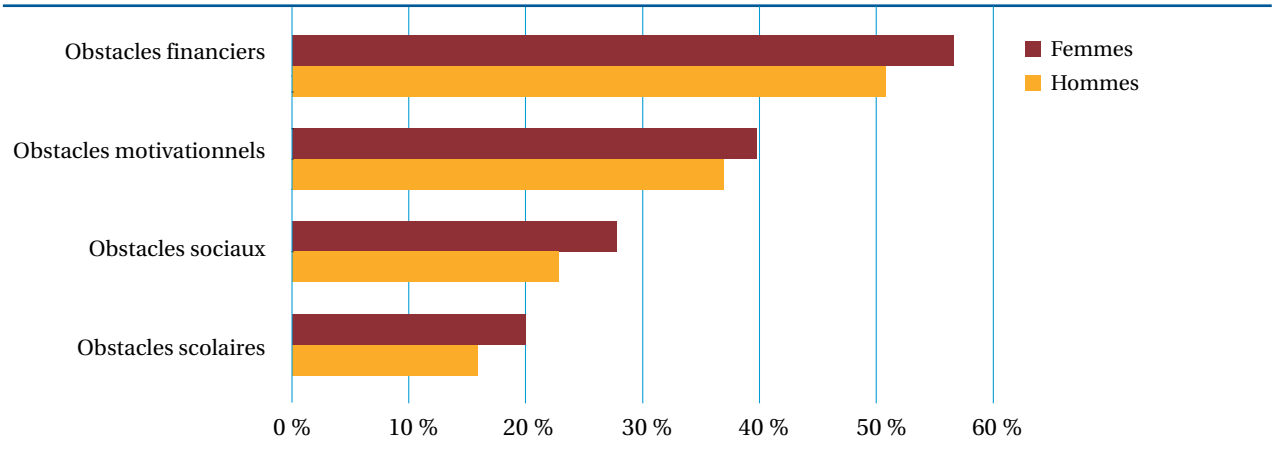


Figure VI-11 : Types d'obstacles selon le sexe et la situation par rapport aux EPS



Sommaire des différences selon le sexe

En moyenne, les hommes obtiennent des notes plus basses au secondaire et sont sous représentés dans le système postsecondaire, en particulier dans les programmes de diplôme. Ils sont également moins optimistes quant aux possibilités d'atteindre leurs objectifs en matière d'éducation. Toutefois, ils sont moins susceptibles que les femmes de mentionner les obstacles à l'atteinte de toutes les études voulues. Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de sous-estimer la valeur des études postsecondaires et d'être capables d'obtenir un bon emploi à la fin du secondaire.

Il existe toutefois plus de similitudes entre les hommes et les femmes que de différences. La vaste majorité des hommes et des femmes veulent poursuivre des études postsecondaires, et la plupart veulent obtenir un diplôme. Bien qu'il existe des différences selon le sexe dans les facteurs qui influent sur leur choix en matière d'EPS, celles-ci étaient beaucoup plus petites que les différences entre les *inscrits*, les *désireux* et les *non désireux*. Les hommes et les femmes avaient des impressions très similaires sur la valeur des études postsecondaires.

La petite différence selon le sexe dans l'inscription aux études postsecondaires peut simplement être un reflet de deux constatations : les hommes sont plus susceptibles d'obtenir des notes plus basses au secondaire et les hommes sont plus susceptibles d'obtenir de bons emplois à la fin du secondaire. C'est une réalité du marché du travail que les emplois bien rémunérés n'exigeant pas d'études postsecondaires se retrouvent dans des domaines traditionnellement masculins. Les jeunes qui n'ont pas bien réussi au secondaire seront moins susceptibles de poursuivre des EPS en raison de leurs notes, tandis que ceux qui sont capables d'obtenir un bon emploi sans études postsecondaires ne verront aucun besoin de poursuivre des études postsecondaires. Cela sera le cas pour plus d'hommes que de femmes.

VII. Différences entre les répondants ruraux et urbains

Comme il est mentionné dans l'introduction, d'autres recherches ont fait ressortir que les jeunes issus de collectivités rurales sont moins susceptibles de poursuivre des études postsecondaires que les jeunes issus de collectivités urbaines. Nous avons également constaté que la distance a de l'importance. Les jeunes qui vivent à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire sont moins susceptibles de poursuivre des EPS. Ainsi, il est possible que l'accès moindre des jeunes ruraux soit lié à la distance. Ce chapitre examine les facteurs qui influent sur la présence des jeunes de milieux ruraux.

Parmi les 2 027 répondants qui ont fait l'objet de cette recherche, 258 (ou 13 %) étaient issus de collectivités rurales. Ce nombre est trop petit pour effectuer une analyse complète des répondants de régions rurales, mais il est suffisant pour élaborer leur profil ainsi que les points de comparaison et de contraste avec ceux qui sont issus de milieux urbains.

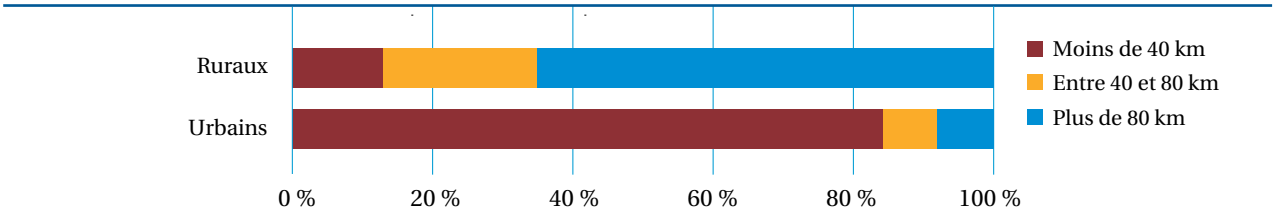
Distance et inscription aux EPS

La principale différence entre les répondants *urbains* et *ruraux* consiste en la distance qui séparait, à la fin de leur secondaire, leur domicile de l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près[14]. La figure VII-1 montre qu'environ deux tiers des répondants *ruraux* vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire au moment de leur graduation, comparativement à moins de 10 p. cent des répondants *urbains*.

Un chapitre précédent montre que la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire est liée à la probabilité de poursuivre des études postsecondaires, ce qui influe même sur le type d'établissement fréquenté. Les répondants *ruraux* étaient légèrement moins susceptibles de figurer parmi les *non-retardataires* et plus susceptibles de n'avoir aucune intention de poursuivre des EPS (voir la figure VII-2), mais l'incidence est petite compte tenu de la proportion élevée de répondants *ruraux* qui vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière de tout établissement d'enseignement postsecondaire.

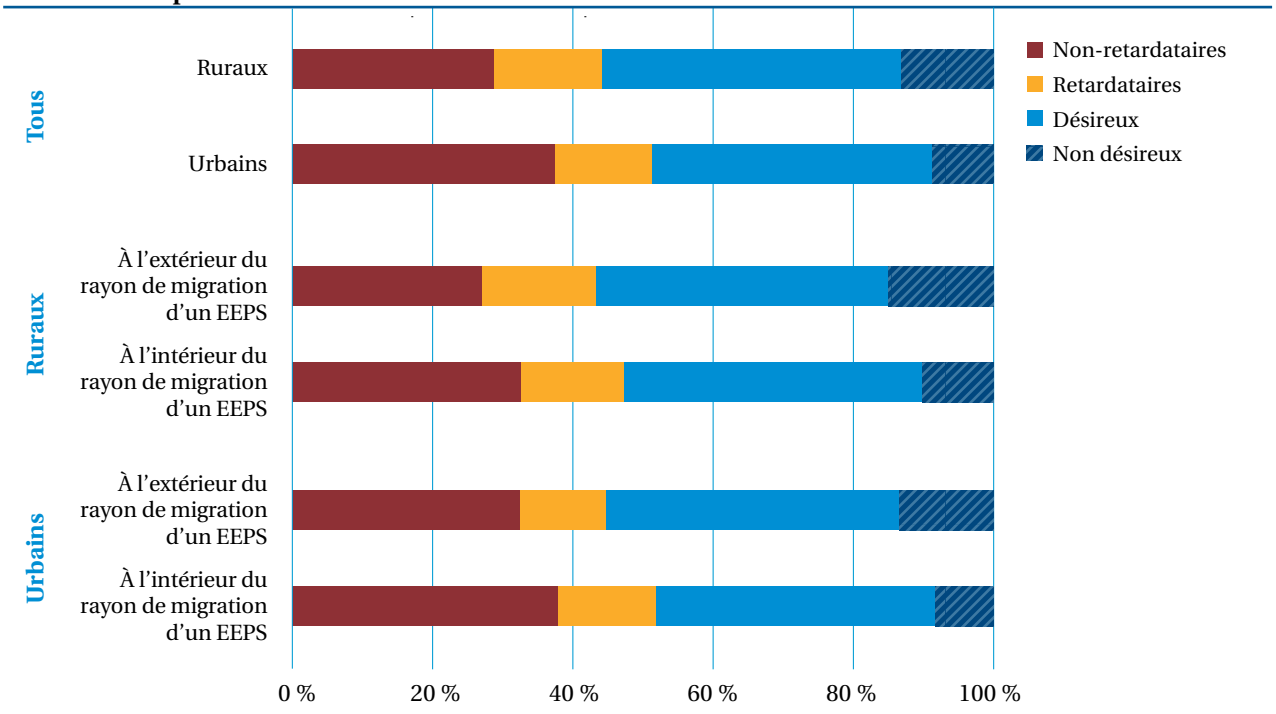
La figure VII-2 montre l'effet de la distance et le type de collectivité. Parmi les répondants *ruraux* et *urbains*, il y a un plus grand nombre de *non désireux* qui vivent à l'extérieur qu'à l'intérieur du rayon de migration journalière et un plus grand nombre de *non-retardataires* qui vivent à l'intérieur du rayon de

Figure VII-1 : Distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près



14. La distance a été calculée par BC Stats, à l'aide de code postal résidentiel du diplômé au moment de la remise des diplômes.

Figure VII-2 : Relation entre la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire et types de répondants ruraux et urbains

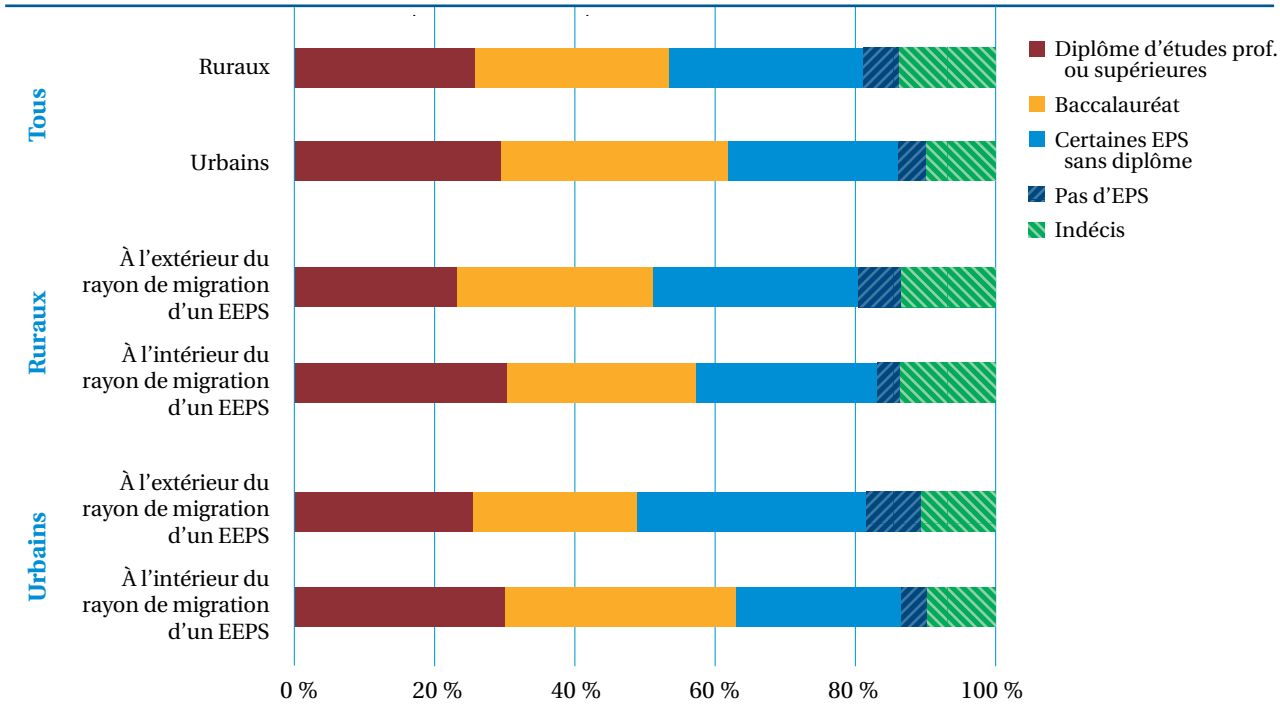


migration journalière. La probabilité d'être un *retardataire* ou un *désireux* n'était pas liée à la distance. Il existait tout de même une petite incidence du type de collectivité, même lorsque la distance était contrôlée; il y avait un plus grand nombre de *non-retardataires* parmi les répondants issus de collectivités *urbaines* qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière qu'il y en avait parmi les répondants issus de collectivités rurales qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière.

Distance et objectifs en matière d'éducation

La figure VII-3 montre les objectifs en matière d'éducation des répondants *ruraux* et *urbains*, ainsi que l'incidence du fait de vivre à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire. Les répondants *ruraux* étaient moins susceptibles de vouloir obtenir un diplôme, et légèrement plus susceptibles de vouloir poursuivre certaines études postsecondaires sans obtenir un diplôme ou d'être indécis. Toutefois, ces différences découlaient en grande partie des différences dans la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire. Parmi les répondants *ruraux* et *urbains*, ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière avaient des aspirations éducationnelles plus élevées que ceux qui vivaient à l'extérieur. Les objectifs des répondants *ruraux* qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière étaient similaires à ceux des répondants *urbains* qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière, sauf qu'un plus grand nombre de répondants *urbains* voulaient obtenir un baccalauréat et qu'un plus grand nombre de répondants *ruraux* étaient indécis.

Figure VII-3 : Objectifs en matière d'éducation des répondants ruraux et urbains en lien avec la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire



Inscription aux EPS

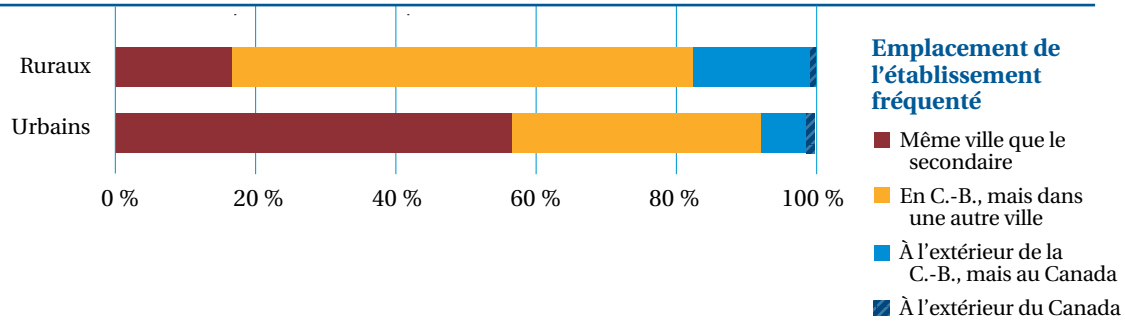
La figure VII-4 montre où les *inscrits* (*retardataires* ou *non*) *ruraux* et *urbains* ont fait leurs études postsecondaires. Tandis que plus de la moitié des *inscrits urbains* ont étudié dans leur ville, c'était le cas de moins de 20 p. cent des *inscrits ruraux*. Les *inscrits ruraux* étaient presque trois fois plus susceptibles que les *inscrits urbains* de fréquenter un établissement quelque part au Canada, à l'extérieur de la C.-B. Il existait également des différences dans les types d'établissements que les *inscrits ruraux* et *urbains* fréquentaient. Les répondants *ruraux* étaient beaucoup moins susceptibles de fréquenter un collège universitaire, mais beaucoup plus susceptibles de fréquenter un établissement privé ou public à l'extérieur de la C.-B. (voir la figure VII-5).

Échelonnement des études

Comparativement aux *inscrits urbains*, les *inscrits ruraux* étaient légèrement plus susceptibles de retarder le début de leurs études (voir la figure VII 6). Les plus *retardataires* étaient les *désireux*, les répondants qui avaient l'intention de poursuivre des études postsecondaires mais qui ne les avaient pas encore entreprises au moment de l'enquête, deux ans après la remise des diplômes d'études secondaires. Les *désireux ruraux* étaient légèrement plus susceptibles que leurs homologues *urbains* de retarder le début de leurs études de plus de deux ans à compter du moment de l'enquête (voir la figure VII-7).

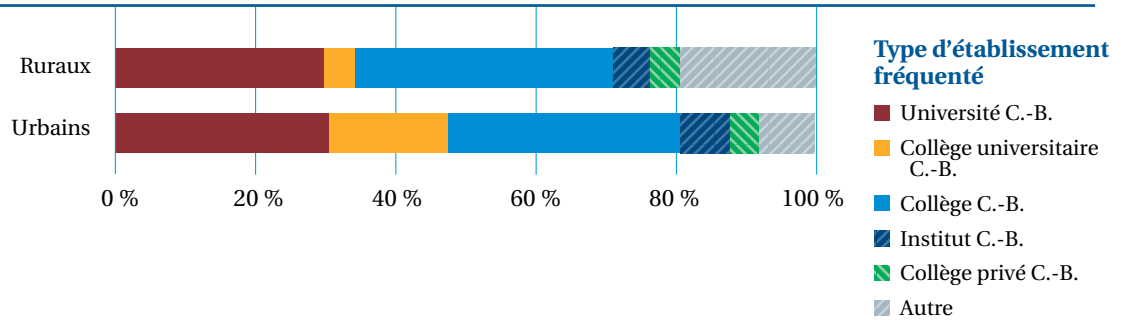
Les répondants *ruraux* et *urbains* avaient des raisons similaires de retarder leurs études. Les trois principales raisons pour les deux groupes sont montrées dans la figure VII-8. Le besoin de temps pour décider quoi faire constituait la raison la plus courante, mentionnée par environ deux tiers des répondants *urbains* et presque trois quarts des répondants *ruraux*.

Figure VII-4 : Emplacement des établissements fréquentés par les inscrits ruraux et urbains



Remarque : Comprend 114 *inscrits ruraux* et 907 *inscrits urbains* (*immédiats* et *retardataires*)

Figure VII-5 : Types d'établissement fréquentés par les inscrits ruraux et urbains



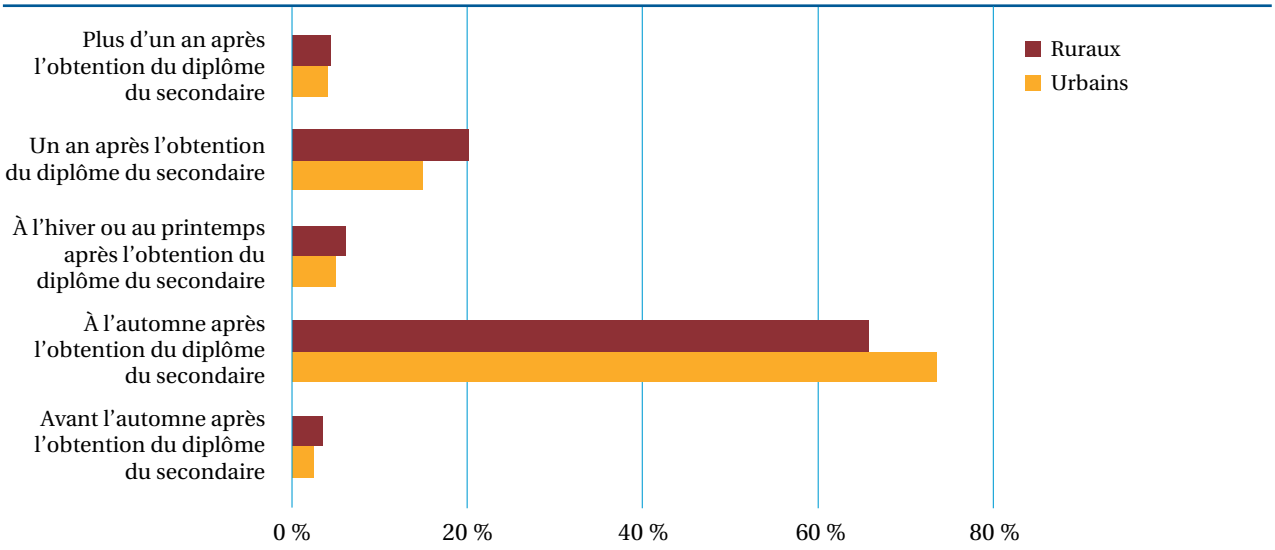
La figure VII-9 examine toutes les raisons et les catégorise en quatre groupes : obstacles motivationnels, nécessité d'économiser de l'argent, insatisfaction par rapport à l'emploi et problèmes d'accès. (Voir l'annexe C pour de l'information sur la façon dont les catégories ont été définies.) Les répondants *ruraux* et *urbains* ont donné des raisons similaires de retarder leurs études. La majorité des répondants *ruraux* et *urbains* ont mentionné les obstacles motivationnels, comme le besoin de temps pour décider quoi faire. La principale différence entre les groupes est liée aux problèmes d'accès. Les répondants *urbains* étaient plus susceptibles de mentionner les problèmes d'accès (p. ex., plus de places dans les cours ou impossibilité d'obtenir un parrain d'apprentissage) que les répondants *ruraux* (24 % contre 14 %).

Facteurs qui influent sur la décision de poursuivre des études postsecondaires

Notes

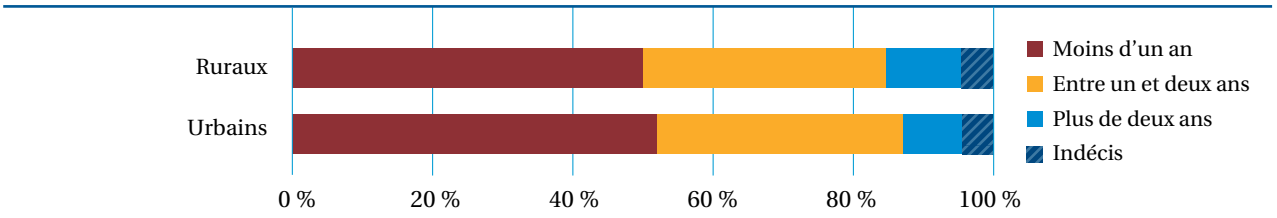
Il est clair que les notes n'étaient pas un facteur inhibant des ambitions en matière d'études postsecondaires des répondants *ruraux*. Il n'existait pas de différence entre les répondants *ruraux* et *urbains* dans le pourcentage qui ont suivi des cours de mathématiques de 12^{e} année, mais un nombre légèrement plus grand de répondants *urbains* ont suivi des cours d'anglais de 12^{e} année (voir la figure VII-10). Les répondants *ruraux* ont obtenu des notes moyennes légèrement plus élevées en anglais et en mathématiques de 12^{e} année et des moyennes pondérées cumulatives plus élevées que les répondants *urbains* (voir les figures 11 et 12).

Figure VII-6 : Moment où les inscrits ont entrepris leurs études postsecondaires



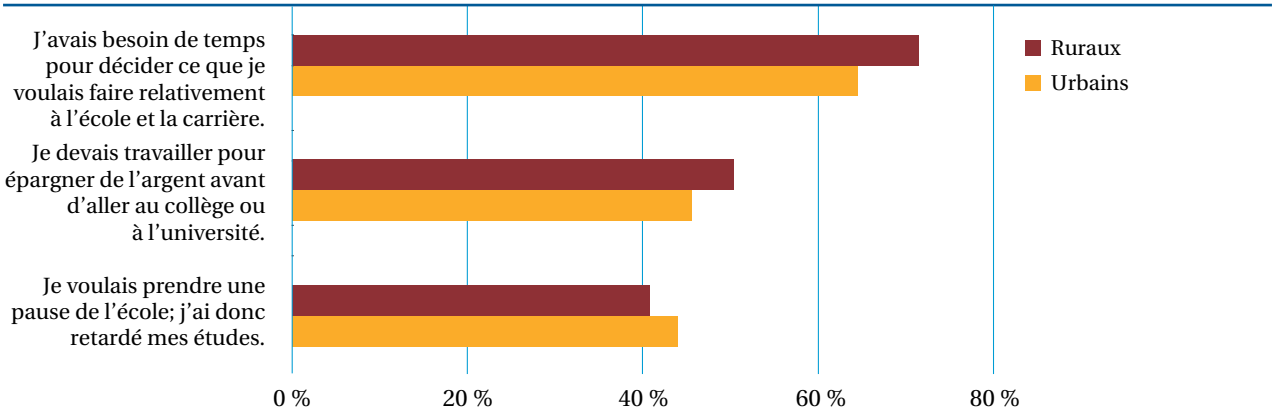
Remarque : Comprend 114 *inscrits ruraux* et 907 *inscrits urbains.*

Figure VII-7 : Moment après l'enquête où les désireux de faire des EPS prévoient entreprendre leurs études postsecondaires



Remarque : Comprend 110 *désireux de faire des EPS ruraux* et 708 *désireux de faire des EPS urbains.*

Figure VII-8 : Trois principales raisons de retarder les études postsecondaires



Remarque : Comprend 146 répondants *ruraux* et 929 répondants *urbains* qui ont retardé leurs études.

Figure VII-9 : Types de raisons de retarder les études postsecondaires

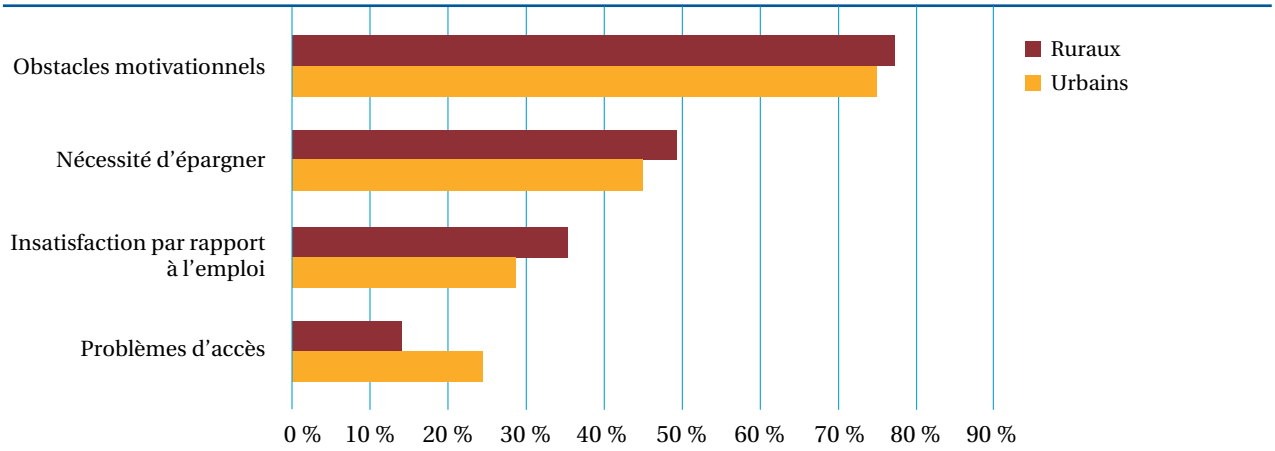


Figure VII-10 : Pourcentage des répondants ruraux et urbains qui ont suivi des cours d'anglais et de mathématiques de 12e année

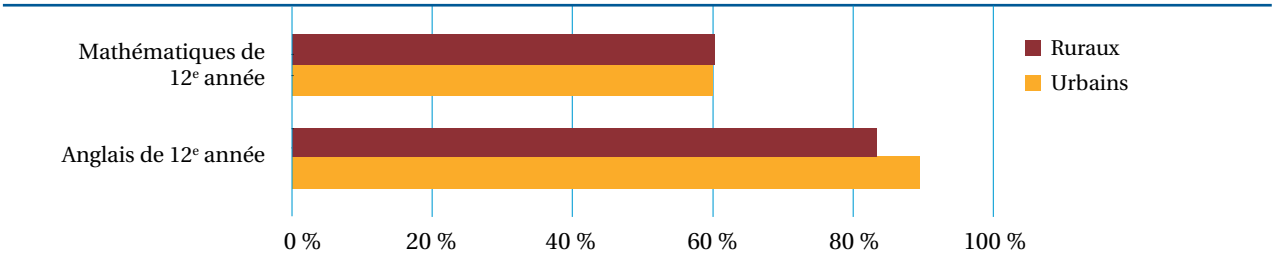
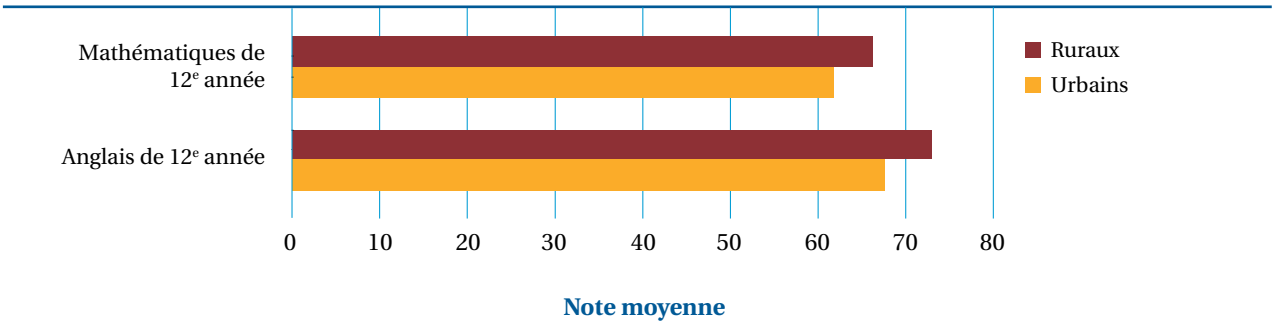


Figure VII-11 : Notes en anglais et en mathématiques de 12e année pour les répondants ruraux et urbains

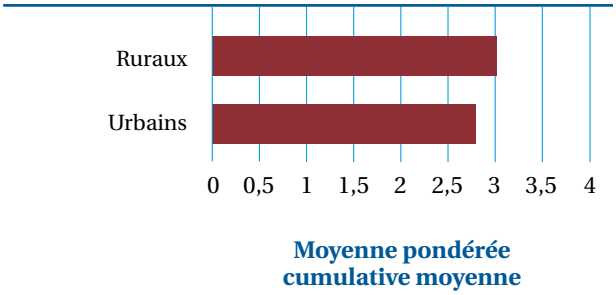


Niveau d'instruction des parents et revenu familial

Environ les trois quarts des répondants *ruraux* et *urbains* avaient au moins un parent qui avait fait certaines études postsecondaires. Toutefois, comme l'illustre la figure VII-13, les parents des répondants *urbains* étaient plus susceptibles d'avoir obtenu un diplôme que les parents des répondants *ruraux*.

Le niveau d'instruction des parents n'explique pas les différences dans la situation par rapport aux EPS des répondants *ruraux* et *urbains*. La figure VII-14 illustre la situation par rapport aux EPS en tant que fonction du type de collectivité et du niveau d'instruction des parents. Bien qu'avoir des parents dont le niveau d'instruction est plus élevé augmente la probabilité d'être un *inscrit*, le type de collectivité faisait également une différence. Les répondants *ruraux* dont au moins un parent avait obtenu un diplôme étaient moins susceptibles de figurer parmi les *inscrits* que les répondants *urbains* dont au moins un parent avait obtenu un diplôme. Les répondants *ruraux* dont les parents n'avaient pas fait d'EPS étaient plus susceptibles de figurer parmi les *non désireux* que les répondants *urbains* dont les parents n'avaient pas fait d'EPS.

Figure VII-12 : Moyenne pondérée cumulative pour les répondants ruraux et urbains



Une des mesures fournies par le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique était le revenu familial médian du district scolaire (selon le recensement) où le répondant habitait lorsqu'il a terminé son secondaire. Cette mesure n'est pas très sensible, puisqu'il existe une grande variation dans le revenu familial d'un district scolaire. Néanmoins, il existait des différences dans le revenu médian des répondants issus de districts scolaires *ruraux* et *urbains*, comme l'illustre la figure VII-15. Un plus grand nombre de répondants *urbains* que de répondants *ruraux* étaient issus de districts scolaires où le revenu était élevé.

Figure VII-13 : Niveau d'instruction des parents des répondants ruraux et urbains

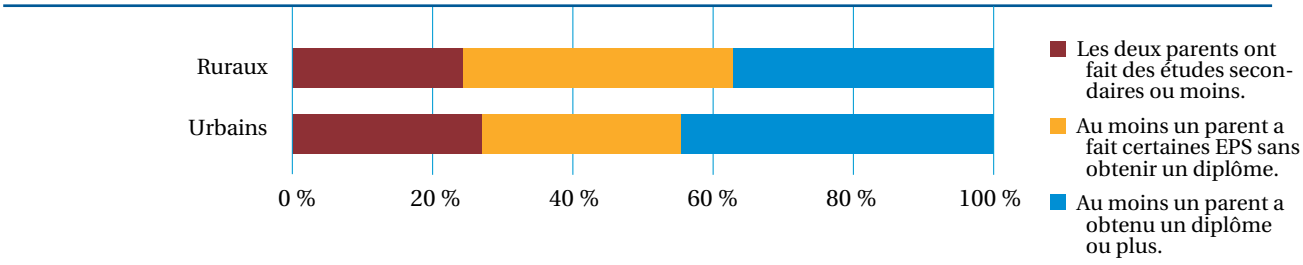


Figure VII-14 : Niveau d'instruction des parents et situation par rapport à l'inscription aux EPS

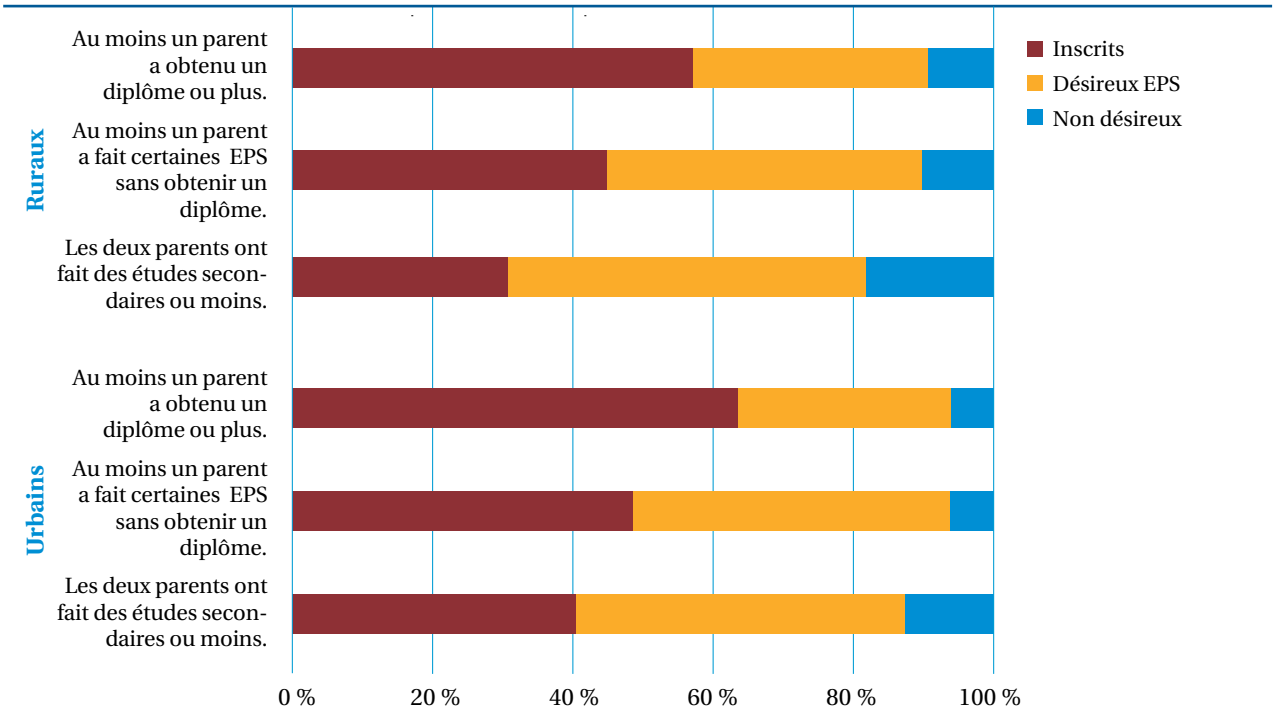


Figure VII-15 : Revenu familial médian des districts scolaires pour les répondants ruraux et urbains

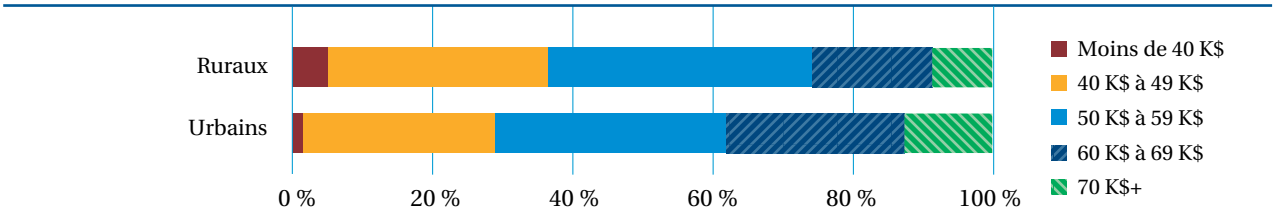
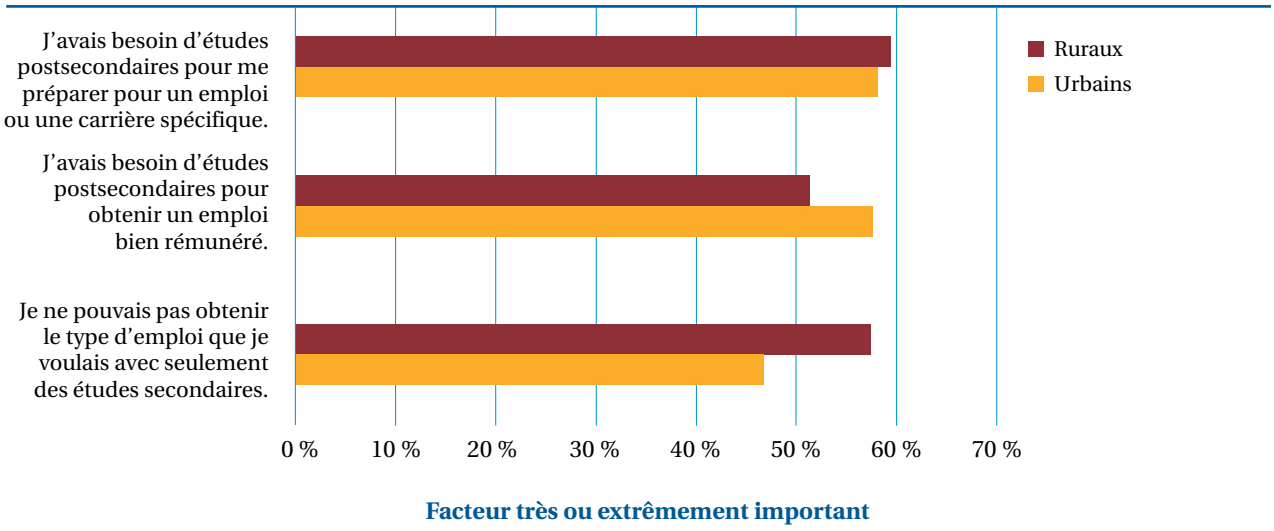


Figure VII-16 : Trois principaux facteurs qui influent sur la décision de poursuivre ou non des EPS pour les répondants ruraux et urbains



Facteurs mentionnés par les répondants

Les facteurs qui ont eu une incidence sur leur décision de poursuivre ou non des études postsecondaires étaient similaires pour les répondants *ruraux* et *urbains*. La figure VII-16 montre les trois principaux facteurs, qui étaient les mêmes pour les deux groupes. Tandis que les répondants *ruraux* avaient le sentiment de ne pas pouvoir obtenir l'emploi qu'ils voulaient avec seulement des études secondaires, un plus grand nombre de répondants *urbains* avaient le sentiment d'avoir besoin d'EPS pour obtenir un emploi bien rémunéré.

Impressions sur les études postsecondaires

La figure VII-17 illustre clairement que les répondants *ruraux* et *urbains* avaient des impressions très similaires sur les études postsecondaires. Les répondants *ruraux* et *urbains* étaient tout aussi susceptibles d'être d'accord avec les énoncés positifs à propos de la valeur des études postsecondaires et de ne pas être d'accord avec les énoncés négatifs, avec trois exceptions mineures. Les répondants *ruraux* étaient plus susceptibles d'être d'accord qu'ils pouvaient apprendre suffisamment sur le monde sans poursuivre d'études postsecondaires et moins susceptibles d'avoir le sentiment qu'ils devaient poursuivre des EPS afin d'obtenir un emploi satisfaisant ou de prestige.

La figure VII-18 montre les types d'évaluations des droits de scolarité effectuées par les répondants *ruraux* et *urbains*. Les répondants *ruraux* étaient beaucoup plus susceptibles de surestimer le coût des droits de scolarité de l'université que les répondants *urbains*. L'évaluation moyenne des droits de scolarité s'élevait à 8 060 $ pour les répondants *ruraux* comparativement à 6 564 $ pour les répondants *urbains*.

Financement des études

En ce qui a trait au financement des études, il existe peu de différences entre les répondants *ruraux* et *urbains*. La figure VII-19 montre qu'il n'existe aucune différence dans les pourcentages des répondants *ruraux* et *urbains* qui devaient épargner en vue de leurs études. Toutefois, un plus grand nombre de répondants *ruraux* étaient prêts à emprunter pour leurs études. Ces derniers étaient prêts à dépenser davantage pour leurs études et, s'ils étaient prêts à emprunter, ils s'attendaient à emprunter davantage pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation (voir la figure VII-20).

Figure VII-17 : Impressions des répondants ruraux et urbains sur les études postsecondaires

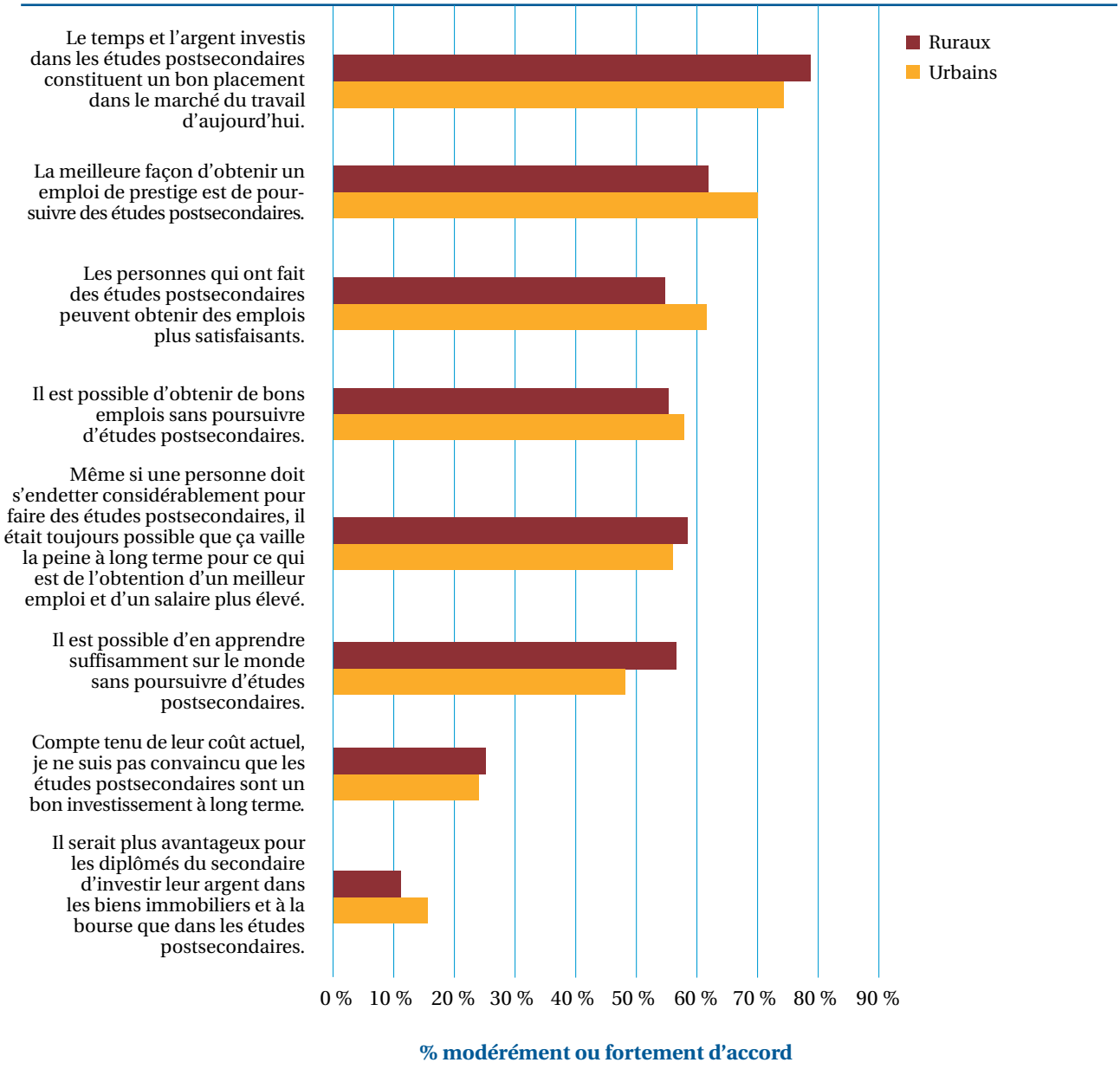


Figure VII-18 : Types d'évaluations des droits de scolarité effectuées par les répondants ruraux et urbains

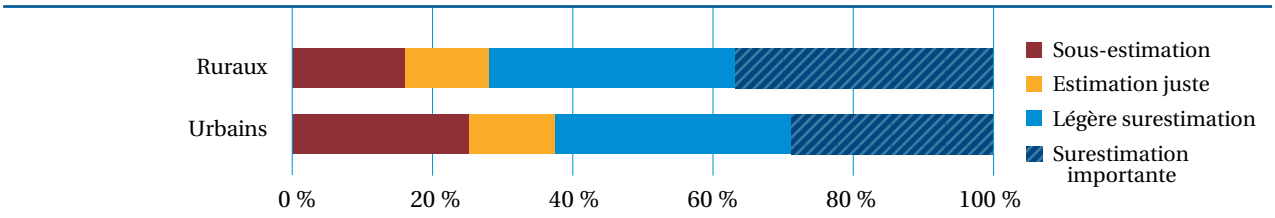


Figure VII-19 : Pourcentage des répondants qui ont économisé en vue des EPS et pourcentage des répondants qui étaient prêts à emprunter

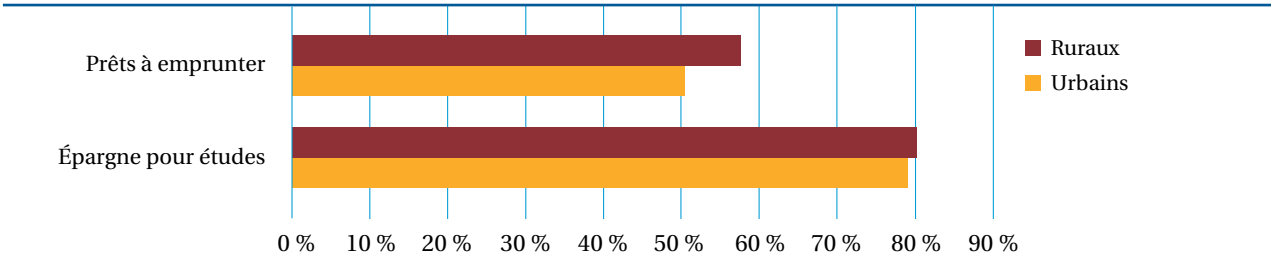
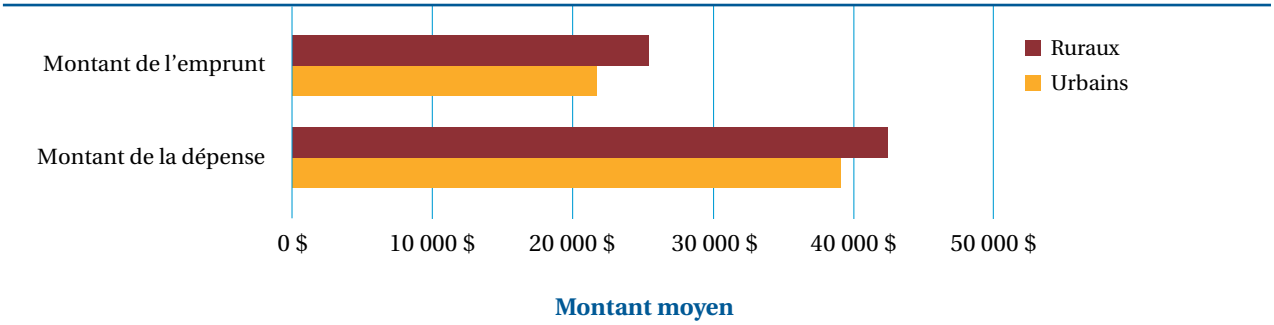


Figure VII-20 : Montant que les répondants étaient prêts à dépenser et montant qu'ils étaient prêts à emprunter pour les EPS



Obstacles à l'atteinte des objectifs de formation

Les répondants *ruraux* étaient légèrement plus optimistes que les répondants *urbains* en ce qui a trait à l'atteinte de leurs objectifs en matière d'éducation (voir la figure VII-21). Les quatre principaux obstacles à l'atteinte de leurs objectifs étaient les mêmes pour les répondants *ruraux* et *urbains* (voir la figure VII-22). Trois de ces obstacles étaient d'ordre financier. Chacun de ces obstacles était considéré comme étant tout aussi probable pour les répondants *ruraux* et *urbains* à l'exception de ne pas avoir les moyens de faire toutes les études voulues. Un nombre légèrement plus grand de répondants *ruraux* pensaient que cet obstacle était susceptible de se poser.

La figure VII-23 montre les résultats de la répartition des 14 obstacles possibles en quatre catégories d'obstacles : financiers, motivationnels, sociaux et scolaires. (Voir l'annexe D pour de l'information sur la façon dont les obstacles ont été répartis en quatre catégories.) Il n'existait aucune différence entre les répondants *ruraux* et *urbains* dans la probabilité de mentionner chaque type d'obstacle.

Figure VII-21 : Probabilité d'atteindre les objectifs en matière d'éducation pour les répondants ruraux et urbains

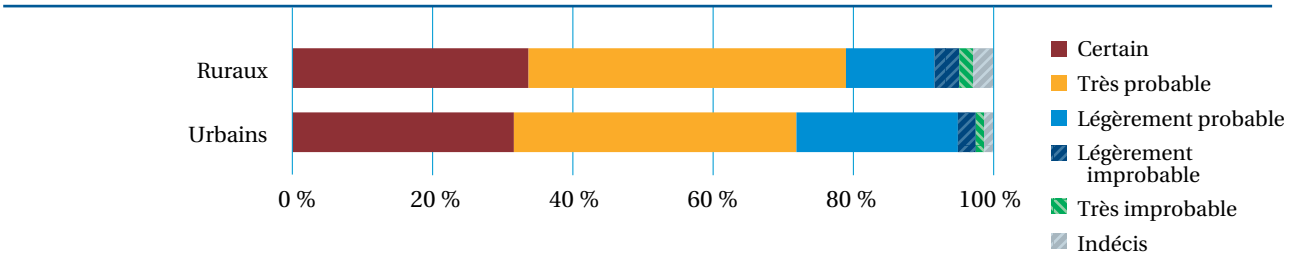


Figure VII-22 : Quatre principaux obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation pour les répondants ruraux et urbains

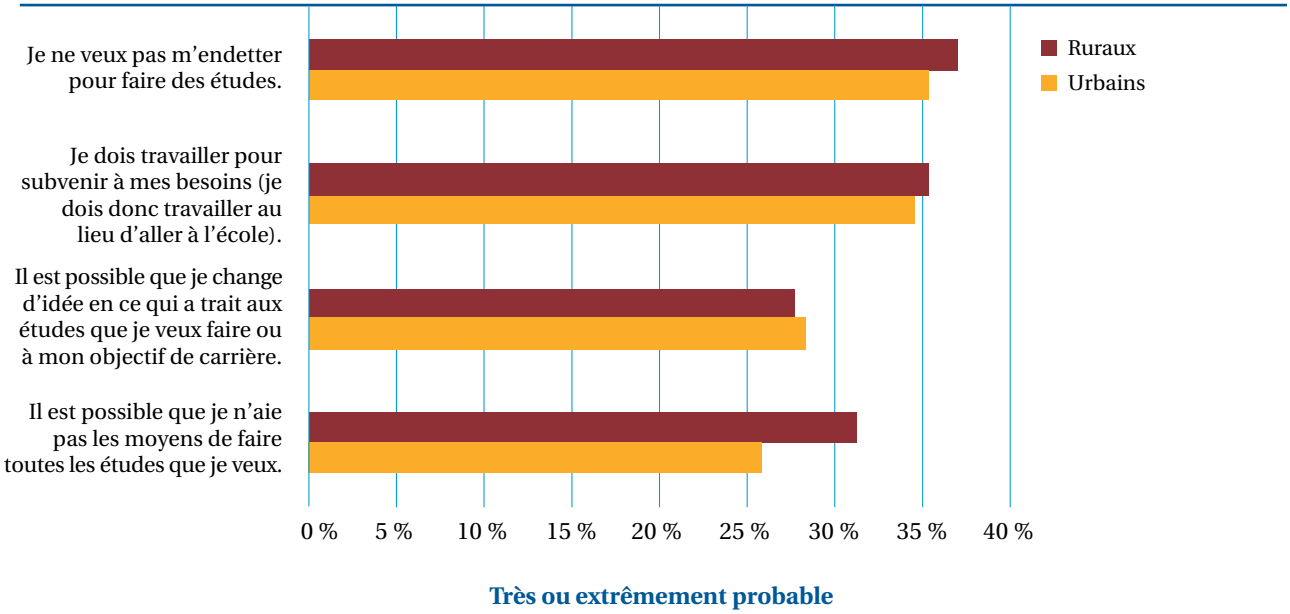
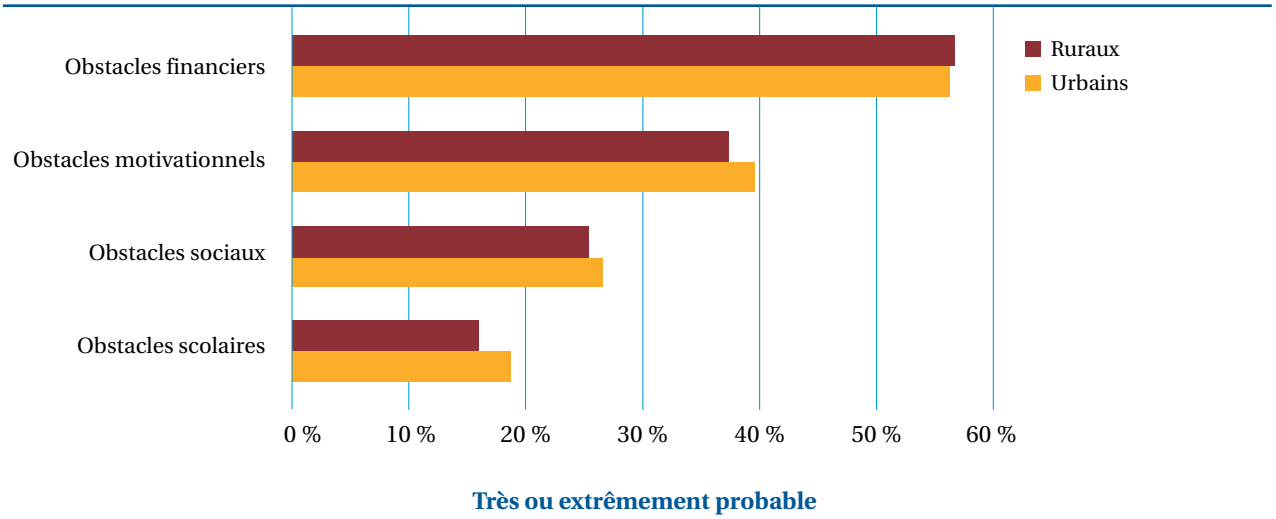


Figure VII-23 : Types d'obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation pour les répondants ruraux et urbains



Sommaire et conclusions

La majorité des répondants *ruraux* vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière de tout établissement d'enseignement postsecondaire; toutefois, la plupart voulaient poursuivre des études postsecondaires. Les répondants *ruraux* et *urbains* avaient des objectifs similaires, bien que les répondants *urbains* fussent légèrement plus susceptibles de vouloir atteindre un niveau d'instruction plus élevé. Les répondants *ruraux* et *urbains* étaient également semblables dans leur attente relativement à la probabilité d'atteindre leurs objectifs et dans les obstacles possibles à l'atteinte de leurs objectifs. Les répondants *ruraux* étaient légèrement moins susceptibles de figurer parmi les *non-retardataires* et plus susceptibles de figurer parmi les *non désireux,* même lorsque la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près était contrôlée. La situation par rapport aux EPS était liée au niveau d'instruction des parents et au type de collectivité. Comparativement à tout autre groupe, un plus grand nombre d'inscrits parmi les répondants *urbains* avaient au moins un parent qui avait obtenu un diplôme ou moins, et un moins grand nombre d'inscrits parmi les répondants *ruraux* avaient des parents qui n'avaient pas fait d'EPS.

Puisque les répondants *ruraux* avaient obtenu des notes légèrement plus élevées, leurs aspirations moins élevées ne peuvent pas être attribuées à la moins bonne préparation scolaire. Les antécédents et le revenu familial peuvent avoir une plus grande importance que la distance pour les répondants *ruraux*. Ceux-ci étaient plus susceptibles d'être issus de familles dont les parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires et de vivre dans des districts scolaires à revenus plus faibles. Ainsi, ils sont moins susceptibles que les répondants *urbains* d'avoir des parents qui peuvent les aider financièrement. Toutefois, la plupart devront déménager afin de poursuivre des études postsecondaires, ce qui accroît leurs dépenses. Par conséquent, l'argent peut constituer la principale raison pour laquelle les répondants *ruraux* retardent leurs études ou décident de ne pas les poursuivre. La distance peut avoir de l'importance uniquement dans la mesure où elle accroît leurs dépenses.

Looker (2008) a comparé des diplômés universitaires *ruraux* et *urbains* dans les Maritimes et a constaté certains parallèles intéressants dans les conclusions de cette étude. Looker a constaté que les répondants *ruraux* avaient tendance à avoir des parents dont le niveau d'instruction était moins élevé. Comparativement aux répondants *urbains*, les répondants

ruraux étaient en moyenne plus susceptibles d'emprunter et d'emprunter davantage. Looker a également suggéré que les coûts pour les étudiants *ruraux* sont plus élevés parce qu'ils doivent déménager. Toutefois, elle a constaté que les répondants issus de collectivités *rurales* n'étaient pas sous-représentés parmi les finissants; la répartition des répondants issus de collectivités *rurales* et *urbaines* ressemblait à la répartition *rurale*/*urbaine* des jeunes dans les Maritimes. Les diplômés du secondaire ruraux étaient moins susceptibles de figurer parmi les *inscrits* dans le cadre de cette étude, mais les études ne sont pas directement comparables. Cette étude visait les diplômés du secondaire de la Colombie-Britannique, et non pas les diplômés universitaires. Nous savons que les étudiants *ruraux* sont plus susceptibles de retarder leurs études, mais l'étude de Looker n'examine pas le moment où les étudiants ont entrepris leur programme universitaire. Il se pourrait qu'avec suffisamment de temps, les différences entre les diplômés du secondaire *ruraux* et *urbains* au plan de la présence dans les EEPS constatées dans cette étude disparaissent à mesure que les *retardataires* entreprennent leurs études.

Le fait que les répondants *ruraux* étaient prêts à dépenser et à emprunter davantage d'argent afin d'atteindre leurs objectifs en matière d'éducation peut démontrer une reconnaissance des coûts plus élevés qu'ils devront payer. Toutefois, ils surestiment également grandement le coût d'un diplôme universitaire; par conséquent, leurs évaluations des dépenses et des emprunts peuvent reposer sur quelques surestimations du coût des études postsecondaires. Il est donc possible que le manque de données exactes sur le coût des études postsecondaires combiné avec les revenus familiaux plus faibles influe sur les choix que font les jeunes de milieux *ruraux* en matière d'EPS.

VIII. Profil des répondants autochtones

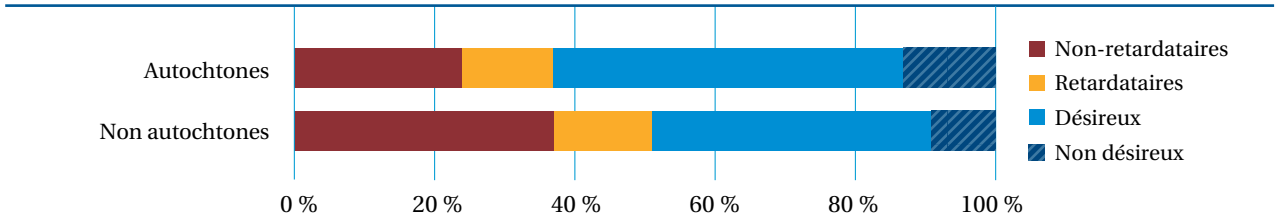
Dans les dernières années, le niveau d'instruction des peuples *autochtones* est devenu un axe important de la politique en matière d'éducation. Les *Autochtones* sont beaucoup moins nombreux que les *non autochtones* à poursuivre des études postsecondaires, et cela constitue une préoccupation majeure. Le fait que les étudiants *autochtones* soient moins nombreux à achever leurs études secondaires est l'une des causes de ce phénomène. Puisque cette étude est axée uniquement sur les détenteurs de DES, nous ne disposons d'aucune donnée sur ceux qui quittent le secondaire sans obtenir de diplôme.

Parmi les 2 027 répondants qui ont fait l'objet de cette étude, seulement 84 étaient *autochtones*. Ce rapport présente un profil de ces jeunes, y compris leurs objectifs en matière d'éducation et les obstacles à l'atteinte de ces objectifs.

Inscription aux EPS et objectifs

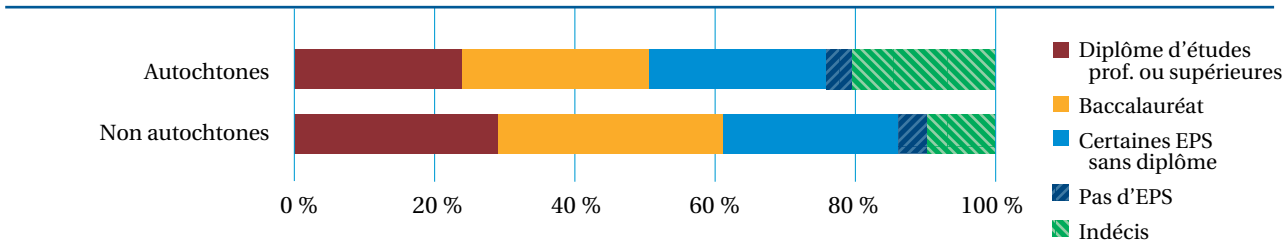
La différence la plus importante entre les répondants *autochtones* et *non autochtones* est le moment où ils prévoient poursuivre leurs études postsecondaires (voir la figure VIII-1). Les répondants *non autochtones* étaient beaucoup plus susceptibles que les répondants *autochtones* de figurer parmi les *non-retardataires* (37 % contre 24 %), c'est-à-dire les *inscrits* qui ont

Figure VIII-1 : Situation des répondants autochtones et non autochtones par rapport aux études



Remarque : 84 répondants *autochtones* et 1 942 répondants *non autochtones*

Figure VIII-2 : Objectifs en matière de niveau d'instruction



poursuivi des études postsecondaires immédiatement après le secondaire. Les répondants *autochtones* étaient beaucoup plus susceptibles que les répondants *non autochtones* de figurer parmi les *désireux* (50 % contre 40 %), c'est-à-dire qu'ils avaient l'intention de poursuivre des études postsecondaires, mais que, deux ans après avoir obtenu leur diplôme, ils ne les avaient pas encore entreprises. Les répondants *autochtones* étaient seulement légèrement plus susceptibles de figurer parmi les *non désireux* (13 % contre 9 %).

La figure VIII-2 montre les objectifs en matière d'études postsecondaires des répondants *autochtones* et *non autochtones*. La principale différence consiste en ce que deux fois plus de répondants *autochtones* que de répondants *non autochtones* étaient indécis quant à leurs objectifs (20 % contre 10 %). Les répondants *non autochtones* étaient légèrement plus susceptibles que les répondants *autochtones* de vouloir obtenir un diplôme d'études professionnelles ou supérieures (29 % contre 24 %), ou un baccalauréat (32 % contre 26 %).

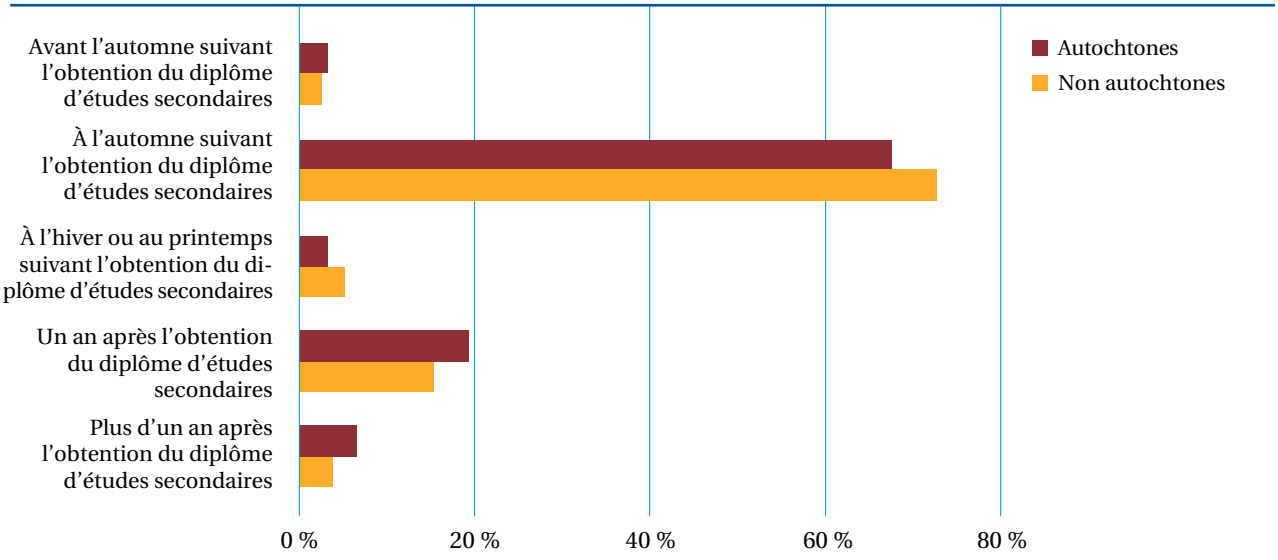
Échelonnement des études

Les répondants *autochtones* étaient plus susceptibles que les répondants *non autochtones* de retarder leurs études postsecondaires. Parmi ceux qui avaient entrepris des EPS au moment de l'entrevue, les répondants *autochtones* étaient plus susceptibles que les *non autochtones* d'avoir retardé leurs études postsecondaires d'au moins un an après la remise des diplômes de secondaire (26 % contre 19 %–voir la figure VIII-3).

En plus du fait qu'un plus grand nombre de *désireux* figuraient parmi les répondants *autochtones* (voir la figure VIII-1), les *désireux autochtones* étaient plus susceptibles que leurs homologues *non autochtones* de planifier d'entreprendre leurs études plus de deux ans après l'entrevue (14 % contre 9 %–voir la figure VIII-4).

Les raisons de retarder leurs études étaient similaires pour les répondants *autochtones* et *non autochtones*, avec certaines différences appréciables. Le

Figure VIII-3 : Moment où les inscrits ont entrepris leurs études

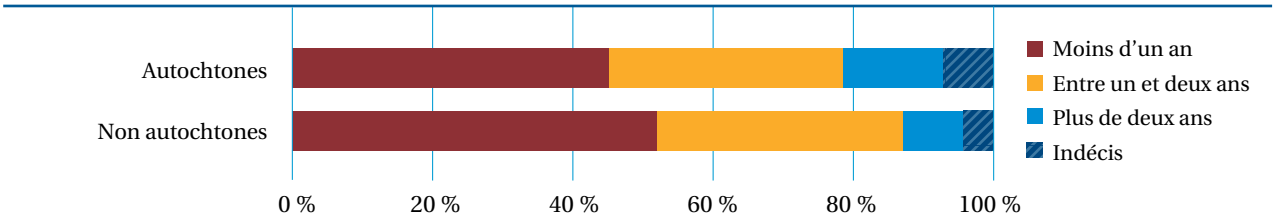


Remarque : Comprend seulement 31 *inscrits autochtones*, comparativement à 990 *inscrits non autochtones*

besoin de temps pour décider quoi faire était la raison la plus courante pour les deux groupes, bien que légèrement plus courante pour les répondants *non autochtones*. La deuxième raison la plus courante était la nécessité de travailler pour épargner de l'argent pour leurs études. Les *autochtones* étaient plus susceptibles que les *non autochtones* de mentionner qu'initialement, ils ne voulaient pas poursuivre d'études postsecondaires, mais qu'ils avaient changé d'idée par la suite (36 % contre 24 %). D'autre part, les *non autochtones* étaient plus susceptibles de mentionner qu'ils voulaient simplement prendre une pause de l'école (45 % contre 32 %).

La figure VIII-6 montre les résultats de la répartition des 14 raisons possibles de retarder les études dans une des quatre catégories suivantes : obstacles motivationnels, besoin d'économiser de l'argent, insatisfaction par rapport à l'emploi et problèmes d'accès. (Voir l'annexe C pour les détails.) Il existait seulement de petites différences entre les répondants *autochtones* et *non autochtones* dans la probabilité de mentionner au moins un obstacle de chaque type.

Figure VIII-4 : Moment après l'enquête où les répondants désireux de faire des études postsecondaires comptent le faire



Remarque : 42 répondants *autochtones* désireux de faire des EPS et 775 répondants *non autochtones*

Figure VIII-5 : Quatre principales raisons de retarder les études postsecondaires pour les retardataires et les désireux de faire des EPS

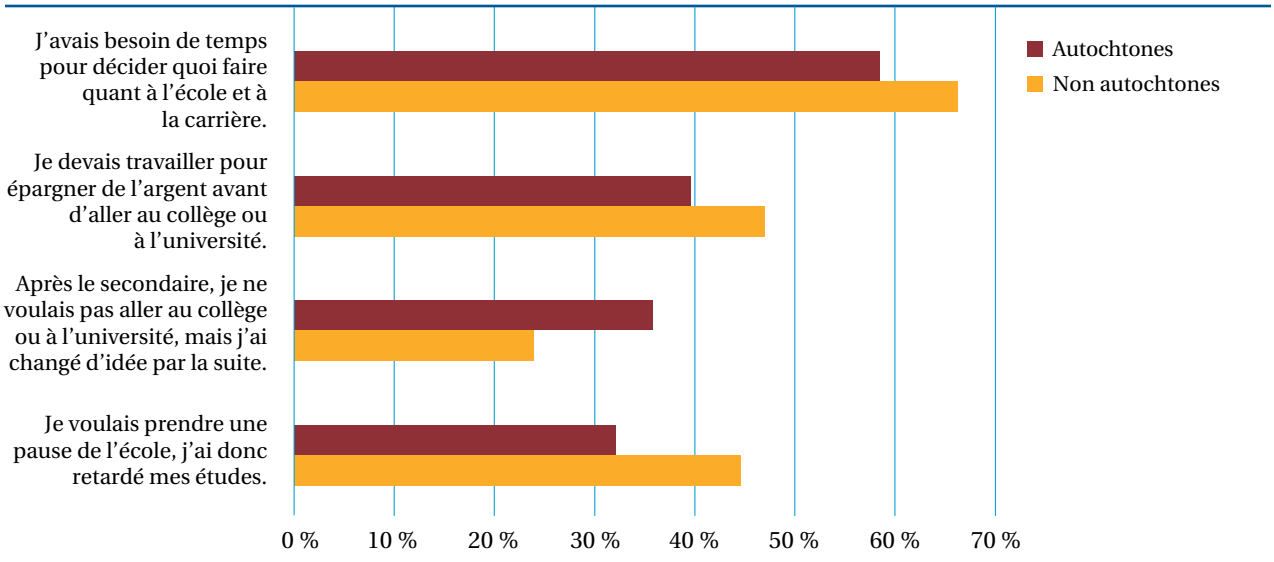


Figure VIII-6 : Types de raisons de retarder les études postsecondaires pour les retardataires et les désireux de faire des EPS

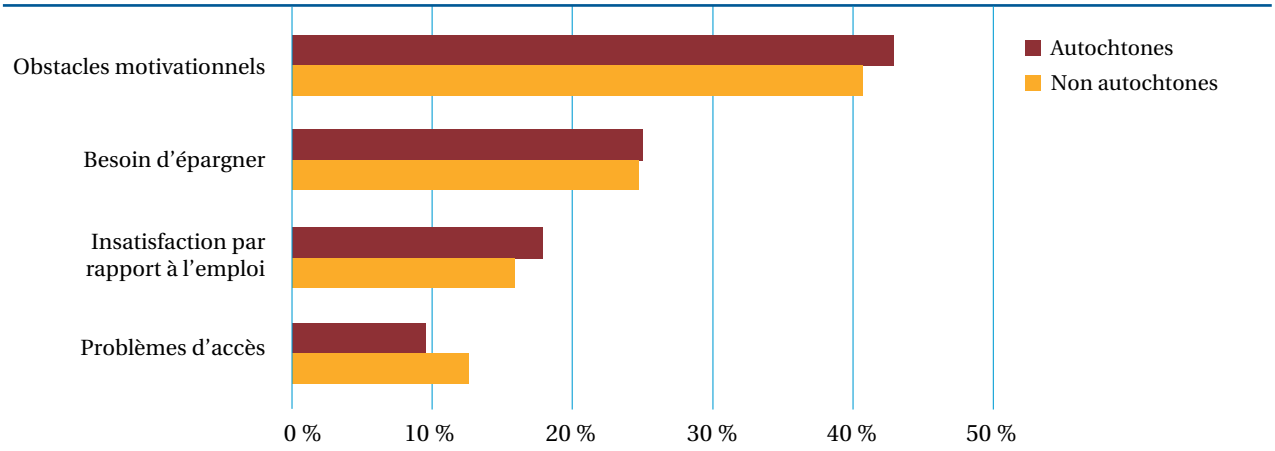


Figure VIII-7 : Pourcentage des répondants qui ont suivi des cours d'anglais ou de mathématiques de 12e année

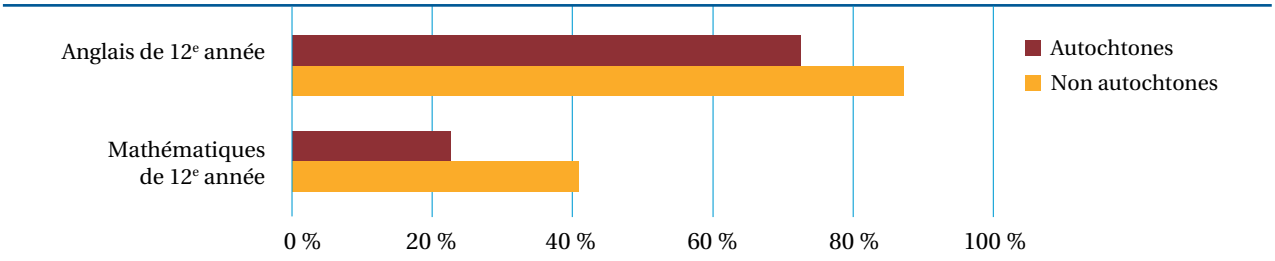
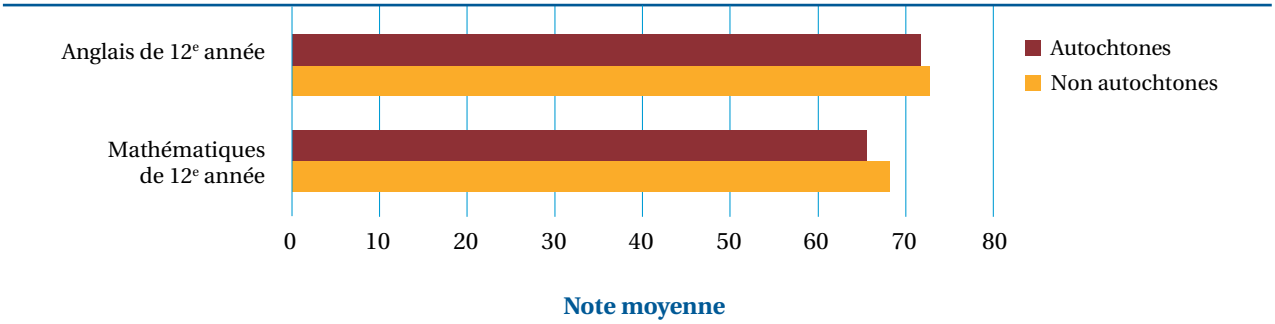


Figure VIII-8 : Notes moyennes en anglais et en mathématiques de 12e année



Incidences sur la décision de poursuivre des études postsecondaires

Expériences vécues au secondaire

Les répondants *autochtones* étaient moins susceptibles d'avoir suivi des cours d'anglais ou de mathématiques de 12e année (voir la figure VIII-7). En moyenne, ils avaient obtenu des notes plus basses dans ces cours (voir la figure VIII-8) et des moyennes pondérées cumulatives plus basses (voir la figure VIII-9). La figure VIII-10 montre la répartition de la moyenne pondérée cumulative pour les répondants *autochtones* et *non autochtones*. Un plus grand nombre de *non autochtones* avaient obtenu une MPC de 3 ou plus, le minimum généralement requis pour l'entrée à l'université (53 % contre 41 %).

Les figures 11 et 12 montrent les impressions des répondants sur les expériences vécues au secondaire. Les répondants *autochtones* et *non autochtones* ont mentionné des expériences vécues au secondaire très similaires. Il existait seulement quelques petites exceptions. Les *autochtones* étaient légèrement moins susceptibles de participer à des activités scolaires et communautaires, telles que les sports et les arts. D'autre part, ils étaient plus susceptibles de mentionner leur intérêt pour ce qu'ils apprenaient à l'école, mais moins susceptibles de mentionner leur ponctualité à faire leurs devoirs.

Figure VIII-9 : Moyenne pondérée cumulative moyenne

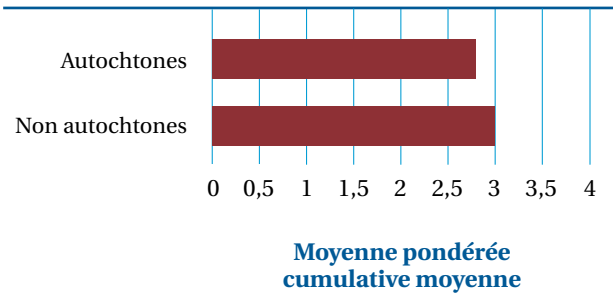


Figure VIII-10 : Répartition de la moyenne pondérée cumulative

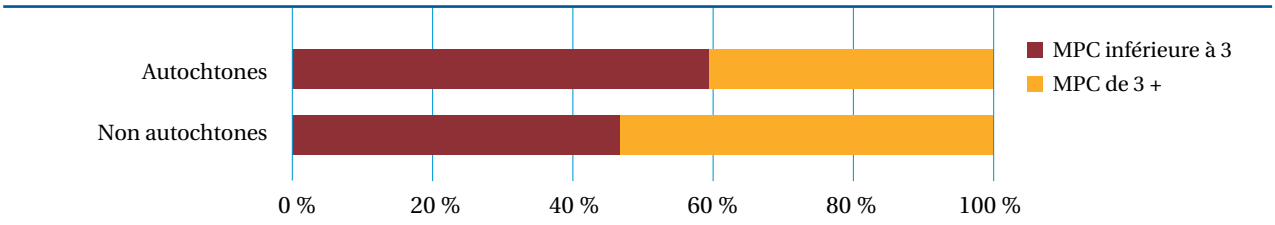


Figure VIII-11 : Impressions sur les expériences vécues au secondaire

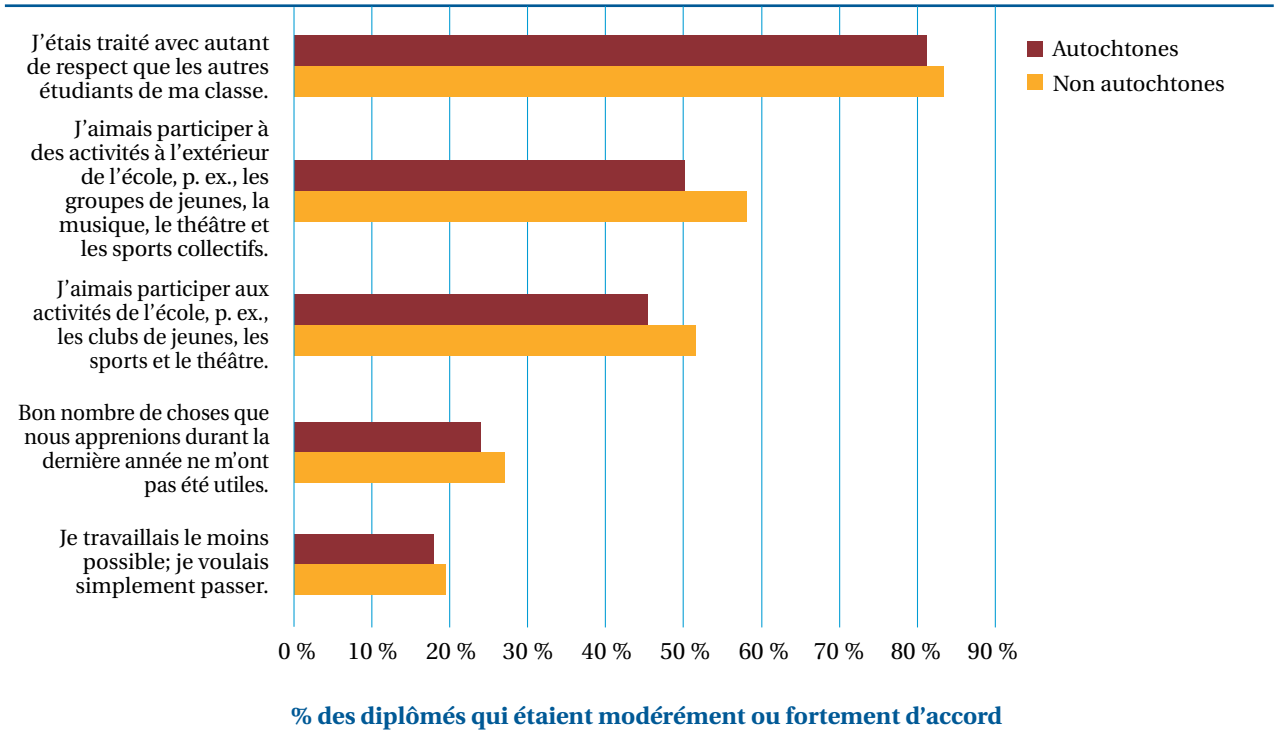


Figure VIII-12 : Expériences vécues dans la dernière année du secondaire

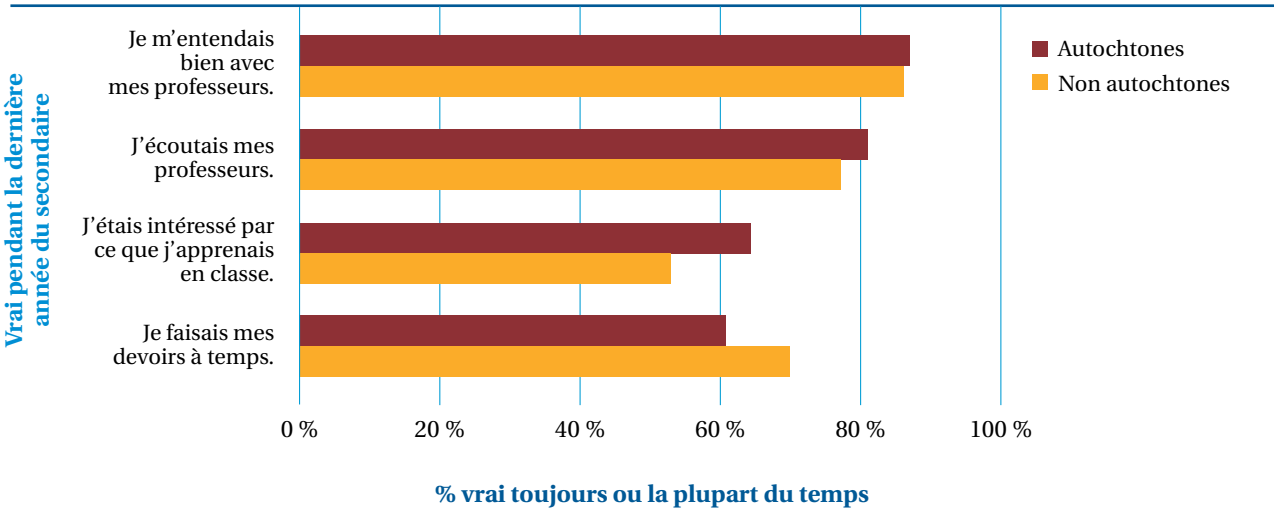
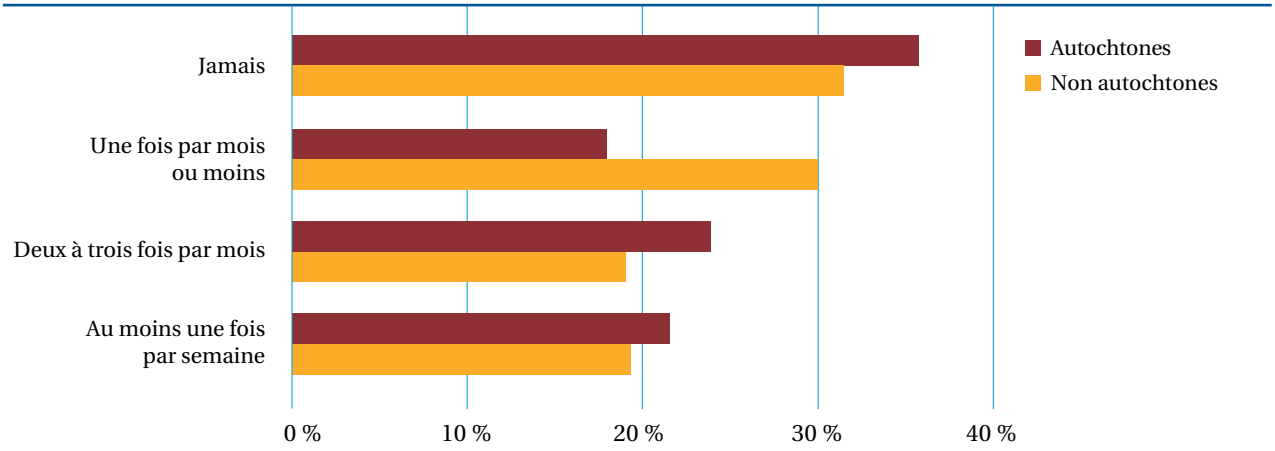


Figure VIII-13 : À quelle fréquence les répondants manquent-ils des cours au secondaire?

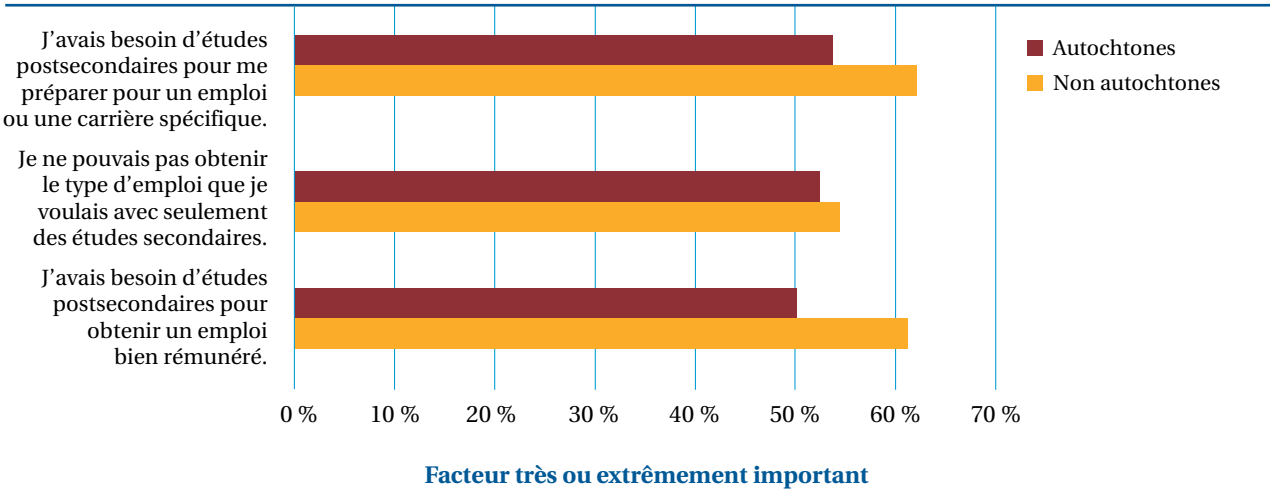


La figure VIII-13 montre la probabilité de manquer des cours. Dans ce cas, les différences ne sont pas claires. Bien que les répondants *autochtones* fussent plus susceptibles de mentionner qu'ils manquent des cours, ils étaient également plus susceptibles de mentionner qu'ils manquaient des cours au moins deux fois par mois.

Impressions sur les études postsecondaires

Les répondants *autochtones* et *non autochtones* avaient tendance à mentionner des facteurs similaires qui influaient sur leur décision de poursuivre ou non des études postsecondaires. Les deux groupes pensaient avoir besoin d'études postsecondaires pour obtenir l'emploi ou la carrière qu'ils voulaient ou pour obtenir un emploi bien rémunéré (voir la figure VIII-14). Cela reflète leurs impressions sur la valeur des études postsecondaires, comme l'illustre la figure VIII-15. Les répondants *autochtones* et *non autochtones* accordaient de l'importance aux études postsecondaires. En fait, les *autochtones* avaient tendance à avoir des impressions encore plus positives sur la valeur des études postsecondaires puisqu'ils étaient moins susceptibles que les *non autochtones* d'être d'accord avec les énoncés négatifs sur les études postsecondaires.

Figure VIII-14 : Trois principaux facteurs qui influent sur la décision de poursuivre ou non des EPS



Les impressions des répondants *autochtones* quant à deux énoncés sur les coûts des études postsecondaires étaient légèrement différentes de celles des répondants *non autochtones*. Les *autochtones* étaient moins susceptibles d'être d'accord avec l'idée qu'il valait la peine de s'endetter pour poursuivre des études postsecondaires (48 % contre 57 %) et plus susceptibles d'être d'accord que les études postsecondaires n'en valaient peut-être pas le coût (29 % contre 24 %). Fait intéressant, les répondants *autochtones* étaient plus exacts dans leurs estimations des droits de scolarité que les répondants *non autochtones* (voir le tableau VIII-1). Ainsi, leurs préoccupations quant au coût des études postsecondaires ne sont pas fondées sur le fait d'avoir une idée gonflée de ces coûts.

Figure VIII-15 : Impressions sur les études postsecondaires

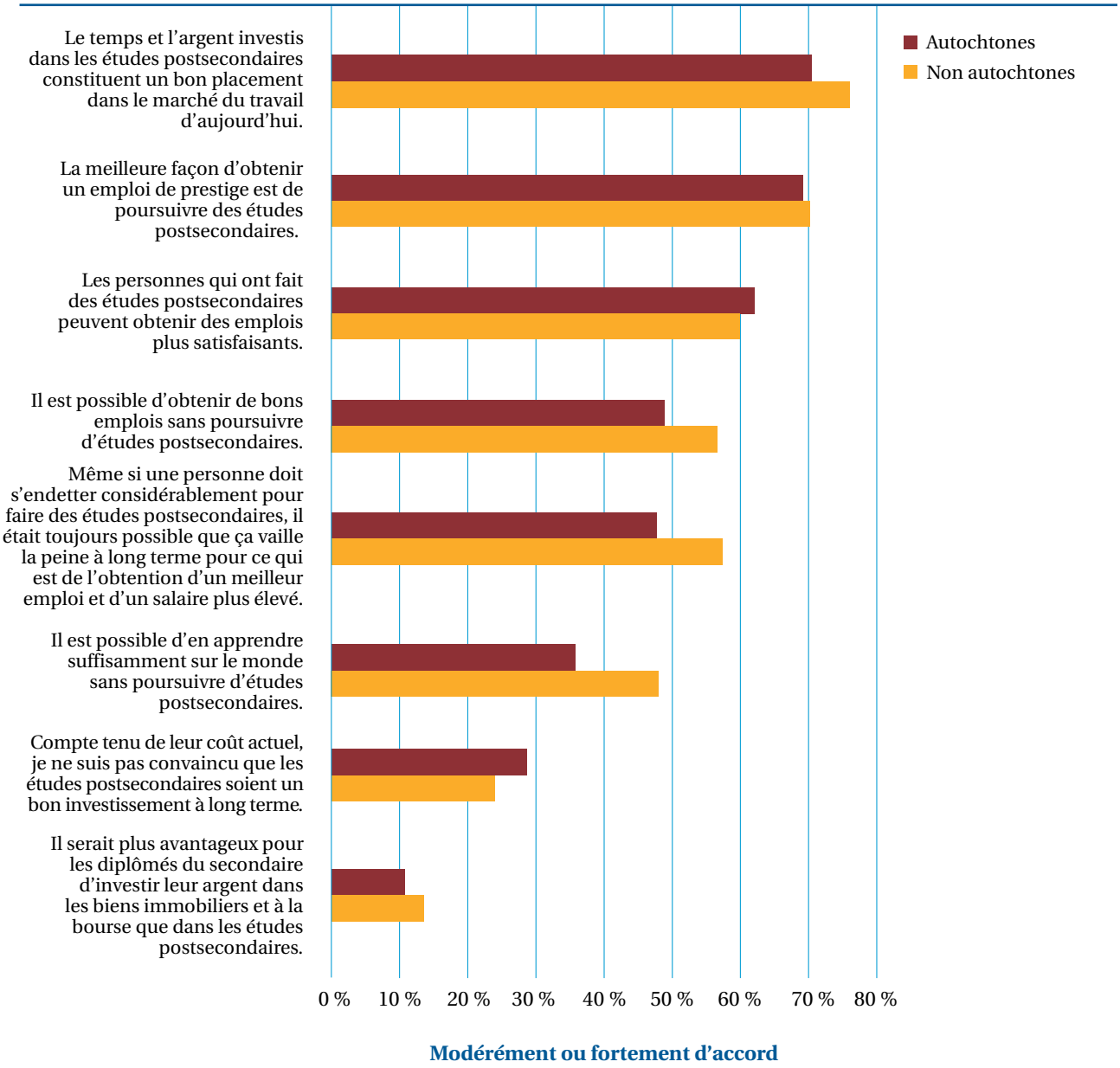


Tableau VIII-1 : Évaluation des droits de scolarité* pour un an d'université de premier cycle en C.-B., en 2005-2006

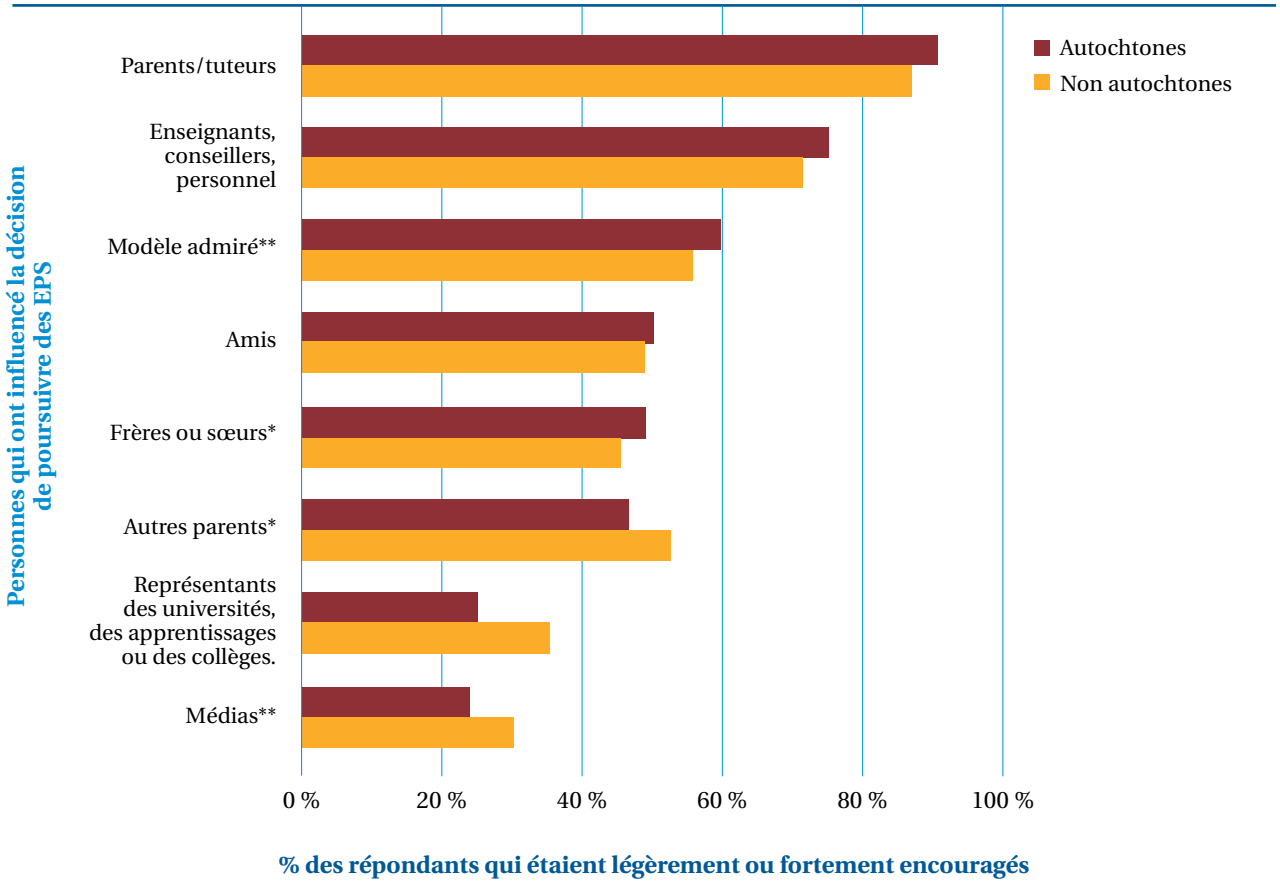
Situation par rapport aux études postsecondaires	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Autochtones	6 125 $	5 000 $	33 %
Non autochtones	6 783 $	5 000 $	18 %

* Pour une année scolaire de huit mois, excluant les livres, les frais accessoires et les frais de subsistance. Les droits de scolarité de 2005-2006 de quatre universités de la C.-B. s'élevaient à entre 4 092 $ et 4 356 $, avec une moyenne de 4 221 $.
Source : Ministère des Études avancées de la C.-B. : http://www.aved.gov.bc.ca/tuition/welcome.htm

Personnes qui ont influencé leur décision

La figure VIII-16 montre dans quelle mesure les répondants *autochtones* et *non autochtones* étaient encouragés par diverses personnes à poursuivre des études postsecondaires. Les deux groupes étaient influencés de façons très similaires. La plupart des répondants des deux groupes étaient encouragés par leurs parents à poursuivre des études postsecondaires. La plupart étaient également encouragés par le personnel de l'école. Il existait seulement trois différences dans les personnes qui encourageaient les répondants. Les *autochtones* étaient moins susceptibles que les *non autochtones* d'être encouragés par les représentants des établissements d'enseignement postsecondaire (25 % contre 35 %), les médias (24 % contre 30 %) et les autres membres de la famille (46 % contre 53 %).

Figure VIII-16 : Personnes qui ont influencé la décision de poursuivre des études postsecondaires



* 5 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas
** entre 9 et 13 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas
*** 22 % de tous les répondants ne savaient pas ou croyaient que cela ne s'appliquait pas

Niveau d'instruction des membres de la famille

Il existait de petites différences dans le niveau d'instruction de leurs mères, mais des différences plus importantes dans le niveau d'instruction de leurs pères. Les mères des répondants *autochtones* étaient légèrement plus susceptibles d'avoir fait des études secondaires ou moins (44 % contre 37 %–voir la figure VIII-17). Toutefois, les pères des répondants *autochtones* étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir fait des études secondaires ou moins (63 % contre 38 %–voir la figure VIII-18).

La figure VIII-19 examine le niveau d'instruction des deux parents combinés. Les répondants *autochtones* étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir des parents qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires (39 % contre 26 %), tandis que les répondants *non autochtones* étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir au moins un parent qui avait obtenu un diplôme (44 % contre 28 %). De plus, les autochtones étaient moins susceptibles d'avoir des frères et sœurs qui avaient fait certaines études postsecondaires (voir la figure VIII-20).

Figure VIII-17 : Niveau d'instruction de la mère

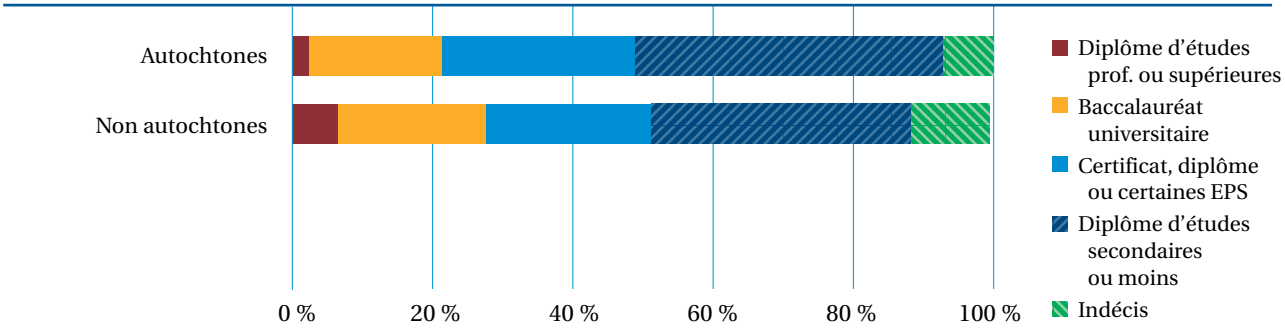


Figure VIII-18 : Niveau d'instruction du père

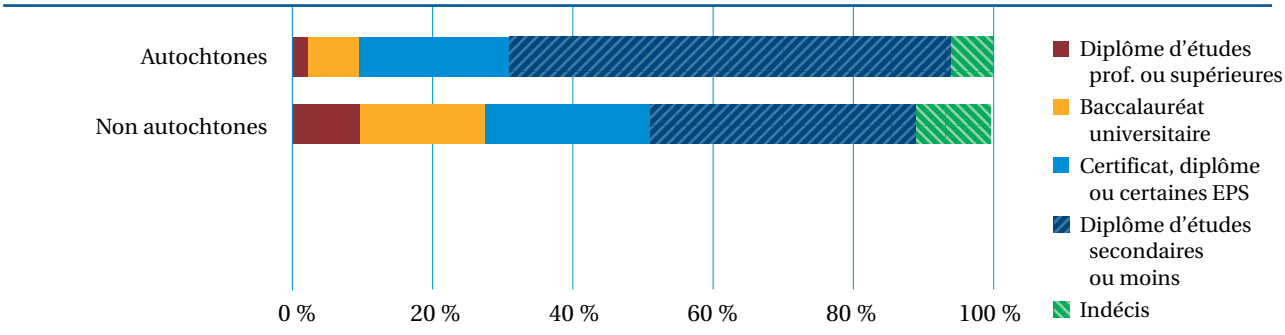


Figure VIII-19 : Niveau d'instruction des deux parents

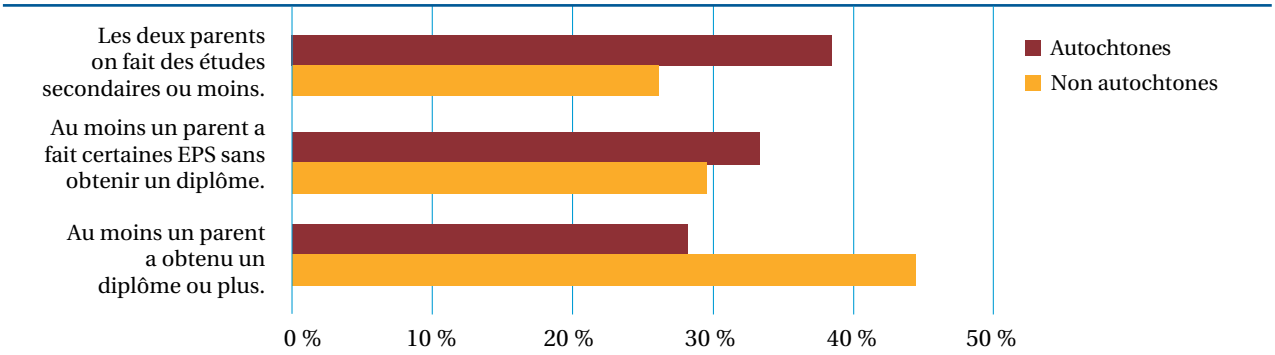
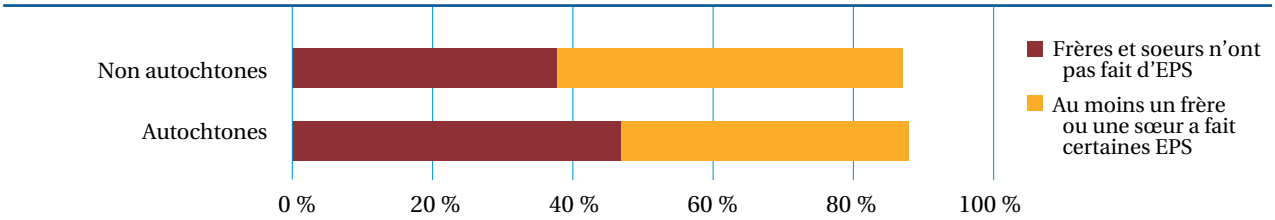


Figure VIII-20 : Niveau d'instruction des frères et sœurs



Effet de la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire

Étant donné que deux fois plus de répondants *autochtones* que de *non autochtones* ont fréquenté le secondaire dans les collectivités rurales (24 % contre 12 %), nous pouvons nous attendre à ce que la distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire puisse avoir plus d'importance pour les répondants *autochtones*. En fait, les répondants *autochtones* étaient beaucoup plus susceptibles que les répondants *non autochtones* d'avoir vécu à plus de 80 kilomètres d'un établissement d'enseignement postsecondaire au moment de la remise des diplômes de secondaire, comme l'illustre la figure VIII-21. En moyenne, les répondants *autochtones* vivaient à 80 kilomètres de l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près, comparativement à 43 kilomètres pour les répondants *non autochtones*. C'est peut-être pourquoi un plus grand nombre d'*autochtones* étaient susceptibles de déménager à une distance de plus de deux heures ou plus pour leurs études–ils doivent déménager s'ils veulent faire des études (voir la figure VIII-22).

Figure VIII-21 : Distance jusqu'à l'établissement d'enseignement secondaire le plus près

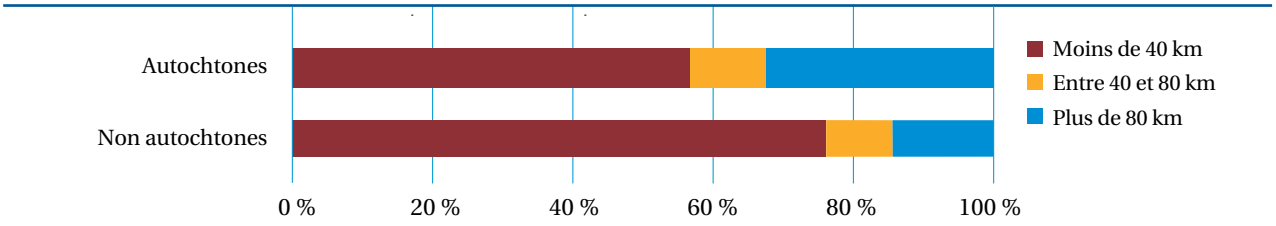
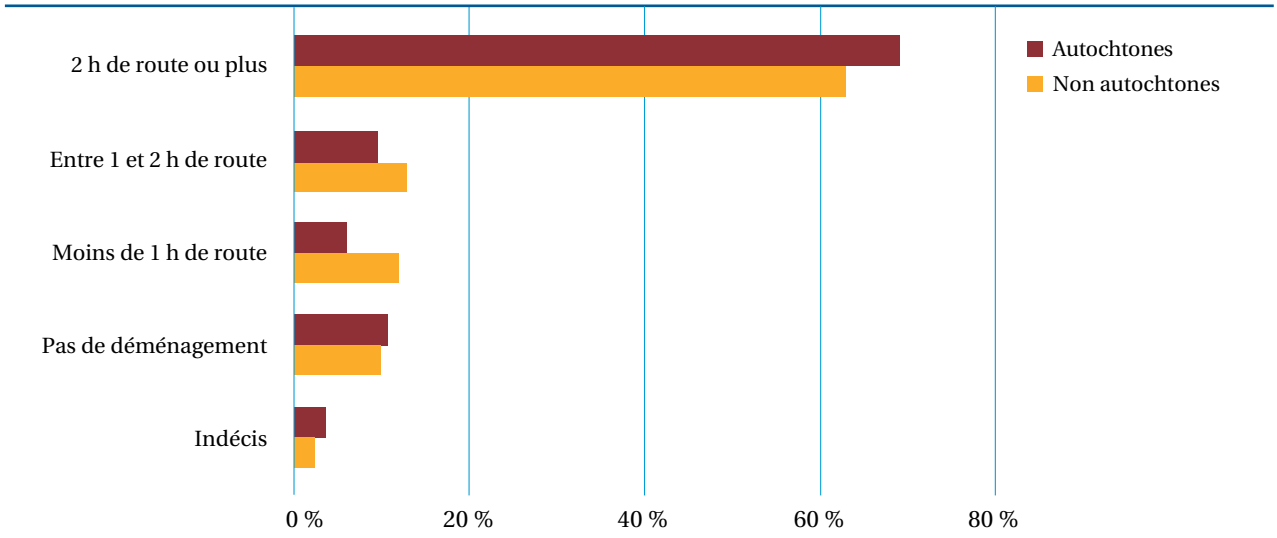
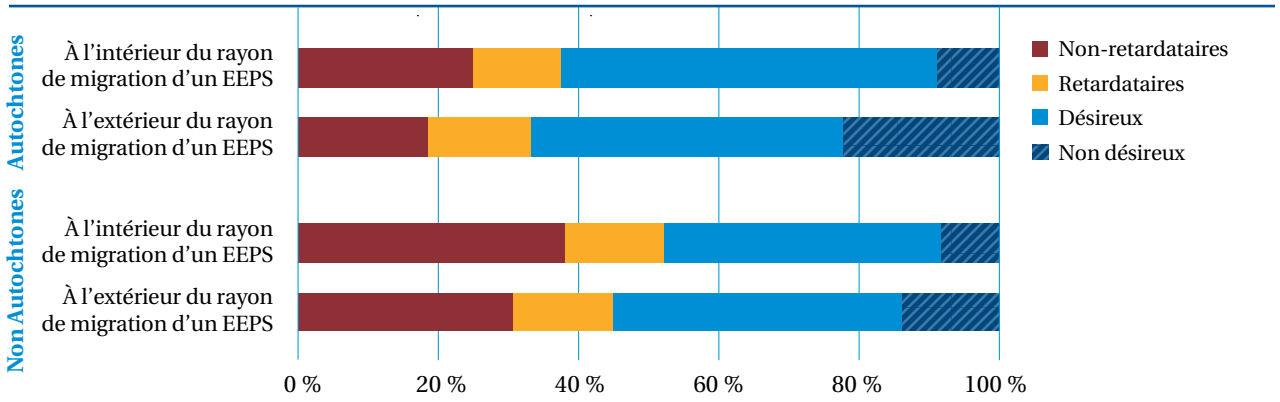


Figure VIII-22 : Distance à laquelle les répondants déménageraient afin de poursuivre leurs études



Les répondants *autochtones* et *non autochtones* étaient touchés par la distance de façon similaire. La figure VIII-23 montre que ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière d'un établissement postsecondaire étaient plus susceptibles d'être des *non-retardataires* que ceux qui vivaient à l'extérieur. Ces derniers étaient plus susceptibles d'être des *non désireux* que ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière. Toutefois, la distance et l'origine ancestrale des *Autochtones* avaient de l'importance. La majeure partie des *non désireux* se trouvait parmi les autochtones qui vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière, tandis que la majeure partie des *non-retardataires* se trouvait parmi les *non autochtones* qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière.

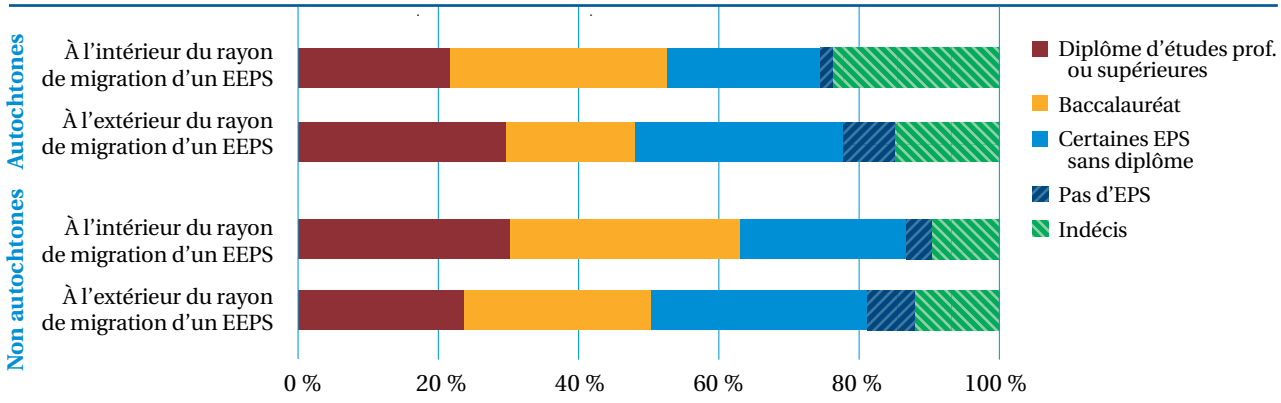
Figure VIII-23 : Lien entre la distance jusqu'à un établissement d'enseignement postsecondaire et la situation par rapport aux études



Nombre de répondants *autochtones* : 56 à l'intérieur du rayon de migration journalière; 27 à l'extérieur du rayon de migration journalière
Nombre de répondants *non autochtones* : 1 653 à l'intérieur du rayon de migration journalière; 280 à l'extérieur du rayon de migration journalière

La figure VIII-24 montre le lien entre la distance et les objectifs en matière d'éducation. Pour les répondants *non autochtones*, le lien est tel qu'on s'y attend; ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière étaient plus susceptibles d'avoir des aspirations plus élevées que ceux qui vivaient à l'extérieur. Toutefois, ce lien n'existe pas pour les répondants *autochtones*. Ceux qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière étaient moins susceptibles que les *autochtones* qui vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière de vouloir obtenir un diplôme d'études professionnelles ou supérieures, mais plus susceptibles de vouloir obtenir un baccalauréat ou d'être indécis. Étant donné que seulement 27 répondants *autochtones* vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière, ces constatations devraient être interprétées avec précaution.

Figure VIII-24 : Lien entre la distance jusqu'à un établissement d'enseignement postsecondaire et les objectifs en matière d'éducation



Nombre de répondants *autochtones* : 56 à l'intérieur du rayon de migration journalière; 27 à l'extérieur du rayon de migration journalière
Nombre de répondants *non autochtones* : 1 653 à l'intérieur du rayon de migration journalière; 280 à l'extérieur du rayon de migration journalière

Revenu familial

Comme l'a illustré le chapitre précédent, les diplômés du secondaire provenant de collectivités rurales sont plus susceptibles d'être issus des districts scolaires où le revenu familial est faible que ceux qui proviennent de collectivités urbaines. Puisqu'un plus grand nombre d'*Autochtones* diplômés du secondaire sont issus de collectivités rurales et que leurs parents sont moins susceptibles d'avoir fait des études postsecondaires, il est possible qu'ils soient également issus de districts où le revenu familial est plus faible. La figure VIII-25 montre la répartition du revenu familial médian pour les districts scolaires d'où les répondants *autochtones* et *non autochtones* sont issus. Bien que les répondants *autochtones* soient moins susceptibles d'être issus de districts où le revenu est élevé, ils sont également moins susceptibles d'être issus de districts où le revenu est plus faible. 45 p. cent des répondants *autochtones* étaient issus de districts où les revenus familiaux médians s'élevaient à entre 50 000 $ et 59 000 $, comparativement à 33 p. cent des répondants *non autochtones*.

Financement des études

Les répondants *autochtones* étaient moins susceptibles que les répondants *non autochtones* d'avoir épargné en vue de leurs études (67 % contre 80 %), mais également prêts à emprunter pour leurs études (voir la figure VIII-26). Les *autochtones* n'étaient pas prêts à dépenser autant pour leurs études (voir le tableau VIII-2). Parmi ceux qui étaient prêts à emprunter, les *autochtones* et *non autochtones* étaient prêts à emprunter des montants similaires (voir le tableau VIII-3).

Figure VIII-25 : Répartition des revenus familiaux médians des districts scolaires pour les répondants *autochtones* et *non autochtones*

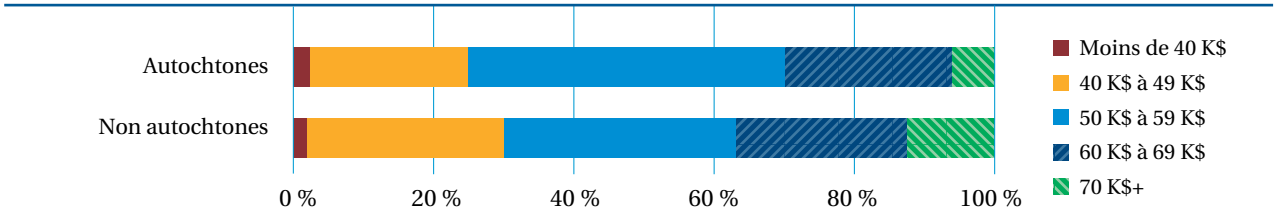


Figure VIII-26 : Pourcentage des répondants qui ont épargné en vue des études postsecondaires et pourcentage de ceux qui sont prêts à emprunter afin d'atteindre leurs objectifs de formation

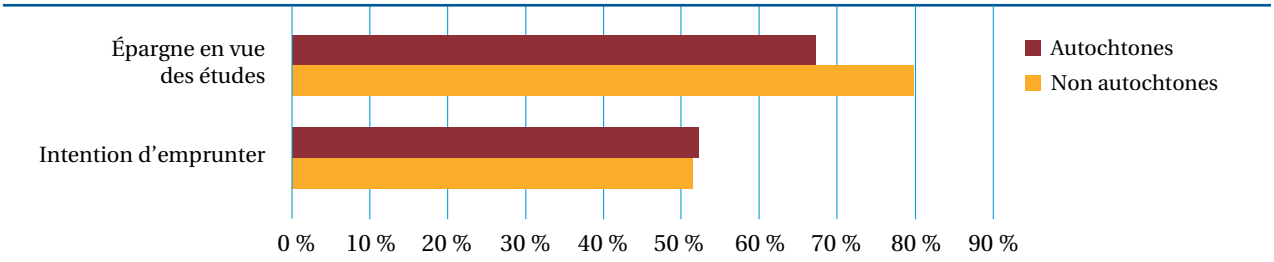


Tableau VIII-2 : Montant que les répondants étaient prêts à dépenser pour achever leurs études, y compris les droits de scolarité, les livres et les frais de subsistance

Répondants	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Autochtones	31 984 $	15 000 $	40 %
Non autochtones	39 963 $	30 000 $	34 %

Tableau VIII-3 : Parmi ceux qui étaient prêts à emprunter, montant de la dette qu'ils étaient prêts à accumuler afin d'atteindre leurs objectifs en matière d'éducation

Répondants	Moyenne	Médiane	% de non-réponses
Autochtones	25 278 $	17 500 $	0 %
Non autochtones	25 723 $	15 000 $	29 %

Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation

Les répondants *autochtones* qui avaient des aspirations en matière d'études postsecondaires étaient presque aussi optimistes quant à l'atteinte de leurs objectifs en matière d'éducation que les répondants *non autochtones* (voir la figure VIII-27). La figure VIII-28 montre les principaux obstacles à l'achèvement de leurs études mentionnés par les répondants. Bien que les répondants *autochtones* et *non autochtones* prévoient faire face à des obstacles similaires, il existait certaines différences claires. Les *autochtones* étaient plus susceptibles de mentionner la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins (35 % contre 30 %), le manque de moyens pour faire toutes les études qu'ils veulent (30 % contre 24 %) et la possibilité de ne pas faire toutes les études voulues parce qu'ils veulent demeurer près de chez eux (24 % contre 18 %).

La figure VIII-29 montre les résultats de la répartition des 14 obstacles en quatre catégories : financiers, motivationnels, sociaux et scolaires. (Voir l'annexe D pour les détails.) Les répondants *autochtones* et *non autochtones* étaient également susceptibles de mentionner au moins un obstacle dans chaque catégorie, à l'exception des obstacles sociaux. Les répondants *autochtones* étaient plus susceptibles de mentionner au moins un obstacle social, en grande partie parce qu'ils étaient plus susceptibles de mentionner le fait de ne pas pouvoir faire toutes les études voulues près de chez eux.

Figure VIII-27 : Probabilité de faire toutes les études voulues

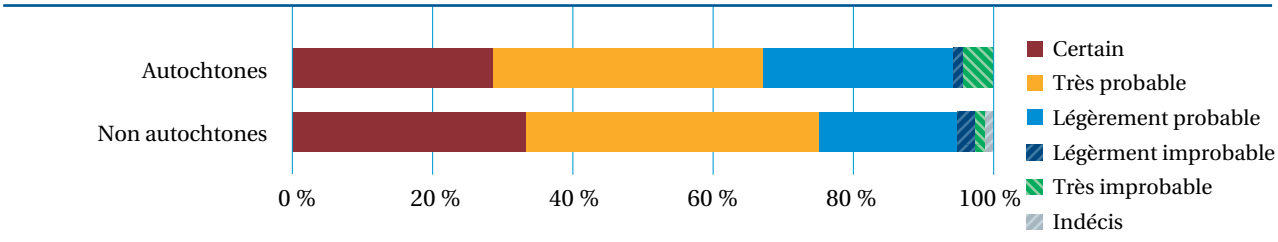


Figure VIII-28 : Cinq principaux obstacles à la poursuite des études voulues

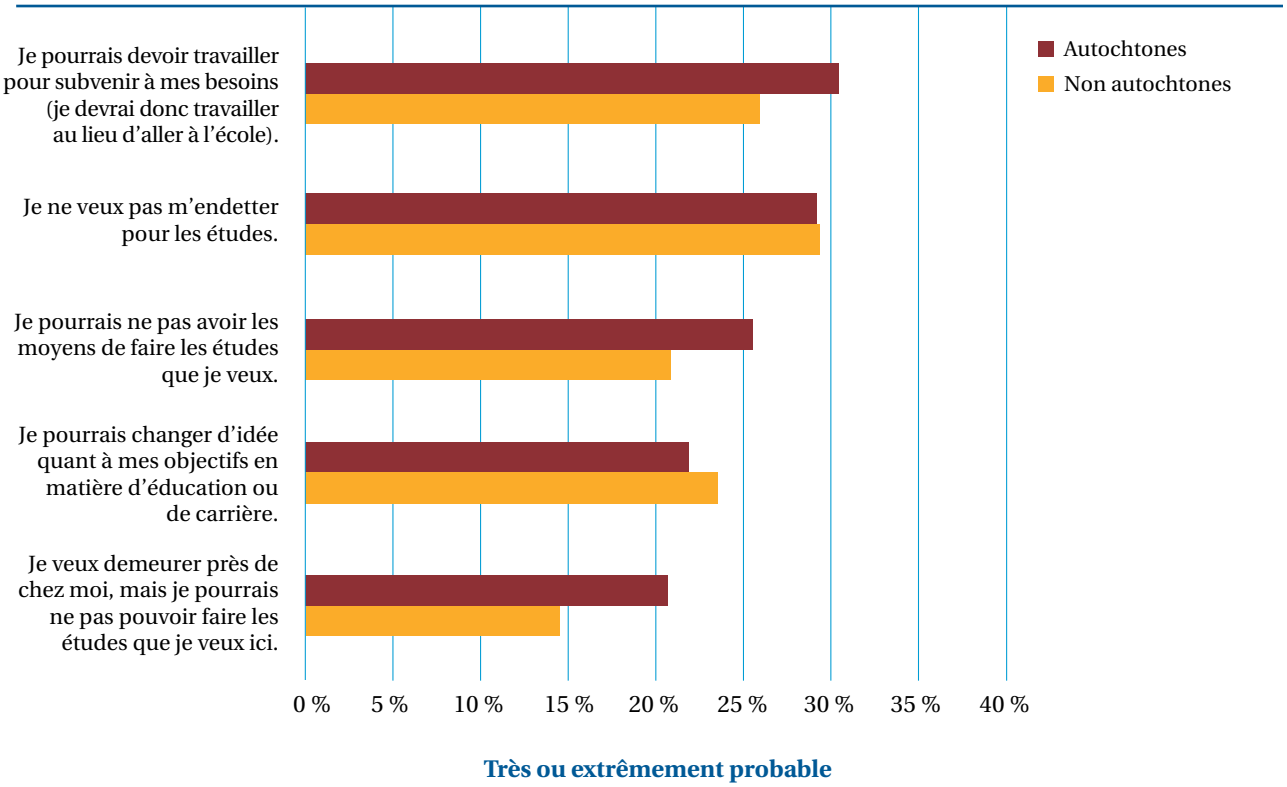
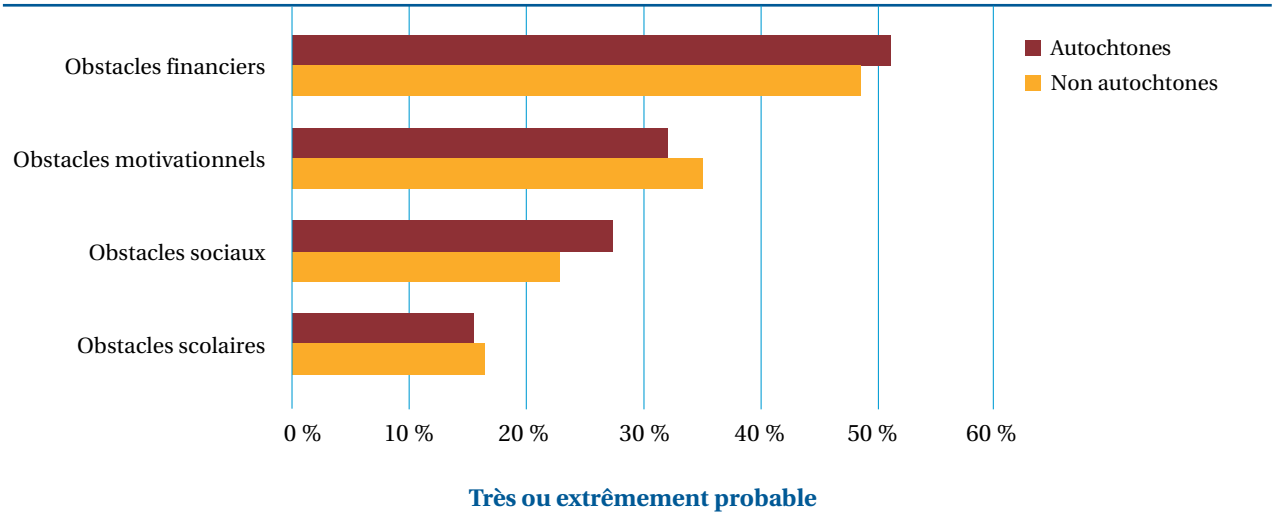


Figure VIII-29 : Types d'obstacles à la poursuite des études voulues



Sommaire et conclusions

Les répondants *autochtones* et *non autochtones* avaient des impressions similaires sur les études postsecondaires. La majorité d'entre eux leur accorde de l'importance et ont le sentiment qu'elles sont nécessaires pour obtenir un bon emploi et poursuivre une carrière satisfaisante.

Les objectifs en matière d'éducation des répondants *autochtones* étaient très similaires à ceux des *non autochtones*. La plupart des répondants veulent poursuivre des études postsecondaires, bien que comparativement aux répondants *non autochtones*, un moins grand nombre d'*autochtones* voulaient obtenir un diplôme, et un plus grand nombre étaient indécis quant à la scolarité qu'ils voulaient atteindre.

Bien qu'ils soient similaires dans leurs aspirations en matière d'éducation, les répondants *autochtones* étaient plus susceptibles de retarder le moment où ils entreprendraient leurs études. Parmi ceux qui voulaient poursuivre des études postsecondaires, deux tiers des *autochtones* retardaient le début de leurs études d'un an ou plus, comparativement à la moitié des *non autochtones*.

Les répondants *autochtones* n'étaient pas aussi bien préparés pour les études universitaires; ils étaient moins susceptibles d'avoir suivi des cours d'anglais et de mathématiques de 12^{e} année et moins susceptibles d'avoir obtenu une MPC de 3 ou mieux. Ils étaient également moins susceptibles d'avoir épargné pour leurs études, ce qui est conforme au fait qu'un tiers des répondants *autochtones* n'étaient pas *désireux* de poursuivre des études postsecondaires au moment où ils ont obtenu leur DES, mais qu'ils ont changé d'idée par la suite.

Les répondants *autochtones* étaient plus susceptibles d'avoir des parents qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires que les répondants *non autochtones*. De plus, un moins grand nombre de répondants *autochtones* que de *non autochtones* avaient des frères et sœurs qui ont fait certaines études postsecondaires. Toutefois, en dépit du manque de modèles dans leurs familles, un nombre presque aussi grand d'*Autochtones* que de *non autochtones* veulent poursuivre une certaine forme d'études postsecondaires.

Un facteur qui distingue les *autochtones* des *non autochtones* est la distance jusqu'à l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près. Un quart des répondants *autochtones* vivaient au sein de collectivités rurales, et environ un tiers vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière de tout établissement d'enseignement postsecondaire. Au moment de la remise des diplômes, les répondants *autochtones* vivaient, en moyenne, deux fois plus loin d'un établissement d'enseignement postsecondaire que les *non autochtones*. Cela signifie qu'un plus grand nombre d'*Autochtones* seraient obligés de déménager pour poursuivre des études postsecondaires. Fait intéressant, environ un quart des répondants *autochtones* étaient préoccupés par le fait qu'ils ne pourraient peut-être pas faire toutes les études voulues parce qu'ils veulent demeurer près de chez eux. La nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins et le manque de moyens pour faire toutes les études qu'ils voulaient constituaient deux autres obstacles qui préoccupaient un plus grand nombre de répondants *autochtones* que de *non autochtones* qui veulent poursuivre des études postsecondaires.

L'argent et la distance constituent les deux principaux obstacles pour les répondants *autochtones* quant à la poursuite des études postsecondaires. La distance signifie que les *Autochtones* sont beaucoup plus susceptibles d'être obligés de déménager pour poursuivre leurs études, ce qui a des répercussions financières et sociales. Les répercussions financières consistent en des coûts plus élevés pour étudier à l'extérieur. Mais déménager signifie également qu'ils doivent laisser leur réseau social derrière eux. Bien que cela puisse avoir une incidence négative sur tout étudiant, cet éloignement peut être plus difficile pour les *Autochtones* compte tenu de leurs solides liens sociaux au sein de leurs collectivités.

IX. Conclusions

Comme il est mentionné dans l'introduction, cette recherche a été réalisée dans le but de mieux comprendre ce qui incite les diplômés du secondaire à poursuivre ou non des études postsecondaires. Le but ultime était de déceler les différences entre les *inscrits* et les *non inscrits* et de déterminer dans quelle mesure l'argent, ou tout autre facteur, joue un rôle dans les choix que font les détenteurs de DES en matière d'études postsecondaires.

Une des principales conclusions de cette recherche est qu'il est trop simpliste de seulement distinguer les *inscrits* des *non inscrits*. Il est plus juste de voir cela comme un continuum qui va des *non-retardataires* aux *non désireux* en passant par ceux qui retardent leur entrée au postsecondaire pendant des mois, voire des années. Une telle conception est plus conforme aux résultats de l'*Enquête auprès des jeunes en transition*, qui révèle que seulement 60 p. cent des détenteurs de DES avaient commencé leurs études postsecondaires à l'âge de 18 à 20 ans et que 80 p. cent d'entre eux avaient fait certaines études postsecondaires à l'âge de 24 à 26 ans (Shaienks et Gluszynski, 2007).

Les objectifs des diplômés du secondaire en matière d'EPS concordent avec le continuum mentionné ci-haut. Ceux qui ont commencé leurs EPS immédiatement après le secondaire avaient les objectifs les plus ambitieux, en moyenne; la plupart d'entre eux voulaient obtenir au moins un diplôme, et la moitié voulait en obtenir plus d'un. Ceux qui ont retardé leurs études pendant moins de deux ans n'étaient pas aussi ambitieux; moins des deux tiers voulaient obtenir au moins un diplôme, et juste un peu plus du quart de ces détenteurs de DES en voulait plus d'un. Les *désireux* étaient les moins ambitieux parmi les trois groupes; un peu moins de la moitié d'entre eux voulaient au moins un diplôme.

Ceux qui n'avaient pas l'intention de poursuivre des études postsecondaires, les *non désireux*, ne comprenaient qu'un cinquième de tous les répondants qui n'avait pas entrepris d'EPS deux ans après la fin du secondaire. Le fait que la majorité des *non inscrits* veuillent faire certaines études postsecondaires indique que la distinction entre les *inscrits* et les *non inscrits* est trop simple. Par conséquent, au lieu d'essayer de comprendre les différences entre les *inscrits* et les *non inscrits*, nous devons nous attarder aux différences entre les *désireux* et les *non désireux*, d'une part, et entre les *désireux* et les *non-retardataires*, d'autre part.

Notes et expérience au secondaire

À l'instar d'autres recherches (Malatest et associés, 2007; Shaienks et Gluszynski, 2007), cette étude a permis de constater que les notes jouent un rôle dans les choix que font les détenteurs de DES. Fait intéressant, les notes sont en parallèle avec le continuum précédemment décrit. Les *non-retardataires*, c'est-à-dire ceux qui ont commencé leurs études dès la fin du secondaire, avaient les notes les plus élevées. Les *retardataires* arrivaient au *deuxième* rang au chapitre des notes, suivis des *désireux*, au troisième rang, puis des *non désireux*, au dernier rang.

Les conclusions en matière d'engagement au plan scolaire et social au secondaire vont dans le même sens. Les *non-retardataires* étaient les plus engagés, tandis que les *non désireux* étaient les moins engagés. C'est sans surprise qu'on a constaté que ceux qui avaient de bonnes notes étaient plus engagés d'un point de vue social et scolaire que ceux qui avaient des notes plus faibles. Ces conclusions correspondent aux conclusions de l'*Enquête auprès des jeunes en transition*, selon laquelle plus les jeunes sont engagés au secondaire, plus ils atteignent de hauts niveaux dans leurs études postsecondaires (Lambert, Zeman, Allen et Bussière, 2004; Shaienks et Gluszynski, 2007).

Cette étude a permis de conclure également que les objectifs des détenteurs de DES en matière d'études postsecondaires sont liés à leurs notes au secondaire. Ceux qui avaient les aspirations les plus élevées – un diplôme d'études professionnelles ou supérieures –

avaient la moyenne pondérée cumulative la plus élevée au secondaire, en moyenne, tandis que ceux qui aspiraient à faire certaines études postsecondaires sans obtenir de diplôme avaient la MPC la moins élevée. Ceux qui aspiraient à un baccalauréat avaient une MPC qui se situait quelque part entre les deux.

Contexte familial

Les notes sont-elles un facteur déterminant dans les choix que font les diplômés du secondaire en matière d'études postsecondaires, ou sont-elles le symptôme d'autre chose? Nous avons de bonnes raisons de croire que les notes sont influencées par le contexte familial. Les répondants issus de familles dans lesquelles au moins un des parents détenait un diplôme avaient des notes plus élevées, en moyenne, tandis que les répondants dont aucun des parents n'avait fait d'études postsecondaires avaient des notes moins élevées. Nous savons que le niveau d'instruction est lié au revenu (recensement de 2005 de Statistique Canada). Bien que nous n'ayons pas de mesure directe du revenu familial dans cette étude, nous savons que la scolarité des parents était liée au revenu familial médian de l'arrondissement scolaire. Les répondants qui avaient des parents plus instruits avaient tendance à provenir de districts scolaires où le revenu familial médian était plus élevé. Une autre recherche a démontré que les notes tendent à être liées de façon positive au revenu familial (Frenette, 2007).

Les étudiants issus de familles à revenu plus élevé peuvent disposer de plus de ressources pour les aider dans leur éducation, y compris en ce qui a trait aux livres, aux ordinateurs et aux tuteurs. Leurs parents sont peut-être mieux en mesure de les aider dans leurs devoirs, parce qu'ils ont le temps ou qu'ils ont la scolarité nécessaire. De plus, ils peuvent leur donner l'exemple de ce qu'il est possible de réaliser, tant au chapitre de l'éducation que du genre d'emploi qu'ils peuvent obtenir en faisant des études postsecondaires, et motiver ainsi les enfants à faire des études postsecondaires. Ces choses ne sont pas une garantie que le jeune aura de bonnes notes, mais elles peuvent y contribuer. Visiblement, le revenu familial n'est pas le seul facteur qui influe sur les notes. Les étudiants issus de familles à revenu élevé peuvent avoir de mauvaises notes, comme les étudiants issus de familles à revenu moins élevé peuvent avoir de bonnes notes. L'intelligence inhérente, la motivation et la personnalité jouent probablement un rôle. La présente étude ne s'est pas attardée à ces facteurs; en fait, il serait difficile de déterminer quelles interventions politiques pourraient avoir des répercussions sur ce genre de facteur intrinsèque.

Il a été établi qu'il existe un faible lien entre le niveau d'instruction des parents et l'inscription aux études postsecondaires : les *non désireux* étaient les plus susceptibles d'avoir des parents n'ayant pas fait d'études postsecondaires, tandis que les *non-retardataires* et les *retardataires* étaient les moins susceptibles. Les *désireux* se situaient entre les deux. Il n'y avait pas de différence au plan de la scolarité des parents des *non-retardataires* et des parents des *retardataires*. Ces deux catégories de répondants étaient plus susceptibles que les *désireux* et les *non désireux* d'avoir des parents qui possédaient un diplôme. Et il n'y avait pas de différence entre les *désireux* et les *non désireux* à cet égard. Par conséquent, le niveau d'instruction des parents n'explique pas entièrement la différence entre la situation des répondants par rapport aux études postsecondaires.

Le lien entre la scolarité des parents et les objectifs en matière d'études postsecondaires est également ténu. Les répondants dont au moins un des parents détenait un diplôme étaient plus susceptibles d'aspirer à un diplôme que ceux dont les parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires, ce qui est conforme aux résultats d'autres recherches (Bowlby et McMullen, 2002; Knighton et Mirza, 2002; Shaienks et Gluszynski, 2007). Toutefois, plus de la moitié des répondants dont les parents n'avaient pas fait d'EPS aspiraient à obtenir un diplôme.

Même si l'on tient compte du niveau d'instruction des parents, toutefois, les notes ont leur importance. Par exemple, les *non désireux* dont au moins un des parents détenait un diplôme avaient des notes moins élevées que les *non-retardataires* dont au moins un des parents détenait un diplôme. En fait, les notes avaient une incidence plus marquée sur la situation par rapport aux EPS que le niveau d'instruction des parents.

Facteurs mentionnés par les répondants

Quand on examine le point de vue des répondants eux-mêmes, par contre, les notes semblent jouer un rôle mineur dans leur décision. Bien qu'on les ait interrogés sur l'incidence que pouvaient avoir des notes insuffisantes, très peu d'entre eux ont mentionné qu'elles jouaient un rôle dans leur choix. La plupart étaient plutôt influencés par le désir d'obtenir un emploi bien rémunéré ou de s'engager dans une carrière précise, sans égard aux notes obtenues.

La motivation et l'argent étaient des facteurs déterminants pour ceux qui avaient retardé leurs études ou choisi de ne pas faire d'études postsecondaires. Le besoin de prendre du temps pour décider ce qu'ils voulaient faire était la raison la plus souvent évoquée par les *retardataires* et par les *désireux* pour expliquer la remise à plus tard des EPS. Environ 40 p. cent des *non désireux* préféraient travailler que d'aller à l'école. Environ le tiers des *retardataires* et la moitié des *désireux* avaient retardé leurs études parce qu'ils devaient travailler en vue d'épargner. Environ le tiers des *non désireux* ont mentionné que la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins avait joué dans leur décision de ne pas poursuivre d'études postsecondaires.

La scolarité des parents n'a pas d'incidence sur la vision que les répondants avaient des études postsecondaires ou sur la perception qu'ils avaient de leur coût. La plupart des détenteurs de DES accordent de l'importance aux EPS, et pourtant ils en surestiment le coût. Le niveau d'études des parents ne semble pas influencer non plus les répondants dans leurs choix par rapport aux EPS. Quand on met les taux d'inscription aux EPS en parallèle avec le niveau d'instruction des parents, on constate que les détenteurs de DES étaient tous dans la même situation et qu'ils avaient une vision similaire des facteurs qui influent sur leurs choix, sans égard à la scolarité de leurs parents. Cela signifie que les répondants de *première génération* (dont les parents n'ont pas fait d'EPS) avaient une vision similaire à celle des répondants de la *génération N* (dont les parents avaient fait certaines EPS).

D'autres recherches nous ont appris que la plupart des parents, sans égard à leur niveau d'instruction, veulent que leurs enfants fassent certaines études postsecondaires (Shipley, Ouellette et Cartwright, 2003) et que les jeunes sont influencés par les attentes de leurs parents (Junor et Usher, 2004). Cette recherche a révélé que les parents étaient la principale source d'encouragement des détenteurs de DES et que la plupart d'entre eux voulaient faire certaines études postsecondaires. Ainsi, les étudiants pourraient être moins influencés par le niveau d'instruction de leurs parents que par leurs attentes.

La principale incidence de la scolarité des parents est peut-être d'ordre financier, en tant qu'indicateur du revenu familial. Les répondants qui avaient des parents plus instruits étaient plus susceptibles d'avoir de l'épargne et ils étaient prêts à dépenser davantage pour leurs études que ceux dont les parents étaient moins instruits. La décision de retarder les études afin d'épargner en vue de faire des études était liée au niveau d'instruction des parents : les *retardataires* et les *désireux* dont les parents étaient plus instruits étaient moins susceptibles d'avoir retardé leurs études afin d'économiser en vue de faire des études. La nécessité de travailler au lieu d'aller à l'école était également liée au niveau d'études des parents : les *non désireux* dont les parents n'avaient pas fait d'EPS étaient beaucoup plus susceptibles de mentionner qu'ils étaient obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins que les *non désireux* dont les parents avaient fait certaines EPS.

L'argent est également le facteur qui a été le plus souvent mentionné comme obstacle à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation. Même si les répondants dont les parents n'avaient pas fait d'études postsecondaires étaient plus susceptibles de parler d'obstacles financiers que les autres répondants, l'argent est l'obstacle le plus souvent mentionné par tous les répondants.

Distance jusqu'aux établissements d'enseignement postsecondaire

À l'instar de la recherche effectuée par Frenette (2002; 2003), la présente recherche a permis de constater que la distance est aussi un facteur; les *inscrits* étaient plus susceptibles de s'inscrire à l'établissement le plus près au moment de l'obtention de leur diplôme, qu'il s'agisse

d'une université, d'un collège universitaire ou d'un collège. La majorité des *inscrits* voulaient un diplôme. Compte tenu de la nature très articulée du système d'enseignement postsecondaire de la C.-B., ceux qui aspirent à un diplôme peuvent commencer leurs études dans pratiquement n'importe quel établissement de la province, à moins de rechercher un programme spécialisé; il est possible toutefois qu'ils doivent ensuite aller dans une université pour terminer leurs études. Par conséquent, il est logique que la plupart des *inscrits* optent pour l'établissement le plus près.

En agrandissant le champ de recherche de Frenette, cette étude a permis d'examiner d'autres variables, y compris la remise à plus tard des études et les objectifs en matière d'études postsecondaires, deux variables qui ont un lien avec la distance. Ceux qui ont retardé leurs études, les *retardataires* et les *désireux*, vivaient plus loin des établissements et avaient moins de possibilités d'étudier dans un rayon de migration journalière. Ceux qui n'avaient pas l'intention de faire des EPS, les *non désireux*, sont ceux qui vivaient le plus loin et qui avaient le moins d'options quant à l'établissement. Les détenteurs de DES qui aspiraient à un diplôme postsecondaire étaient plus susceptibles de vivre dans le rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire que ceux qui visaient un niveau d'instruction moins élevé, mais la moyenne pondérée cumulative a aussi un rôle à jouer. Le désir d'obtenir un diplôme était plus élevé chez les répondants qui avaient une bonne MPC et qui vivaient à l'intérieur du rayon de migration journalière que chez ceux qui avaient une bonne MPC mais qui vivaient à l'extérieur. La distance peut influencer les diplômés du secondaire dans leurs choix en matière d'EPS, parce qu'ils veulent limiter les coûts, par exemple, ou parce qu'ils préfèrent continuer de vivre dans leur communauté.

Groupes sous-représentés

Même si la majorité des répondants provenant de milieux ruraux vivaient à l'extérieur du rayon de migration journalière d'un établissement d'enseignement postsecondaire au moment de terminer leur secondaire, ils ressemblent aux répondants *urbains* pour ce qui est de leurs objectifs en matière d'études postsecondaires et de leurs attentes quant à la probabilité de les atteindre. Même à l'égard de la distance, les répondants *ruraux* étaient légèrement moins susceptibles d'être des *non-retardataires* et plus susceptibles d'être des *non désireux* que les répondants *urbains*, ce qui démontre que les taux plus faibles de d'inscription chez les répondants *ruraux* ne sont pas le simple fait de la distance. La préparation scolaire n'est pas un facteur, puisque les notes des répondants *ruraux* étaient un peu plus élevées que celles des *urbains*. Le contexte familial semble un facteur, car les répondants *ruraux* étaient plus susceptibles que les *urbains* d'avoir des parents qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires. Les répondants *ruraux* étaient également plus susceptibles de provenir d'un district scolaire où le revenu familial médian est plus faible. Prises ensemble, ces données suggèrent que le revenu familial est peut-être la clé pour comprendre les taux d'inscription aux EPS plus faibles chez les finissants de secondaire de milieu rural. Les jeunes de milieu rural sont sans doute plus susceptibles d'être issus d'une famille à plus faible revenu et d'être obligés de déménager pour faire des études postsecondaires. Cela signifie, d'une part, que leurs études leur coûteraient plus cher et, d'autre part, qu'ils ne peuvent probablement pas compter sur le soutien financier de la famille.

La distance est aussi un facteur pour les étudiants *autochtones*. Comparativement aux répondants *non autochtones*, les répondants *autochtones* vivaient, en moyenne, deux fois plus loin de l'établissement d'enseignement postsecondaire le plus près à la fin de leur secondaire. Par conséquent, les répondants *autochtones* sont plus nombreux que les *non autochtones* à devoir déménager pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation. Les coûts sont donc plus élevés, et cela signifie également qu'ils doivent laisser leur réseau social derrière eux. C'est peut-être la raison qui explique que les répondants *autochtones* étaient plus susceptibles d'être *désireux de faire des EPS* que les répondants *non autochtones* et d'être indécis quant à leurs objectifs en matière d'EPS. Bien que leurs aspirations soient similaires à celles des répondants *non autochtones*, les répondants *autochtones* ne sont pas aussi bien préparés au plan scolaire. En fait, plus du tiers des répondants *autochtones* qui

ont retardé leurs études l'ont fait parce qu'ils n'avaient pas l'intention de faire ces études au départ, comparativement à moins d'un quart des répondants *non autochtones*.

Il y avait certaines différences dans les obstacles mentionnés par les répondants *autochtones* et *non autochtones*. Les répondants *autochtones* étaient plus susceptibles de mentionner des obstacles financiers et des obstacles sociaux, à cause de leur désir de ne pas s'éloigner de la maison. Par ailleurs, les répondants *non autochtones* étaient légèrement plus susceptibles de mentionner des obstacles liés à la motivation, surtout parce qu'ils craignaient que cela prenne trop de temps pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation.

Il existe des différences selon le sexe bien connues sur le plan de l'inscription aux études postsecondaires : les femmes sont plus susceptibles que les hommes de poursuivre des EPS, moins susceptibles de retarder leurs études et plus susceptibles d'aspirer à un diplôme que les hommes (Bowlby et McMullen, 2002; Hango et Broucker, 2007; Hango, 2008; Krahn et Hudson, 2006). Comme la présente étude visait à comparer les *non inscrits* et les *inscrits*, un nombre égal de femmes et d'hommes a été inclus dans chacun des groupes. Néanmoins, cette étude a permis de relever des différences qui sont conformes aux études publiées : les femmes avaient de meilleures notes, en moyenne; les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'être des *non désireux*; et les femmes étaient plus susceptibles que les hommes d'aspirer à un diplôme. Toutefois, il y avait plus de similitudes que de différences entre les femmes et les hommes. La vaste majorité des hommes et des femmes voulaient faire certaines études postsecondaires, et la plupart d'entre eux voulaient obtenir un diplôme. Il y avait bien quelques petites différences dans les facteurs qui influencent les hommes et les femmes, mais ces différences touchaient davantage l'ampleur que la nature de ces facteurs. Les hommes et les femmes qui se trouvaient dans la même situation par rapport aux EPS étaient influencés par les mêmes facteurs; les différences étaient plus marquées entre les groupes qu'entre les deux sexes à l'intérieur d'un même groupe.

Obstacles à l'atteinte des objectifs en matière d'études postsecondaires

Selon Junor et Usher (2004), il existait trois types de raisons de ne pas poursuivre des études postsecondaires : scolaires, financières et informationnelles/motivationnelles. Ils en sont arrivés à la conclusion que les raisons informationnelles/motivationnelles sont les plus courantes. La présente étude le confirme. Les *non désireux* n'avaient pas la motivation de faire des études postsecondaires. Ils exagéraient considérablement le coût d'un diplôme universitaire et avaient le sentiment qu'il n'était pas nécessaire de faire des études postsecondaires pour obtenir un bon emploi. Les facteurs financiers avaient également une incidence sur ce groupe, car environ le tiers de ces répondants devaient travailler pour subvenir à leurs besoins. Toutefois, cela indique peut-être un manque d'information à propos de l'aide financière aux étudiants. Les répondants de ce groupe n'étaient pas bien préparés d'un point de vue scolaire à faire des études postsecondaires et ils n'étaient pas engagés sur le plan scolaire et social quand ils étaient à l'école secondaire. Les causes sous-jacentes peuvent être également liées à la motivation, car il est clair que ces répondants n'accordaient pas d'importance à la réussite au secondaire.

Les répondants *désireux de faire des EPS*, par contre, n'ont pas le même profil. Ils sont, à bien des égards, plus semblables aux *inscrits*. Ils étaient plus engagés sur le plan scolaire et social que les *non désireux*, mais leurs notes n'étaient pas aussi bonnes que celles des *inscrits*. À l'instar des *inscrits*, les *désireux* reconnaissent l'importance des EPS pour obtenir un bon emploi, mais ils en surestiment le coût davantage que les inscrits.

Deux types de facteurs influent sur les *désireux de faire des EPS* : les facteurs liés à la motivation et les facteurs financiers. Même si la motivation avait davantage d'incidence dans leur décision de poursuivre ou non des études postsecondaires, l'aspect financier semblait avoir plus d'importance que la motivation obstacle possible à l'atteinte de leurs objectifs. Environ 80 p. cent des *désireux* ont mentionné le manque de motivation comme raison de ne pas poursuivre leurs études après le secondaire.

La majorité d'entre eux ont dit avoir eu besoin de temps pour décider ce qu'ils allaient faire, certains ont voulu faire une pause après le secondaire, et d'autres ont mentionné qu'ils n'avaient pas l'intention de faire d'EPS au départ, mais ils ont changé d'idée par la suite, possiblement en se rendant compte que leurs perspectives d'emploi seraient limitées s'ils n'allaient pas chercher plus de formation. Toutefois, seulement 40 p. cent des *désireux* ont mentionné la motivation comme obstacle à l'atteinte de leurs objectifs, se disant préoccupés par la possibilité de changer d'idée à propos de leurs objectifs en matière d'éducation ou de carrière. La moitié des *désireux* ont mentionné les finances comme raison de leur décision de retarder leurs études, car ils avaient besoin de temps pour épargner en vue de leurs études. Un peu plus de la moitié d'entre eux ont également mentionné les finances comme un obstacle possible à l'atteinte de leurs objectifs. Cela incluait l'aversion pour l'endettement, la nécessité de travailler pour subvenir à leurs besoins et la crainte de ne pas avoir les moyens de faire toutes les études qu'ils voulaient.

Les raisons pour lesquelles les répondants *désireux de faire des EPS* n'avaient toujours pas entrepris leurs études étaient liées en grande partie à la motivation. Ils étaient encore en train de réfléchir à ce qu'ils voulaient faire. Mais l'argent est un facteur presque aussi important, puisque la moitié de ces répondants travaillaient deux ans après la fin du secondaire pour économiser en vue de faire des études. Le désir de ne pas s'endetter pour étudier peut être un choix, mais c'est peut-être aussi le signe d'un manque d'information à propos des autres options, comme l'aide financière aux étudiants. L'aversion pour l'endettement pourrait aussi indiquer un manque d'information concernant le crédit et les options de remboursement de la dette.

Les *retardataires* ressemblent aux *désireux* pour ce qui est des raisons de remettre les études à plus tard. La motivation est le motif le plus souvent évoqué par les deux groupes, suivi des finances. Concernant les obstacles à l'atteinte des objectifs, les *non-retardataires* et les *retardataires* étaient similaires aux *désireux*. Les obstacles financiers étaient le type d'obstacle le plus souvent mentionné par tous les groupes, bien que moins courant chez les *non-retardataires*. La motivation venait au second rang des obstacles mentionnés par ces trois groupes.

Bien qu'il ne s'agisse pas du seul type de facteur, les facteurs financiers jouent un rôle déterminant dans les décisions que prennent les diplômés du secondaire concernant leur avenir. Les contraintes relatives au coût incitent les *non désireux* à ne pas faire d'études postsecondaires; environ la moitié d'entre eux avaient le sentiment que cela n'en valait pas la peine. Dans ce cas, la contrainte est fondée sur une information erronée concernant le véritable coût des EPS. Les contraintes financières sont également un facteur important pour les répondants de ce groupe, car beaucoup d'entre eux doivent travailler pour subvenir à leurs besoins. D'après la scolarité de leurs parents, il est probable qu'il y ait dans ce groupe plus de répondants issus de familles à plus faible revenu que dans tout autre groupe. Cela pourrait expliquer la nécessité de travailler.

L'aversion pour l'endettement est l'obstacle financier qui prédomine chez les répondants qui veulent faire certaines études postsecondaires, c'est-à-dire les *inscrits* et les *désireux*. Les contraintes financières préoccupent autant que l'aversion pour l'endettement ceux qui retardent leurs études. Les *retardataires* et les *désireux* craignent de ne pas avoir les moyens de faire toutes les études qu'ils veulent ou d'être obligés de travailler pour subvenir à leurs besoins.

L'aversion pour l'endettement des diplômés du secondaire qui n'ont pas les moyens de payer leurs études pourrait les inciter à renoncer à faire des études postsecondaires ou limiter leurs aspirations, compte tenu de ce qu'ils pensent pouvoir s'offrir comme études. C'est possiblement la voie que certains *désireux* ont empruntée. Deux années se sont écoulées depuis l'obtention de leur DES et, pourtant, la plupart d'entre eux comptent attendre une autre année avant de commencer leurs études. Bien qu'ils reconnaissent l'importance des études postsecondaires et qu'ils espèrent atteindre leurs objectifs en matière d'éducation, ils doivent faire face à des obstacles liés à la motivation et à des obstacles financiers avant même d'avoir commencé leurs études. Combien de ces détenteurs de DES atteindront véritablement leurs

objectifs? Il serait intéressant de retrouver ce groupe dans deux ans pour savoir lesquels ont surmonté les obstacles et entrepris leurs études postsecondaires.

L'aversion pour l'endettement est un véritable dilemme pour les décideurs. Les programmes d'aide financière qui sont principalement fondés sur les prêts aux étudiants ne permettront pas de surmonter cet obstacle. La question est de savoir si l'aversion pour l'endettement est un réel obstacle. Ces jeunes agissent-ils avec prudence en évitant de contracter une dette qu'ils seront peut-être incapables de rembourser? Ou leur aversion pour l'endettement est-elle causée par un manque d'information sur le fonctionnement des programmes de prêts aux étudiants ou par une faible connaissance des questions financières en général? Au cours des dernières années, les médias ont souvent insisté sur les taux élevés d'endettement des étudiants et de défaut de remboursement des prêts étudiants. C'est possiblement la seule information dont disposent les jeunes en matière d'aide financière, et cela pourrait expliquer cette forte aversion pour l'endettement chez les détenteurs de DES qui souhaitent faire des études postsecondaires.

Tant qu'ils n'ont pas soumis une demande d'aide financière, il est difficile pour les étudiants de savoir quel montant ils recevront. Ils ne connaissent pas non plus les programmes de bourses et de remise de la dette auxquels ils pourraient être admissibles, ni les modalités de remboursement. En l'absence de renseignements concrets, il n'est pas étonnant que l'aversion pour l'endettement constitue le plus important obstacle financier, surtout quand on sait que la majorité des détenteurs de DES surestiment le coût des études universitaires. S'ils avaient des renseignements précis sur le coût et les avantages des études postsecondaires – revenus plus élevés et taux de chômage moins élevés – et sur le montant de l'aide qu'ils recevraient, les étudiants du secondaire feraient peut-être des choix différents. Idéalement, s'ils étaient mieux informés au secondaire, il y aurait moins de jeunes qui attendraient deux ans après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires pour entreprendre des EPS.

Pour ce qui est de déterminer les obstacles qui nuisent à l'atteinte des objectifs en matière d'éducation, la présente étude confirme un point soulevé par Berger et Motte (2007) : les obstacles sont en interaction, au point qu'on pourrait les voir comme un système. Seulement un tiers des détenteurs de DES qui ont des objectifs en matière d'études postsecondaires n'ont mentionné aucun obstacle à l'atteinte de ces objectifs. Et parmi ceux qui ont mentionné des obstacles, la plupart ont parlé de plus d'un type d'obstacle. Ainsi, près de 80 p. cent des répondants qui ont mentionné des obstacles liés à la motivation ont également parlé d'obstacles financiers, et 40 p. cent ont parlé d'obstacles sociaux. Parmi ceux qui ont mentionné des obstacles sociaux, plus de 80 p. cent ont mentionné des obstacles financiers, et plus de 60 p. cent ont mentionné des obstacles liés à la motivation. Presque tous ceux qui ont mentionné des obstacles financiers ont également mentionné au moins un autre type d'obstacle, alors que seulement le quart environ de ceux qui n'ont mentionné aucun obstacle financier n'ont mentionné aucun obstacle. Certains facteurs sous-jacents, comme le manque d'information sur les options et les finances en ce qui concerne les études postsecondaires peuvent être à la base de certaines de ces interactions. Compte tenu des interactions entre les différents obstacles, il est difficile de les distinguer les uns des autres, et il est par conséquent impossible de déterminer quels facteurs sont les plus importants. Toutefois, si les obstacles ne se posent pas isolément, ils n'ont sans doute pas de causes indépendantes. Il serait donc préférable de chercher des politiques qui tiennent compte de la multiplicité des défis auxquels certains jeunes doivent faire face au lieu de chercher LE facteur clé qui explique le faible taux d'inscription aux études postsecondaires de certains groupes.

Il y a deux limites à la présente étude. La première est qu'elle portait principalement sur les diplômés du secondaire. Les facteurs qui influencent ceux qui ne terminent pas leur secondaire peuvent ne pas être les mêmes. La deuxième est qu'elle ne comprenait que les diplômés du secondaire de la Colombie-Britannique. Il existe des différences dans les systèmes d'études secondaires et postsecondaires en place au

pays. Certaines conclusions peuvent être propres à la Colombie-Britannique. L'effet de la distance peut varier d'une province ou d'un territoire à l'autre. La Colombie-Britannique a un système d'études postsecondaires très articulé qui permet de faire des EPS dans différentes communautés locales à l'échelle de la province. Bien que les établissements d'enseignement postsecondaire soient concentrés dans les centres urbains, les étudiants qui vivent à l'extérieur des grands centres ont des options plus près de la maison. L'effet de la distance peut être différent dans les provinces ou territoires où les établissements d'enseignement postsecondaire sont plus concentrés autour des zones urbaines. Néanmoins, les conclusions de la présente étude relatives à la distance concordent avec celles de Frenette (2002, 2003), qui s'est basé sur l'ensemble du pays.

Bibliographie

Berger, J., et A. Motte. *L'accès aux études postsecondaires : surmonter les obstacles*, Options politiques, vol. 28, n° 10, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 2007.

Bowlby, J., et K. McMullen. *À la croisée des chemins : premiers résultats de la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition*, Ottawa, Statistique Canada, 2002.

Chung, L. *Scolarité et gains*, L'emploi et le revenu en perspective, vol. 7, n° 6, 2006.

Corak, M., G. Lipps. et J. Zhao. *Revenu familial et participation aux études postsecondaires*, Ottawa, Statistique Canada, 2003.

Dubois, J. 2002. Qu'est-ce qui incite les jeunes à poursuivre des études postsecondaires au Canada? Ottawa : Développement des Ressources Humaines Canada.

Finnie, R. et R. E. Mueller. *The Effects of Family Income, Parental Education and Other Background Factors on Access to Post-Secondary Education in Canada: Evidence from the YITS*. Un document de projet de recherche sur la mesure des effets de l'aide aux étudiants. Toronto, Educational Policy Institute, 2008.

Foley, K. *Pourquoi arrêter après l'école secondaire? Analyse descriptive des raisons les plus importantes ayant motivé les diplômés de l'école secondaire à ne pas poursuivre d'études postsecondaires*, Série Recherche, Montréal, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 2001.

Frenette, M. *Trop loin pour continuer? Distance par rapport à l'établissement et inscription à l'université*, Ottawa, Statistique Canada, 2002.

Frenette, M. *Accès au collège et à l'université : est-ce que la distance importe?*, Ottawa, Statistique Canada, 2003.

Frenette, M. *Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université? Analyse fondée sur les aptitudes aux études, l'influence des parents et les contraintes financières*, Ottawa, Statistique Canada, 2007.

Hango, D. *Faire une pause entre les études et les études postsecondaires : déterminants et premiers résultats sur le marché du travail*, Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada, vol. 4, n° 5, 2008.

Hango, D., et P. Brouker. *Cheminements des jeunes Canadiens des études au marché du travail : résultats de l'Enquête auprès des jeunes en transition*, Ottawa, Statistique Canada, 2007.

Junor, S. et A. Usher. *Le prix du savoir : l'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*, Montréal, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 2004.

Knighton, T., et S. Mirza. *L'incidence du niveau de scolarité des parents et du revenu du ménage sur la poursuite d'études postsecondaires*, Revue trimestrielle de l'éducation, vol. 8, n° 3, 2002.

Krahn, H., et J. Hudson. *Pathways of Alberta Youth through the Post-Secondary System into the Labour Market*, 1996-2003, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 2006.

Lambert, M., K. Zeman, M. Allen et P. Bussière. *Qui poursuit des études postsecondaires, qui les abandonne et pourquoi? Résultats provenant de l'Enquête auprès des jeunes en transition*, Ottawa, Statistique Canada, 2004.

Lapointe, M., K. Dunn, N. Tremblay-Côté, L. Bergeron et L. Ignaczak. *Perspectives du marché du travail canadien pour la prochaine décennie (2006-2015)*, Ottawa, Ressources humaines et Développement social Canada, 2006.

Looker, E. D. *Résultats des diplômés universitaires originaires de milieux rural et urbain dans les Maritimes, Tendances de l'enseignement supérieur dans les Maritimes*, vol. 6, n° 1, 2008.

R.A. Malatest et Associés Ltée. *The Class of 2003: High School Follow-Up Survey*, Montréal, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 2007.

Rahman, A., J. Situ et V. Jimmo. *Participation aux études postsecondaires : résultats de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, Ottawa, Statistique Canada, 2005.

Shaienks, D. et T. Gluszynski. *Participation aux études postsecondaires : diplômés, persévérants et décrocheurs, résultats de l'EJET, 4e cycle*, Ottawa, Statistique Canada, 2007.

Shipley, L., S. Ouellette et F. Cartwright. *Planification et préparation : premiers résultats de l'Enquête sur les approches en matière de planification des études (EAPE) de 2002*, Ottawa, Statistique Canada, 2003.

Tomkowicz, J. et T. Bushnik. *Qui poursuit des études postsecondaires et à quel moment : parcours choisis par les jeunes de 20 ans*, Ottawa, Statistique Canada, 2003.

Usher, A. *A Little Knowledge is A Dangerous Thing: How Perceptions of Costs and Benefits Affect Access to Education*. Toronto, Educational Policy Institute, 2005.

Zeman, K., T. Knighton et P. Bussière. *Aperçu des cheminements liés aux études et au marché du travail des jeunes Canadiens de 20 à 22 ans*, Ottawa, Statistique Canada, 2004.